

Informations internes sur L'AGRICULTURE

Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole

I. Italie

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION «ECONOMIE ET STRUCTURE AGRICOLES» – DIVISION «BILANS, ETUDES, INFORMATION»

*La reproduction, même partielle, du contenu de ce rapport est subordonnée
à la mention explicite de la source*

APERÇU DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE L'ÉTUDE

NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION DANS
LE DOMAINE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Série : "Informations Internes sur l'Agriculture"

N°s 93/94/95

- I. ITALIE - Inf. Int. sur l'Agr. n° 93 en langue italienne.
Les versions française et allemande sont en préparation.
- II. BENELUX - Inf. Int. sur l'Agr. n° 94 en langue néerlandaise.
Les versions française et allemande sont en préparation.
- III. R.F.d'ALLEMAGNE - Inf. Int. sur l'Agr. n° 95 en langue allemande.
La version française est en préparation.

L'étude a pour objet d'examiner les possibilités qu'offre la collaboration entre exploitations agricoles dans le domaine de la production, pour le développement et l'adaptation des structures agricoles.

Les rapports pour les différents Etats membres sont subdivisés chacun en 4 parties :

1° Description des différentes formes de collaboration

Cette partie donne un aperçu de la situation, du développement et de l'importance des différentes formes de collaboration ventilées selon les régions et regroupées en 3 types :

- formes simples de collaboration où l'autonomie des exploitations est entièrement maintenue,

- fusion partielle où une branche de production est exploitée en commun (gestion commune et mise en commun de capitaux, mais où l'autonomie est maintenue en ce qui concerne les autres branches),
- fusion complète où l'autonomie des exploitations participantes est complètement abandonnée au profit de la coopération (gestion en commun, financement des investissements réalisé en commun, travail exécuté en commun et moyens de production utilisés en commun).

2° Expériences acquises et résultats obtenus par les fusions totales ou partielles

A l'aide de nombreux exemples, l'évolution et les résultats obtenus par ces différentes formes de collaboration sont examinées en comparant la situation de départ des exploitations individuelles participant au groupement, à la situation atteinte par le groupement après quelques années d'existence.

3° Analyse des facteurs favorisant la formation et le développement de formes de collaboration; analyse des facteurs ayant pu conduire à leur échec

Sont étudiés ici les facteurs internes et externes aux exploitations qui ont une influence positive ou négative sur la création, le fonctionnement et l'échec des groupements : dispositions légales, politique suivie, aides accordées, information - encadrement et préparation des agriculteurs, attitude des associés au sein du groupement, moyens techniques et financiers disponibles, etc..

4° Analyse des possibilités qu'offrent les différentes formes de collaboration entre exploitations agricoles en vue de l'amélioration des structures agricoles.

Dans cette partie sont examinées les possibilités offertes par les différentes formes de collaboration ou de fusion et dans quelle mesure et sous quelles conditions celles-ci peuvent devenir de véritables instruments d'amélioration des structures agricoles; et quels seraient les moyens à mettre en oeuvre sur les différents plans.

Un volume consacré à la France est en préparation.

Informations internes sur L'AGRICULTURE

Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole

I. Italie

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION «ECONOMIE ET STRUCTURE AGRICOLES» – DIVISION «BILANS, ETUDES, INFORMATION»

AVANT-PROPOS

La présente publication constitue le premier volume d'une série d'études sur les "Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole" et contient les résultats des travaux pour l'Italie.

Cette étude a été entreprise dans le cadre du programme d'études de la Direction Générale de l'Agriculture de la Commission des Communautés Européennes et a été exécutée pour :

la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg

Prof. Dr. ir. A.G. BAPTIST	Fakulteit van de Landbouwwetenschappen,
Dr. ir. L. MARTENS	Rijksuniversiteit - Gent

la R.F. d'Allemagne

Prof. Dr. K. HAGE	Institut für landwirtschaftliche Betriebs-
Dr. H. HINDERFELD	lehre der Justus Liebig-Universität -
	Giessen

la France

P. BLED	Ingénieur Agronome - Auxerre
avec la participation	des ingénieurs et collaborateurs de l'UGEA
	(Union des Groupements pour l'Exploitation
	Agricole) - Paris

l'Italie

Prof. S. NACAMULI	Istituto di Economica e Politica Agraria
avec la collaboration du	dell'Università di Bologna
Dott. G. CESARINI	Capo dell'Ufficio di Assistenza Tecnica
	della Cassa per il Mezzogiorno
Prof. E. PEDRINI	Istituto di Economica e Politica Agraria
	dell'Università di Bologna

Les travaux ont été menés en collaboration avec les divisions "Coordination des politiques nationales de structure et mesures communautaires" et "Bilans, études, information" de la Direction Générale de l'Agriculture.

x
x^xx
x^xx

Cette étude ne reflète pas nécessairement les opinions de la Commission des Communautés Européennes dans ce domaine et n'anticipe nullement sur l'attitude future de la Commission en cette matière.

L'enquête a été dirigée par le Professeur Silvio NACAMULI.

Le Professeur Elda PEDRINI a effectué la recherche pour les étables sociales (Stalle sociali) et les gestions collectives de la région du Centre-Nord, recherche qu'elle avait déjà commencée, en ce qui concerne les étables collectives, pour le compte du Consiglio Nazionale delle Ricerche, sur la base d'un programme triennal.

M. Giuliano CESARINI a apporté la plus précieuse contribution à la partie consacrée aux initiatives de l'Italie méridionale et insulaire.

S O M M A I R E (1)

Chapitre I	Description des nouvelles formes de collaboration	Page 1
Chapitre II	Examen de quelques-unes des nouvelles formes de collaboration	59
Chapitre III	Facteurs influant sur le développement des formes de collaboration	175
Chapitre IV	Collaboration et amélioration des structures agricoles	227
Appendice	(relatif au chapitre II)	

(1) Un index détaillé se trouve à la fin du chapitre IV et de l'appendice.

CHAPITRE PREMIER

- DESCRIPTION DES NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION

Introduction

Si l'on fait abstraction des sociétés de fait et des sociétés par actions, en commandite simple etc., les autres formes d'association entre exploitations agricoles, au stade de la production, sont très peu répandues en Italie, et les quelques réalisations accomplies sont récentes.

La principale forme d'association est la coopérative : elle^a connu un développement considérable au cours des vingt dernières années, grâce notamment aux facilités accordées aux coopératives dans le cadre des orientations de la politique agricole italienne favorables à la coopération. Mais ce développement s'est manifesté surtout dans les secteurs de la récolte, de la transformation et de la vente des produits agricoles, qui sont précisément ceux auxquels les facilités susmentionnées étaient destinées.

On s'intéresse toutefois, actuellement, à la possibilité de promouvoir l'association au niveau de la gestion des exploitations. Cette forme de collaboration pourrait être valable, surtout pour les petites et moyennes exploitations, auxquelles elle permettrait de réaliser des économies d'échelle et aussi d'introduire plus facilement des techniques nouvelles de production; elle pourrait se révéler particulièrement utile dans les zones où il n'y a pas de solution de rechange à l'activité agricole, des conditions requises pour le développement de l'industrie et des activités tertiaires n'étant pas remplies.

Parmi les formes d'association créées en Italie au niveau de la production, on ne trouve pas de formes simples de collaboration entre exploitations, mais en revanche des formes de collaboration qui consistent dans la gestion en commun d'un secteur de production et des formes de fusion complète d'exploitations.

Les formes de collaboration consistant dans la gestion en commun d'un secteur de production sont représentées principalement par les étabes collectives que l'on trouve surtout dans les régions de vieille tradition coopérative du Nord et du Centre de l'Italie.

Dans l'Italie méridionale et insulaire, il existe des formes de collaboration pour certaines activités (élevage des poulets et des porcs, cultures en serres etc.), qui ne sont toutefois pas liées aux exploitations agricoles des membres mais se présentent plutôt comme des activités distinctes et complémentaires de l'activité traditionnelle.

Les formes de fusion complète d'exploitations sont inégalement réparties sur le territoire national. Toutefois, dans le Mezzogiorno, les gestions collectives ainsi que les formes de collaboration par secteur d'activité constituent des tentatives particulièrement intéressantes, tant en raison des caractéristiques du territoire que par les aspects économiques et sociaux du milieu et enfin parce que les gestions collectives-partielles ou totales - sont le résultat d'un programme systématique de promotion et d'assistance technique.

Pour toutes ces raisons, il paraît opportun de traiter les différentes formes de collaboration dans deux parties distinctes dont la première sera consacrée aux formes répandues dans l'Italie du centre et du nord et la seconde aux formes fréquentes dans l'Italie méridionale et insulaire.

Formes de collaboration dans le Centre et le Nord de l'Italie

Les étables collectives

Le processus de développement des étables collectives en Italie est relativement récent : les premières datent d'une dizaine d'années.

En outre, on note une certaine uniformité en ce qui concerne les motifs qui ont suscité ce développement et les sujets économiques intéressés. En effet, là où elles se sont développées jusqu'à présent, les étables collectives italiennes constituent une expérience de coopération au niveau des petits exploitants, propriétaires et fermiers à bail, auxquels viennent s'ajouter dans certains cas les métayers et les coopératives d'ouvriers agricoles (1),

(1) Pour le moment la seule exception à cette règle est constituée par une grande étable collective, également coopérative, en service à Isola della Scala dans la province de Vérone. Elle a une capacité de 6.500 à 7.000 têtes de bétail de boucherie et a été créée par des agriculteurs de la région, propriétaires d'exploitations employant des salariés. Cette étable collective a 18 membres qui consacrent 1.000 hectares au total à la production de fourrage pour l'étable; bon nombre d'entre eux pratiquent encore l'élevage à titre individuel : l'un d'eux possède une étable de 600 vaches laitières, un autre élève 250.000 poules pondeuses. Ces indications montrent le caractère exceptionnel de cette étable collective dont la constitution sous la forme d'une coopérative a été motivée par la possibilité d'utiliser une aide considérable - 500 millions - fournie par le FEOGA et le ministère de l'agriculture.

lorsqu'il y a, évidemment, des métayers et des coopératives d'ouvriers agricoles dans la zone considérée; en ce qui concerne les métayers, ceux-ci doivent obtenir l'accord de leur propriétaire pour participer à l'étable collective.

Parmi les motifs qui sont à l'origine de ces initiatives il faut citer, d'une part, le désir très vif, surtout chez les jeunes, de se libérer du travail pénible et désagréable qu'impose une étable; d'autre part, l'espoir de réduire les coûts de production du lait et de la viande, de manière à rendre les élevages rentables, ce qui n'est pas le cas ou qui est à tout le moins très problématique dans une étable individuelle en général très petite et souvent composée de bêtes en mauvaise santé ou en tout cas à faible rendement.

La possibilité d'atteindre l'objectif économique susmentionné est essentiellement liée à un élevage de grandes dimensions souvent à stabulation libre - forme d'élevage qui a une influence déterminante sur le coût de la main-d'oeuvre - portant en général sur des sujets nouveaux, sélectionnés, à vocation bien définie. Ces éléments, joints à des techniques d'élevage rationnelles, devraient avoir une incidence sur l'augmentation des rendements.

Schématiquement, une étable collective fonctionne de la manière suivante :

- les agriculteurs membres livrent à l'étable la quantité de fourrage - vert ou sec - qu'ils se sont engagés à fournir; il existe donc pour chaque membre une obligation précise de livraison;
- le fourrage livré est évalué, au moment de la livraison, sur la base des unités fourragères qu'il contient; ce sont ces unités fourragères, divisées en unités vertes et unités sèches, qui sont portées au crédit du membre : ce sont elles qui constituent la base de répartition des bénéfices;
- l'étable transforme le fourrage livré en viande et/ou en lait et elle déduit les frais généraux et les frais de gestion des recettes provenant de la vente des produits et distribue à ses membres le bénéfice net sur la base des unités fourragères qu'ils ont livrées. Pendant la campagne, même le fumier et le purin sont distribués aux membres proportionnellement à la quantité de fourrage livrée par chacun.

Les modalités diffèrent selon les régions en ce qui concerne la superficie d'exploitation qui doit être consacrée à la production de fourrage et le maintien ou la suppression de l'étable individuelle. A propos de ce dernier point, notons dès maintenant que dans certaines localités les statuts prévoient pour le membre l'obligation de renoncer à l'élevage individuel des bovins; dans d'autres, cette obligation n'existe pas ou elle n'est imposée que graduellement. Cette différence peut s'expliquer par diverses raisons et principalement par la possibilité pour les membres de trouver ou non un autre emploi et par leur attitude psychologique à l'égard de leur étable, c'est-à-dire par leur plus ou moins grande propension à la fermer.

Cela peut sembler en contradiction avec ce que nous avons dit précédemment du désir des agriculteurs de se libérer du travail désagréable qu'impose une étable, que nous avons considéré comme un élément déterminant dans la création d'une étable collective.

En fait, cette attitude est caractéristique des jeunes. En revanche, chez les paysans plus âgés, l'attachement à leur étable est profondément enraciné et sur le plan des rapports humains et sociaux, il a souvent été - et il est encore - indispensable d'en tenir compte.

Pour ce qui est de la livraison du fourrage, il faut noter que les membres sont tenus de produire dans leur propre exploitation le fourrage nécessaire à l'élevage, et même, jusqu'à présent, la qualité de membre a été liée à la livraison du fourrage produit dans l'exploitation individuelle.

Nous disons jusqu'à présent car, même si cela reste la règle, on commence à trouver des cas où la qualité de membre n'est plus liée à la livraison du fourrage, mais à l'apport de terres : ce sont les cas dans lesquels on est passé, ou dans lesquels on est en train de passer, à la gestion en commun des terres consacrées à la production du fourrage.

La culture du fourrage dans les exploitations des membres est prévue dans le plan de culture, élaboré par la direction de l'étable, puis discuté et approuvé - ou modifié - par les membres.

Le plan de culture élaboré pour la production de fourrage ne s'applique pas à toute la superficie d'exploitation du membre : en d'autres termes, dès lors qu'il a assuré la livraison de fourrage à laquelle il est tenu, le membre est libre de disposer comme il l'entend de son personnel et de la superficie résiduelle.

Il y a eu par conséquent, selon les cas, des comportements différents qui peuvent être classés dans plusieurs catégories bien définies :

1. la main-d'oeuvre faisait déjà défaut, à tel point que lors de la création de l'étable collective, en raison du départ des jeunes et de l'âge avancé des paysans restants, une forte réduction de l'élevage s'était déjà produite ou était en cours; elle a abouti à la fermeture des étables individuelles, et la création de l'étable collective n'a donc pas posé de problèmes d'emploi;
2. la main-d'oeuvre rendue disponible dans l'exploitation familiale par suite de la suppression de l'étable a été réabsorbée dans l'exploitation même, du fait de l'introduction ou du développement de la culture des fruits et légumes ou de certaines formes d'élevage (poulets, porcs, élevage ne nécessitant généralement pas de terres);
3. l'étable collective a favorisé la mobilité de la main-d'oeuvre qui s'est orientée vers des activités non-agricoles.

L'intensité des processus mentionnés aux points 2 et 3 dépend aussi de la rapidité avec laquelle l'étable individuelle est supprimée après la création de l'étable collective.

Si telles sont les raisons qui déterminent la création d'une étable coopérative (certaines d'ordre social et psychologique, d'autres plus spécifiquement économiques et liées au faible revenu et aux difficultés des agriculteurs et des éleveurs en particulier), les différentes initiatives présentent néanmoins des caractéristiques propres qui sont le résultat de l'adaptation de ces entreprises aux diverses conditions et qui, par conséquent, les différencient l'une de l'autre.

Essayons de préciser ces différences.

Les tableaux suivants donnent la répartition des étables collectives (tableau 1) actuellement en service en Italie et les données structurelles d'un groupe d'entre elles (tableau 2). L'étude porte ensuite sur trois régions significatives : l'Emilie-Romagne, la Vénétie et la région alpine.

Tableau 1 - Répartition des étables collectives en service en Italie (1)

<u>Région</u>	<u>Nombre</u>
Piémont	6
Lombardie	18
Vénétie	18
Trentin-Haut Adige	12
Frioul Vénétie Julienne	27
Ligurie	2
Emilie-Romagne	20
Toscane	4
Marches	7
Ombrie	1
Abruzzes	2
Latium	2
Sardaigne	2
Italie	<hr/> 121

(1) D'une enquête menée par l'Ufficio Studi du Consiglio Superiore du Ministero dell'Agricoltura e delle Foreste, il ressort que le nombre des étables collectives a augmenté de 1960 à 1968; en effet, alors qu'en 1960 il n'existait que 2 étables collectives, il y en avait 10 en 1962, 15 en 1964, 25 en 1966 et 39 en 1968. D'après les recherches que nous avons faites, l'augmentation a été encore plus forte de 1968 à 1971 : en effet, il y avait en 1971 au moins 121 étables collectives en service, se répartissant comme suit entre les régions. Ce chiffre est un chiffre partiel car certaines régions n'ont pas répondu; ces régions sont toutefois celles où le développement des étables collectives est très limité.

Tableau 2 - Caractéristiques structurelles d'étables collectives en service en Italie

a) Piémont

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Stalla sociale di Gaiola	Gaiola (Cuneo)	montagne	1972	22
2) Cooperativa Intercomunale Ortofrutti-coltori Bassa Langa	Sommariva Perno-Sommariva (Cuneo)	colline	1972	28
3) Stalla sociale Bernezzese	Bernezzo (Cuneo)	montagne	1972	24
4) Stalla sociale Rossanese	Rossana (Cuneo)	montagne	1970	18
5) Società agricola Bagnolese	Bagnolo P.te (Cuneo)	montagne	1970	17

Superficie des exploitations des membres				Consacré à la production de fourrage pour l'étable	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.			Total	Vaches en lactation			
61,5	2,8	0,33	8,48	20 ha	lait - viande	90	-	-	-	-
71,9	4,4	1,00	9,00	43 ha	lait - viande	250	50	-	-	-
49,5	5,5	2,10	8,60	32 ha	lait - viande	90	-	-	-	-
72,8	4	0,55	17,20	60 ha	lait - viande	65	-	-	-	-
66,8	3,9	0,40	19,62	49,6 ha	lait - viande	142	62	-	1.000	-

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Società cooperativa Eridania	Pomponesco (Mantova)	plaine	1971	17
2) Società cooperativa Stalla soc. "Vo"	Pegognaga (Mantova)	plaine	1970	21
3) Società cooperativa Stalla soc. "Sineona"	S. Benedetto (Mantova)	plaine	1970	16
4) S. Giorgio Cavaliere	Corte Palasio (Milano)	plaine	1972	18
5) La Cascina Lombarda	Colturano (Milano)	plaine	1972	9
6) Stalla soc. Castelnuovo B.A.	Castelnuovo B.A. (Milano)	plaine	1972	11
7) Stalla soc. della Valchiavenna	Samolaco (Sondrio)	plaine	1970	55
8) Stalla soc. Bassa Valtellina	Piantedo (Sondrio)	plaine	1972	52
9) Club 3 P	Fiesse (Brescia)	plaine	1967	7
10) Club 3 P	Verolanuova (Brescia)	plaine	1966	7
11) Club 3 P	S. Paolo (Cremona) Brescia	plaine	1969	7
12) Club 3 P	Pavone Mella (Brescia)	plaine	1969	13
13) Cooperativa "Alpina"	Ponte Caffaro di Bagolino (Brescia)	montagne	1970	18
14) Stalla soc. di S. Martino del Lago	S. Martino del Lago (Cremona)	plaine	1967	28
15) Consorzio Intercomunale Allevatori	S. Bassano (Cremona)	plaine	1971	14
16) Cooperative agricoltori Brugnolesi	Brugnolo di Rivarolo Re (Cr)	plaine	(1)	10
(1) Demandes présentées au ministère ; attente de l'autorisation de commencer les travaux de construction.				

Superficie des exploitations des membres				Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes	
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.		Consacré à la production de fourrage pour l'étable	Total				Vaches en lactation
260	15	6	25	100	lait	240	160	-	6.000	-
590	28	12	30	250	lait	600	360	-	10.000	-
270	22	4	40	40	viande	480	-	-	-	-
1500	83,33	30	140	200	engraissement	-	-	-	-	-
830	92,22	50	130	170	engraissement	-	-	-	-	-
145	13,18	3	34	58	engraissement	-	-	-	-	-
894,78	18	2,30	68,95	110	engraissement veaux	800	-	-	-	-
1018,51	12	3,40	246	140	engraissement veaux	1400	-	-	-	-
190	25	5	47	toute	viande	270	-	-	-	-
60	10	7	36	-	viande	350	-	2.30.00	-	-
117	23	3	50	3	viande	210	-	-	-	-
120	13	7	33	3	viande	320	-	-	-	-
336	10	1	210	toute	porcs de reproduction	200	-	-	-	-
202	7,21	1	45	120	lait	380	178	4.00.00	53-54	superficie en propriété
564,74	40,33	8	93	62,47	viande	230	-	0.91.00	-	superficie en propriété
141	14,1	1,20	47,43	50	viande	600	-	1.17.60	-	superficie en propriété

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
17) Cow Hotel Soresinese	Soresina (Cr)	plaine	(1)	15
c) <u>Veneto</u>				
1) Coop.miglioram.agr.zootec. "La Francescana"	Arsiè(Belluno)	pente	1968	17
2) Soc.civile per l'incremento zootecnico	Costa S.Nicolò Comelico (Bl)	pente	1959	25
3) Stalla soc. S.Giacomo Soc.coop.a.r.l.	Galliera Veneta (Padova)	plaine	1970	17
4) Stalla soc. S.Biagio Soc.coop.a.r.l.	Legnaro (Padova)	plaine	1968	9
5) Stalla sociale Soc.coop.a.r.l.	Conselve (Padova)	plaine	1971	26
6) Stalla sociale S.Bovo	Casale Scodosia (Pd)	plaine	1970	6
7) Stalla soc. S.Bovo Soc.coop.a.r.l.	Pontecchio Pol. (Rovigo)	plaine	1971	11
8) Stalla sociale Prealpina	Miane (Treviso)	montagne	1969	10
9) Stalla soc. coop. di Ponte della Muda	Orsago (Treviso)	plaine	1971	22
10) Stalla sociale di Monastier	Monastier (Treviso)	plaine	1971	15
(1) Demandes présentées au ministère ; attente de l'autorisation de commencer les travaux de construction.				

Superficie des exploitations des membres				Orientation de la production	Nombre de têtes de bovins				Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.		Total	de boucherie	jeunes gén. en lactat.	vaches en lactation			
755	50	14	118	85% = 573	lait	1587		1050	superficie en cours d'acquisition	-	-
116 x	5	3	10	toute	lait - viande	112	30	40	42	-	34 y compris alpage en locat.
410 x	3	2	8	toute	lait - viande	70	-	20	50	42	26 y compris alpage en locat.
73,5	4,3	1,4	9,7	1,20	viande	175	175 x	-	-	location ha 25	- nombre de têtes de bétail pour un cycle d'élevage en 4-5 mois
141,3	15,7	5,8	23,2	30,9	lait - viande	365	160 x	105	100	location ha 14,7	3350 voir ci-dessus
640	24,6	3	52	130	viande	1022	1022 x	-	-	-	- voir ci-dessus
117,4	19,5	10,4	26,6	17,4	viande	160	160 x	-	-	location ha 24	- voir ci-dessus
385	38	15	80	110	viande	950	950	-	-	-	-
120	12	4	60	55	lait	70	-	40	30	-	707
108	4,9	1	24,5	32	lait	76	-	24	52	1,3	lact. en cours
129,5	8,6	2,5	30	90	viande	350	350	-	-	-	-

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
11) Stalla Sociale di Villorba	Villorba (Treviso)	plaine	1968	10
12) Stalla soc. ripopolaz. Castelfranco V.	Castelfranco V. (Tv)	plaine	1971	22
13) Stalla sociale Soc. coop. a.r.l.	Premadore di Camponogara (Venezia)	plaine	1965	14
14) Stalla sociale Aziende Riunite	Bonavigo (Verona)	plaine	1971	13
15) Coop.agr.zootec. "La Torre"	Isola della Scala (Vr)	plaine	1969	22
16) Soc.coop. a.r.l. Stalla soc. Crosare	Pressana (Verona)	plaine	1970	10
17) Coop. agr. ACLI	Velo d'Astico (Vi)	montagne	1969	19
18) Stalla sociale S.Bovo	Agugliaro (Vicenza)	plaine	1967	17

Superficie des exploitations des membres				Orientation de la production	Nombre de têtes de bovins				Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes	
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.		Consacré à la production de fourrage pour l'étable	Total	de boucherie	Jeunes gén. en lactat.				vaches en lactation
90,5	9,1	1,5	25	21	lait	35	-	4	31	-	1.213	-
182	8,3	3	15	105	lait - viande	398	271	37	90	-	lactation en cours	-
68,7	4,9	1,5	14	42,03	viande	400	400	-	-	2	-	2 cycles de 200 têtes
180	14	5	23	100	viande	1040	1040	-	-	-	-	-
1300	58	25	180	600	viande	7300	7300	-	-	-	-	-
113	11	5	17	20	viande	180	180	-	-	-	-	-
85	4,5	1	10	26,30	viande - lait	214	150	30	34	7,20	45	-
472	28	12	40	127	lait	300	-	-	300	-	49	-

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. Patossera"	Comeglians-Entrampo	montagne	1960	21
2) Società coop. a.r.l. "Allev. Alto Degano"	Forni Avoltri	montagne	1964	62
3) Società coop. a.r.l. "Stalla S.Valle-Rivalpo"	Arta-Valle R.	montagne	1963	23
4) Società coop. a.r.l. "Monte Joanaz"	Torreano-Masarolis	montagne	1966	12
5) Società coop. "Stalla S.Monteaperta"	Taipana-Monteaperta	montagne	1962	9
6) Società coop. "Stalla So.Val Colvera"	Frisanco	montagne	1962	27
7) Consorzio Miglioramento Fondiario di Sequala	Travesio-Sequala	plaine	1961	110 x
8) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. di Rodda"	Pulfero-Rodda	montagne	1967	9
9) Società coop. a.r.l. "Val Cornappo"	Nimis-Toriano	vallée	1966	11
10) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. del Noas"	Torreano-Noas	montagne	1966	12
11) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. Campo di Bonis"	Taipana-Campo Bonis	montagne	1969	12
12) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. Cavazzo Carnico"	Cavazzo Carnico	montagne	1968	44

Parts bovines souscrites	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie apparte- nant à l'étable ou en location pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'é- table (lait en q.)	Notes
		Total	Vaches en lactation			
37	lait	75	39	40.00.00	29	-
92	lait	75 x	36	9.00.00	33	x en extension 175 têtes
32	lait	65	35	20.00	28	-
53	lait	91	48	35.00	38	-
20	lait - viande	52	36	-	35	-
27	viande	180 x	-	2.00.00	-	x engr. veaux
-	lait	68	35	50.00.00	-	x exploitat. assoc. à l' ét. à partir de 1961
22	lait	25	24	25.00	38	
70	lait	87	45	35.00.00	42	
200	viande	215 x	-	600.00.00	-	x troupeaux sauvages
47	viande - lait	81	29	15.00.00	32	-
63	lait	95	56	50.00	33	-

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service
13) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. Invillino Villa Cantina"	Villa Santina-Invillino	montagne	1968
14) Società coop. a.r.l. "Vals Corona"	Montereale Valcellina-Grizzo	montagne	1970
15) Società coop. a.r.l. "Monte Arvenis"	Ovaro-Liariis	montagne	1972
16) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. di Nispis"	Tolmezzo-Nispis	montagne	-
17) Società coop. a.r.l. "Malga Quarnam"	Gemona-Quarnam	montagne	-
18) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. di Cludinico"	Ovaro-Cludinico	montagne	-
19) Società coop. a.r.l. "Centro Zootec. Geriziano"	Savogna d'Isonzo	plaine	-
20) Società coop. a.r.l. "Stalla soc. di Ovedasso"	Moggio-Uninese-Ovedasso	montagne	-
21) Società coop. a.r.l. "Alta Val Torre"	Lusevera	montagne	-
22) Società coop. a.r.l. "Valinis-Sottomonte"	Modene-Sottomonte	montagne	-

Nombre de membres	Parts bovines souscrites	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
			Total	Vaches en lactation			
29	65	lait	102	60	50.00	35	-
79	-	élevage	250	-	450.00.00	-	alpage saison.
52	52	lait	92	63	13.50.00	28	-
52	65	lait	-	-	20.00.00	-	en constr. pr 100 têtes
38	-	élevage	280	-	200.00.00	-	alpage saison.
30	30	lait	-	-	1.00.00	-	en constr. pr 75 têtes
13	210	lait	-	-	110.00.00	-	en constr. pr 178 têtes
17	35	lait	-	-	1.00.00	-	en constr. pr 75 têtes
34	65	lait	-	-	70.00	-	en constr. pr 100 têtes
43	-	élevage	-	-	300.00.00	-	alpage en préparation pr 300 têtes

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
23) Coop. agricola "S.Eufemia" Soc. coop. a.r.l.	Villafredda di Tarcento	colline	1968	9
24) Stalla soc. coop. "Bassa Friulana" a.r.l.	Terzo di Aquileia	plaine	1969	11
25) Soc. coop. Agr. "S.Giovanni Battista" a.r.l.	S.Giovanni di Casarsa	plaine	1968	41
26) Soc. coop. Agr. "La Delizia" a.r.l.	Casarsa della Delizia	plaine	1968	44
27) Coop. fra Vivaisti di Rauscedo a.r.l.	Rauscedo della Richinvelda	plaine	1967	15

Superficie des exploitations des				membres	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail			Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.	Consacré à la production de fourrage pour l'étable		Total	Vaches pleines	Vaches en lactation			
80	8,9	0,35	63	8	engraissement veaux	180	-	-	-	-	racas diverses
150	13	6	17	80	viande - lait	240	24	80	30	35	P.R.Simenthal bavaroise
290	7	2	25	140	lait	210	26	132	-	49,56	P.N.hollandaise
352	8	3	30	120	lait	210	25	112	-	50	PN.Hollandaise
150	10	3	15	30	lait	300	50	120	95	52	P.N. hollandaise

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Soc. Coop. agraria "Le Vigne"	Ancona	colline	1968	9
2) Soc. Coop. Monte di Rosara	Ascoli Piceno	montagne	1968	9
3) Soc. Coop. Vallagrascia	Montemonaco	montagne	1968	9
4) Soc. Coop. Cingolana	Cingoli	colline	-	10
5) Soc. Coop. CAM	Falconara	plaine	-	20
6) Soc. Coop. Piedilama	Arquata del T.	montagne	-	30
7) Soc. Coop. Montemoro	Force	colline	-	10

Superficie des exploitations des				membres	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.	Consacré à la production de fourrage pour l'étable		Total	Vaches en lactation			
65,23	7,27	4,02	9,21	30,30	lait et viande	80	-	-	-	-
49,09	5,45	0,08	13,15	21,97	viande	30	-	-	-	-
62,00	6,80	1,20	10,50	31,00	lait et viande	38	12	-	-	-
160,65	16,06	3,10	70,00	80,00	viande	150	-	-	-	à réceptionner
438,97	71,95	9,20	423,30	570,00	viande	300	-	-	-	à réceptionner
157,03	5,23	0,12	32,80	120,00	viande et lait	80	-	-	-	à réceptionner
222,32	22,33	2,80	65,00	100,00	viande et lait	126	-	-	-	réception en cours

f) Abruzzes

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Consorzio produttori latte Conca Aquilana, Valle Aterno e Gran Sasso d'Italia	Bazzano (L'Aquila)	montagne	1972	43
2) Cooperativa agricola Coldiretti "S.Silla"	Calenza S.T. loc. "La Pezza" (Chieti)	colline	1972	68
(1) sont compris également les 60 ha en location qui sont de propriété de la commune de Calenza sul Trigno.				

Superficie des exploitations des				membres	Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Capacité de l'étable (têtes)
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.	Consacré à la production de fourrage pour l'étable		Total	Vaches en lactation			
230,81	5,36	1,00	25	141,75	lait	-	-	-	-	162
329 (1)	4,83	0,60	15	210	lait	-	-	60 (en location de propriété communale)	-	96

N o m	Localité	Situation géographique	Année d'entrée en service	Nombre de membres
1) Soc. Coop. "La Pilota"	Serrenti	plaine	1966	11
2) Coop. allevatori "Olmedo"	Olmedo	plaine	1972	17

Superficie des exploitations des membres					Orientation de la production	Nombre de têtes de bétail		Superficie appartenant à l'étable pour la culture du fourrage	Prod. moyenne de l'étable (lait en q.)	Notes
Totale	Moyenne	Minim.	Maxim.	Consacré à la production de fourrage pour l'étable		Total	Vaches en lactation			
198	18	5	35	198	lait	100	50	12	30	il s'agit d'une étable sociale avec gestion collective des terrains mitoyens
765	70	22	240	42	VIANDE	200	-	-	-	entrée prochaine en activité

Etables collectives de l'Emilie-Romagne

Ce sont des étables collectives de plaine (une seule se trouve en montagne), concentrées surtout dans la région du Parmigiano-Reggiano, le fromage bien connu (parmesan) (1). La production de ces étables consiste donc essentiellement en lait destiné au traitement industriel. A cet égard il convient de tenir compte d'un élément fondamental : les exploitations agricoles à partir desquelles ont été créées les étables collectives ont une structure de production particulière, déterminée par les impératifs de la transformation du lait en fromage du type "parmigiano-reggiano".

En effet le lait qui sert à la fabrication de ce fromage doit absolument avoir certaines propriétés qui, en l'état actuel des connaissances, semblent liées à une technique d'alimentation des vaches axée sur la luzerne verte et sèche, le fourrage prairies de fauche et les aliments concentrés. La luzerne et le fourrage des prairies de fauche sont les cultures fourragères type de la région du "parmigiano-reggiano".

Les techniques plus récentes, comme l'utilisation du maïs à l'état pâteux-vitreux, sous forme de pâtée ou ensilé, sont exclues.

D'après les expériences recueillies jusqu'à présent - et comme nous le verrons dans la suite de cette enquête lorsque nous examinerons les résultats technico-économiques des étables collectives dans les différentes régions - la céréale humide ensilée offre les possibilités suivantes :

- elle fournit à l'étable collective un plus grand nombre d'unités fourragères/ha que le pâturage et la prairie de fauche, ce qui permet d'augmenter la rémunération des membres qui égale pratiquement la valeur marchande du maïs ou de la céréale considérée (souvent le sorgho) ;
- la céréale humide ensilée n'est pas un simple fourrage, elle est aussi un concentré bon marché qui permet de réduire fortement le coût des aliments achetés qui, actuellement, constitue le poste de coût le plus élevé dans la gestion d'une étable collective, puisqu'il représente jusqu'à 40 à 50 % du total des coûts.

(1) La zone du Parmigiano-Reggiano comprend les communes de Bologna, sinistra Reno, Modena, Reggio Emilia, Parma et Mantova destra Po.

A ces éléments, qui ont une incidence économique directe, s'ajoute le fait que l'emploi de céréales et en particulier du maïs facilite et rend plus équitable le calcul de la rémunération versée aux membres pour la fourniture de fourrage, étant donné qu'il s'agit de produits dont la qualité est plus standardisée et qui sont par conséquent plus facilement "monétisables" que les fourrages verts ou séchés. Les étables collectives de l'Emilie-Romagne spécialisées dans la production du lait destiné à être transformé en "parmigiano-reggiano" ne peuvent profiter de ces avantages. Notons cependant que certaines de ces étables et "l'Istituto per il Parmigiano-Reggiano" effectuent depuis quelques temps déjà des expériences visant à déterminer dans quelle mesure il est possible d'utiliser le maïs ensilé pour l'alimentation des vaches et la pâtée de maïs pour l'alimentation des vaches en lactation, sans compromettre pour autant les caractéristiques du lait. Les résultats de ces expériences devraient être connus avant la fin de l'année et sont attendus avec beaucoup d'intérêt car l'emploi, même partiel, du maïs permettrait aux étables de réaliser des économies considérables.

En Emilie-Romagne, les étables collectives ont fait leur apparition vers 1963/64, après l'expérience du Frioul et de la Vénétie Julienne. Les premières provinces à s'intéresser à ce phénomène ont été celles de Modena et de Reggio Emilia, c'est-à-dire les zones qui non seulement sont au centre de la région du Parmegiano-Reggiano, mais qui en outre, du point de vue du mouvement coopératif, sont de celles où le développement de la coopération, surtout dans le secteur des caves et des laiteries, est le plus ancien et le plus poussé.

Le tableau 2 indique la localisation des étables collectives actuellement en service dans la région et en donne certaines caractéristiques structurelles.

A l'exception des provinces de Ferrara et de Parma que nous devons examiner à part, dans les autres provinces les conditions sont très similaires en ce qui concerne la situation des exploitations agricoles.

Les exploitations familiales de très petites dimensions (en moyenne 4 à 5 ha) caractérisées par la production mixte traditionnelle dans cette région : fourrages, céréales, vigne en culture mixte, sont les plus nombreuses.

A la suite de l'élaboration d'un plan de culture qui tend à considérer les différentes exploitations comme les éléments d'une grande exploitation d'élevage, les céréales ont pratiquement disparu au profit des prairies de fauche et les cultures fourragères se sont transformées, les prairies de fauche l'emportant désormais sur les pâturages.

En effet, d'une répartition égale entre pâturages permanents et pâturages temporaires, on est passé à une répartition qui, tout en laissant aux pâturages permanents la même importance, réduit la superficie des pâturages temporaires de plus de moitié en faveur des prairies de fauche de printemps, d'été et d'automne, plantées en maïs, sorgho, gigna sinensis et pois fourragers. Ce développement des prairies de fauche s'explique parce qu'elles fournissent un nombre plus élevé d'unités fourragères à l'hectare que la luzerne et les pâturages. Toutefois, cela oblige à donner au bétail une quantité adéquate de concentrés riches en protéines pour compenser les carences protéiques et vitaminiques du fourrage provenant des prairies de fauche.

Depuis un an ou deux on remarque dans les exploitations des membres l'apparition du maïs sur des superficies encore très réduites, à titre plutôt expérimental, comme nous l'avons dit précédemment. La diffusion du maïs dépendra des résultats de l'expérience en cours et elle aura des conséquences importantes sur l'organisation du travail dans les exploitations des membres. Les autres conséquences du plan de culture sur les structures de production de l'exploitation des membres : le remplacement progressif de la vigne en culture mixte par des vignobles spécialisés et l'introduction ou le développement des cultures de rendement. La rapidité et l'ampleur de cette transformation dépendent de la main-d'oeuvre disponible dans les différentes exploitations, des obligations prévues pour les statuts en ce qui concerne l'étable individuelle et de la superficie d'exploitation obligatoirement consacrée à l'étable collective.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, la situation varie considérablement d'une région à l'autre : à Reggio Emilia les statuts prévoient l'obligation de fermer l'étable individuelle lorsque l'étable collective entre en service et l'obligation de consacrer à l'étable collective au moins 70 % de la superficie d'exploitation. Dans ces conditions, il est évident que les

membres de la famille de l'exploitant doivent ou trouver un emploi en dehors de l'agriculture ou intensifier la production sur les 30 % de superficie restante; à Modena et à Bologna la décision de fermer l'étable individuelle est laissée aux membres qui sont simplement tenus de consacrer 1/3 de la superficie de leur exploitation aux cultures fourragères, cela étant naturellement considéré comme un minimum.

L'étable couvre ses besoins de fourrage soit en recourant à des livraisons annuelles soit en produisant son propre fourrage sur des terres lui appartenant ou dans des exploitations louées à bail.

A Parma, où la création des étables collectives est un phénomène très récent, puisqu'il remonte à l'année dernière, les exploitations sont très spécialisées dans l'élevage, beaucoup plus qu'à Modena, Reggio Emilia et Bologna. Cela influe bien entendu sur l'organisation des étables.

Jusqu'à présent, Parma ne compte qu'une seule étable collective, entrée en service en avril 1971. Elle produit du lait destiné à la production de "parmigiano reggiano" et avait commencé par obliger ses membres à consacrer 70 % de la superficie de leur exploitation à la production de fourrage : au cours de l'année cette obligation a été portée graduellement à 100 % et l'on est passé à la gestion collective des exploitations. Les fourrages produits sont les fourrages traditionnels : luzerne, maïs fourrager, prairies de fauche intensives. Cette étable est très différente de celles de Modena, Reggio Emilia et Bologna, car elle compte un nombre restreint de membres : le nombre minimum prescrit par la loi - 9 membres - est atteint parce que plusieurs personnes de la même famille sont inscrites comme membres.

Les exploitations qui font effectivement partie de l'étable collective sont au nombre de cinq, représentant au total 70 ha. L'exemple de cette étable n'est pas unique, mais il dénote plutôt une tendance : en effet, d'autres étables collectives ont déjà été créées; elles sont toutes caractérisées par une base sociale très réduite, par des exploitations de dimensions supérieures à la moyenne (20 ha), par le caractère presque exclusif de la culture fourragère et par la gestion collective de cette culture.

Les étables collectives de Ferrara et de Ravenna complètent le tour d'horizon de la région d'Emilie-Romagne. Ce sont des étables qui produisent de la viande de boucherie : elles achètent les veaux sevrés, à l'étranger naturellement, et les engraisent pour les amener à 5 q., grâce à une technique d'alimentation dans laquelle le maïs joue un rôle déterminant.

Les principaux marchés d'approvisionnement sont la Bavière et la Roumanie. L'orientation différente de la production et, d'autre part, l'importance du maïs font que le rapport existant entre les membres et l'étable est différent.

L'étable collective d'Argenta (Ferrara) constitue un exemple caractéristique de ces étables.

Elle est entrée en service en 1970 et sa capacité d'engraissement est d'environ 750 têtes. Les veaux sont achetés en Bavière à l'âge de 20 - 40 jours lorsqu'ils pèsent 60 - 80 kg. Ils sont portés à un poids moyen de 5 q. en 13 à 14 mois. Cette étable collective compte 57 membres. Dans ce cas également le principe coopératif de la "porte ouverte" est pleinement appliqué. Les exploitations des membres peuvent être réparties en deux groupes. L'un comprend les exploitations orientées surtout vers l'arboriculture fruitière (il s'agit de la province de Ferrera) et situées entre les communes de Molinella et d'Argenta.

Ce sont des exploitations de dimensions plutôt petites, (4 à 5 ha environ) qui, étant donné la superficie consacrée aux arbres fruitiers, n'ont guère la possibilité de consacrer une partie de leur superficie à la culture fourragère et plus précisément au maïs. D'autre part, elles ont besoin de fumier pour fertiliser leurs terres. C'est à l'intention de ces membres représentant près de la moitié du total des membres, que l'on étudie actuellement la possibilité de prendre à bail des exploitations qui seraient consacrées à la culture du maïs.

En revanche, l'autre moitié des membres dispose d'exploitations plus grandes, 20 ha en moyenne, certaines atteignent même 27 - 30 ha, situées sur des terrains récemment bonifiés et consacrés aux productions caractéristiques des grandes superficies : betteraves, céréales, luzerne. Un grand nombre de ces membres sont des bénéficiaires de terres distribuées par l'ancien Ente di

Riforma Delta Padano. Ces agriculteurs ont aussi besoin de fumier pour fertiliser leurs terres.

On peut dire que cette étable collective a précisément été créée pour satisfaire les besoins en fumier des agriculteurs membres : une partie d'entre eux (les arboriculteurs) avaient depuis longtemps fermé leur étable étant donné les possibilités offertes - surtout jusqu'à ces dernières années - par la production des fruits, les autres (les exploitants installés sur des terrains récemment mis en valeur) n'avaient pas encore ouvert une étable, leur installation étant encore très récente. D'autre part, la région de Ferrare est peu propice à la coopération; c'est pourquoi les règles imposées en ce qui concerne les terres à consacrer à l'étable sont très souples et peu contraignantes pour les membres.

Pour devenir membre de l'étable collective, il suffit de consacrer une petite partie de son exploitation à la culture de la luzerne et une autre à la culture du maïs. Une situation très particulière assure toutefois à l'étable collective d'Argenta une grande souplesse : celle-ci compte en effet parmi ses membres deux coopératives d'ouvriers agricoles qui apportent 70 ha de maïs sur les 90 nécessaires pour l'élevage. La coopérative d'ouvriers agricoles joue ainsi un rôle important en appuyant et en complétant les initiatives prises par les exploitants directs.

Ce phénomène mérite d'être signalé car non seulement il n'est pas unique, mais il prend valeur d'exemple pour toute l'Emilie-Romagne et se manifeste déjà sous diverses formes, notamment dans les zones où l'expérience (sociale et économique) des coopératives d'ouvriers agricoles est la plus solide et la plus valable (1).

(1) Il est intéressant de signaler à ce propos quelques initiatives en cours de réalisation dans la province de Ravenne, précisément dans le domaine des étables collectives. Quelques gros complexes sont actuellement en construction; l'un pour l'élevage de 600 bêtes de boucherie et vaches laitières et l'autre au moins 3.000 bêtes, auquel participent des coopératives d'ouvriers agricoles et exploitants directs. Les coopératives d'ouvriers agricoles fournissent la plus grosse partie du fourrage nécessaire et mettent à la disposition des autres membres, exploitants directs, l'équipement et les installations mécaniques dont elles disposent (machines pour la récolte du maïs d'une capacité de traitement d'environ 500 q/ha, centre de déshydratation de la luzerne - que les agriculteurs peuvent cultiver sur toute la superficie de leur exploitation - et dont l'activité s'étend de l'achat en commun de semences, à la coordination des opérations de désherbage chimique) et qui sont renforcées en vue d'une restructuration dans toute la zone, où ces étables jouent un rôle de premier plan.

La situation de l'Emilie-Romagne, un des pôles de développement des étables collectives en Italie, peut se résumer comme suit :

- Les étables collectives qui se développent dans cette zone se répartissent en deux grandes catégories : celles qui produisent du lait destiné à être transformé en "Parmigiano-Reggiano" et celles qui produisent de la viande de boucherie ou du lait de consommation. Les premières s'appuient sur une culture fourragère traditionnelle axée sur la luzerne et les prairies de fauche, les autres sur l'emploi du maïs à l'état pâteux-vitreux.
- Comme nous le verrons par la suite, lorsque nous parlerons des éléments économiques et des facteurs qui peuvent avoir une influence sur le développement de ces initiatives, c'est aussi dans une large mesure la quantité de fourrage disponible qui détermine les résultats positifs ou négatifs des étables considérées.

On peut en conclure dès maintenant que dans toutes les zones où la base fourragère doit rester la luzerne traditionnelle, la possibilité d'obtenir un revenu convenable dépend uniquement de l'obtention d'un prix très élevé pour le "Parmigiano-Reggiano" et par conséquent pour le lait (plus de 100 lires le litre).

- Par contre, les étables collectives qui peuvent recourir à l'emploi du maïs complet se heurtent à la difficulté de trouver des bêtes jeunes, qu'elles doivent jusqu'ici importer. Elles ont à cet égard deux possibilités : la Bavière si elles commencent à engraisser les veaux dès leur naissance et la Roumanie si elles partent de bêtes pesant déjà 200-250 kg. Le problème du cycle complet, c'est-à-dire l'élevage de reproduction, n'a pas encore été résolu.
- En ce qui concerne le rapport de l'étable avec ses membres, signalons que le principe de la "porte ouverte", c'est-à-dire de la liaison entre la coopérative et les catégories sociales et économiques à l'intention desquelles elle a été constituée, semble avoir été respecté jusqu'à présent.

Le cas de Parme, important dans la mesure où il révèle une tendance, comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, fait exception à cette règle : dans ce cas, il a été constitué des groupes restreints à caractère strictement privé, formés d'exploitations de moyennes ou de grandes dimensions et pour lesquelles l'adoption de la formule coopérative constitue surtout une solution commode qui leur permet, d'une part, de bénéficier de financements publics plus importants que par le passé, et plus faciles à obtenir lorsqu'ils sont garantis par une solidarité foncière et, d'autre part, d'échapper, grâce à une formule d'association, aux dispositions adoptées récemment en matière de métayage et de fermage.

Etables collectives de Vénétie

La Vénétie est par excellence la région du maïs en Italie. Cependant, cette caractéristique ne confère pas une uniformité aux étables collectives en service dans la région, qui sont nombreuses, certes, et se consacrent à la production de viande et, dans une moindre mesure, de lait de consommation et qui se présentent sous des formes très différentes, notamment par la composition de leur base sociale et de ce fait par la diversité des motifs qui ont été à l'origine de la création de ces étables.

Il faut dire tout de suite qu'en ce qui concerne les coopératives, une grande partie de la Vénétie compte parmi les zones les plus en retard d'Italie; en outre, le niveau d'instruction des paysans y est en moyenne très bas puisqu'on y trouve encore des contrées où le taux d'analphabétisme atteint 50 %. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les paysans soient encore très ignorants.

Dans ces contrées, le dialogue politique comme les possibilités d'organiser des coopératives de diverses orientations sont inexistantes ou presque.

En revanche, il existe aussi des zones à culture intensive, riches, caractérisées par des exploitations de moyennes ou grandes dimensions louées à bail, affermées ou gérées en faire-valoir direct : dans ce dernier cas elles sont évidemment de plus faibles dimensions.

Enfin, la zone de Trevigiano, caractérisée par la prédominance de petites exploitations orientées vers la viticulture, l'élevage ou l'horticulture, est soutenue par un mouvement coopératif spécifique, le seul vraiment digne de ce nom dans cette zone et qui sert de modèle même pour d'autres contrées : ce mouvement s'appuie sur deux organisations : l'organisation coopérative des horticulteurs de la Marca Trevigiana et le Centro per l'Educazione e la Cooperazione agricola trevigiana (C.E.C.A.T.).

Le CECAT a été créé au cours des années cinquante en vertu du principe de la formation permanente et de l'encouragement des coopérateurs qui inspirent un si grand nombre de coopératives agricoles dans le Centre et le Nord de l'Europe. Son promoteur, M. Luigi Sartor, avait en effet passé une grande partie de sa vie au Danemark et en Hollande; il a commencé par créer les traditionnelles coopératives de services, avec centres communs de machines et c'est à partir de ces centres que s'est développée peu à peu l'idée des étables collectives. Le CECAT a complété toutes ces initiatives par la création d'une école, de sorte qu'il est une des rares organisations coopératives, sinon la seule, à avoir créé pour les fils de paysans un institut professionnel agricole qui est reconnu comme Institut d'Etat et qui, de la fin du printemps à l'été, donne ses cours à la campagne pour permettre aux jeunes garçons de les suivre tout en travaillant. En effet, dans beaucoup de ces régions le recours au travail des jeunes garçons est encore fréquent.

A cela s'ajoute l'organisation permanente par l'Institut de cours ou séminaires auxquels participent en plus des paysans, les dirigeants syndicaux, ceux de coopératives et de divers organismes agricoles, des professeurs d'université et des fonctionnaires d'organismes publics liés à l'agriculture.

Pendant les cours, qui durent de 7 à 10 jours, on ne parle pas de techniques agricoles, visant à accroître la production et les rendements, mais de sujets habituellement moins discutés dans les campagnes (surtout quand on connaît la Vénétie) concernant l'économie, l'administration, la politique, les échanges internationaux, les rapports humains et familiaux dans la société qui se transforme. Le but visé n'est donc pas simplement de promouvoir

le monde rural, mais de permettre des contacts personnels, directs, entre hommes d'action du monde du travail - agricole ou non - et fonctionnaires, c'est-à-dire entre hommes qui ont une expérience concrète des problèmes, soit comme travailleurs soit comme syndicalistes, et des professeurs ou des chercheurs qui analysent les problèmes qui se posent.

Le programme de travail prévoit quelques conférences sur le sujet considéré, des travaux personnels et des travaux de groupe. Pour éviter une sélection basée sur les moyens financiers, la majeure partie des frais de séjour est à la charge du Centre.

Les étables collectives actuellement en service en Vénétie reflètent fidèlement les situations que nous venons de décrire. C'est ainsi qu'un groupe (correspondant à la première situation indiquée) qui a été créé et s'est développé on ne sait comment, se trouve aujourd'hui dans une situation extrêmement délicate et ne peut éviter la faillite que grâce à l'intervention de l'Ente di sviluppo delle Tre Venezie lequel, en élargissant la sphère de ses activités, a apporté ses conseils techniques et économiques en plus de son soutien financier et de sa garantie aux différentes initiatives en péril (voir tableau 2a, Etable collective Prealpina, Niani; Etable collective Premaore, Venezia etc.). Il y a ensuite les étables collectives des grandes et moyennes exploitations agricoles dont l'exemple le plus caractéristique, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, est celui d'Isola della Scala. Par contre, l'étable collective d'Agugliaro est plus proche du modèle classique du bon farmer ou Bauer : ses membres sont tous des propriétaires gérant en faire-valoir direct des exploitations de dimensions moyennes très spécialisées dans l'élevage et l'horticulture. La création de l'étable collective (qui a annexé le Centre de conditionnement du lait livré directement aux consommateurs de Padoue et de Venise) a permis d'employer les membres dans leur propre exploitation en intensifiant l'horticulture, favorisée à la fois par les conditions physiques de la région et par la signature d'un contrat de fourniture avec une des plus grandes entreprises italiennes de produits alimentaires, la STAR, qui possède une usine dans la région.

Il y a enfin les étables collectives créées par le CECAT. Nous avons déjà indiqué que l'idée de l'étable collective s'était développée à partir des coopératives de machines. Ajoutons que tous les ~~mem~~^{bres} des étables sont de ce fait dans une situation particulière en ce qui concerne leur dotation en machines et matériel agricole. Les ~~mem~~^{bres} de l'étable collective sont aussi membres d'une coopérative de services, installée en général à proximité de l'étable collective. Chaque membre ne possède pas tout le matériel nécessaire, mais seulement le minimum indispensable pour les petits travaux de culture. Toutes les machines plus importantes sont la propriété de la coopérative et tous les travaux de culture sont effectués en commun. Il convient de mentionner une autre particularité en ce qui concerne les fournitures. Le fourrage principal est le maïs, comme dans toute la Vénétie. Le principe appliqué, défini par les statuts, est que tous les membres d'une étable collective doivent fournir la même quantité de fourrage, fixée en fonction des besoins de l'étable, indépendamment de la superficie de leur exploitation et des terres consacrées à l'approvisionnement de l'étable.

Le fourrage manquant à un membre pour atteindre la quantité qu'il doit livrer doit être acheté soit par le membre lui-même et livré à la coopérative soit par la coopérative et porté au compte du membre.

Les étables collectives de la région alpine

Elles sont situées dans le Haut-Adige, le Frioul et la Vénétie Julienne et le Trentin qui comptent une quarantaine de réalisations inégalement réparties entre les différentes zones. D'une manière générale dans toutes ces régions et en particulier dans le Frioul et dans le Trentin, étant donné les problèmes qui se posent à l'agriculture de montagne, les étables collectives sont considérées comme un moyen de remédier aux conséquences désastreuses qu'entraînent pour l'élevage une économie très pauvre et le morcellement des exploitations. Pendant une longue période, c'est-à-dire pratiquement pendant toute la dernière décennie, les étables collectives situées dans les zones de montagne étaient plutôt comparables à de petites étables faiblement mécanisées qu'à des "industries" d'élevage très spécialisées.

Ces étables ont été créées à l'origine pour faire face à une situation dans laquelle les travaux d'étable étaient assurés surtout par les femmes et les enfants, à cause de l'émigration des hommes; en outre les étables se trouvaient souvent dans les maisons, ce qui présentait de graves inconvénients sur le plan de l'hygiène et du tourisme.

La situation dans cette région est donc très différente de celle de l'étable collective de la plaine Emilienne, laquelle peut déjà être considérée comme le produit d'une société agricole en mutation rapide sous l'effet du développement industriel - encore étranger à la zone alpine ou qui a au moins des perspectives moins immédiates et en tout cas différentes. Ces perspectives posent des problèmes particuliers et elles appellent des mesures qui tiennent moins compte de la situation actuelle de la région où elles sont prises que de l'évolution qui s'y produira inéluctablement. On peut d'ores et déjà adopter la ligne de conduite qui consiste à faire en sorte que l'agriculteur se prépare à cette évolution et puisse s'orienter vers d'autres activités en conservant le plus possible de l'agriculture et même en organisant cette agriculture de façon adéquate.

Dans cette perspective, les étables collectives de la région alpine ont un rôle important à jouer.

Pour en revenir à celles qui sont déjà en service aujourd'hui, nous pouvons en indiquer les caractéristiques générales :

- nombre de membres variant d'un minimum de 9 à 10 à un maximum de 35 à 40;
- production mixte, lait et viande;
- cheptel de 70 têtes, jeunes et adultes, dans les étables déjà en service; ce chiffre augmente au fur et à mesure que l'on descend vers la plaine.

Comme nous l'avons dit, la création et le développement des étables collectives en montagnes expliquent par le rôle considérable que joue l'élevage dans l'économie de montagne : par ailleurs, cette activité traverse une crise profonde depuis 20 ans, ce qui a progressivement entraîné une forte réduction du cheptel. Dans le Frioul on en est arrivé à une moyenne d'une tête et demie de gros bétail par étable en dépit des quantités considérables de fourrages disponibles.

Cette situation est imputable au niveau très bas des revenus agricoles et à l'absence de débouchés locaux, ce qui a contraint les hommes valides à émigrer en laissant à la ferme les femmes, les enfants et les vieillards. En raison de l'incapacité de travailler des vieillards et de leur disparition progressive, les petites étables ne cessent de perdre en importance et de plus en plus souvent disparaissent.

D'autre part, le grès grand morcellement des terres aggrave la situation en empêchant le développement des exploitations d'une certaine importance. C'est ainsi qu'a progressé l'idée de l'étable collective, conçue initialement surtout comme un moyen d'améliorer les conditions de vie de ceux qui étaient restés sur place et qui se consacraient encore à l'élevage.

Naturellement, avec le temps, cette idée a été approfondie et les projets actuels, qui s'insèrent notamment dans les activités de l'Ente Regione, retrouvent tant pour les étables de montagne que pour celles de plaine, une finalité précise sur le plan économique et sur celui de la production, sans bien sûr négliger les impératifs sociaux et humains qui ont tant contribué à susciter ce phénomène.

LES GESTIONS COLLECTIVES TOTALES

C'est un phénomène relativement récent, plutôt fragmentaire et épisodique jusqu'à présent, qui intéresse surtout certaines régions : l'Emilie-Romagne et l'Ombrie où, d'autre part, il revêt des aspects assez divers tant du point de vue des motifs qui l'ont suscité que des structures de l'exploitation gérée en commun.

Naturellement les caractéristiques fondamentales sont toujours les mêmes : apport des exploitations agricoles pour leur gestion en commun, sur la base d'un contrat de société conclu par des cultivateurs et qui sauvegarde dans chaque cas le principe de la propriété individuelle avec tous les droits qui en découlent.

On peut observer d'intéressantes phases de transition.

- a) le passage de l'étable collective à la gestion en commun qui peut ne porter que sur la superficie des exploitations obligatoirement consacrée à la production fourragère ou sur l'ensemble de l'exploitation;
- b) la prise à bail d'une ou de plusieurs exploitations agricoles gérées sous une forme coopérative par les membres qui en revanche continuent à gérer pour leur propre compte leurs exploitations respectives.

A cela s'ajoute le rôle que jouent les coopératives d'ouvriers agricoles dont nous avons déjà parlé et qui sont de plus en plus au centre d'un processus de restructuration à long terme intéressant les exploitations familiales de la région.

Les modalités de la réalisation de ce processus sont très diverses, mais se ramènent toutes au même schéma, celui de l'exploitation familiale qui, tout en conservant sa physionomie propre, commence à évoluer vers la coopérative d'ouvriers agricoles qui tend vers une rationalisation générale de l'organisation du travail en développant les travaux effectués en commun avec la participation des exploitants et des ouvriers agricoles : étable collective, centres de déshydratation de la luzerne, dépôts de machines pour la mécanisation intégrale de certaines cultures (betteraves, maïs), services de comptabilité et de gestion.

L'intégration de ces exploitations (et à plus long terme leur fusion) trouve son terrain de prédilection dans l'élevage : production de maïs et de luzerne, mécanisation intégrale de ces deux cultures, déshydratation de la luzerne, étable collective.

Dans le cas des centres de déshydratation de la luzerne, le processus est déjà très avancé, et ce pour une raison évidente : pour devenir membre de ces centres, il suffit de consacrer une partie des terres de sa propre exploitation et à la limite la totalité, à la production de la luzerne destinée au centre. Le seul travail qui doit encore être effectué par l'agriculteur est l'ensemencement; tous les autres travaux de culture, du déherbage à la récolte et à la livraison au centre de déshydratation, sont effectués par la coopérative.

Le paiement - par quintal d'herbe verte livré - est égal à la différence entre le produit de la farine de luzerne et le coût de transformation moins une retenue de 5 litres/quintal destinée à alimenter le fonds "résiduel actif" de la coopérative. Les exploitations qui participent à ces formes de collaboration ont une superficie moyenne de 7 à 8 hectares, les extrêmes étant de 2 et 20 hectares. Nous nous sommes arrêtés un peu sur ces formes de collaboration qui, si elles ne relèvent pas de la gestion en commun, faute de remplir certaines des conditions requises, semblent néanmoins présenter un intérêt considérable en tant que premier pas vers une solution de ce genre.

Avant de passer à un rapide examen des cas de gestion en commun connus dans le Centre-Nord de l'Italie, rappelons que la forme juridique généralement choisie est celle de la société coopérative à responsabilité limitée. Il existe quelques cas de sociétés simples qui toutefois sont sur le point d'être transformés en coopératives à cause des difficultés inhérentes au contrat de société, à savoir :

- la responsabilité illimitée des membres;
- le financement accordé au membre individuellement et non à la société, privée de tout avantage ou aide;
- les faibles garanties en cas de retrait d'un membre.

a - Evolution en Emilie-Romagne

Dans une première phase dont le début remonte à 1964-65, ce phénomène a intéressé les zones montagneuses des Apennins, incitant à la constitution de coopératives de pâturages (province de Parme) et d'exploitations d'élevage, au terme d'un processus plus ou moins difficile.

L'inclusion dans les associations d'exploitations qui avaient déjà été abandonnées par leur propriétaire ou qui n'étaient plus exploitées qu'à temps partiel a été (et reste d'ailleurs pour les projets à l'étude) un facteur déterminant dans la constitution et le développement des formes de gestion considérées.

Il peut être intéressant de noter que dans ces situations de véritable crise des structures économiques et sociales traditionnelles - crise dont le signe le plus apparent avait justement été l'exode rural et l'abandon des terres - il n'y avait pas eu de restructuration suivant les critères et les conceptions classiques, c'est-à-dire par l'agrandissement progressif des exploitations individuelles grâce à la réduction de leur nombre. A un certain moment, il est apparu en revanche que la solution se trouvait dans l'association qui permet de gérer collectivement une exploitation en surmontant les obstacles provenant des situations foncières particulières.

Ces phénomènes sont évidents dans la région de Parme; les pâturages actuellement exploités en coopérative (l'un situé à 1.480 m d'altitude et l'autre à 1.200 m) témoignent précisément de la dégradation des pâturages des Apennins de la région de Parme (cette situation est celle de plusieurs milliers d'hectares de montagne), dans une zone caractérisée d'une part par une situation foncière extrêmement précaire (morcellement extrême - par exemple un de ces pâturages ne compte pas moins de 285 propriétaires pour 185 ha au total) et d'autre part par l'attachement du montagnard descendu à la ville ou émigré à ces parcelles éparpillées, mais qui représentent souvent son seul patrimoine et qui, surtout du point de vue psychologique, sont la seule garantie de stabilité, au moins actuellement. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une forme d'association qui groupe tous ces termes en les mettant à la disposition des éleveurs de la plaine, sans aucune aliénation pour les ex-propriétaires des pâturages.

Dans d'autres localités de l'Emilie et surtout dans les zones montagneuses de Modena et de Reggio, les gestions en commun sont nées dans les mêmes conditions, encore que, si la situation était assez semblable à celle de Parme en ce qui concerne l'importance de l'exode rural, elle en différerait sensiblement pour l'altitude des terres (700 m au maximum) ainsi que par leur aptitude à produire des fourrages de très bonne qualité destinés à la fabrication du Parmigiano-Reggiano. Actuellement le bétail d'une de ces gestions collectives a une production moyenne de 36 q/tête c'est-à-dire supérieure à celle de nombreuses étables de plaine et en tout cas à la moyenne de la province. Les formes de gestion coopérative dans les Appenins de la région émilienne présentent les caractéristiques suivantes :

- sont considérés comme membres ceux qui confient leur exploitation à la gestion collective;
- les membres ne sont pas tenus d'apporter aussi leur travail et se répartissent donc en deux catégories : ceux qui travaillent et ceux qui apportent seulement le capital foncier. La rémunération des apports (travail et capital ou capital seulement) est fixée par les statuts. Le travail est rétribué sur la base des tarifs syndicaux; habituellement les membres qui travaillent reçoivent chaque mois un acompte et le solde en fin d'année.

Le capital foncier est évalué surtout en fonction de critères bien déterminés, représentant la capacité de production des terres et les investissements; l'évaluation est ensuite convertie en millièmes et portée au crédit du membre, en plus des millièmes représentés par son travail, le cas échéant.

A la fin de l'année, après paiement de toutes les dépenses y compris la rémunération du travail, le bénéfice net éventuel est réparti entre les membres à raison des millièmes attribués à chacun, mais généralement ce bénéfice n'est pas réparti, il est porté au crédit des membres et réinvesti.

Cette formule de coopération passe progressivement de la montagne à la plaine, toujours dans la région de Modène, favorisant la création de complexes à double orientation de la production : l'élevage en raison de l'importance du Parmigiano-Reggiano; l'arboriculture fruitière, due au fait que l'on pratique dans cette zone une production de qualité : la cerise de Vignola. La double nature des apports (travail et capital ou capital seule-

ment) est maintenue, ainsi que le droit de participer à la distribution du bénéfice de l'exploitation à raison du capital fourni : en pratique, cette rémunération est un dividende, qui fait ressembler le fonctionnement de ces coopératives à celui de la société par actions. Récemment, toutefois, certaines de ces coopératives ont introduit dans leurs statuts une disposition prévoyant une limitation de la rémunération du capital : le principe de la participation du capital foncier (exprimé en millièmes) au bénéfice net est maintenu, mais il est établi que ce "dividende" ne peut en aucun cas dépasser 4 %. L'exédent éventuel sert à la rémunération du travail. Il est à noter que cette pratique se généralise. Le principe d'une voix par membre et celui de la "porte ouverte" ne sont pas contestés.

Notons toutefois que le nombre des membres dépasse rarement 20; le plus souvent, il est de 11 à 15. membres dont un tiers seulement apportent aussi leur travail.

A la page 31, nous avons parlé d'une "première phase" dans l'évolution des formes d'association. En effet depuis quelque temps, pratiquement depuis 1971, le thème de la gestion collective des exploitations familiales est inscrit au programme des deux principales organisations coopératives nationales : la "Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue" et la "Confederazione Cooperative Italiane"; leurs conceptions sont naturellement différentes.

Tandis que la Confederazione Cooperative Italiane conçoit le développement des formes de gestion collective suivant le schéma déjà éprouvé dans la pratique et qui est celui décrit dans les pages précédentes - la Lega souhaite :

- 1) favoriser un mouvement de masse dans les campagnes et c'est pourquoi, actuellement, elle opère surtout dans les zones où il est possible de trouver de vastes étendues;
- 2) tout en admettant et en respectant le droit de propriété des particuliers, elle conteste la validité du point de vue coopératif, de la participation au bénéfice, des membres qui n'apportent que le capital foncier. Selon cette conception, la terre inexploitée ne peut être que prise à bail et la qualité de membre ne doit être attribuée qu'à ceux qui apportent leur travail.

Il convient toutefois de souligner que ce n'est pas là une attitude rigide. Il faut replacer l'objectif visé au point 1) en ce qui concerne la possibilité de disposer des terres sur lesquelles peut être pratiquée une gestion collective, dans le contexte suivant.

Il existe dans de nombreuses régions - notamment en Emilie Romagne - de vastes domaines qui appartiennent à des personnes morales (Hospices, instituts de bienfaisance, oeuvres charitables) et à des collectivités publiques, les communes, par exemple, et qui sont exploités par des métayers, des salariés ou des fermiers.

Lorsque cela est possible, c'est-à-dire lorsque les administrations sont d'accord, les ouvriers agricoles et les métayers qui travaillent déjà sur ces diverses exploitations se groupent en coopérative et prennent à bail les exploitations qu'ils cultivaient déjà individuellement pour les gérer non plus isolément, mais collectivement.

Naturellement tous les cultivateurs du voisinage qui le désirent peuvent se joindre à cette coopérative de gestion : la seule condition requise est qu'ils s'engagent à apporter aussi leur travail. Le capital foncier qu'ils apportent est rémunéré suivant les conditions du bail en vigueur. S'il existe des exploitations abandonnées, les membres essaient de les prendre à bail; et même la possibilité d'accroître la superficie totale exploitée est un principe fondamental de ces gestions qui généralement couvrent de grandes superficies, mais ont aussi une main-d'oeuvre abondante.

C'est là un élément qui, parallèlement à une définition différente de la qualité de membre et à la rémunération différente du capital, distingue ce type de gestions collectives de celles examinées précédemment.

Dans les premières et dans celles qui se constituent suivant le même critère, l'admission de membres qui n'apportent pas leur travail favorise la rencontre entre la terre disponible et une main-d'oeuvre relativement rare c'est-à-dire, en fait, une meilleure combinaison entre main-d'oeuvre et dotation en capital; dans les secondes, en revanche, on note une préoccu-

pation d'emploi et la gestion collective a pour effet, tout au moins au début, de provoquer la reconstitution d'un groupe d'exploitations traditionnelles et leur restructuration, même dans des secteurs spécialisés de la production, mais en maintenant la charge de main-d'oeuvre initiale.

En ce qui concerne la rémunération des membres, les statuts prévoient généralement l'application des barèmes syndicaux et le versement d'acomptes mensuels correspondants. A la fin de l'année, la différence entre les recettes et les dépenses (comprenant tous les frais de gestion et de location, les intérêts débiteurs et les acomptes payés aux membres) est versée intégralement aux membres en fonction des heures qu'ils ont fournies et sur la base du tarif.

Si le salaire qui résulte de ce calcul est supérieur au tarif syndical, l'excédent est réparti de la manière suivante :

- 20 % au fonds de réserve ordinaire;
- 20 % au fonds complémentaire des salaires constitué afin de compléter les salaires dans les années où ceux-ci n'atteignent pas le minimum syndical;
- 25 % au fonds complémentaire des pensions;
- le reste aux membres suivant le barème syndical.

Nous avons dit précédemment que normalement, dans tous les cas considérés, la coopérative qui se constitue entre métayers et ouvriers agricoles - c'est-à-dire entre travailleurs agricoles sans terre - prend à bail les exploitations qu'elle gère. Naturellement l'achat est également prévu : jusqu'à présent une grande partie des améliorations foncières sont effectuées par la coopérative qui par conséquent, au moment de la résiliation du contrat de location, sera en fait devenue dans une large mesure propriétaire, en raison du remboursement auquel elle aura droit.

b - le développement en Ombrie

Il date pratiquement de ces derniers mois et a suivi l'orientation "récente" décrite au point a).

Les coopératives ont été créées et développées surtout par la Lega Nazionale della Cooperative e Mutue en 1971 et on pense que certaines d'entre elles pourront entrer en service cette année.

L'Ombrie est une région où la propriété publique s'étend sur 108.000 ha dont 30.000 environ sont couverts de bois et de prairies situés sur de hautes collines.

Les coopératives créées jusqu'à présent couvrent environ 10.000 ha; elles groupent des exploitations de plaine et des pâturages de colline et de montagne, organisées en complexes combinant l'élevage et la sylviculture.

En outre, l'Ombrie est aussi une région où le métayage est très répandu et présente des caractéristiques particulières. Il s'agit en effet de vastes domaines couvrant des centaines d'hectares, en partie confiés à des métayers et en partie exploités avec l'aide de salariés.

Dans ce cas encore l'orientation du mouvement coopératif est la même : des coopératives de travailleurs se constituent et à la première occasion, c'est-à-dire lorsque le propriétaire manifeste le désir de vendre ou de louer, elles exercent leur droit de préemption.

Dans l'examen de ces formes du mouvement coopératif il faut tenir compte de trois facteurs intéressants :

- le plan régional de développement reconnaît expressément (article 19) que le développement et le renforcement de l'agriculture dans la région requi^{rent} l'attention de l'Ente pubblico per l'azienda coltivatrice unica e/o associata;
- en 1971 l'Ente Regione a réuni tous les organismes publics propriétaires de terres et il a été décidé à la majorité de vendre ces terres en faveur des coopératives constituées par ceux qui les travaillent, qu'ils soient métayers, fermiers, exploitants directs ou ouvriers agricoles;
- fait unique dans l'histoire actuelle de l'agriculture, afin d'empêcher les interventions bureaucratiques et les contrôles venus d'en haut, comme peuvent en exercer les Enti di Sviluppo qui aident les coopératives

même financièrement en leur fournissant une caution, c'est-à-dire leur garantie financière, mais qui leur imposent en contrepartie un conseiller délégué au Conseil d'administration, en Ombrie où il existe aussi un Ente di Sviluppo, chaque commune se porte garante pour ses propres agriculteurs lorsqu'ils se groupent en coopérative d'exploitation;

- ces communes perçoivent une taxe de 150 liras par habitant pour constituer un fonds destiné à payer les techniciens qui font gravement défaut au mouvement coopératif.

Dernière remarque : ces formes de coopération n'excluent pas les exploitants directs. Ces derniers peuvent se joindre aux coopératives déjà constituées ou demander à louer des terres appartenant à des organismes publics pour les gérer en coopérative, tout en poursuivant la gestion autonome de leurs propres exploitations.

C'est également cette solution qui est retenue lorsqu'il s'agit de prendre en location des exploitations privées.

Comme nous l'avons dit, la gestion coopérative ne porte que sur ce secteur mais peu à peu elle s'étend à d'autres domaines et surtout aux étables et à la gestion du matériel.

Il faut noter qu'en Ombrie, dans toutes les formes d'association où les exploitants directs sont intéressés à la gestion collective, bien que le mouvement soit organisé par la "Lega", il est cependant prévu pour la rémunération du capital foncier, l'application du système des millièmes qui est plus attrayant et qui par conséquent suscite moins d'opposition à la diffusion de l'idée de gestion collective.

Formes de collaboration dans l'Italie méridionale et insulaire.

Dans le Mezzogiorno la majeure partie des formes de collaboration en agriculture ont été encouragées par les centres d'assistance technique qui, dans le cadre des programmes de mise en valeur de la Cassa per il Mezzogiorno, se sont engagés à encourager et aider les exploitants par l'intermédiaire des organismes locaux de bonification et de développement.

Comme nous le verrons ultérieurement, ces formes de collaboration ont pour but de surmonter certaines difficultés qui autrement constitueraient des obstacles de nature à empêcher tout progrès pour la majeure partie des exploitations agricoles.

Le Mezzogiorno, en effet, dont le territoire d'environ 13 millions d'hectares comprend pour plus de 80 % des zones de colline et de montagne, est caractérisé non seulement par une très grande diversité des conditions naturelles, des productions, des groupes ethniques mais aussi par le grand morcellement des propriétés et l'atomisation des exploitations. Certaines données permettent de mieux apprécier l'importance de ces phénomènes. Elles se réfèrent à la situation des 867.000 ha sur lesquels interviennent les 200 centres d'assistance technique opérant dans diverses zones - irriguées ou non - situées surtout en plaine, mais aussi dans des régions de colline et de montagne.

Cette superficie comprend 263.000 exploitations de 3ha en moyenne et elle est occupée par une population rurale de plus d'un million de personnes dont un tiers réside à la campagne; 87 % des exploitations ont une superficie inférieure à 5 ha et représentent 32 % de la superficie totale; 7 % ont une superficie comprise entre 5 et 10 ha et représentent 19 % de la superficie, tandis que 5 % des exploitations ont plus de 10 ha et représentent 49 % de la superficie. Le morcellement existe toujours dans la catégorie des exploitations d'une superficie inférieure à 5 ha qui appartiennent généralement à de petits exploitants directs.

Cette situation, dont la gravité est mise en évidence par les données fournies, reflète grosso modo celle de tous les territoires méridionaux et insulaires.

Morcellement et atomisation freinent considérablement le progrès de plus d'un million et demi d'exploitations de petites dimensions, qu'elles se trouvent dans les zones côtières d'irrigation ou à l'intérieur, en particulier dans les zones de colline et de montagne.

Dans les zones côtières les petites et très petites exploitations irriguées ont généralement un très grand nombre d'utilisations, d'où une grande diversité de cultures et de besoins, qui entraîne des difficultés de contrôle, augmente les coûts de distribution de l'eau et empêche d'acquérir et appliquer des techniques de culture appropriées.

Dans les zones de l'intérieur, morcellement et atomisation sont à l'origine d'une productivité du travail très faible qui incite les hommes à émigrer (comme c'est le cas par exemple dans les zones montagneuses des Abruzzes) et oblige à confier aux femmes les travaux des champs qui sont effectués souvent selon des méthodes très primitives.

Deux aspects caractérisent les programmes de développement agricole : d'une part l'engagement qu'ont pris les pouvoirs publics de fournir une infrastructure et d'effectuer des travaux d'amélioration foncière; de l'autre, l'engagement du secteur privé de mettre en valeur les exploitations agricoles sur le plan agronomique et commercial. Le succès du programme de développement est étroitement lié au succès des réalisations dues à l'initiative du secteur privé et qui dépendent de l'application de solutions satisfaisantes aux problèmes que pose le choix des techniques et des orientations de production, mais aussi aux problèmes structurels économiques et sociaux.

Alors que dans les exploitations de dimensions suffisantes les processus de transformation et de conversion soulèvent des difficultés plus faciles à surmonter, grâce notamment aux plus grandes capacités des exploitants qui - habituellement - coordonnent dans ce cas les processus et les ajustements de la production, en revanche, dans le cas des entreprises groupant des exploitations de petites et très petites dimensions (plus d'un million et demi), le progrès agricole est entravé par le morcellement de la propriété et l'atomisation des exploitations dont nous avons déjà parlé et par l'état d'esprit des exploitants qui se ressent souvent d'un long isolement non seulement physique, mais aussi psychologique et qui explique souvent l'utilisation de méthodes de production archaïques.

Mais se sont ces nombreuses petites exploitations qui ont le plus besoin d'une assistance technique. D'autre part, le nombre des exploitants à aider rend cette opération très difficile si l'on veut qu'elle soit menée d'une façon très complète et efficace; en outre la faible superficie des terres n'assure pas à l'opération une productivité élevée. Toutes ces considérations ont incité le Servizio Assistenza della Cassa per il Mezzogiorno à élaborer une méthodologie de groupe notamment destinée à accroître l'efficacité des techniciens employés auprès des divers centres d'assistance technique. (un agronome et un employé titulaire du diplôme de fin d'études secondaires, parfois une institutrice rurale) et à leur donner le moyen de créer les conditions technico-économiques, mais aussi humaines et sociales nécessaires pour rendre les exploitations plus efficaces et améliorer le niveau de vie des populations rurales.

C'est ainsi qu'ont commencé les expériences de gestion collective entre petits exploitants, surtout dans les zones les plus défavorisées, qui s'étendent peu à peu et qui devraient constituer des centres de diffusion du progrès agricole.

Les diverses formes de collaboration

Les formes de collaboration dans le Mezzogiorno peuvent être réparties en trois catégories :

1. la première ne concerne pas la gestion en commun de secteurs ou la fusion d'exploitations, mais peut être considérée comme une étape préliminaire vers ces formes de collaboration; cette catégorie comprend les remembrements volontaires et des formes de groupement par zone de culture;
2. une deuxième catégorie concerne les formes de collaboration par secteur de production, c'est-à-dire la gestion commune de certaines activités spécialisées, dissociées des exploitations et par conséquent indépendantes de leurs dimensions : aviculture, élevage de porcs, cultures en serre, petit artisanat rural etc ...;
3. enfin, une troisième catégorie comprend les formes d'association intégrale où il y a fusion complète de plusieurs exploitations en une

seule, de manière à constituer la base territoriale d'une seule entreprise agricole unique dont la gestion centralisée doit permettre des choix plus efficaces en ce qui concerne la transformation et la gestion des exploitations affiliées.

Formes de remembrement volontaire et de groupement par zone de culture

Ces opérations, également encouragées par les Centres d'assistance technique, vont du schéma le plus simple de remembrement volontaire en vue de la modernisation et de la rationalisation de petites exploitations - dans lequel on assiste à un échange de propriété à l'amiable - aux projets de transformation collective par zone, caractéristiques de certaines sociétés de culture des agrumes et de viticulture dans lesquelles; bien que les terres restent directement et entièrement à la disposition des membres qui, pour la plupart continuent à exploiter leurs propres parcelles, la transformation foncière et la majeure partie des travaux de culture pouvant être mécanisés sont effectués collectivement.

C'est ainsi que le remembrement foncier de Marrubiu Terralba, en Sardaigne, constitue la première phase, à certains égards la plus élémentaire mais certainement pas la plus simple, de rationalisation de petites exploitations, visant à créer de nouvelles unités modernes plus productives et un réseau satisfaisant de voies de communication, d'irrigation et d'écoulement des eaux.

On regroupe et on redistribue les parcelles en donnant aux unités foncières des formes régulières, en éliminant dans la mesure du possible le morcellement et en tenant compte des souhaits des individus, de leurs familles et des groupes de familles.

Ainsi la petite exploitation techniquement et économiquement indépendante subsiste, mais son efficacité augmente sensiblement.

A Marrubiu Terralba, avant l'intervention, les 666 ha concernés étaient divisés en 997 parcelles d'un peu plus de 6.000 m² chacune. Après le remembrement volontaire, le nombre des parcelles est tombé à 360 et leur superficie moyenne a ainsi triplé.

Un autre avantage non négligeable de cette mesure a été de simplifier, de rationaliser et d'améliorer l'efficacité du réseau d'écoulement des eaux, du réseau routier et même du réseau d'irrigation à créer. En bref, il a été possible de ramener à une juste proportion les charges immédiates et futures de l'Etat et du particulier.

Selon des critères identiques, un deuxième lot de 542 ha a été remembré volontairement dans les environs de la commune de Terralba, ce qui a permis de réduire le nombre des parcelles de 1.709 à 520 en portant leur superficie de 0,31 à 0,79 ha.

Les sociétés de culture d'agrumes ou de viticulture représentent une seconde phase dans laquelle, tout en garantissant à chaque membre la disposition de son exploitation, la forme de collaboration choisie permet la mise en oeuvre systématique des travaux d'amélioration et de transformation, en considérant l'ensemble des propriétés comme une exploitation unique d'où la possibilité ultérieurement, lorsque cela est nécessaire, d'appliquer à de grandes plantations d'arbres fruitiers, une gestion commune.

La société de culture d'agrumes créée à Serramanna dans la province de Cagliari par les soins du Centro locale di Assistenza Tecnica del l'Ente Flumendosa relève de ce type de collaboration.

Dans le cas de Serramanna, dans le Campidano, 209 ha répartis entre 46 exploitations et divisés en 51 parcelles consacrées surtout à la culture des céréales ont été regroupés en un ensemble unique, exploité par 18 familles dont la situation de fait permet d'espérer une collaboration de plus en plus étroite entre les membres.

Les terres sont situées dans une zone irriguée et la transformation en est à un stade avancé. L'aménagement des terres est terminé et toute la superficie a été plantée.

Les formes de collaboration par secteur de production

Dans les régions où les propriétés agricoles sont très petites et morcelées et où les conditions naturelles ne favorisent guère l'agriculture, lorsqu'il existe une main-d'oeuvre agricole disponible ou lorsqu'il y a

sous-emploi, la recherche de moyens qui permettent de compléter le revenu de l'activité agricole dans l'exploitation par le revenu d'un travail effectué en dehors de l'exploitation peut déboucher sur des activités extérieures spécialisées qui ne sont pas liées (ou ne le sont que partiellement) aux activités menées dans l'exploitation. C'est le cas notamment des serres gérées par des groupes d'agriculteurs et notamment des jeunes filles, pour la production de légumes et de fleurs dans les zones irriguées situées le long des côtes et jouissant de conditions climatiques plus favorables, des élevages collectifs de lapins, de porcs, de poulets, exploités par des groupes mixtes dans les zones de collines et de montagnes de l'intérieur, d'activités d'artisanat rural exercées dans des coopératives, pour la conservation et la diffusion des produits traditionnels. Il s'agit là d'initiatives qui vont de la petite serre de 1.000 à 2.000 m², exploitée par des groupes de 5 ou 6 jeunes (Roccella Jonica dans la province de Reggio C., Licata dans la province d'Agrigento, Partinico dans la province de Palermo, Siniscola dans la province de Nuoro), aux complexes qui ont atteint peu à peu un niveau de spécialisation et une importance qui leur permette de procéder directement à la commercialisation de leurs produits, comme c'est le cas des coopératives Liliflor (Borgo Carso) ou de Assemini et Capotera dans la province de Cagliari.

Les élevages également vont de quelques centaines de volatiles à des milliers de têtes, de la modeste société simple à la coopérative a.r.l. comptant des dizaines de membres. On trouve de ces élevages à Ottana dans la région de Nuoro, à Bagaladi, Cardeto et Sant'Eufemia dans la province de Reggio Calabria, à Avigliano (Potenza), à Botricello (Catanzaro), à Onani et Siniscola (région de Nuoro). On trouve des élevages collectifs de lapins en Calabre (Sovereto), dans le Latium (Borgo Podgora et Borgo Montenero dans la province de Latina), en Sicile (Sferro et Franchetto dans la province d'Enna). Des activités de type artisanal sont exercées par des groupes de femmes, surtout en Sardaigne (Barisardo, Ulassai, Sedilo nel Nuorese), Quartu (Cagliari), Bianco (Reggio Calabria), Avigliano (Potenza), Palma di Montechiaro (Agrigento).

Dans les divers secteurs et surtout dans la culture en serre, l'élevage des poulets, des lapins, des porcs et l'artisanat rural, les initiatives se développent selon des méthodes bien précises de formation et de soutien, généralement à partir de dimensions très modestes pour permettre

une cohésion maximale entre les personnes intéressées et parvenir à une première qualification avant de passer aux stades plus complexes. Le but est de réaliser une dimension humaine valable avant de viser à la dimension structurelle et économique.

Ces initiatives sont régies par un règlement intérieur que les membres rédigent pour la répartition du travail, des responsabilités, des droits, des obligations et des recettes. Elles sont développées et élargies dès que la société est consolidée, que les compétences techniques sont rodées et qu'une collaboration saine et démocratique entre ses membres est garantie. A ce stade, la forme juridique initiale qui est généralement la société simple parce que le nombre des membres est souvent inférieur au nombre minimum légal (9) nécessaire pour la constitution d'une coopérative, devient par la suite celle de la société coopérative à responsabilité limitée.

Comme on peut le voir au tableau 3 les formes de collaboration de ce genre intéressent 1.095 membres.

Les formes de fusion totale

C'est dans les exploitations à gestion collective que la notion d'association trouve tout son sens. Si dans un premier temps, suivant l'exemple des initiatives prises en Italie nord et en Italie centrale, on avait envisagé d'amorcer la collaboration entre exploitations agricoles par la création d'étables collectives, un examen plus approfondi des conditions et des problèmes locaux, rappelés précédemment, a montré qu'il conviendrait de mettre en oeuvre, lorsque cela serait possible, des formes de collaboration plus étroites, c'est-à-dire des expériences de fusion totale et ce en tenant compte du fait que par nature et aussi en raison des expériences et des sacrifices passés, le petit agriculteur de l'Italie méridionale est psychologiquement plus porté vers des solutions radicales, lorsqu'il a pesé en famille le pour et le contre des décisions à prendre, s'il estime qu'une solution donnée peut lui offrir la possibilité concrète d'améliorer sa situation.

Formes juridiques

Avec la fusion des exploitations, on a voulu créer une association de petits exploitants apportant leur propriété individuelle pour mettre en oeuvre un processus de transformation commune, en vue de parvenir à

Tableau 3 - Activités spécialisées du groupe exercées ou en cours de lancement au

N°	Région	Localité	Nom
1	Lazio	Latina	Coop. Liliflor
2	Lazio	Latina	Coop. Cunicola
3	Lazio	Latina	Soc. Semplice
4	Lazio	Terracina	Coop. Allevatori
5	Abruzzo	Montesilvano	Coop. Multiflor
6	Abruzzo	Cepagatti	Soc. Semplice
7	Abruzzo	Montesilvano	Soc. Semplice
8	Abruzzo	Rocca Spinalveti	Coop. S.Cristofaro
9	Marche	Pagliara	Soc. Semplice
10	Marche	Pagliara	Coop. Avicola
11	Marche	Pagliara	Coop. Cunicoltori Piceni
12	Molise	Boiano	Soc. Semplice
13	Molise	Bagnoli	Coop. Bagnolese
14	Molise	S.Felice de Molise	Soc. Semplice
15	Campania	S.Bartolomeo in Galdo	Soc. Semplice
16	Campania	S.Marco dei Cavoti	Soc. Cooperativa
17	Campania	Buonalbergo	Soc. Semplice
18	Puglie	Margherita di Savoia	Soc. Cooperativa
19	Puglie	Leverano	Soc. Cooperativa
20	Lucania	Avigliano	Soc. Cooperativa
21	Lucania	Ruoti	Soc. Cooperativa
22	Lucania	Ruoti	Soc. Cooperativa
23	Lucania	Nova-Siri	Soc. Semplice
24	Lucania	Grassano	Soc. di fatto
25	Lucania	Grassano	Soc. Cooperativa
26	Lucania	Grassano	Soc. di fatto
27	Lucania	Picerno	Soc. Cooperativa
28	Lucania	Ruoti	Soc. Semplice
29	Lucania	Avigliano	Soc. Semplice

31.12.1971

Activité	Nombre de membres		Total membres
	M	F	
floriculture		11	11
cuniculiculture	15		15
cuniculiculture	9		9
élevage veaux	9		9
			--
			44
floriculture	6	6	12
aviculture		9	9
aviculture		11	11
aviculture		13	13
			--
			45
floriculture		10	10
aviculture		18	18
cuniculiculture	12		12
			--
			40
élevage porcs	8		8
élevage porcs	60		60
artisanat rural		9	9
			--
			77
horticulture	3		3
aviculture		12	12
cuniculiculture		5	5
			--
			20
horticulture - floriculture	30		30
horticulture - floriculture	9		9
			--
			39
élevage porcs - aviculture	15		15
élevage porcs - aviculture	11		11
élevage porcs - aviculture	80		80
horticulture - floriculture	6		6
aviculture		4	4
élevage porcs	9		9
cuniculiculture		5	5
élevage porcs	11		11
artisanat rural		15	15
artisanat rural		6	6

			162

N°	Région	Localité	Nom
30	Calabria	Roccella Jonica	Soc. Semplice
31	Calabria	Bianco	Soc. Semplice
32	Calabria	Ciro Marina	Soc. Cooperativa
33	Calabria	Soverato	Soc. Semplice
34	Calabria	Bagaladi	Coop. Avicola
35	Calabria	S.Eufemia	Soc. Semplice
36	Calabria	Botricello	Coop. Avicola
37	Calabria	S.Maria	Coop. Avicola
38	Calabria	Gioia Tauro	Coop. Avicola
39	Calabria	Bianco	Coop. Avicola
40	Calabria	Canne	Coop. Avicola
41	Calabria	Amendolara	Coop. Avicola
42	Calabria	Embrici (Bagaladi)	Soc. Semplice
43	Calabria	S.Demetrio Corone	Soc. di fatto
44	Calabria	Bianco	Coop. La Pardesca
45	Calabria	Vibo Valentia	Soc. Cooperativa
<hr/>			
46	Sicilia	Licata	Soc. Cooperativa
47	Sicilia	Cutusio	Soc. Cooperativa
48	Sicilia	Belpasso	Soc. Semplice
49	Sicilia	Gela	Soc. Semplice
50	Sicilia	Partinico	Soc. Semplice
51	Sicilia	Licata	Soc. Semplice
52	Sicilia	Barrafranca	Soc. Semplice
53	Sicilia	Belpasso	Soc. Semplice
54	Sicilia	Belpasso	Soc. Semplice
55	Sicilia	Palma di Montechiaro	Soc. Semplice
56	Sicilia	Adrano	Coop. Avicola
57	Sicilia	Villapriolo	Soc. Semplice
58	Sicilia	S.Caterina Villahermosa	Soc. Semplice
59	Sicilia	Palma di Montechiaro	Soc. Cooperativa
<hr/>			
60	Sardegna	Siniscola	Soc. Semplice
61	Sardegna	Capoterra	Soc. Cooperativa
62	Sardegna	Assemini	Soc. Semplice
63	Sardegna	Iglesias	Soc. Semplice
64	Sardegna	Iglesias	Soc. Sarriali
65	Sardegna	Iglesias	Soc. Bareg
66	Sardegna	Assemini	Soc. Semplice
67	Sardegna	Pabillonis	Soc. Semplice
68	Sardegna	Capoterra	Soc. Semplice
69	Sardegna	Capoterra	Soc. Semplice
70	Sardegna	Samassi	Soc. Semplice
71	Sardegna	Benetutti	Soc. Cooperativa

Activité	Nombre de membres		Total membres
	M	F	
floriculture	7		7
horticulture - floriculture	3		3
horticulture - floriculture	9		9
horticulture - floriculture	9		9
aviculture		9	9
aviculture		4	4
aviculture	24	24	48
aviculture	15		15
aviculture		9	9
aviculture		10	10
aviculture		15	15
aviculture		15	15
aviculture		4	4
artisanat rural		11	11
artisanat rural		18	18
boucherie	10		10

			196
horticulture - floriculture	15		15
horticulture - floriculture	78		78
horticulture - floriculture		10	10
horticulture - floriculture	5		5
horticulture - floriculture	9		9
horticulture - floriculture		12	12
horticulture - floriculture	4		4
aviculture - cuniculiculture		8	8
aviculture - cuniculiculture		8	8
cuniculiculture		9	9
aviculture	5	6	11
aviculture - cuniculiculture		3	3
aviculture		4	4
artisanat rural		12	12

			188
floriculture		4	4
horticulture - floriculture	11		11
horticulture		4	4
horticulture - floriculture		4	4
horticulture	4		4
horticulture		4	4
floriculture		5	5
horticulture		7	7
floriculture		10	10
horticulture		11	11
horticulture		10	10
horticulture - floriculture	9		9
			--
			83

N°	Région	Localité	Nom
72	Sardegna	Samatzai	Soc. Semplice
73	Sardegna	Ottana	Soc. Semplice
74	Sardegna	Iglesias	Soc. Semplice
75	Sardegna	Sardera	Soc. Semplice
76	Sardegna	Barisardo	Soc. Semplice
77	Sardegna	Pabillonis	Soc. Semplice
78	Sardegna	Ottana	Soc. Cooperativa
79	Sardegna	Onani	Soc. Semplice
80	Sardegna	Siniscola	Soc. Semplice
81	Sardegna	Quartu	Soc. Cooperativa
82	Sardegna	Sanluri	Soc. Semplice
83	Sardegna	Villacidro	Soc. Semplice
84	Sardegna	Sorgono	Soc. Cooperativa
85	Sardegna	Barisardo	Soc. Cooperativa
86	Sardegna	Tertenia	Soc. Cooperativa
87	Sardegna	Ulassai	Soc. Cooperativa
88	Sardegna	Sedilo	Soc. Cooperativa
89	Sardegna	S.Vero Milis	Soc. Semplice

Activité	Nombre de membres		Total membres
	M	F	
horticulture - floriculture	6		6
aviculture		8	8
aviculture		4	4
aviculture		10	10
aviculture		5	5
aviculture		6	6
élevage porcs	9		9
aviculture		30	30
aviculture		4	4
artisanat rural		30	30
horticulture		5	5
artisanat rural		8	8
boucherie	12		12
artisanat rural		9	9
artisanat rural		30	30
artisanat rural		10	10
artisanat rural		9	9
artisanat rural		6	6

			201

	Total général		1.095

l'emploi intégral des membres de la famille, avec développement ultérieur des activités complémentaires. Faute d'expériences préalables, il a fallu définir la forme juridique qui convenait le mieux à ce type d'association. Il y avait initialement quatre possibilités : coopérative à responsabilité limitée, société simple à responsabilité limitée, société simple, société de fait. Par la suite, après examen des avantages et des inconvénients des quatre solutions considérées, le choix s'est limité aux sociétés simples et aux coopératives à responsabilité limitée. Ce sont en effet les formes juridiques que revêtent les exploitations à gestion collective, avec une certaine prédominance des coopératives à responsabilité limitée.

Orientations technico-structurelles et réglementation de base

Ce sont les orientations et la réglementation définies dans le statut de ces formes d'association, qui tendent à promouvoir le développement de l'association intégrale, en ce qui concerne non seulement les structures foncières, mais aussi les membres de la famille de l'exploitant, en vue de parvenir à une utilisation plus fonctionnelle et plus économique de la main-d'oeuvre masculine et féminine (il est en effet prévu expressément que la main-d'oeuvre féminine peut aussi participer à l'entreprise en qualité d'associé et non pas seulement de membre de la famille, de sorte que ses décisions puissent aussi être prises en considération; on essaie ainsi d'insérer les femmes dans le cycle de production et de jouer plus rationnellement leur rôle dans la famille.

Les aspects les plus importants des règles statutaires ont trait au droit de disposer de la terre, à la rémunération versée pour les terres apportées au travail.

Droit de disposer de la terre

Etant donné que le membre doit garder la pleine propriété de ses terres et que, d'autre part, il est nécessaire qu'il existe une limitation à la mise à disposition régulièrement transcrite, pour éviter que soit donné au terme "apport de la terre" le sens d'un transfert de propriété, on a jugé opportun d'adopter l'expression "apport de l'usufruit de la terre" ("conferimento in uso del terreno") (1). L'apport de "l'usufruit"

(1) Il convient de noter que les membres qui apportent "l'usufruit de la terre" peuvent être non seulement des propriétaires, mais aussi des fermiers, des allocataires etc .

n'est en aucun cas comparable à l'affermage, forme de cession de la terre qui n'a pas la faveur des intéressés.

En outre, afin de garantir l'utilisation de la terre par l'association, sans risque d'aliénation physique de l'exploitation, on a envisagé ensuite la possibilité d'établir des contrats bilatéraux enregistrables, entre société et membre, et indiquant clairement les obligations et les servitudes liées à l'exploitation collective (1).

En cas d'aliénation de la propriété d'un membre par acte entre vifs, on a prévu la possibilité pour la société de bénéficier du droit de préemption.

La rémunération versée pour la terre

La rémunération des membres se fait sur la base du "prezzo di riparto" (prix de répartition) composé de deux éléments : la rémunération des terres apportées en usufruit et la rémunération du travail des membres. Les pourcentages représentés par ces deux éléments sont fixés par les statuts ou chaque année par l'Assemblée. La rémunération des terres, qui représente en général 15 à 20 % du "prezzo di riparto" s'effectue sur la base des critères suivants :

- Au moment de "l'apport de l'usufruit de la terre" on définit une unité de valeur, ou taux de jouissance, en fonction de la superficie, de la qualité et de la catégorie;
- On établit ensuite une échelle d'indices à laquelle on rapporte la part à distribuer aux membres;
- les plus-values résultant de l'irrigation des parcelles ou de la plantation d'arbres fruitiers ou de tout autre amélioration foncière sont réparties également entre toutes les terres suivant une moyenne générale qui se réfère aux valeurs initiales; en bref, la rémunération est liée à la qualité initiale des terres et non à la nouvelle échelle des valeurs qui pourrait résulter des améliorations effectuées sur les diverses parcelles.

(1) Dans certaines situations où l'engagement est plus important en raison de la charge économique résultant de la valorisation foncière, on a demandé l'insertion d'une clause interdisant expressément la dissolution de la société pendant une période d'au moins 30 ans et d'une clause prévoyant le remboursement de la contribution en cas d'aliénation des travaux ou des terres pendant la période d'existence de la société.

Le travail

La main-d'oeuvre familiale est intégralement utilisée et la société ne recourt pas à des tiers, sauf naturellement dans les cas exceptionnels d'indisponibilité des membres et de leur famille.

Chaque membre est tenu de fournir son propre travail, au moins proportionnellement à la terre qu'il apporte. L'objectif visé est l'utilisation intégrale de la capacité de travail de tous les membres, grâce à une intensification de la production et au développement d'activités complémentaires. En général, la réalisation de l'équilibre de l'emploi des membres ne soulève pas de difficultés particulières.

Toutefois la gestion collective tend à spécialiser le travail : tel se consacre aux travaux de l'étable, tel autre au vignoble et aux arbres fruitiers, tel autre enfin aux productions herbacées, etc ...

Les membres conservent leur caractère d'exploitants directs ce qui ressort d'ailleurs du fait que la rémunération du travail constitue l'autre élément du "prezzo di riparto" (1).

Nombre et répartition des gestions collectives

Le tableau 4 indique, par région et localité, les gestions collectives qui ont bénéficié de l'aide de la Cassa per il Mezzogiorno et donne, pour chacune, l'orientation de la production, le nombre de membres, la superficie, la date de création et la date d'entrée en service.

Il s'agit de 35 exploitations dont la création est très récente puisqu'elle remonte aux années 1968/1971. Parmi elles 20 se sont engagées dans la phase de la gestion collective en 1970-72. On prévoit que très prochainement la fusion touchera encore une quinzaine d'exploitations. La comparaison entre les dates de création et celles d'entrée en service montre que le temps qui s'écoule entre la mise en commun des terres et la réalisation des premiers travaux de transformation est très court, compte tenu du fait que la transformation implique l'établissement des projets de travaux et leur examen et qu'il n'est pas possible de supprimer les délais techniques assez longs que nécessite habituellement la réalisation des travaux et des installations.

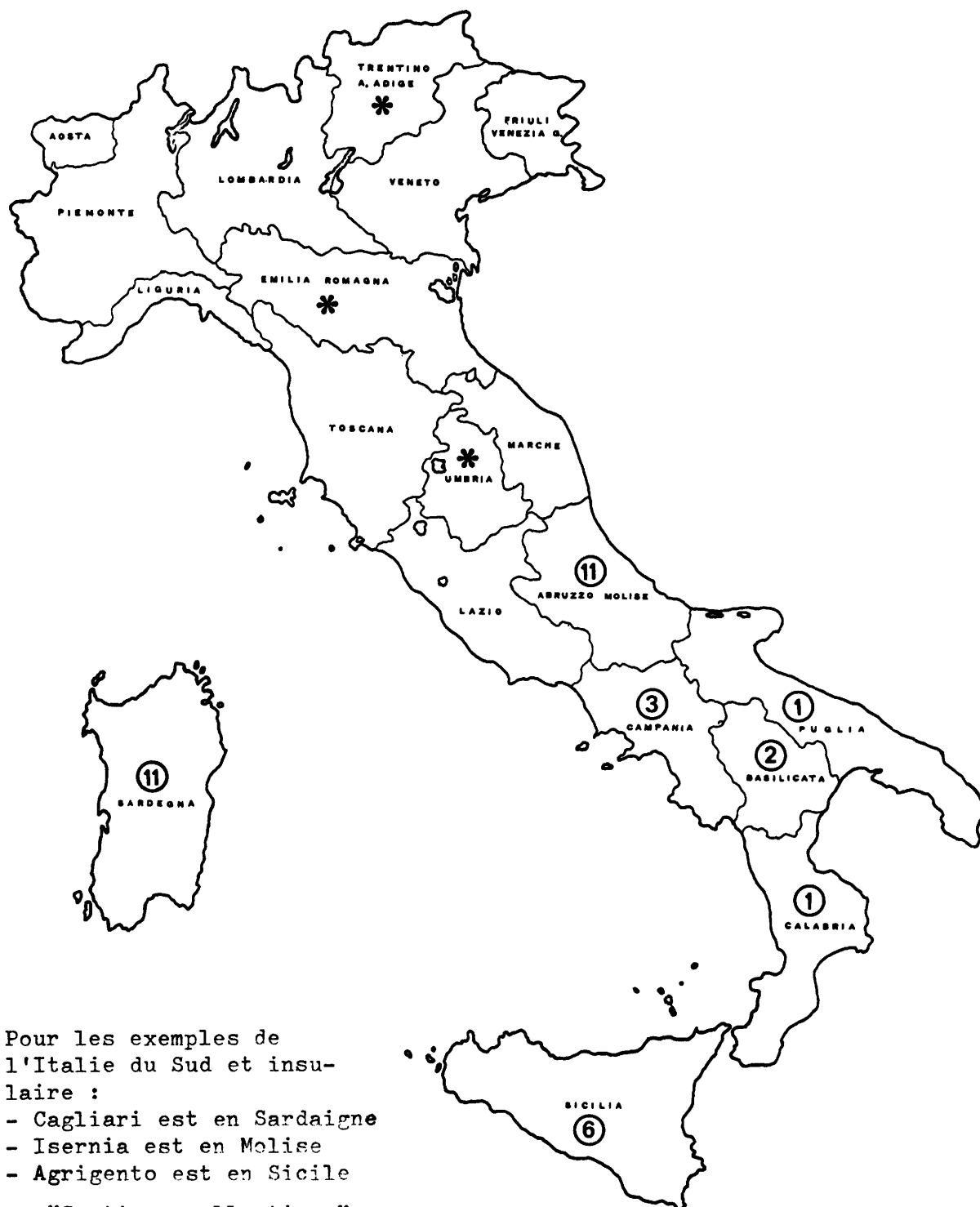
(1) Il est évidemment possible de fixer des minimums journaliers garantis versés à titre d'avances sur la rémunération du travail.

Cette rapidité est due à la collaboration étroite qui existe entre les autorités locales et les intéressés et au travail assidu qu'effectue, sur place, le personnel des Centres d'assistance technique, employé dans les communautés rurales.

Le tableau 5 indique quelques caractéristiques structurelles d'un groupe d'exploitations, avant et après la fusion.

Il convient de noter que, parallèlement à la réduction du nombre des exploitations qui est tombé de 351 à 14, on constate aussi une réduction considérable du nombre de parcelles qui est tombé de 1.306 à 358. Cette évolution a naturellement entraîné l'augmentation de la superficie moyenne des parcelles qui a plus que triplé (indice de remembrement = 3,65), passant de 1,20 ha à 4,38 ha.

"Gestions collectives "(Gestioni associati) auxquelles il est fait référence dans le texte



Pour les exemples de l'Italie du Sud et insulaire :

- Cagliari est en Sardaigne
- Isernia est en Molise
- Agrigento est en Sicile

* "Gestions collectives" existantes ; nombre non spécifié.

○ Nombre de "gestions collectives".

Tableau 4 - Situation des exploitations gérées collectivement, déjà constituées ou

N° d'ordre	Région	Localité	Dénomination
1	ABRUZZES	Celenza sul Trigno	Coop.r.l.Salvatore Silla
2	ABRUZZES	Ateleta	Coop.r.l.Alto Sangro
3	ABRUZZES	Corfinio	Coop.r.l.Agricola Italica
4	ABRUZZES	Gessopalena	
5	MOLISE	Bagnoli del Trigno	Coop.r.l.La Bolognese
6	MOLISE	Montorio dei Fren- tani	Coop.r.l.Frentana
7	MOLISE	Castropignano	Coop.r.l.Le Selve
8	MOLISE	Gambatesa	Soc.Sempl.Jolli Primula
9	MOLISE	Poggio Sannita	Coop.r.l.Poggio Sannita
10	MOLISE	S.Felice del Molise	Coop.La nostra Terra
11	MOLISE	Poggio Sannita	Coop.Viticola
12	CAMPANIE	Castelvetero	Coop.r.l.S.Nicola
13	CAMPANIE	S.Bartolomeo in Galdo	Coop.r.l.La Marina
14	CAMPANIE	Casalvelino	Coop.r.l.Casalvelino
15	POUILLES	Leverano	Coop.S.Rocco
16	BASILICATA	Tolve	Coop.r.l.Tolve
17	BASILICATA	Avigliano	Coop.Agricola Possidenti
18	CALABRE	S.Demetrio Corone	Arbresh
19	SICILE	Cammarata	Coop.Cabris
20	SICILE	Capizzi	Soc.Sempl.Capizzi
21	SICILE	Sciacca	Coop.Salinelle
22	SICILE	S.Margherita Belice	Coop.Colt.Tre fontane
23	SICILE	Leonforte	Stalla Sociale
24	SICILE	Gela	Coop.Passo di Piazza
25	SARDAIGNE	Serramanna	Perdafitta
26	SARDAIGNE	Siniscola	Soc.Sempl. Overi Siniscola
27	SARDAIGNE	Posada	Coop.r.l.Orto-flori-frutticola
28	SARDAIGNE	Guamaggiore	Soc.Sempl.Niu Aurundia
29	SARDAIGNE	Bottida	Coop. La Quercia
30	SARDAIGNE	Iglesias	Coop. Nike
31	SARDAIGNE	Pabillonis	Coop. Viticola
32	SARDAIGNE	Ussana Donori	Coop. Prascona
33	SARDAIGNE	Sardara	Coop. Viticola
34	SARDAIGNE	Moravera	Coop. Agrumicola
35	SARDAIGNE	Quartu S.Elena	Soc. Sempl.

en cours de constitution

Production	Nombre de membres	Superficie en ha	Date de création	Date d'entrée en service
élevage	71	349.48.32	3/68	1970
élevage	9	102.43.39	5/70	1970
élevage	18	110.00.00	11/71	1971
élevage	20	100.00.00	-	-
élevage-céréales	12	184.18.96	6/69	1970
élevage-céréales	15	193.34.97	9/70	-
élevage-céréales	9	90.42.78	5/70	1971
élevage-viticulture	23	312.00.00	5/70	-
élevage	26	112.25.99	11/69	1970
viticulture	63	126.00.00	10/70	1972
viticulture	26	27.00.00	10/70	1972
arboriculture fruitière	16	14.35.00	9/70	-
élevage	15	87.40.00	9/70	1971
viticulture	12	20.00.00	6/71	1971
arboriculture fruitière	9	12.00.00	1/72	1972
élevage-pâturages	11	475.63.17	10/70	-
élevage	18	100.02.00	10/69	1972
viticulture	9	12.28.00	7/71	1971
élevage	9	68.10.79	7/69	1970
élevage-pâturages	10	450.00.00	10/71	-
viticulture	16	31.00.00	10/70	1971
oléiculture et viticulture	11	55.00.00	8/71	-
élevage	17	227.00.00	11/71	-
horticulture et viticulture	10	81.00.00	12/71	1972
agrumiculture	18	209.68.45	10/68	1970
agrumiculture	42	79.12.78	5/70	1972
horticulture-floriculture-arboriculture fruitière	34	38.78.81	5/70	1970
viticulture	22	32.26.75	9/70	1970
pâturages	11	61.42.94	10/71	-
élevage	9	90.00.00	10/71	-
viticulture	67	42.00.00	11/71	-
viticulture	30	80.00.00	10/71	-
viticulture	104	62.00.00	10/71	-
agrumiculture	9	15.00.00	11/71	-
viticulture	10	8.72.85	11/71	-

Tableau 5 - Caractéristiques structurelles d'un groupe d'exploitations avant et après la fusion

Région	Province	Localité (1)	Dénomination	Nombre d membres
Abbruzzes	Chieti	Calenza sul Trigno	Coop. "Salvatore Silla"	71
Abbruzzes	L'Aquila	Ateleta	Coop. "Alto Sangro"	9
Molise	Campobasso	Bagnoli del Trigno	Coop. "La Bagnolese"	12
Molise	Campobasso	Montorio	Coop. "La Frentana"	15
Molise	Campobasso	Castropignano	Soc. Sempl. "La Silva"	9
Molise	Isernia	Poggio Sannita	Coop. "Poggio Sannita"	16
Campanie	Benevento	Castelvetere	Coop. "S. Nicola"	9
Campanie	Benevento	S. Bartolomeo in Saldo	Coop. "La Macina"	15
Sicile	Agrigento	Cammarata	Coop. "Cabris"	9
Sicile	Agrigento	Sciacca	Coop. "Salinella-Sciacca"	16
Sardaigne	Cagliari	Perdaffita	Soc. Sempl. "Perdafitta"	18
Sardaigne	Cagliari	Guamaggiore	Soc. Sempl. "Niu Aurundia"	22
Sardaigne	Nuoro	Siniscola	Soc. Sempl. "Overi Siniscola"	42
Sardaigne	Nuoro	Posada	Coop. "L'Ortoflorofrutticola"	34
Total				347

- (1) La répartition des localités en régions agricoles est la suivante : montagne : Calenza, Ateleta, Bagnoli, Castropignano, Poggio Sannita, Castelvetere, S. Bartolomeo, Cammarata ; colline : Montorio, Siniscola, Posada ; plaine : Sciacca, Perdaffita, Guamaggiore.
- (2) L'indice qui exprime l'intensité du morcellement correspond au rapport entre le nombre des parcelles et le nombre des exploitations.
- (3) L'indice de remembrement correspond au rapport entre la superficie moyenne des parcelles après la fusion et la superficie moyenne des parcelles avant la fusion et au rapport entre le nombre des parcelles avant la fusion et le nombre des parcelles après la fusion.

Superficie totale en ha	Avant la fusion					Après la fusion			
	Nombre d'exploit- tations	Nombre de par- celles	Intensité morcelle- ment (2)	Superficie moyenne ex ploit.en ha	Superficie moyenne parcellles en ha	Nombre d'exploit- tations	Nombre parcelles	Superficie moyenne / parc.en ha	Indice de remembrement (3)
329,48	71	446	6,28	4,64	0,73	1	61	5,40	7,39
102,43	9	230	25,55	11,38	0,44	1	160	0,64	1,45
184,18	70	82	1,17	2,63	2,24	1	11	16,74	7,47
193,34	15	56	3,73	12,88	3,45	1	40	4,83	1,40
90,42	9	83	9,22	10,04	1,08	1	25	3,61	3,34
112,25	16	150	9,37	7,01	0,74	1	15	7,48	10,00
14,35	9	12	1,33	1,59	1,19	1	1	14,35	12,05
87,40	15	29	1,93	5,82	3,01	1	13	6,72	2,23
68,10	7	12	1,71	9,72	5,67	1	11	6,19	1,09
31,00	14	22	1,57	2,21	1,40	1	14	2,21	1,57
209,68	8	51	2,83	11,64	4,11	1	1	209,68	51,01
32,26	22	23	1,04	1,46	1,40	1	1	32,26	23,04
79,12	42	64	1,52	1,88	1,23	1	3	26,37	21,43
38,78	34	46	1,35	1,14	0,84	1	3	12,92	15,38
1.573,43	351	1.306	3,72	4,48	1,20	14	359	4,38	3,65

CHAPITRE II

EXAMEN DE QUELQUES-UNES DES NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION

Dans cette partie de l'enquête nous avons maintenu la subdivision - déjà adoptée dans la première partie - en Italie du centre et du nord et Italie méridionale et insulaire.

Les raisons de cette subdivision sont exposées dans l'introduction à la première partie.

C'est pourquoi, dans les pages qui suivent, l'analyse économique et sociale des formes de gestion collective au niveau de la production, dans la situation actuelle et par rapport à la situation initiale des exploitations intéressées, sera divisée en trois paragraphes, comme dans la première étude :

- les étables collectives;
- les fusions totales de l'Italie du nord;
- les nouvelles formes de collaboration de l'Italie méridionale et insulaire.

Il est évident que l'importance de ces trois parties, dans le plan général de la recherche, sera différente; elle dépendra essentiellement de la situation dans ces diverses régions : si pour les étables collectives qui représentent un phénomène datant maintenant de dix ans, on dispose d'un certain nombre d'éléments qui permettent de porter un jugement sur l'évolution des initiatives, sur leurs chances de développement et sur le fait qu'elles répondent ou non aux espoirs fondés sur elles à l'origine, il n'en va de même ni pour les fusions du Nord ni pour les réalisations de l'Italie méridionale, qui sont beaucoup moins nombreuses et toutes beaucoup plus récentes, certaines même étant très récentes.

Les étables collectives - a) Observations générales

Dans la première partie nous avons parlé de la diffusion des étables collectives en Italie, en nous efforçant de définir dans les différents cas les conditions particulières qui étaient à l'origine de ces initiatives.

Indépendamment, en effet, de raisons qui se retrouvent plus ou moins partout et qui consistent essentiellement : primo, en une préoccupation de caractère social - la libération des jeunes d'un travail pénible et qui leur est désagréable; secondo, en un objectif économique - la réalisation d'un complexe d'élevage plus efficace que les petites étables individuelles, mais toujours étroitement lié à l'exploitation rurale de départ - il existe des particularités spécifiques aux diverses zones, qui tiennent à la situation socio-économique du milieu considéré et auxquelles est étroitement liée l'évolution de l'étable collective et plus précisément l'évolution des rapports entre l'étable collective et les exploitations.

Dans le cas des étables collectives, en effet, il faut toujours étudier deux développements parallèles: d'une part, l'évolution de l'étable comme centre de transformation du fourrage, en partie fourni par les membres et en partie acheté - structure qui a sa physionomie propre et sa raison d'être économique - et, d'autre part, l'évolution des exploitations agricoles affiliées à l'étable collective, et la façon dont elles complètent l'élevage collectif. Ceci dit, il est possible de retracer le déroulement de la recherche. Les étables collectives ont été choisies selon un critère de représentativité. Pour chacune d'elles nous examinerons deux aspects susmentionnés :

d'une part, l'évolution des exploitations des membres, en cherchant à déterminer ce qui s'est passé dans ces exploitations après leur affiliation à l'étable, en ce qui concerne les aspects déterminants de la structure de la production : l'organisation de la production, l'utilisation de la main-d'oeuvre, la structure professionnelle de la famille : d'autre part, l'étable collective en soi.

Pour chacun de ces éléments, nous procéderons à une comparaison entre la situation en 1971 et la situation antérieure à la création de l'étable. Les données nécessaires ont été obtenues par une enquête spéciale effectuée étable par étable et, dans le cadre de chaque étable, exploitation par exploitation.

Une difficulté doit être signalée.

Parmi les objectifs de l'étable collective figure, comme nous l'avons dit, la nécessité de libérer la main-d'oeuvre et en particulier les jeunes de ce type de travail, ou la nécessité de poursuivre l'élevage malgré une raréfaction de la main-d'oeuvre.

Il résulte de ces facteurs que l'étable collective a nécessairement une influence sur l'emploi ou correspond à un problème d'emploi.

La détermination du degré d'activité des personnes composant la famille des membres a donc été l'une des tâches fondamentales de l'enquête.

On s'est heurté dans ce domaine à un problème, d'ailleurs bien connu, propre à ce type d'enquête : le risque d'avoir des estimations par excès de la main-d'oeuvre employée, pour de multiples raisons, toutes liées à la structure des exploitations familiales.

Dans les exploitations considérées, la quasi-totalité du travail est fournie par l'exploitant et par les différents membres de sa famille y compris les femmes.

Pour ces dernières la combinaison travail domestique-travail dans l'exploitation est très variable; un autre élément variable : les mêmes opérations peuvent être effectuées par des personnes d'âge différent, ayant une capacité de travail différente, pour ne pas parler du caractère saisonnier de l'occupation lié aux conditions atmosphériques.

A tous ces facteurs matériels s'ajoute, dans la majeure partie des cas, un facteur psychologique qui fait que chacun a tendance à surestimer son propre travail dans l'exploitation.

En résumé, dans les cas que nous avons étudiés - où pratiquement il n'y a pas, comme on le verra, de combinaison du travail agricole avec une activité professionnelle d'un autre type - pour les mêmes personnes - on peut déterminer essentiellement deux causes de surestimation du travail :

- une distinction approximative, pour les femmes, entre leur activité domestique et leur activité dans l'exploitation. Dans chaque cas, en interrogeant le paysan et, lorsque cela était possible, sa femme, on s'est efforcé d'obtenir une donnée digne de foi qui pourrait cependant, pour les raisons que nous avons mentionnées, être également inadéquante ;
- une mauvaise délimitation en fonction de la capacité de travail et de l'âge.

Il est opportun de rappeler à ce propos une observation du Professeur Priebe : on peut se trouver en présence d'un cas absurde, celui de l'employé des postes, qui, une fois retraité, retourne à la campagne et se consacre entièrement à la petite exploitation qu'il exploitait antérieurement en part-time. A partir de ce moment-là une personne qui pour un autre secteur de production est un retraité figure comme unité de travail à temps plein dans l'agriculture (1).

C'est un cas limite certes qui se situe à la limite de l'absurde, mais qui peut se présenter sous des aspects divers. Dans les exploitations considérées ces cas se présentent essentiellement sous deux aspects :

- au cours de la période qui s'est écoulée entre l'année antérieure à la création de l'étable et 1971, le membre chef de famille, occupé à plein temps, en général, dans l'exploitation, a atteint (et peut-être dépassé de 3-5 ans) l'âge de 65 ans, c'est-à-dire l'âge de la retraite.

Cependant, comme il n'y a pas de jeunes pour prendre la relève ou parce qu'il est en bonne santé et très attaché à son travail, il gère également son exploitation, d'autant plus que l'étable collective lui a donné la possibilité de supprimer ou de réduire sensiblement son propre élevage. Il figure toujours comme une UT, même si évidemment le nombre des journées de travail qu'il fournit a diminué, de 365 à 300 par exemple; la qualité et l'intensité du travail se sont modifiées, mais ces éléments sont difficilement exprimés par une donnée statistique;

- à la suite de la création de l'étable collective, le travail personnel fourni par un membre a diminué, soit parce que son étable individuelle a disparu soit parce que c'est l'étable collective qui assume les opérations de récolte et de transport du fourrage.

Or, le membre a plus de 50 ans, c'est-à-dire l'âge où les reconversions sur le plan professionnel ne sont pas faciles. Il a une formation scolaire limitée, ce qui limite encore la possibilité pour cet agriculteur de s'intégrer dans une activité extra-agricole déjà compromise par l'âge.

(1) H. Priebe - Landwirtschaft in der Welt von morgen, Econverlag, Düsseldorf 1970.

Il reste donc lié à l'exploitation, mais en réalité de combien d'heures sont faites les 270 journées de travail ?

C'est dire que le chiffre relatif aux UT employées dissimule en fait une situation de sous-emploi, sans issue.

Dans le souci de donner au calcul des UT un contenu plus conforme à la réalité et partant une meilleure valeur indicative, on a décidé par conséquent de recenser, parallèlement aux journées de travail, le nombre de personnes physiques, hommes ou femmes, employées dans l'exploitation et, pour ces personnes physiques, le nombre des enfants mâles et le type d'activité exercée (dans l'exploitation, hors de l'exploitation, étudiants part-time). Cela permet d'établir une comparaison entre les UT déterminées selon le critère habituel (2.400 heures = 1 UT) et le nombre des personnes qui travaillent dans l'exploitation, réparties en hommes et ménagères.

Enfin, toujours pour chaque groupe d'exploitation participant à l'étable, un tableau indiquant la répartition des membres et des personnes composant leur famille en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'instruction, fournira d'autres éléments d'appréciation.

b) Les exploitations agricoles qui font partie des étables collectives :
évolution de l'orientation de la production et de la structure profes-
sionnelle de la main-d'oeuvre - Remarques générales

Il ressort de la première partie que les régions dans lesquelles les étables collectives ont enregistré jusqu'à présent le développement le plus large sont la plaine du Pô, surtout pour la partie située dans le comprensorio de production du Parmigiano Reggiano; la Vénétie; les régions alpines du Trentin, du Frioul et de la Vénétie Julienne.

Les étables collectives sélectionnées pour cette partie de l'enquête exercent leur activité dans les régions précitées; on peut considérer qu'elles correspondent aux types d'étables qui y sont répandus et qui diffèrent les uns des autres par l'orientation de la production (lait de transformation, viande), par la base fourragère des exploitations (prairie permanente, luzerne, maïs à l'état pâteux-vitreux), par la structure économique des exploitations elles-mêmes (dimensions, mode

de faire-valoir, évolution de l'orientation de la production, degré d'activité etc...).

Le tableau 6 indique la répartition des 8 étables en fonction de la production réalisée et de l'orientation fourragère des exploitations des membres.

Le tableau 7 indique la répartition en fonction des dimensions des exploitations agricoles qui participent aux étables collectives.

Comme on le voit, il s'agit dans la majeure partie des cas d'exploitations assez petites, comme le montre ensuite le tableau 8 qui donne les dimensions moyennes, minima et maxima des exploitations. Le tableau 8 indique l'orientation de la production de l'ensemble des exploitations participant à chaque étable collective et le tableau 9 complète les données générales en indiquant la superficie obligatoirement consacrée à la culture de fourrage et la distance par rapport à l'étable.

Tableau 6 - Répartition des étables collectives considérées, en fonction de l'orientation de leur production et de la base fourragère des exploitations des membres.

Orientation de la production de l'étable	Nombre d'étables	Base fourragère dans les exploitations des membres	Localité
Lait pour la production du Parmigiano reggiano	1	Prairie permanente	Prato (Reggio Emilia)
idem	1	idem	Massenzatico (Reggio Emilia)
idem	1	Luzerne en culture dérobée	Migliarina di Carpi (Modena)
idem	1	idem	Samoggia (Bologna)
Viande	1	Maïs à l'état pâteux-vitreux	S. Bovo (Padova)
idem	1	idem	Crosare (Verona)
idem	1	Luzerne	Argenta (Ferrara)
Lait et viande	1	Alpage et prairie permanente	Lover (Trento)
Total étables considérées	8		

Le tableau 8 indique l'orientation de la production de l'ensemble des exploitations participant à chaque étable collective et le tableau 9 complète les données générales en indiquant la superficie obligatoirement consacrée à la culture de fourrage et la distance par rapport à l'étable.

Tableau 7 - Répartition des exploitations participant aux étables collectives considérées, en fonction de la classe de grandeur et de l'orientation de la production de l'étable

	- de 2 ha	2-5 ha	5 - 10 ha	10-15 ha	plus de 15 ha	Total	Dimension moyen-
	nb ha	nb ha	nb ha	nb ha	nb ha	nb ha	ne d'exploitation
<u>Etables collectives pour la production de lait</u>							
SAMOGGIA	2 2,20	3 9,40	8 58,63	7 90,45	7 144,39	27 305,07	11,32
MIGLIARINA	2 2,87	12 39,91	4 28,67	2 28,81	- -	20(x) 100,26	5,01
PRATO	6 8,38	6 19,20	2 13,00	- -	- -	14 40,58	2,90
MASSENZATICO	13 18,60	13 40,70	3 19,40	- -	1 16,00	30(x) 94,70	3,15
LOVER	7 6,90	12 41,50	- -	- -	- -	19 48,40	2,54
Totale lait	30 38,95	46 150,71	17 119,70	9 119,26	8 160,39	110 589,01	5,35
<u>Etables collectives pour la production de viande</u>							
ARGENTA	- -	5 23,77	10 66,57	4 46,84	8 171,89	27(x) 309,57	11,46
S. BOVO	- -	- -	3 24,32	1 13,90	2 34,37	6 72,59	12,09
GROSARE	- -	1 4,96	4 31,98	3 34,74	2 64,20	10 135,88	13,58
Totale viande	- -	6 28,73	17 122,87	8 95,48	12 270,46	43 518,04	12,04
TOTAL GENERAL	30 38,95	52 159,44	34 242,57	17 214,74	20 430,85	153 1107,05	7,23

(x) échantillon d'exploitations.

suite Tableau 7

	-de 2 ha		2-5 ha		5-10 ha		10-15 ha		plus de 15ha		TOTAL	
	nb	ha	nb	ha	nb	ha	nb	ha	nb	ha	nb	ha
<u>Etables collectives pour la production du lait</u>					en %							
SAMOGGIA	7	1	11	3	30	19	26	30	26	47	100	100
MIGLIARINA	10	3	60	40	20	28	10	29	-	-	100	100
PRATO	43	21	43	47	14	32	-	-	-	-	100	100
MASSENZATICO	43	20	43	43	10	20	-	-	3	17	100	100
LOVER	37	14	63	86	-	-	-	-	-	-	100	100
Total lait	27	7	42	26	16	20	8	20	7	27	100	100
<u>Etables collectives pour la production de viande</u>												
ARGENTA	-	-	19	8	37	21	15	15	30	56	100	100
S. BOVO	-	-	-	-	50	34	20	19	30	47	100	100
CROSARE	-	-	10	4	40	23	30	26	20	47	100	100
Total viande	-	-	14	6	39	24	19	18	28	52	100	100
TOTAL GENERAL	20	4	34	15	22	22	11	20	13	39	100	100

Tableau 3 : Dimensions moyennes minima et maxima des exploitations agricoles participant aux étables collectives considérées

	Dimensions des exploitations en ha		
	moyennes	minima	maxima
SAMOGGIA (x)	11,32	0,40	25,00
MIGLIARINA	5,01	2,00	14,27
PRATO	2,90	0,58	7,00
MASSENZATICO	3,15	0,80	16,00
LOVER	2,54	0,30	5,00
ARGENTA (x)	11,46	4,38	30,00
S. BOVO	12,09	6,95	17,38
CROSARE	13,58	4,96	36,30
Total	7,23		

(x) A l'exclusion des coopératives d'ouvriers agricoles.

Tableau 9 - Orientation de la production des exploitations agricoles participant aux étables collectives ;
superficie consacrée à la culture de fourrage et distance de l'étable - situation géographique

Etable collective (localité et situation géographique)	Orientation de la production des exploitations	Superficie consacrée à la culture de fourrage	Distance entre les exploitations et l'étable (km)		
		ha	Moyenne	minima	maxima
Prato (Reggio Emilia) (plaine)	Viticulture - élevage	toute la superficie plantée en fourrage	1	0,2	8
Massenzatico (Reggio Emilia) (plaine)	Viticulture - élevage	toute la superficie plantée en fourrage	1	0,1	15
Migliarina di Carpi (Modena) (plaine)	Viticulture - élevage	toute la superficie plantée en fourrage	2,5 - 3	0,2	7
Samoggia (Bologna) (plaine)	Culture de betteraves, culture de céréales, élevage, avec cultures ligneuses	1/3 de la superficieensemencée	3	0,1	10
S. Bovo (Padova)(plaine)	Elevage - culture de céréales, avec cultures légumières et vigne	16,20, soit 2,70 ha par exploitation	0,3	0,1	5
Crosare(Verona)(plaine)	Elevage - culture de céréa- les, avec plantes sarclées et vigne	27,00 soit 2,70 ha par exploitation	0,3	0,1	3,5
Argenta (Ferrara)(plaine)	Un groupe - cultures frui- tières/autre groupe - cul- ture de céréales et de betteraves	Inférieure à 95	4	2,5	13
Lover (Trento) (montagne d'altitude moyenne)	Cultures fruitières - éle- vage	Toute la superficie plantée en fourrage représentée par la prairie permanente sous les cultures fruitières	0,1 15 En raison du morcellement on indique la distance des parcelles.		

En ce qui concerne les variations intervenues dans l'utilisation de la main-d'oeuvre, voir le tableau 10 relatif uniquement à la main-d'oeuvre familiale.

L'importance des salariés, en effet, est négligeable - comme on le verra dans les pages suivantes, à l'occasion précisément de l'analyse des divers exemples ; elle se limite dans la pratique à un recours à la main-d'oeuvre extra-familiale dans les périodes de pointe de la cueillette, des fruits et du raisin en particulier.

Tableau 10 - UT employées dans les exploitations agricoles des membres.
Comparaison entre 1971 et l'année antérieure à la création de l'étable (1)

	Total		UT familiales		SAU, ha	
	Année	1971	Année	1971	Année	1971
Samoggia	67,32	57,01	0,30	0,21	263,29	305,07
Migliarina	22,10	18,01	0,24	0,20	89,84	87,86
Prato	32,88	18,04	0,44	0,44	75,00	40,50
Massenzatico	54,41	47,17	0,60	0,50	90,54	94,70
Lover	22,16	15,49	0,46	0,32	48,10	48,40
Argenta	48,37	44,04	0,17	0,15	286,45	285,53
S. Bovo	12,83	12,40	0,20	0,19	64,43	64,43
Crosare	27,42	28,21	0,21	0,22	128,20	125,30
TOTAL	288,16	240,37	0,28	0,23	1.045,85	1.051,79

(1) On se souviendra que dans les étables collectives de Migliarina, Massenzatico et Argenta, l'enquête porte sur un échantillon.

L'analyse permet de constater :

a) la diminution de la main-d'oeuvre suivant le processus général en cours, partout où l'on enregistre un développement économique ;

b) le caractère plus évident du phénomène lorsqu'on considère les chiffres absolus plutôt que les chiffres relatifs, c'est-à-dire le rapport entre UT et SAU ;

c) l'opportunité de rapprocher cette évolution de celle de la superficie productive. Sur les 8 exemples, un (Samoggia) révèle une augmentation sensible de la superficie d'exploitation, qui est contrebalancée, dans le résultat global, par une diminution de même intensité (Prato).

Dans les autres cas, à l'exception de Massenzatico (+ 4 ha), la superficie reste pratiquement constante. Il est évident qu'à Samoggia et à Massenzatico, du fait des deux phénomènes - réduction des UT totales, augmentation de la superficie - la réduction relative (UT/ha SAU) de la main-d'oeuvre atteint son niveau maximum (0,09 UT par ha à Samoggia et 0,10 UT par ha à Massenzatico) ; à Prato la perte de 35 ha annule - en chiffres relatifs - la différence de près de 15 UT en chiffres absolus.

Le tableau 11 relatif à l'indidence des exploitations à revenu mixte (agricole et extra-agricole) permet d'ajouter quelques observations sur le phénomène.

Tableau 11 - Incidence du part-time farming dans les exploitations agricoles participant à l'étable (1)

	Total des exploitations	dont part-time farming	
		Année	1971
Samoggia	27	15	13
Migliarina	20	14	16
Prato	14	10	12
Massenzatico	30	19	19
Lover	19	10	10
Argenta	27	9	17
S. Bovo	5	1	1
Crosare	10	4	4
TOTAL	152	82	92
TOTAL %	100	53	60

(1) Ont été considérées comme pratiquant le part-time farming toutes les exploitations dans lesquelles au moins un membre de la famille exerce une activité extra-agricole, à plein temps ou à temps partiel, compte tenu des femmes qui exercent une activité extra-agricole à domicile.

La fréquence en général du part-time farming est évidente ; cette pratique semble même s'intensifier au cours de la période considérée puisqu'elle est passée de 53 à 60 % des cas.

Si l'on rapproche ce phénomène de la rigidité relative des structures foncières, qui fait que pour l'ensemble des exploitations participant aux 8 étables la superficie productive agricole n'enregistre pas d'augmentation sensible, la thèse exprimée par de nombreux auteurs au sujet de l'effet de freinage qu'a le part-time farming sur les possibilités d'extension des exploitations agricoles, se trouve confirmée (1).

L'exemple des exploitations agricoles de l'étable collective de Samoggia, les seules dont les dimensions augmentent (environ 40 ha) et les seules où le part-time farming soit en régression, confirmerait cette thèse, appuyée par le fait que Samoggia est le seul parmi les cas considérés où, au cours de la période qui s'est écoulée entre l'année antérieure à la création de l'étable et 1971, il s'est produit de nombreuses scissions des noyaux familiaux parce que nombre de leurs membres - hommes et femmes - exerçant une activité extra-agricole ont quitté la famille au moment de leur mariage.

Ces indications montrent à quel point est complexe le phénomène des interconnexions qui peuvent exister entre des structures collectives partielles comme les étables collectives et les exploitations individuelles.

c) La situation dans les étables collectives considérées.

Etable collective de Samoggia

L'étable collective de Samoggia compte actuellement 34 membres. Ceux qui ont effectué des apports sont toutefois au nombre de 28, titulaires chacun d'une exploitation. Six exploitations, en effet, ont deux membres de la même famille.

Sur les 28 exploitations apportées, une est une coopérative d'ouvriers agricoles de 150 ha. Nous n'en tiendrons pas compte dans les observations qui suivent sur les variations intervenues entre l'année qui a précédé la création de l'étable (1967 et pour certaines 1968) et 1970-1971.

(1) Voir notamment les résultats du symposium organisé à Tel Aviv par le CIRCOM (International Center for Research on Rural Coopératives Communities) en mars 1969 et au cours duquel ces problèmes ont également été débattus. Cf. The Role of Groupe Action in the Industrialization of Rural Areas, édité par J. Klatzmann , B.Y. Ilan, Y. Levi. Preager Publisher, New York , 1971.

a - Variations relatives aux structures agricoles

Au cours de la période considérée on a observé les phénomènes suivants :

- 1) augmentation, dans l'ensemble, de la superficie de l'étable (de 263,29 ha à 305,07 ha) ;
 - 2) augmentation de la superficie moyenne des exploitations, de 9,74 ha à 11,29 ha ;
 - 3) forte régression, tant du point de vue numérique que du point de vue de la superficie, du métayage au profit du fermage (qui passe de 103 à 137 ha) et surtout des formes mixtes (qui passent de 14 à 75 ha).
- Ce terme désigne toute combinaison entre l'exploitation d'origine (propriétaire exploitant direct) et le fermage.

L'exploitation directe par le propriétaire est également en progression, mais plus limitée ; en tout état de cause, les exploitations gérées directement par leur propriétaire restent confinées dans la classe de grandeur la plus faible (5,45 ha), inférieure de moitié environ à la classe de grandeur moyenne (11,29 ha).

Tableau 12 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective, réparties selon le mode de faire-valoir.
Variation année antérieure à l'étable - 1970/71

Mode de faire - valoir	Ante				Superficie moyenne d'exploitation ha	1971				Superficie moyenne d'ex- ploitation ha
	Exploitations					Exploitations				
	N	%	ha	%		N	%	ha	%	
Propriétaire exploitant (1)	10	37	42,80	16	4,28	11	40	60,03	20	5,45
Fermier	9	33	102,69	39	11,41	9	33	137,29	45	25,25
Métayer	7	26	103,80	40	14,82	2	7	33,00	11	16,50
Forme mixte	1	3	14,00	5	14,00	5	19	74,75	24	14,95
TOTAL	27	100	263,29	100	9,74	27	100	305,07	100	11,29

Le tableau 12 illustre les phénomènes précités.

- 4) l'orientation de la production des exploitations reste grosso modo l'orientation typique des exploitations de la plaine bolognaise, c'est-à-dire qu'elle est basée sur la rotation blé-luzerne- betteraves.

Dans ce cadre on observe (tableau 13) :

- une augmentation de la superficie plantée en blé et en betteraves ;
- une diminution de la luzerne ;
- une augmentation des cultures fruitières et de la vigne ;
- l'introduction de maïs à l'état pâteux-vitreux, comme culture dérobée.

A ce propos, il faut tenir compte d'un fait qui représente - actuellement - un des facteurs de développement de cette étable collective.

Samoggia a été une des dernières étables collectives à entrer en service dans le Comprensorio du Parmigiano-Reggiano, après^{que} les effets de la faible productivité de la transformation en produits animaux des cultures fourragères traditionnelles - auxquelles, nous le répétons, est étroitement liée la production du Parmigiano-Reggiano - avaient déjà été largement constatés (1). L'étable s'est donc efforcée d'exploiter les possibilités offertes par la culture du maïs à l'état pâteux-vitreux, compte tenu des exigences de la fabrication du Parmigiano-Reggiano.

On a commencé une série d'expériences, avec l'aide du consortium du Parmigiano-Reggiano (2), visant à déterminer les effets, sur la qualité du fromage, d'une alimentation dans laquelle le maïs à l'état pâteux-vitreux entrerait pour une part importante.

On peut observer que, durant l'administration du maïs à l'état pâteux-vitreux - pratiquement d'août à novembre - la qualité et la quantité du lait est restée constante, tandis que l'administration de concentrés achetés sur le marché a diminué considérablement de moitié, affirment les techniciens de l'étable.

C'est pourquoi à partir de cette année (1972) le plan de culture des fourrages dans les exploitations des membres prévoit, en ce qui concerne le maïs :

-
- (1) - Centro Nazionale per le sviluppo delle forme associative e Cooperative. Expériences d'étables collectives.
Dossiers du séminaire, 1969, éditeur Cooperativa, Roma.
 - (2) - On se souvient que, au-dessous de 20 % d'écart, le consortium du Parmigiano-Reggiano refuse la marque de qualité à tout le lot.

- la culture d'un maïs de première récolte, à cycles de végétation différents : court- moyen - long, pour disposer de maïs le plus tôt possible (dans la pratique en août) ;
- la culture d'un maïs de seconde récolte, après le blé, évidemment à cycle court.

Compte tenu des saisons, l'étable pourra disposer de maïs frais jusqu'en novembre.

Tableau 13 : Variations enregistrées par les exploitations agricoles dans l'orientation de la production.

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Betteraves	44,28	17	61,50	20
Blé	53,72	20	64,65	21
Luzerne	82,78	32	81,49	27
Vignoble	29,46	11	37,26	12
Arbres fruitiers	9,09	4	14,93	5
Pommes de terre et autres cultures légumières	6,00	2	4,22	1
Total SAU	225,33	86	264,05	86
Superficie improductive	37,96	14	41,02	14
TOTAL	263,29	100	305,07	100
Cultures dérobées (maïs)-			15,00	

5) La charge de bétail dans les exploitations des membres diminue fortement ; les statuts de l'étable n'ont pas obligé et n'obligent toujours pas les exploitations membres à fermer immédiatement leur étable individuelle , mais leur accorde un délai de trois ans pour le faire.

Il faut noter que si dans les exploitations gérées directement par leur propriétaire les étables individuelles gardent approximativement le même cheptel , la diminution est en revanche beaucoup plus sensible dans les exploitations fermées ou mixtes, en raison évidemment d'une restructuration interne de ces exploitations (le tableau 12 montre que le fermage et les formes mixtes sont en expansion), ainsi que dans les exploitations en métayage. Dans ce cas, cependant, le phénomène est lié à la quasi -disparition de ce mode de faire-valoir. L'élevage des porcs n'indique en revanche aucune variation sensible (tableau 14).

Tableau 14 : Charge de bétail dans les exploitations des membres, selon le mode de faire-valoir (nombre moyen de têtes de bétail)

Mode de faire-valoir	vaches	bétail jeune	total bovins	truies	porcs à l'engrais
Ante					
Propriétaire exploitant direct	14	13	27	8	22
Fermier exploit. direct	72	81	157	5	19
Métayer	77	88	165	2	18
Formes mixtes	7	9	16	-	3
TOTAL	170	191	365	15	62

suite Tableau 14)

Mode de faire-valoir	vaches	bétail jeune	total bovins	truies	porcs à l'engrais
1970 - 1971					
Propriétaire exploitant direct	9	14	23	8	25
Fermier exploit. direct	24	23	47	7	38
Métayer	18	-	18	-	6
Formes mixtes	5	3	8	2	5
TOTAL	56	40	96	17	74

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres.
Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations.

Au cours de la période considérée qui s'étend sur 3 ou 4-5 ans, le total des UT employées dans les exploitations des membres a diminué, tombant de 67,32 au total de 57,01. Ces exploitations ne faisaient pas appel et ne font toujours pas appel à une main-d'oeuvre salariée.

Le tableau 15 indique la charge de main-d'oeuvre dans les exploitations réparties par classe de grandeur.

Le fait que les exploitations de 5 à 10 ha de superficie, qui dans la situation actuelle représentent un moindre pourcentage du total des exploitations tant du point de vue numérique que du point de vue de la superficie qu'elles couvrent, emploient 32 % des UT disponibles, tout comme les exploitations de plus grandes dimensions, est certainement imputable à des raisons temporaires.

En effet, le processus d'adaptation n'est pas terminé ; cette adaptation semble avoir été plus rapide dans les cas extrêmes (suppression ou quasi-suppression des exploitations les plus petites, où la main-d'oeuvre a été ramenée à 4 % du total ; extension des plus grandes, de plus de 15 ha, pour lesquelles la main-d'oeuvre est passée de 22 à 32 % du total qui montre une diminution d'environ dix unités) ; moins rapide pour les exploitations moyennes. Pour ce qui concerne le SAU on a la situation suivante :

	Ante	1971
SAU, ha	225,33	264,05
U.T familiales, totales	67,32	57,01
U.T /ha SAU	0,30	0,21
ha SAU/UT	3,34	4,63

Tableau 15 - UT employées dans les exploitations des membres
Comparaison entre l'année antérieure à la création de l'étable
et 1970-71

Classe de grandeur des exploitations	UT familiales			
	N	Ante %	N	1971 %
- de 2 ha	0,26	...	0,16	...
2 - 5 ha	8,16	12	2,29	4
5 -10 ha	21,20	32	18,20	32
10 -15 ha	22,70	34	18,00	32
+ de 15 ha	15,00	22	18,36	32
TOTAL UT	67,32	100	57,01	100

La composition des familles et l'activité de leurs membres aux deux époques considérées offre d'autres éléments d'analyse.

Tableau 16 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nbre de familles	27	27
Nbre de personnes composant les familles	157	153
Nbre moyen de personnes par famille	5,81	5,66
Famille la + nombreuse	11	11
Famille la - nombreuse	3	2
Personnes travaillant totalement et exclusivement dans l'exploitation	61	51
Personnes employées hors de l'exploitation	16	14
Personnes travaillant à temps partiel	5	4
Ménagères travaillant également dans l'exploitation	9	7
Ménagères travaillant à domicile	5	4

La réduction du nombre de personnes composant les familles est imputable au fait qu'au cours de la période considérée de nombreuses familles se sont divisées : après leur mariage, plusieurs jeunes gens qui travaillaient déjà à l'extérieur et les filles qui se sont mariées ont quitté l'exploitation ; ce phénomène a été numériquement plus important que l'accroissement naturel des familles restantes.

A noter la faible incidence du part-time.

Si l'on se borne à considérer les enfants et petits-enfants mâles du membre-chef de famille, la situation se présente comme suit :

Tableau 17 : Activité des enfants et petits-enfants mâles

	Ante	1971
Total des exploitants	27	27
dont		
travaillant dans l'exploitation	20	21
Total des enfants mâles	40	30
dont		
étudiants	7	6
travaillant dans l'exploitation	25	17
part-time	1	1
travaillant à l'extérieur	7	4
Total des petits-enfants mâles	9	12
dont		
étudiants	4	4
travaillant dans l'exploitation	-	-
part-time	-	-
travaillant à l'extérieur	1	2

En l'état actuel des choses, sur les 27 familles établies sur les 300 ha du comprensorio, 17 enfants mâles, jeunes, c'est-à-dire ayant de 18 à 30-35 ans, travaillent encore dans l'exploitation.

Les tableaux 18 et 19 donnent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) en fonction de l'âge et du niveau d'instruction (situation en 1971).

Tableau 18 : Répartition des membres en fonction de l'âge et du niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			diplôme de fin d'étu- des primai- res			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 -13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14- 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 -30	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 -50	8	-	8	-	-	-	-	-	-	8	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 -65	15	-	15	-	-	-	5	-	5	9	-	9	1	-	1	-	-	-	-	-	-
66 -75	3	-	3	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 19 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			diplôme de fin d'étu- des primai- res			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	2	10	12	2	10	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	6	5	11	-	-	-	3	1	4	3	4	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	3	5	8	-	-	-	-	-	-	2	3	5	1	2	3	-	-	-	-	-	-
18 - 30	13	14	27	-	-	-	-	-	-	5	11	16	7	3	10	1	-	1	-	-	-
31 - 50	31	25	56	1	-	1	1	4	5	28	21	49	1	-	1	-	-	-	-	-	-
51 - 65	17	9	26	1	-	1	5	4	9	10	5	15	1	-	1	-	-	-	-	-	-
66 - 75	6	3	9	-	-	-	5	1	6	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	4	4	-	-	-	-	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Comme on le voit, l'âge moyen des membres (chefs de famille) est élevé : sur 27 , pas moins de 18 ont plus de 50 ans.

La situation sur le plan de l'instruction est la situation habituelle: les générations âgées ne vont pas au-delà de l'enseignement primaire.

Seuls les jeunes prolongent la scolarité jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire du premier cycle, ce qui est une conséquence directe de la scolarité obligatoire.

Il faut toutefois noter que cette obligation n'est généralement pas respectée à la campagne.

A Samoggia - et n'oublions pas que cette localité est située aux portes de Bologne, c'est-à-dire du principal centre économique et culturel de l' Emilie-Romagne - sur 32 UT de 14 à 30 ans, 13 seulement, c'est-à-dire moins de la moitié, ont atteint la fin de la scolarité obligatoire, et on notera que sur ces 13, cinq seulement sont des femmes qui, cependant, dans la composition du groupe, sont les plus nombreuses.

Etable collective de Migliarina di Capri

a- Variations relatives aux structures d'exploitation

L'étable collective de Migliarina compte actuellement 42 membres, en grande partie (36) exploitants directs. L'enquête a porté sur un échantillon de 20 membres, en majorité (17) petits propriétaires exploitants directs et sur une période de 5 à 7 ans. L'année antérieure à la création de l'étable remonte en effet pour quelques-uns de ces exploitants à 1963-1964.

L'orientation de la production est basée sur la luzerne en culture dérobée, sur le blé et sur la vigne.

Au cours de la période considérée on a observé les phénomènes suivants :

- au total, la superficie relevant de l'étable est restée stationnaire (100 ha environ). Deux ha ont été perdus parce que deux membres ont vendu une partie de leur propriété, déjà petite (une exploitation a été ramenée de 3,13 à 1,45 ha et l'autre de 2,00 à 1,42 ha) ;
- on n'a pas enregistré de changement ou de transfert d'exploitations ; aussi la situation, en ce qui concerne le mode de faire-valoir, les dimensions totales et les dimensions moyennes des exploitations, est-elle restée pratiquement inchangée.

Tableau 20 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective de Migliarina, réparties selon le mode de faire-valoir.

Mode de faire- valoir	Ante		Superficie moyenne d' exploitation	1971		Superficie moyenne d' exploitation
	Exploitations					
	Nombre	ha	ha	Nombre	ha	ha
Propriétaire exploitant direct	17	76,59	4,50	17	74,33	4,37
Fermier exploi- tant direct	3	25,93	8,64	3	25,93	8,64
TOTAL	20	102,52	5,12	20	100,26	5,01

L'orientation de la production, en revanche, tend à se transformer dans le sens d'une régression du blé et de la luzerne, au profit de la vigne (Tableau 21). Les betteraves, déjà peu répandues, semblent disparaître.

Tableau 21 : Evolution de l'orientation de la production dans les exploitations des membres

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Blé (et autres céréales)	20,18	20	14,76	15
Betteraves	5,52	5	1,72	2
Luzerne	43,79	43	37,33	37
Prairie de fauche temporaire	0,87	1	1,30	1
Cultures légumières	-	-	1,40	1
Vigne	19,49	19	31,35	32
SAU	89,84	88	87,86	88
Superficie improductive	12,68	12	12,40	12
Superficie totale d'exploitation	102,53	100	100,26	100

C'est dire qu'à Migliarina également, la vigne tend à devenir une des cultures fondamentales, sinon la culture fondamentale, des exploitations ; il sera intéressant d'observer au cours des prochaines années comment s'établira l'équilibre entre la vigne et la luzerne.

Dès maintenant, la part du produit brut commercialisable constituée par les produits de l'élevage (paiement du fourrage fourni à l'étable collective) est faible par rapport à celle que représente le raisin.

A ce propos, il faut tenir compte du fait que Modène est le lieu de production d'un vin typique et apprécié, le Lambrusco.

L'exemple de cette étable et des autres qui ressentent l'influence de la production de raisin semble confirmer que, dans la réalité, puisque l'élevage du bétail ne se fait plus dans des exploitations individuelles, celles-ci sont libres de développer d'autres productions et ce sont précisément les transformations qui interviennent dans la structure de la production et dans l'organisation du travail des exploitations des membres qui expliquent l'évolution du revenu.

Sous cet angle, les professeurs Rolfes et Hage, dans une recherche effectuée il y a quelques années sur les formes de gestion collective pour la mécanisation et l'élevage du bétail dans certains pays d'Europe, ont constaté au Danemark un phénomène similaire, qui a eu toutefois des conséquences différentes en ce sens qu'au Danemark on aboutissait à la fermeture de l'étable au profit de la production concurrente (1).

Pour en revenir aux exploitations qui participent à l'étable collective de Migliarina, il reste à examiner l'évolution des élevages individuels.

On a constaté les phénomènes suivants :

- un grand nombre des exploitations membres (dans l'échantillon considéré, la moitié exactement) ne pratiquait plus l'élevage bovin au moment de leur adhésion à l'étable collective ; parmi celles-ci figuraient les exploitations de plus grandes dimensions (environ 14 ha chacune) ;
- sur les dix autres, quatre seulement, à ce jour, ont fermé leur étable. Les statuts autorisent en effet le maintien des élevages individuels.

Il ne semble pas possible d'établir un rapport entre la superficie d'exploitation et l'étable : les quatre exploitations précitées représentent dans la pratique toute la gamme des dimensions existant à Migliarina : elles ont respectivement 1,45 - 2,56 - 4,56 - et 6,27 ha.

Il existe un rapport plus évident entre la fermeture de l'étable et une organisation différente de la main-d'oeuvre disponible dans la famille. Dans les quatre exploitations, en effet, on constate soit la disparition de la personne qui antérieurement était employée exclusivement ou totalement dans l'exploitation, soit l'exercice par cette personne d'une activité extra-agricole, soit la combinaison avec un part-time.

Au total, le nombre des vaches a considérablement diminué, tandis que le cheptel jeune (en général bétail de boucherie) est resté sensiblement constant.

En ce qui concerne les porcs, il s'agit presque exclusivement de porcs à l'engrais, dont le nombre apparaît en augmentation.

(1) M. Rolfes - K. Hage (formes d'agriculture communautaire dans le secteur de la transformation et de la mécanisation dans des pays d'Europe, KTL Francfort, 1966.

Les élevages ne sont toutefois concentrés que dans trois exploitations.

Tableau 22 : Charge de bétail dans les exploitations des membres
(nombre moyen de têtes de bétail)

		Ante	1971
Vaches en lactation	n.	66	25
Bétail jeune	"	25	29
Total bovins	"	91	54
Truies	"	6	-
Porcs à l'engrais	"	56	200
Total porcs	"	62	200

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres -
utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations

Au cours de la période considérée la réduction du nombre d'UT employées dans l'exploitation n'a certes pas été très forte : ce nombre a baissé de 22,10 UT au total à 18,01.

Il s'agit uniquement d'unités familiales, les exploitations ne faisant pas appel à une main-d'oeuvre extérieure.

Par rapport à la superficie exploitée la situation se présente comme suit (tableau 23) :

Tableau 23 : Evolution des UT dans les exploitations des membres

		Ante	1971
UT familiales	n.	22,10	18,01
SAU	ha	89,84	87,86
UL/ha		0,24	0,20
ha SAU/UL		4,06	4,88

Comme d'habitude, toutefois, ce sont les modifications intervenues dans la structure professionnelle des familles et la situation actuelle d'emploi des enfants mâles qui semblent les plus intéressantes. Les membres chefs de famille, en effet, étaient et sont tous d'un certain âge; pour eux il n'existe certainement aucune possibilité d'exercer une activité extra-agricole ; c'est pourquoi ils restent liés à leur fond.

Il s'agit toujours en tout cas d' UT qui restent sur place.

En ce qui concerne la composition des familles et l'activité de leurs membres, au cours de la période considérée la situation a évolué comme suit :

Tableau 24 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nbre de familles	20	20
Nbre de personnes composant les familles	94	96
Nbre moyen de personnes par famille	4,70	4,80
Famille la plus nombreuse	8	8
Famille la moins nombreuse	3	1
Personnes employées totalement et exclusivement dans l'exploitation	17	15
Personnes employées uniquement hors de l'exploitation	12	14
Part-time	5	6
Ménagères travaillant dans l'exploitation	14	12
Ménagères travaillant à domicile	5	12

Si on limite l'analyse aux seuls exploitants, à leurs enfants et petits-enfants mâles, la situation se présente comme suit (tableau 25, page suivante) :

- les exploitants qui ne travaillent pas dans l'exploitation sont soit retraités soit employés à temps partiel comme ouvriers agricoles saisonniers dans d'autres exploitations agricoles ; ce fait est à rapprocher de ce que nous avons dit de l'âge avancé des membres et de leur difficulté à s'intégrer dans une autre activité.

Tableau 25 : Activité des enfants et petits-enfants mâles

	Ante	1971
Total des exploitants	20	20
dont		
Travaillant dans l'exploitation	14	11
Total des enfants mâles	20	19
dont		
Etudiants	6	8
Travaillant dans l'exploitation	3	5
Part-time	2	-
Travaillant hors de l'exploitation	5	6
Total des petits-enfants mâles	2	4
dont		
Etudiants	1	3
Travaillant dans l'exploitation	-	-
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	-	-

- chez les enfants le part-time n'est pas pratiqué : ils travaillent soit dans l'exploitation soit définitivement hors de l'exploitation. Dès maintenant ceux qui travaillent hors de l'exploitation sont en majorité et cette majorité augmentera à l'avenir compte tenu du nombre des étudiants, dont beaucoup sont dans l'enseignement supérieur ;
- le nombre élevé des femmes travaillant à domicile est caractéristique. Elles font des travaux de tricotage. Il ne faut pas oublier en effet que cette zone est devenue depuis une vingtaine d'années le centre de l'industrie du tricotage dans le nord de l'Italie, avec concentration du travail en usine et constitution d'un réseau très ramifié de travail à domicile, confié exclusivement à des femmes.

En outre, il est intéressant de noter (tableau 28) le nombre élevé des enfants des membres qui, à Migliarina, sont dans l'enseignement secondaire du second degré et plus particulièrement dans des instituts techniques professionnels.

Il est probable que ce fait est lié à l'industrialisation de la zone et à l'impulsion que cette industrialisation a donnée à la spécialisation technique.

En ce qui concerne les activités exercées hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres, membres compris, on constate l'évolution suivante :

Tableau 26 : Activités exercées hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres

TYPE	Activités exercées hors de l'exploitation à temps plein		Part-time	
	Ante	1971	Ante	1971
Agricole auprès d'autres exploitations	-	1	5	6
Transports	-	1	-	-
Bâtiment	1	1	-	-
Services	2	1	-	-
Ouvriers en usine				
- mécanique	1	2	-	-
- confection	2	1	-	-
- tricotage	4	4	-	-
Employés	2	2	-	-
Enseignants	-	1	-	-
TOTAL	12	14	5	6

Ce tableau montre :

- l'importance de l'usine comme source d'activité hors de l'exploitation ;
- le niveau supérieur d'instruction des jeunes, comme l'indique la présence d'employés (comptables) et d'un enseignant, activités que l'on ne retrouve pas ailleurs ;
- la nature particulière du part-time qui consiste exclusivement dans l'exercice d'une activité agricole auprès d'autres exploitations.

Autre fait qui ne ressort pas du tableau : l'activité agricole exercée consiste essentiellement (5 cas sur 6) en une activité d'ouvrier agricole exercée auprès de la coopérative agricole de gestion (coopérative d'ouvriers agricoles) de Carpi ; dans l'autre cas il s'agit d'une activité exercée pour le compte de tiers à l'aide de machines propres (labourage et ensemencement).

L'activité agricole exercée auprès d'autres exploitations à temps plein, concerne un membre, travaillant comme bouvier dans l'étable collective.

Les tableaux 27 et 28 donnent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) en fonction de l'âge et du niveau d'instruction.

Tableau 27 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total	Scolarisés	Diplôme de fin d'études primaires	Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle
	H F T	H F T	H F T	H F T
0 - 5	- - -	- - -	- - -	- - -
6-13	- - -	- - -	- - -	- - -
14-17	- - -	- - -	- - -	- - -
18-30	- - -	- - -	- - -	- - -
31-50	10 - 10	1 - 1	8 - 8	1 - 1
51-65	7 - 7	3 - 3	4 - 4	- - -
66-75	3 - 3	3 - 3	- - -	- - -
+ de 75 ans	- - -	- - -	- - -	- - -

Tableau 28 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	TOTAL			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	2	2	4	2	3	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	6	2	8	-	-	-	1	-	1	5	2	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	2	6	8	-	-	-	-	1	1	-	2	2	2	3	5	-	-	-	-	-	-
18 - 30	9	9	18	-	-	-	-	-	-	3	6	9	3	1	4	3	2	5	-	-	-
31 - 50	17	11	28	-	-	-	1	2	3	14	9	23	1	-	1	1	-	1	-	-	-
51 - 65	7	7	14	-	1	1	3	4	7	4	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	4	6	10	-	1	1	4	5	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+ de 75 ans	3	3	6	-	1	1	3	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Etable collective de Prato

a - Variations relatives aux structures d'exploitation

L'étable collective de Prato compte actuellement 14 membres, titulaires d'un nombre égal d'exploitations. Ce sont les mêmes membres qu'avant la création de l'étable (1968) (1).

Les modes de faire-valoir dominants sont le fermage et la propriété en exploitation directe.

Les exploitations sont de très petites dimensions, l'orientation de la production est basée sur la vigne en rangées et la prairie permanente.

Au cours de la période considérée on a observé les phénomènes suivants :

- diminution , dans l'ensemble, de la superficie relevant de l'étable (de 75 à 40,50 ha) ;
- en conséquence, diminution des dimensions moyennes des exploitations , surtout pour les exploitations en fermage dont les dimensions moyennes sont tombées de 7,53 à 2,30 ha ;
- alors qu'initialement plus de la moitié de la superficie totale était affermée, actuellement le fermage a pratiquement disparu au profit de la propriété en exploitation directe qui intéresse toutefois les exploitations de petites et très petites dimensions ;
- dans la pratique on a constaté un phénomène de ce genre : sur six fermiers cinq ont échangé leur exploitation d'origine pour une autre de dimensions beaucoup plus réduites : d'où une diminution totale de 34,5 ha.

Sur ces cinq fermiers trois sont devenus propriétaires (d'exploitations ayant respectivement 0,58, 1,5 et 1,8 ha) ; deux sont restés dans des exploitations affermées, de 1,7 et 1,2 ha respectivement, c'est-à-dire que dans ce cas, l'exploitation est simplement devenue un lieu de résidence. Le tableau 29 illustre ces mouvements.

(1) En réalité, l'étable collective de Prato fonctionne depuis 1964. En raison toutefois de difficultés qui ont mis en péril l'existence de l'étable collective, il s'est produit en 1968 un changement de gestion (comme on le verra en annexe dans le chapitre consacré à cette étable collective). C'est pourquoi nous avons pris l'année 1968 comme année précédant l'entrée en service de l'étable pour la comparer à la situation actuelle.

Tableau 29 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective de Prato, réparties en fonction du mode de faire-valoir

Mode de faire - valoir	Ante		Superficie moyenne d'exploita- tion ha	1971		Superficie moyenne d'ex- ploitation ha
	Exploitations			Exploitations		
	Nbre	ha		Nbre	ha	
Propriétaire exploitant direct	7	23,80	3,40	10	27,60	2,76
Fermier ex- ploitant direct	6	45,20	7,53	3	6,90	2,3
Fermier et propriétaire exploitant direct	1	6,00	6,00	1	6,00	6,0
TOTAL	14	75,00	5,35	14	40,50	2,89

- l'orientation de la production des exploitations tend à se transformer, dans le sens d'une extension notable du vignoble (spécialisé), au détriment de la vigne en culture mixte, comme le montre le tableau 30 (page suivante).

C'est-à-dire que la vigne tend à devenir la culture fondamentale de l'exploitation, ce qu'indique non seulement l'extension du vignoble, mais aussi la pratique générale qui consiste à intensifier la culture en plantant d'autres cepS dans la même rangée.

Tableau 30 : Variations dans l'orientation de la production des exploitations des membres

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Vigne en rangées avec prairie permanente	60,2	80	26,8	68
Prairie de fauche temporaire et blé	13,2	18	4,4	10
Vignoble	1,6	2	9,3	22
TOTAL SAU	75,0	100	40,5	100

Dans la pratique toute la superficie d'exploitation est plantée en vigne, selon la forme classique de culture de la vigne dans cette région : rangées très distantes l'une de l'autre, avec culture de fourrage entre les rangées.

La production de raisin atteint environ 250 à 300 q à l'ha ; ce raisin est destiné à être transformé en vin, son prix est de 6.000 à 6.500 liras le quintal. Cela signifie qu'un hectare assure un revenu, pour le raisin uniquement, qui varie entre 1.500.000 et 2.000.000 liras ;

- la charge de bétail dans les exploitations des membres accuse des variations importantes.

Les bovins sont éliminés puisque les statuts de l'étable collective interdisent les élevages individuels des bovins (à l'exclusion de la viande blanche) ; l'élevage des porcs se transforme en élevage de truies (tableau 31).

Tableau 31 : Charge de bétail des exploitations des membres (nombre moyen de têtes)

		Ante	1971
Vaches en lactation	n.	69	-
Bétail jeune	"	85	3
Total bovins	"	154	3
Truies	"	43	60
Porcs à l'engrais	"	265	136
Total porcs	"	308	196

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres.

Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations.

Au cours des trois années considérées les UT ont diminué en chiffres absolus ; toutefois, par rapport à la superficie productive les valeurs restent constantes, tant en ce qui concerne les UT familiales que les UT salariées.

Les exploitations des membres recourent en effet (dans une très faible mesure, il est vrai) à une main-d'oeuvre extra-familiale pour la taille de la vigne et la vendange.

La structure professionnelle des familles indique en revanche une évolution très intéressante. Voir tableau 33 (page suivante).

Le fait que les familles soient assez nombreuses , la diminution du nombre des personnes occupées uniquement dans l'exploitation, l'augmentation du nombre de celles qui exercent une activité extra-agricole et l'importance du part-time confirment le phénomène que nous avons déjà constaté, à savoir que nombre des membres de l'exploitation agricole choisissent leur exploitation comme lieu de résidence.

Tableau 32 : Nombre d' UT dans les exploitations des membres

	Ante	1971
UT familiales	32,88	18,04
extrafamiliales	4,90	2,48
Total	37,78	20,52
SAU, ha	75,0	40,5
UT/ha :		
Familiales	0,44	0,44
Extrafamiliales	0,06	0,06
Total	0,50	0,50
Ha SAU/UT	1,97	1,92

Tableau 33 : Nombre de personnes composant les familles des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nombre de familles	14	14
Nombre de personnes composant les familles	75	82
Nombre moyen de personnes par famille	5,35	5,85
Famille la plus nombreuse	9	11
Famille la moins nombreuse	3	3
Personnes employées uniquement dans l'exploitation	19	10
Personnes employées hors de l'exploitation	4	15
Part-time	12	11
Ménagères travaillant dans l'exploitation	16	13
Ménagères travaillant à domicile	-	3

Le tableau 34 qui indique l'activité des enfants mâles confirme ce phénomène.

Tableau 34 : Nombre des exploitants, des enfants et des petits-enfants mâles employés

	Ante	1971
Total des exploitants	14	14
dont		
Travaillant dans l'exploitation	9 (1)	5 (2)*
Total des enfants mâles	17	15
dont		
Etudiants	-	-
Travaillant dans l'exploitation	10	3
Part-time	4	4
Travaillant hors de l'exploitation	3	8
Total des petits-enfants mâles	6	9
dont		
Etudiants	6	6
Travaillant dans l'exploitation	-	-
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	-	-

(*) Le nombre entre parenthèses est celui des retraités

En ce qui concerne les activités exercées hors de l'exploitation, à temps complet ou partiel, par les divers membres de la famille, voir le tableau 35.

Il convient de noter que le part-time consiste surtout en une activité agricole exercée auprès d'autres exploitations.

Tableau 35 : Activités exercées hors de l'exploitation par les membres de la famille

Type	Activité exercée hors de l'exploitation		Part-time	
	A temps plein			
	Ante	1971	Ante	1971
Agricole auprès d'autres exploitations	-	-	8	6
Activité de maire et/ou activité politique	-	-	1	1
Coopératives agricoles	-	1	2	3
Transports	-	3	-	-
Construction	-	-	-	-
Industrie mécanique	3	5	-	-
Industries diverses	-	2	-	-
Employés	-	1	-	1
Professions libérales	-	-	-	-
Artisan	-	1	-	-
Divers	1	2	1	-
TOTAL	4	15	12	11

Les tableaux 36 et 37 indiquent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction.

Tableau 36 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	TOTAL			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	1	-	1	-	-	-	1	-	1
51 - 65	9	-	9	1	-	1	8	-	8
66 - 75	4	-	4	4	-	4	-	-	-
+ de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 37 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	3	2	5	3	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	3	4	7	-	-	-	1	-	1	2	3	5	-	1	1
14 - 17	2	3	5	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2	1	3
18 - 30	10	9	19	-	-	-	-	-	-	9	5	14	1	4	5
31 - 50	9	4	13	-	-	-	-	-	-	9	4	13	-	-	-
51 - 65	10	13	23	-	-	-	1	5	6	9	8	17	-	-	-
66 - 75	4	3	7	-	2	2	4	1	5	-	-	-	-	-	-
+ de 75 ans	1	2	3	1	1	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-

Il convient de noter le degré élevé de vieillissement de la base sociale ; presque tous les membres ont plus de 50 ans et pas moins de 4 (sur 14) ont entre 66 et 75 ans.

En ce qui concerne les membres de la famille, l'allongement de la scolarité dans la génération des jeunes est évident. Pour l'exploitation agricole, toutefois, ce phénomène semble avoir peu d'importance. On a vu en effet que les enfants (mâles et femelles) et les petits-enfants exercent pour la plupart une activité extra-agricole (ouvriers, chauffeurs pour compte propre, employés communaux, infirmiers, tricoteuses) ou sont encore étudiants, situation en général des petits-enfants vivant dans l'exploitation.

Rappelons qu'en 1971, pour l'ensemble des 14 familles, 2 enfants seulement travaillaient dans l'exploitation du père.

Etable collective de Massenzatico

a - Variations relatives à la structure des exploitations

L'étable collective de Massenzatico compte actuellement (mai 1972) plus de 100 membres, titulaires d'un nombre égal d'exploitations. La présente enquête porte sur un échantillon de 30 exploitations qui reflètent les caractéristiques dominantes du groupe des exploitants directs et leur évolution de la période initiale à ce jour.

Les exploitations sont de très petites dimensions ; la production est basée sur la vigne - en culture mixte et en culture spécialisée - avec prairie permanente et luzerne.

Pour la majeure partie des exploitations considérées - plus de la moitié - l'année qui a précédé l'entrée en service de l'étable est 1963. Pour les autres, les années suivantes jusqu'en 1969.

Au cours de cette période on a observé les phénomènes suivants :

- 1) la superficie qui relève de l'étable tend essentiellement à rester constante ; l'augmentation d'un peu plus de 4 ha dans un cas seulement est due en effet à un simple changement d'exploitation : un membre est échangé de son exploitation initiale de 1,23 ha contre une exploitation de 5,40 ha ;
- 2) l'orientation de la production, en revanche, se transforme dans le même sens qu'à Prato, c'est-à-dire que la vigne en rangées diminue au profit de la vigne spécialisée.

Le tableau 38 résume ces phénomènes.

Dans ce cas également la vigne tend à devenir la culture fondamentale de l'exploitation. Il faut noter toutefois que la culture en rangées est toujours associée à la prairie permanente et à la luzerne qui continuent à trouver place également dans le vignoble spécialisé étant donné la forme de culture pratiquée (8 m environ de distance entre les rangées) ;

Tableau 38 : Variations dans l'orientation de la production des exploitations des membres

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Vignoble spécialisé	10,20	11	41,40	43
Vigne plantée en rangées	64,64	72	33,50	36
Total vigne	74,80	82	74,90	79
Prairie de fauche et luzerne à découvert	11,10	13	15,80	17
Blé	4,60	5	4,00	4
Total cultures herbacées à découvert	15,70	18	19,80	21
Total SAU	90,54	100	94,70	100

3) La charge de bétail dans les exploitations des membres diminue et se transforme, puisque les statuts interdisent les élevages individuels et imposent la livraison de la totalité du fourrage produit dans l'exploitation.

En conséquence, les bovins disparaissent, à l'exception des veaux à l'engrais élevés exclusivement au moyen d'aliments achetés (veaux à viande blanche).

L'élevage des porcs enregistre par contre un accroissement notable, aussi bien pour les truies que pour les porcs à l'engrais.

Une seule exploitation a introduit l'aviculture, en créant un élevage de pintades (tableau 39).

Tableau 39 : Charge de bétail dans les exploitations des membres
(Nombre moyen de têtes)

	Arte	1971
Vaches en lactation	136	-
Veaux de boucherie	82	-
Veaux à viande blanche	-	70
Total bovins	218	70
Truies	31	154
Porcs à l'engrais	109	787
Total porcs	140	941

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres
Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations.

Les exploitations considérées recourent dans une faible mesure à une main-d'oeuvre extrafamiliale : cette main-d'oeuvre ne fournit en général qu'un petit nombre de journées de travail pendant la période de la taille de la vigne et de la vendange.

Au cours de la période considérée le nombre d' UT employées dans l'exploitation a diminué, tant en valeur absolue que par rapport à la superficie exploitable, comme le montre le tableau 40.

Les observations générales que nous avons faites au sujet de la valeur indicative des données concernant les UT employées dans l'exploitation restent valables pour Massenzatico.

Il est toutefois nécessaire de les compléter par une analyse des variations intervenues dans la structure professionnelle des familles (tableau 41).

Tableau 40 : Nombre d' UT employées dans les exploitations des membres

	Ante	1971
UT familiales	54,41	47,17
extrafamiliales	4,98	3,64
Total	59,39	50,81
SAU, ha	90,54	94,70
UT/ha : familiales	0,60	0,50
extrafamiliales	0,05	0,04
Total	0,65	0,54
SAU/UT :		
Familiales	1,66	2,01
Total	1,52	1,86

Tableau 41 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nombre de familles	30	30
Nombre de personnes composant les familles	132	129
Nombre moyen de personnes par famille	4,4	4,3
Famille la plus nombreuse	10	10
Famille la moins nombreuse	2	2
Personnes employées uniquement dans l'exploitation	35	32
Personnes employées hors de l'exploitation	12	16
Part-time	14	14
Ménagères travaillant également dans l'exploitation	25	25
Ménagères travaillant à domicile	6	5

Il est évident que la création de l'étable collective est intervenue dans un milieu agricole sur lequel l'attraction d'autres activités et partant une raréfaction de la main-d'oeuvre exerçaient déjà leur influence.

Les activités exercées hors de l'exploitation sont les suivantes :

Tableau 42 : Activités exercées hors de l'exploitation par les membres de la famille

Type	Activité exercée hors de l'exploitation		Part-time	
	A temps Ante	plein 1971	Ante	1971
Agricole auprès d'autres exploitations	1	1	8	7
Construction	4	5	-	-
Usine :				
mécanique	4	4	1	1
tricotage	-	-	4	4
Employés	1	2	1	2
Artisans	1	1	-	-
Professions libérales	1	1	-	-
Services	-	2	-	-
Total	12	16	14	14

En ce qui concerne le part-time, dans ce cas également il faut noter l'importance de l'activité agricole exercée auprès d'autres exploitations, qui consiste soit en une activité exercée à la journée, souvent dans des coopératives, soit surtout en travaux effectués pour le compte de tiers avec des machines propres.

Le tricotage concerne les femmes qui font ce travail à domicile et aident ensuite aussi dans l'exploitation.

En général, à Massenzatico, la participation des ménagères aux travaux agricoles est forte, élément qu'il convient de rapprocher, d'une part, du vieillissement général de la main-d'oeuvre qui oblige, à partir d'un certain moment, à recourir au travail des femmes, d'autre part, de l'accroissement de l'élevage des porcs dans les exploitations.

Ces considérations sont complétées par le tableau relatif à l'activité des exploitants et de leurs enfants mâles(tableau 43)

Tableau 43 : Nombre des exploitants et des enfants et petits-enfants (mâles)exerçant une activité

	Ante	1971
Total des exploitants	30	30
dont :		
travaillant dans l'exploitation	26 (2)	27 (9) *
Total des enfants mâles	29	28
dont		
Etudiants	11	8
Travaillant dans l'exploitation	4	2
Part-time	6	6
Travaillant hors de l'exploitation	8	11
Total des petits-enfants mâles	6	6
dont		
Etudiants	4	3
Travaillant dans l'exploitation	-	-
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	-	1

(*) Le nombre entre parenthèses désigne les retraités qui travaillent encore.

Dans la situation actuelle on constate :

- le vieillissement de la base sociale qui se traduit par le fait que pas moins de 9 membres sur les 27 qui travaillent dans l'exploitation sont déjà retraités. Les trois autres sont non seulement retraités, mais invalides ;
- une relève précaire : sur 28 enfants mâles, deux seulement sont occupés à temps plein.

Les tableaux 44 et 45 donnent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction.

Tableau 44 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	7	-	7	-	-	-	-	-	-	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - 65	15	-	15	-	-	-	2	-	2	13	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	7	-	7	-	-	-	1	-	1	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 45 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	3	3	6	3	3	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	2	4	6	-	-	-	-	2	2	2	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	4	3	7	-	-	-	-	-	-	1	1	2	3	2	5	-	-	-	-	-	-
18 - 30	11	10	21	-	-	-	-	-	-	3	6	9	6	4	10	2	-	2	-	-	-
31 - 50	21	15	36	-	-	-	-	1	1	18	14	32	2	-	2	-	-	-	1	-	1
51 - 65	18	20	38	-	-	-	2	5	7	16	15	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	7	3	10	-	1	1	1	-	1	6	2	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	1	4	5	-	1	1	1	1	2	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Etable collective de Lover

a - Variations relatives à la structure des exploitations

L'étable collective de Lover compte 19 membres.

Ce sont les mêmes qu'avant la création de l'étable : en 1964

Un seul mode de faire-valoir : des propriétaires exploitants directs. Parmi les membres de l'étable un seul est propriétaire non exploitant. C'est toutefois le frère d'un autre membre qui gère en partie également son exploitation.

Les exploitations présentent deux caractéristiques : petites dimensions et grand morcellement, ce qui fait que les quelque 48 ha qu'a actuellement l'étable collective sont divisés en 123 parcelles ayant une dimension moyenne de 0,39,34 ha. Au cours de la période considérée (1964-1971) on a observé les phénomènes suivants :

- 1) la superficie qui relève de l'étable reste sensiblement constante (environ 48 ha). En réalité, il y a eu des mouvements - achats et ventes. Les achats ont intéressé 9 exploitations et ont porté sur 4,20 ha au total ; les ventes ont en revanche intéressé 4 exploitations et ont porté sur 3,90 ha au total. Ces chiffres donnent une idée précise des dimensions sur lesquelles portent ces changements de l'ordre des m².

C'est là une caractéristique liée à la situation géographique (montagne), à la production dominante (arboriculture fruitière) et à un morcellement considérable, conséquence de la pratique des successions et de l'attachement de chacun à son lopin de terre, qui fait que les membres d'une même famille concluent difficilement des accords pour éviter un nouveau fractionnement.

Nous avons dit que dans la région le fermage était peu répandu. Sur les 19 membres de l'étable, un seul exploite une entreprise mixte, partie en propriété, partie en fermage.

A propos de la propriété il convient d'apporter un éclaircissement : dans la majeure partie des cas il s'agit de propriétés encore indivises, c'est-à-dire de propriétés appartenant à la famille, qui certes sont gérées par le membre de l'étable collective, mais sont destinées à être morcelées

dans un avenir plus ou moins lointain, sauf accord entre les membres de la famille.

Les tableaux suivants résument la situation que nous venons de décrire.

Tableau 46 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective.

Mode de faire-valoir	Ante Exploitations		Superficie moyenne d'exploitation	1971 Exploitations		Superficie moyenne d'exploitation
	Nbre	ha	ha	Nbre	ha	ha
Propriétaire exploitant direct	17	39,10	2,30	17	38,90	2,29
Propriétaire non exploitant	1	5,00	5,00	1	5,00	5,00
Propriétaire + fermier exploitant direct	1	4,00	4,00	1	4,50	4,50
Total	19	48,10	2,53	19	48,40	2,54

Tableau 47 : Superficie achetée et cédée par les exploitations des membres au cours de la période 1964 - 1971

Nombre d'exploitations	Superficie achetée ha	Nombre d'exploitations	Superficie vendue ha
	1,00		1,50
	0,50		1,20
	0,40		1,00
	0,70		0,20
	0,30		
	0,50		
	0,30		
	0,50		
9	4,20	4	3,90
Moyenne achetée par exploitation	0,46	Moyenne vendue par exploitation	0,97

Tableau 48 : Morcellement de la superficie d'exploitation (1971)

Nombre d'exploitations	Superficie des exploitations en ha	Nombre de parcelles	Dimensions moyennes des parcelles en ha.
19	48,40	123	0,39,34

2) L'orientation de la production des exploitations reste la même : arboriculture fruitière avec prairie permanente sous les arbres fruitiers.

Cette situation est caractéristique des cultures fruitières du Val de Non.

La culture la plus répandue, qui représente pratiquement 97 % du total, est celle de la pomme, en particulier de la reinette du Canada. Au cours des dernières années, celle de la Golden delicious a également gagné du terrain. La seule poire cultivée est pratiquement la " bonne Louise d' Avranches ".

Les arbres sont taillés en quenouille. Entre les rangées et sous les arbres on trouve la prairie permanente, unique source de fourrage pour l'élevage bovin.

Il est facile de deviner les problèmes que pose cette situation - en ce qui concerne surtout la protection phyto-sanitaire ;

3) Les statuts de l'étable collective prévoient la fermeture des étables individuelles et la livraison de la totalité du fourrage produit par les membres. On peut estimer la production de foin à 50 - 60 quintaux par ha en moyenne.

En conséquence, on ne trouve plus dans les exploitations des membres de vaches laitières ; les veaux étaient presque toujours vendus lorsqu'ils atteignaient le poids de 100 kg. On ne pratiquait pas toujours la remonte. Dans l'ensemble, l'étable collective a gardé la même orientation, elle a toutefois notablement augmenté le cheptel. L'élevage des porcs n'est pas pratiqué dans la région. Toutefois, parmi les membres de l'étable collective il en est un qui a introduit un élevage de porcs à l'engrais (tableau 49).

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres.

Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations

Il est particulièrement difficile de déterminer la situation de l'emploi dans les exploitations participant à cette étude et les données obtenues sont incertaines parce que les membres sont habitués à s'aider mutuellement, sans que ce rapport soit aucunement institutionnalisé.

Tableau 49 : Charge de bétail dans les exploitations des membres (nombre moyen de têtes).

	Ante	1971
Vaches en lactation	58	-
Bétail jeune	12	-
Total bovins	70	-
Porcs à l'engrais	-	300

En outre , comme cela se produit très souvent dans les vallées alpines, plus ou moins isolées, il existe entre les membres des liens de parenté du fait des mariages, qui renforcent la tendance à l'aide mutuelle.

A cela s'ajoute souvent le fait que les enfants qui se marient et qui continuent à travailler dans l'exploitation du père continuent également à habiter la même maison, mais pour leur propre compte.

En tenant compte de ces éléments on s'est efforcé de déterminer, par des entretiens avec les membres, l'importance effective de leur travail et de celui des personnes composant leur famille, dans l'exploitation.

Ces données figurent au tableau 50.

Les UT considérées comme extra-familiales correspondent aux ouvriers salariés dont l'activité s'exerce en-dehors de l'aide mutuelle.

Il s'agit d'ouvriers recrutés pour la cueillette des pommes et de deux salariés dont un est employé pour l'élevage des porcs créé par un des membres/ après l'entrée en service de l'étable collective, l'autre travaillant dans l'exploitation du membre non exploitant.

Tableau 50 : Nombre d' UT dans les exploitations des membres

	Ante	1971
UT familiales	22,16	15,49
extrafamiliales	1,13	1,69
Total	23,29	17,18
SAU, ha	48,10	48,40
UT/ha :		
familiales	0,46	0,32
extrafamiliales	0,02	0,03
Total	0,48	0,35
ha SAU/UT totales	2,06	2,81

La diminution du nombre des UT familiales que l'on enregistre au cours de la période 1964 - 1971 a sans aucun doute été favorisée par la création de l'étable collective.

En effet, le travail des femmes en particulier a été allégé. Avant l'étable collective, c'étaient les femmes qui s'occupaient de l'élevage ; on peut considérer qu'elles y consacraient 4 heures par jour, deux le matin et deux le soir. En outre, elles aidaient aux travaux de la fenaison et à la cueillette des fruits. Actuellement seules ces deux dernières activités subsistent et encore pas dans tous les cas. Pour celles qui continuent à travailler on peut considérer que le nombre de journées de travail qu'elles fournissent est tombé de 240 - 260 à 80 - 90 en moyenne par an.

D'autre part, la création de l'étable collective a incontestablement encouragé une partie de la main-d'oeuvre et en particulier les jeunes à quitter l'agriculture, comme le montre le tableau suivant relatif à la structure professionnelle des familles des membres (tableau 51).

Tableau 51 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole exercée par ces personnes.

	Ante	1971
Nombre de familles	19	19
Nombre de personnes composant les familles	78	89
Nombre moyen de personnes par famille	4,10	4,68
Famille la plus nombreuse	8	9
Famille la moins nombreuse	1	2
Personnes employées uniquement et totalement dans l'exploitation	15	10
Personnes employées hors de l'exploitation	9	15
Part-time	5	5
Ménagères travaillant dans l'exploitation	13	9
Ménagères travaillant à domicile	-	-

Tableau 52 : Activités des enfants et petits-enfants mâles

	Ante	1971
Total des exploitants	18	18
dont		
Travaillant dans l'exploitation	14	10
Total des enfants mâles	14	16
dont		
Etudiants	4	7
Travaillant dans l'exploitation	1	1
Part-time	3	4
Travaillant hors de l'exploitation	1	2
Total des petits-enfants mâles	-	-

Le fait le plus caractéristique et le plus intéressant à noter est qu'au cours de la période considérée, le nombre des exploitants ne travaillant pas

dans l'exploitation a atteint plus de la moitié. Abstraction faite d'un malade et d'un retraité, il s'agit de personnes qui exercent une activité autre que l'activité agricole. La situation est également significative en ce qui concerne les enfants mâles. Le nombre des enfants mâles d'âge scolaire augmente, ce qui provient du fait qu'une grande partie des exploitants sont relativement jeunes ; il n'y en a cependant qu'un seul qui travaille dans l'exploitation, aussi bien après qu'avant. Pour ce cas particulier, il peut être intéressant de noter que :

- a) l'exploitation correspondante a 5 ha , c'est-à-dire la dimension maximum qu'on ait rencontrée ;
- b) la famille de ce membre a des liens de parenté avec deux autres membres, titulaires l'un et l'autre d'exploitations d'environ 5 ha ;
- c) dans les 3 exploitations on constate que la main-d'oeuvre et les machines sont utilisées pratiquement sur toute la superficie comme s'il s'agissait d'une exploitation unique.

En ce qui concerne les activités extra-agricoles exercées par les personnes composant la famille des membres, y compris les membres eux-mêmes, on peut observer l'évolution suivante :

Tableau 53 : Activités exercées hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres

Type	Activité exercée lors de l'exploitation à temps plein		Part-time	
	Ante	1971	Ante	1971
Agricole, auprès d'autres exploitations	-	-	1	-
Transports	-	-	-	-
Construction	2	1	1	1
Services	4	5	1	1
Ouvriers	-	5	2	3
Employés	1	2	-	-
Professions libérales	2	2	-	-
Total	9	15	5	5

Comme on le voit, ce sont les deux secteurs non agricoles qui tendent à absorber la main-d'oeuvre : l'industrie et les services. Dans ce dernier secteur ce sont les activités d'infirmier et d'institutrice qui prédominent; pour ces deux professions il existe deux instituts spécialisés situés à proximité de Trente, qui forment surtout des femmes.

Les tableaux 54 et 55 précisent, comme d'habitude, la composition des familles en fonction de l'âge des membres et de leur niveau d'instruction.

Tableau 54 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études pri- maires			Diplôme de fin d'études secon- daires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secon- daires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	6	-	6	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - 65	8	-	8	-	-	-	-	-	-	7	-	7	-	-	-	-	-	-	1	-	1
66 - 75	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Note : Un membre, avec sa famille, ne figure pas dans le tableau car il a émigré en 1968.

Tableau 55 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondai- res du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	3	2	5	3	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	3	6	9	1	4	5	1	-	1	1	1	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-
14 - 17	5	1	6	-	-	-	-	-	-	3	1	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-
18 - 30	9	13	22	-	-	-	-	-	-	6	5	11	3	6	9	-	2	2	-	-	-
31 - 50	11	8	19	-	-	-	-	-	-	10	5	15	-	3	-	-	-	-	1	-	1
51 - 65	8	5	13	-	-	-	-	-	-	7	5	12	-	-	-	-	-	-	1	-	1
66 - 75	3	3	6	-	-	-	2	1	3	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	2	3	5	-	1	1	-	-	-	2	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Etable collective d' Argenta

L'étable collective d' Argenta comptait en 1971 : 57 membres

- 21 propriétaires exploitants directs ;
- 9 fermiers exploitants directs ;
- 20 exploitants directs ayant bénéficié d'une attribution de terres de l' Ente Delta Padano ;
- 3 propriétaires-fermiers, exploitants directs ;
- 4 coopératives d'ouvriers agricoles.

La superficie totale des exploitations était d'environ 800 ha.

Depuis le 1er janvier 1972 elle est passée à plus de 1000 ha en raison de l'extension et de la fusion des 4 coopératives d'ouvriers agricoles, dont l'apport est très important pour ce qui est de la superficie obligatoirement consacrée à la culture du fourrage (tableau 56).

Tableau 56 : Superficie totale des exploitations des membres et superficie obligatoirement consacrée à la culture du fourrage

Période	Superficie des exploitations des membres ha		Superficie consacrée à la cul- ture de fourrage pour l'étable ha	
	Total	dont coopératives d'ou- vriers agricoles	Total	dont coopératives d'ou- vriers agricoles
jusqu'en				
1971	850	220	95	45
à partir				
du 1.1. 72/1680		1050	210	105

C'est dire que la coopérative d'ouvriers agricoles assurait et assure à l'étable environ la moitié de la superficie cultivée en fourrage nécessaire à son fonctionnement.

La présente enquête porte sur un échantillon de 27 membres - à l'exclusion des coopératives d'ouvriers agricoles - qui représentent au total 310 ha environ ; la période considérée va, comme d'habitude, de l'année précédant l'entrée en service de l'étable à la campagne 1970/71. Puisque l'année d'entrée en service de l'étable collective est 1970, l'année antérieure à cette entrée en service est pour la totalité des exploitations considérées: 1969.

Il est donc nécessaire dans l'appréciation des résultats fournis par l'enquête de tenir compte du fait que les deux points de comparaison sont très rapprochés, ce qui supprime - ou limite fortement - la possibilité de variations importantes.

a - Variations relatives à la structure des exploitations

Les exploitations des membres se divisent en deux catégories : exploitations d'arboriculture fruitière, généralement de petites dimensions (3-6 ha) et exploitations de culture de céréales et de betteraves, beaucoup plus grandes, d'environ 15-20 ha et plus.

La propriété en exploitation directe est pratiquement le mode de faire-valoir dominant. Il faut toutefois faire une distinction entre ce mode de faire-valoir qui existe de longue date et qui caractérise les petites exploitations d'arboriculture fruitière et la propriété en exploitation directe de création récente, instituée par l'Ente Delta Padano à la suite de la loi sur la réforme agraire. Il s'agit dans de dernier cas d'exploitations dont les dimensions augmentent progressivement. D'environ 6 ha au début elles atteignent maintenant 20 ha et plus. Ce sont ces exploitations qui pratiquent la culture des céréales et des betteraves.

Les exploitations en fermage - et les combinaisons propriété/fermage - sont habituellement de dimensions plus grandes ; leur production est mixte : céréales, betteraves, arboriculture fruitière.

Au cours de la période considérée on a constaté que :

- 1) la superficie relevant de l'étable reste pratiquement constante (environ 310 ha). Il en va de même du mode de faire-valoir des exploitations et de leurs dimensions moyennes. On n'a pas constaté en effet d'échanges ou de transferts d'exploitations ;
- 2) la propriété en exploitation directe ~~est~~ le mode de faire-valoir qui prédomine largement ; dans la majeure partie des cas il s'agit d'exploitations créées à la suite de la réforme agraire.

Le tableau 57 résume les éléments susmentionnés.

Tableau 57 : Nombre et superficie des exploitations agricoles relevant de l'étable collective, en fonction du mode de faire-valoir

Mode de faire-valoir	Ante Exploitations		Superficie moyenne d'exploitation ha	1971 Exploitations		Superficie moyenne d'exploitation ha
	Nombre	ha		Nombre	ha	
Propriétaire exploitant						
direct	20	198,91	9,94	20	198,91	9,94
dont						
Bénéficiaires de la réforme	(11)	(126,13)	(11,47)	(11)	(126,13)	(11,47)
Fermier exploitant direct	4	59,13	14,78	4	59,13	14,78
Formes mixtes (propriété + fermage)	3	51,95	17,31	3	51,03	17,01
Total	27	310,49	11,50	20	309,57	11,46

3) En ce qui concerne l'orientation de la production, on constate certaines variations qui devraient ^{en} correspondre à autant de tendances, destinées à se renforcer au cours des prochaines années, à savoir :

- la diminution de la superficie consacrée à la culture des betteraves et à l'arboriculture fruitière ;
- l'expansion du maïs (à l'état pâteux-vitreux).

On se souvient que l'étable collective d' Argenta se consacre à la production de viande et cherche à développer la culture du maïs dans les exploitations des membres (tableau 58).

Tableau 58 : Evolution de la production dans les exploitations des membres

Cultures	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Blé et autres céréales	85,60	28	90,80	29
Luzerne	32,15	10	33,65	11
Maïs	7,95	3	20,10	7
Betteraves	81,75	26	66,50	21
Cultures légumières	4,80	1	12,03	4
Total des cultures herbacées	212,25	68	223,08	72
Arboriculture fruitière	58,25	19	45,75	15
Vignoble	15,95	5	16,70	5
Total des cultures ligneuses	74,20	24	62,45	20
Total SAU	286,45	92	285,53	92
Superficie improductive	24,04	8	24,04	8
Total de la superficie d'exploitation	310,49	100	309,57	100

Dans le cadre de ces données générales il faut toutefois tenir compte du fait que les variations susmentionnées intéressent les exploitations à des degrés divers selon leur structure sociale.

C'est ainsi que la diminution de la superficie consacrée à l'arboriculture fruitière intéresse exclusivement les exploitations de plus grandes dimensions, en fermage, qui se consacrent à des productions demandant beaucoup moins de travail, comme les céréales et les betteraves ; elle n'affecte pas les propriétaires exploitants directs traditionnels qui commencent à pratiquer la culture du maïs auquel ils consacrent des parcelles de terre naguère consacrées au blé ou à la betterave.

Dans les exploitations des bénéficiaires de la réforme l'arboriculture fruitière a toujours été peu répandue - en raison de la nature du terrain, très fort - et tend à disparaître (tableau 59).

Tableau 59 : Evolution de l'arboriculture fruitière dans les exploitations des membres, selon le mode de faire-valoir

Mode de faire-valoir	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Propriétaires exploitants directs	23,10	40	22,60	50
Propriétaires exploitants directs ayant bénéficié d'une attribution au titre de la réforme	4,10	7	2,20	4
Fermage et formes mixtes	31,05	53	20,95	46
Total arboriculture fruitière	58,25	100	45,75	100

- 4) L'élevage du bétail (bovin et porcin) était presque inexistant dans les exploitations des membres

Les petites exploitations d'arboriculture fruitière en effet n'avaient plus de bétail depuis longtemps, en raison de la concurrence des cultures fruitières et du peu de superficie disponible pour les cultures fourragères, étant donné les dimensions limitées du fonds ; les bénéficiaires d'attributions de terres au titre de la réforme produisaient de la luzerne qui était toutefois destinée à être vendue : sur les 11 bénéficiaires de l'attribution de terres visés par la présente enquête et qui représentent au total 126 ha de terres, deux seulement avaient une petite étable avec au total 2 vaches laitières et 8 vaches reproductrices.

Les quelques bovins élevés dans l'ensemble des exploitations des membres étaient pratiquement concentrés dans deux exploitations en fermage. Toutefois, aussi bien les exploitations d'arboriculture fruitière que les autres, qui pratiquaient la culture des céréales et des betteraves, ont eu besoin de fumure du fait de l'amélioration de la structure agricole des terres.

L'étable collective, outre qu'elle répond à ce besoin, a représenté et représente encore un facteur important de développement de l'élevage.

Le tableau 60 contient les données relatives au cheptel existant avant la création de l'étable collective et au cours de l'exercice 1970-1971.

Il faut noter que les statuts ne prévoient pas l'obligation de fermer les étables que pourraient posséder les membres. Ce processus toutefois est en cours : depuis le 1er janvier 1971 les deux exploitations dans lesquelles était pratiquement concentré l'élevage individuel ont supprimé leur étable.

Tableau 60 : Charge de bétail dans les exploitations des membres
(nombre moyen de têtes)

	Ante	1971
Vaches (laitières et reproductrices)	29	20
Bétail jeune	20	17
Total bovins	49	37
Truies	10	2
Porcs à l'engrais	19	34
Total porcs	29	36

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres.

Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations

Sous cet angle également les exploitations ont connu une évolution différente selon leur structure sociale.

La charge de travail est en 1971 de 0,15 UT par ha et accuse un léger fléchissement par rapport à l'année antérieure à la création de l'étable (0,17 UT/ha). Ce fléchissement est toutefois plus marqué, naturellement, dans les petites exploitations d'arboriculture fruitière dont la charge de travail baisse cependant de 0,22 à 0,20 UT/ha.

Dans les exploitations des bénéficiaires de terres au titre de la réforme le niveau de l'emploi reste pratiquement constant, pour des exploitations orientées surtout - rappelons-le - vers la culture du blé, de la luzerne et de la betterave et pratiquement aussi sans cultures ligneuses.

Dans le cas également des exploitations en fermage et des formes mixtes d'exploitation, la réduction de la charge de travail est limitée : dans ce cas, toutefois, les exploitations sont un peu plus grandes et couvrent un éventail de productions qui va des cultures herbacées à l'arboriculture fruitière. Le tableau 61 récapitule ces données.

Tableau 61 : Evolution des UT dans les exploitations des membres, selon le mode de faire-valoir

	Propriétaires exploitants directs		Bénéficiaires de terres au titre de la réforme		Fermiers		Formes mixtes		TOTAL	
	Ante	1971	Ante	1971	Ante	1971	Ante	1971	Ante	1971
UT familia										
les	15,80	14,32	16,79	15,54	7,96	6,70	7,82	7,48	48,37	44,04
SAU									286,45	285,53
UT/ha SAU									0,17	0,15

Comme dans les autres cas, la composition des familles, l'activité exercée par leurs membres en général et par les enfants et petits-enfants mâles en particulier constituent des éléments importants qui permettent de juger de la situation actuelle et de ses développements probables. Voir les tableaux suivants.

Tableau 62 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes.

	Ante	1971
Nombre de familles	27	27
Nombre de personnes composant les familles	122	123
Nombre moyen de personnes par famille	4,51	4,55
Famille la plus nombreuse	9	9
Famille la moins nombreuse	2	2
Personnes employées totalement et uniquement dans l'exploitation	38	31
Personnes employées totalement hors de l'exploitation	8	11
Part-time	1	5
Ménagères travaillant dans l'exploitation	25	27
Ménagères travaillant à domicile	2	2

Il faut noter :

- 1) l'augmentation du nombre des exploitants qui au cours des deux dernières années ont abandonné une activité à temps plein dans l'exploitation
- Dans la majeure partie des cas il s'agit d'une combinaison part-time.

Tableau 63 : Activité des enfants et petits-enfants mâles

	Ante	1971
Total des exploitants	27	27
dont		
Travaillant dans l'exploitation à temps plein	25	20
Total des enfants mâles	22	22
dont		
Etudiants	6	7
Travaillant dans l'exploitation	8	7
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	4	4
Total des petits-enfants mâles	4	7
dont		
Etudiants	2	2
Travaillant dans l'exploitation agricole	-	-
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	-	-

En effet, 5 sur 8 des exploitants intéressés par ce phénomène, sont des bénéficiaires de l'attribution de terres au titre de la réforme ; un seul d'entre eux exerce une activité extra-agricole à temps plein. Il travaille dans un garage, tandis que les 4 autres combinent le travail dans l'exploitation avec une autre activité.

- 2) le nombre peu élevé des enfants mâles (7 sur 22) qui travaillent encore dans l'exploitation. Trois seulement de ces jeunes qui travaillent appartiennent aux familles des bénéficiaires de terres au titre de la réforme ; ils représentent au total 126 ha.

Le tableau 64 récapitule l'évolution enregistrée au cours de la période considérée, en ce qui concerne les activités exercées hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres, y compris les membres eux-mêmes.

Tableau 64 : Activité exercée hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres.

Type	Activité à temps plein exercée hors de l'exploita- tion		Part-time	
	Ante	1971	Ante	1971
Agricole, auprès d'autres exploi- tations	1	-	1	1
Dans des organismes coopératifs	-	-	-	1
Construction	-	-	-	-
Services	3	4	-	2
Ouvriers	4	6	-	1
Employés	-	1	-	-
Total	8	11	1	5

Les tableaux 65 et 66 donnent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) par âge et niveau d'instruction.

Tableau 65 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	13	-	13	-	-	-	2	-	2	11	-	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - 65	10	-	10	-	-	-	-	-	-	10	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 66 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	9	6	15	9	6	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	3	8	11	-	-	-	2	5	7	1	3	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	2	2	4	-	-	-	-	-	-	2	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	13	13	26	-	-	-	-	-	-	7	9	16	3	2	5	3	2	5	-	-	-
31 - 50	20	22	42	-	-	-	2	2	4	18	20	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - 65	11	7	18	-	1	1	-	1	1	11	5	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	2	2	4	-	-	-	2	1	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	1	2	3	-	-	-	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Etable collective de San Bovo

L'étable collective de San Bovo est une des plus récentes ; elle est entrée en service en 1971.

L'année qui a précédé l'entrée en service de l'étable est donc 1970.

Il est évident que dans ces conditions l'on ne peut parler de variations, mais, tout au plus de tendances.

On a cependant jugé opportun de tenir compte de cette étable et de l'autre, similaire, de Crosare, pour deux raisons : l'une relative à la structure de l'étable collective, structure économique réalisée sans les aides habituelles et grâce, en revanche, au travail fourni par les membres eux-mêmes.

L'autre raison tient à la composition de la base sociale. A la différence des autres étables considérées, San Bovo et Crosare sont constituées d'un petit nombre de membres, tous relativement jeunes, titulaires d'exploitations de dimensions supérieures à la moyenne. Le revenu de ces membres est d'ordre exclusivement agricole ; comme on le verra, pratiquement aucun membre de la famille n'exerce une activité extra-agricole.

a - Variations relatives à la structure des exploitations

Sur les six exploitations qui participent à l'étable, une est exploitée par un salarié (le propriétaire exerce une activité extra-agricole ; il est antiquaire). Dans les autres, c'est le fermage qui demeure le mode de faire-valoir dominant, à l'état pur, ou combiné avec une partie en propriété. La production est orientée vers la culture des céréales et vers l'élevage, avec une forte incidence des cultures légumières et de la vigne.

Dès avant la création de l'étable collective, une large place était faite dans les cultures fourragères au maïs à l'état pâteux-vitreux, et ce grâce à une vaste action de promotion menée par l'Ente di Sviluppo des Trois Vénéties, compétent pour cette zone.

Au cours des deux dernières années, on a pu observer les phénomènes suivants :

- 1) aucun changement dans la superficie totale des exploitations participant à l'étable dans le mode de faire-valoir ;
- 2) une réduction notable du blé au profit du maïs utilisé comme fourrage et récolté à l'état pâteux-vitreux. C'est l'unique changement important que l'on ait relevé dans l'orientation de la production des exploitations,

à la suite d'une directive précise : le développement de la culture.

Les tableaux 67 et 68 récapitulent les données qui précèdent.

Tableau 67 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective, réparties selon le mode de faire-valoir.

Mode de faire- valoir	Ante		Superficie moyenne d'exploita- tion ha	1971		Superficie moyenne d'exploita- tion ha
	Exploitations			Exploitations		
	Nombre	ha		Nombre	ha	
Fermiers ex- ploitants directs	3	33,21	11,07	3	33,21	11,07
Fermiers + propriétaires exploitants directs	2	30,89	15,44	2	30,89	15,44
Total fermier	5	64,10	12,82	5	64,10	12,82
Exploitation avec travail salarié	1	8,49	8,49	1	8,49	8,49
Total	6	72,59	12,09	6	72,59	12,09

Tableau 68 - Evolution de la production dans les exploitations des membres

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Blé	19,19	26	9,57	13
Maïs fourrager	19,76	27	28,50	39
Betteraves	2,44	3	3,95	5
Luzerne	8,65	12	7,91	11
Tomates	1,73	2	1,67	2
Cultures légumières	4,11	6	4,28	6
Total cultures herbacées	55,88	77	55,88	77
Vignoble spécialisé	8,55	12	8,55	12
Total SAU	64,43	89	64,43	89
Superficie improductive	8,16	11	8,16	11
Total superficie d'exploitation	72,59	100	72,59	100

3) Les élevages individuels, surtout de bétail de boucherie, ont été **maintenus** même après la création de l'étable collective ; c'est là une conséquence d'une disposition précise du contrat de fermage, qui oblige les fermiers à maintenir une charge de bétail correspondant à la superficie du fond (tableau 69). Les porcs ne sont élevés que pour les besoins de la consommation.

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres
Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations

A San Bovo on n'enregistre pas les changements intervenus ailleurs, et ce à la fois en raison de la brièveté de la période comprise entre l'année qui a précédé la création de l'étable et 1971 (un an) et surtout du fait de la structure des exploitations et des familles.

Tableau 69 : Charge de bétail dans les exploitations des membres (nombre moyen de têtes).

	Ante	1971
Bétail de boucherie	90	88
Vaches en lactation	16	15
Total bovins	106	103

Comme on l'a vu, les exploitations sont assez grandes - près de 2 fois la moyenne italienne) et ont une gamme de production assez large qui s'étend également à l'élevage. Il faut ajouter à cela l'âge relativement jeune des membres, qui fait que leurs enfants sont encore tous d'âge scolaire.

A noter que, indépendamment d'une seule exploitation, aucune des autres ne fait appel au travail salarié.

Les tableaux suivants contiennent les éléments habituels : utilisation des UT et activité des personnes composant la famille.

La diminution du nombre des UT familiales en 1971 est due au fait que dans une exploitation, un des enfants, étudiant, a diminué son activité dans la ferme.

A noter que, dans ce cas, ont été enregistrés comme exerçant une activité part-time, les enfants étudiants qui aident leur père avec une certaine intensité durant l'année.

Tableau 70 : Evolution des UT dans les exploitations des membres

	Ante	1971
UT familiales	12,83	12,40
salariés	1,00	1,00
Total	13,83	13,40
SAU, ha	64,43	64,43
UT/ha :		
familiales	0,20	0,19
salariées	-	-
Total	0,20	0,19
Total SAU/UT	4,65	4,80

Tableau 71 : Nombre de personnes composant la famille des membres et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nombre de familles	5 (1)	5
Nombre de personnes composant les familles	26	26
Nombre moyen de personnes par famille	5,2	5,2
Personnes employées totalement et uniquement dans l'exploitation	7	7
Personnes employées uniquement hors de l'exploitation	1	1
Part-time	2	2
Ménagères travaillant dans l'exploitation	6	6
Ménagères travaillant à domicile	-	-

- (1) On n'a pas pris en considération la famille du membre non-agriculteur qui fait gérer le fonds par un salarié. Ce membre est antiquaire, un des plus grands de la Vénétie. sa famille est très nombreuse - pas moins de 11 enfants - tous étudiants ou diplômés dont aucun ne s'intéresse à l'agriculture. Le fait de tenir compte de cette exploitation aurait altéré, étant donné le nombre des enfants, la donnée relative à la composition moyenne des familles.

Tableau 72 : Activité des enfants mâles (1)

	Ante	1971
Total des exploitants	5	5
dont		
Travaillant dans l'exploitation	5	5
Total des enfants mâles	7	7
dont		
Etudiants	4	4
Travaillant dans l'exploitation	-	-
Part-time (étudiant travaillant dans l'exploitation)	2	2

(1) Etant donné l'âge des chefs de famille, il n'y a pas de petits-enfants.

Les tableaux 73 et 74 donnent la classification des membres (chefs de famille et ensemble de la famille) par âge et niveau d'instruction.

Tableau 73 : Répartition des membres par âge et par niveau d'instruction

	Total			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	5	-	5	4	-	4	1	-	1
51 - 65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 74 : Répartition des personnes composant la famille des membres, par âge et niveau d'instruction.

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'étu- des secon- daires du 1er cycle		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	3	-	3	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	2	2	4	-	-	-	1	2	3	1	-	1	-	-	-
14 - 17	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	-	2
18 - 30	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1
31 - 50	6	5	11	-	-	-	-	-	-	5	5	10	1	-	1
51 - 65	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-
66 - 75	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
plus de 75 ans	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-

Il faut noter - par opposition à ce que nous avons vu en général dans les autres cas considérés - l'âge relativement jeune des membres, qui ont tous entre 30 et 50 ans, et leur niveau d'instruction assez élevé (par rapport à celui de la population rurale en général).

En ce qui concerne les personnes composant la famille, tous les enfants des membres d'âge scolaire possèdent le certificat de fin d'études primaires et certains continuent leurs études. On a déjà vu qu'aucun d'eux n'était occupé à temps plein dans l'exploitation, tandis que certains combinent leur activité scolaire avec une certaine assistance au père de famille.

Etable collective de Crosare

Elle ressemble à l'étable collective de San Bovo par le caractère économique de l'exploitation et les caractéristiques de la base sociale : peu de membres, gérant des exploitations plutôt au-dessous de la moyenne italienne.

L'étable de Crosare se distingue de celle de San Bovo par un plus grand dynamisme de la base sociale, tant en ce qui concerne la structure des exploitations que la composition professionnelle des familles. L'année antérieure à la création de l'étable est 1968/69.

a - Variations relatives à la structure des exploitations.

Toutes les exploitations sont gérées directement par leur propriétaire ; certains gèrent également des terres en location. La production est centrée sur les cultures fourragères (luzerne et maïs à l'état pâteux-vitreux), les cultures sarclées, le blé et la vigne.

De l'année antérieure à la création de l'étable à 1971, on a noté les phénomènes suivants :

1) la superficie totale des exploitations participant à l'étable est restée sensiblement la même (environ 136 ha). On enregistre toutefois quelques échanges d'exploitations et surtout le passage du fermage à la propriété, ce qui fait que, même la gestion directe est maintenue , la combinaison fermage- propriété se modifie sensiblement ;

2) l'évolution de la production est caractérisée par une forte réduction de la culture du blé et une expansion correspondante de la culture du maïs, utilisé comme fourrage à l'état pâteux-vitreux.

La luzerne tend à diminuer et le vignoble à s'étendre.

Les tableaux 75 et 76 résument les phénomènes que nous venons d'indiquer

Tableau 75 : Nombre et superficie des exploitations participant à l'étable collective de San Bovo, par mode de faire-valoir

Mode de faire-valoir	Ante		Superficie moyenne d'exploit. ha	1971		Superficie moyenne d'exploitations ha
	Exploitations Nombre	ha		Exploitations Nombre	ha	
Propriétaires exploitants directs	5	40,93	8,18	7	81,88	11,69
Propriétaires exploitants + fermiers	4	82,80	20,70	3	53,10	17,70
Fermiers	1	13,05	13,05	-	-	-
Total	10	136,78	13,67	10	135,88	13,58

Tableau 76 : Evolution de la production dans les exploitations des membres

	Ante		1971	
	ha	%	ha	%
Blé	43,05	31	25,25	19
Maïs	17,80	13	31,45	23
Betteraves	0,90	1	0,50	..
Pommes de terre	16,70	12	18,35	13
Cultures légumières	-	-	1,15	1
Tabac	8,65	6	6,45	5
Luzerne	19,85	15	16,80	12
Total des cultures herbacées	106,95	78	99,95	73
Vignes	20,95	16	25,35	19
Arboriculture fruitière	0,30	..	-	-
Total SAU	128,20	94	125,30	92
Superficie improductive	8,58	6	10,58	8
Total superficie d'exploitation	136,78	100	135,88	100

3) En ce qui concerne l'élevage, les exploitations, avant la création de l'étable, se consacraient spécialement à l'élevage de bétail de boucherie.

Dès avant l'entrée en service de l'étable collective, deux membres avaient abandonné l'élevage. La situation en 1971 reste essentiellement la même, même s'il semble se dessiner une tendance à la régression de l'élevage, qui se confirmera ou non au cours des prochaines années.

Selon les données disponibles en juin 1972, il semble que l'on puisse parler d'une réduction progressive du nombre de vaches laitières et en revanche d'une stabilité de l'élevage des bêtes de boucherie.

Il faut noter que les statuts de l'étable collective laissent aux membres une totale liberté en ce qui concerne le maintien des étables individuelles.

Il n'y a d'élevage de porcs que pour l'autoconsommation (tableau 77).

Tableau 77 : Charge de bétail dans les exploitations des membres
(nombre moyen de têtes)

	Ante	1971
Vaches laitières	33	16
Bétail de boucherie	163	152
Total bovins	196	178

b - Composition et structure professionnelle des familles des membres
Utilisation de la main-d'oeuvre dans les exploitations

Crosare est le seul cas - parmi ceux que nous avons examinés - où l'utilisation d' UT par ha marque une tendance à l'augmentation, en ce qui concerne aussi bien la main-d'oeuvre familiale que la main-d'oeuvre salariée à laquelle l'étable recourt dans une certaine mesure (tableau 78).

Tableau 78 : Evolution des UT dans les exploitations des membres

	Ante		1971	
	Nombre	%	Nombre	%
UT familiales	27,42	80,0	28,21	79,3
Extrafamiliales	6,85	20,0	7,35	20,7
Total	34,27	100,0	35,56	100,0
SAU/ha	128,20		125,30	
UT/ha SAU				
Familiales	0,21		0,22	
Extrafamiliales	0,05		0,06	
Total	0,26		0,28	
Ha SAU/UT totales	3,74		3,52	
Familiales	4,67		4,44	

Le phénomène est à rapprocher des caractéristiques de la production et surtout de l'introduction des cultures légumières, de l'extension du vignoble et des plantes sarclées (betteraves) et du maintien de l'étable individuelle.

Les tableaux suivants (79 et 80) indiquent les modifications que l'on peut observer dans la structure professionnelle des familles et dans le niveau actuel d'emploi des exploitants et de leurs enfants mâles.

A noter le nombre élevé des enfants mâles travaillant dans l'exploitation. Les petits-enfants mâles sont tous des enfants de frères vivant avec leur famille auprès de la famille du membre.

Tableau 79 : Nombre de personnes composant la famille des membres
et activité agricole et extra-agricole de ces personnes

	Ante	1971
Nombre de familles	10	10
Nombre de personnes composant la famille	81	85
Nombre moyen de personnes par famille	8,1	8,5
Famille la plus nombreuse	18	20
Famille la moins nombreuse	4	4
Personnes employées totalement et uniquement dans l'exploitation	22	22
Personnes employées uniquement hors de l'exploitation	4	4
Part-time	5	5
Ménagères travaillant dans l'exploitation	13	13
Ménagères travaillant à domicile	-	-

Tableau 80 : Activité des enfants et petits-enfants mâles

	Ante	1971
Total des exploitants	10	10
dont		
Travaillant dans l'exploitation	10	10
Total des enfants mâles	16	16
dont		
Etudiants	3	2
Employés dans l'exploitation	9	10
Employés hors de l'exploitation	2	2
Part-time (étudiants travaillant également dans l'exploitation		
	2	1
Total des petits-enfants mâles	10	12
dont		
Etudiants	5	7
Travaillant dans l'exploitation	-	-
Part-time	-	-
Travaillant hors de l'exploitation	-	-

En ce qui concerne les activités exercées hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres (hommes et femmes), la situation se présente comme suit (voir le tableau suivant).

Les données relatives au part-time englobent comme à S. Bovo, les enfants mâles étudiants qui aident leur père dans l'exploitation.

Tableau 81 : Activité exercée hors de l'exploitation par les personnes composant la famille des membres

Type	Activité exercée hors de l'exploitation A temps plein		Part-time	
	Ante	1971	Ante	1971
Activité agricole :				
- auprès d'autres exploitations	1	-	1	2
- étudiants travaillant dans leur propre exploitation	-	-	2	1
Transports	-	1	-	-
Construction	-	-	1	1
Services	-	-	-	-
Industrie				
- mécanique	1	1	-	-
- tricotage	2	2	-	-
Employés	-	-	-	-
Total	4	4	5	4

Les tableaux 82 et 83 indiquent la classification des membres (chef de famille et ensemble de la famille) par âge et niveau d'instruction

Tableau 82 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études primaires			Diplôme de fin d'études secondaires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secondaires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 -17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 -30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 -50	5	-	5	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 -65	5	-	5	-	-	-	3	-	3	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 -75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 83 : Répartition des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction

	Total			Analphabètes			Scolarisés			Diplôme de fin d'études pri- maires			Diplôme de fin d'études secon- daires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secon- daires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	7	10	17	7	10	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	7	7	14	-	-	-	4	4	8	3	3	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	3	-	-	-	-	-	-
18 - 30	6	5	11	-	-	-	-	-	-	2	5	7	4	-	4	-	-	-	-	-	-
31 - 50	14	12	26	-	-	-	1	2	3	13	10	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - 65	5	4	9	-	-	-	3	3	6	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	1	3	4	1	2	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

c - Caractéristiques structurelles des étables collectives sélectionnées
Indices techniques

L'analyse de la gestion des différentes étables collectives figure en annexe, pour des raisons évidentes de gain de place.

Nous résumerons ici sous forme de tableaux, assortis d'un bref commentaire, les données technico-économiques fondamentales des structures.

Indices économiques : investissements et analyses coûts/revenus

Le tableau 85, qui donne une idée claire du montant des capitaux généralement investis dans une étable collective présente un intérêt particulier.

Font exception à la règle Prato, S. Bovo et Crosare.

Pour Prato il s'agit en fait d'une apparence. Les vicissitudes qui ont presque conduit cette étable à la faillite sont décrites en annexe.

Nous nous bornerons à rappeler qu'en 1968, la situation de cette étable a nécessité une intervention de la Fédération provinciale des coopératives qui a repris, avec les dettes, une partie des installations (immeubles et équipement) en laissant à l'étable ce qu'elle jugeait nécessaire pour poursuivre son activité : 60 vaches laitières représentant, selon une valeur d'estimation certainement favorable à l'étable, 20 millions de lire.

Pour S. Bovo et Crosare il s'agit, en revanche, d'un choix, celui d'une solution aussi économique que possible. A S. Bovo ce choix a été motivé par le fait que les associés, en tant que fermiers, n'offraient pas les garanties requises pour bénéficier des facilités de crédit habituelles.

En outre, ils n'étaient pas en nombre suffisant pour constituer une coopérative, forme d'association à laquelle sont réservés les avantages prévus par la loi.

Crosare a suivi l'exemple de S. Bovo.

Dans un cas comme dans l'autre, les membres ont payé eux-mêmes la construction en fournissant en outre leur propre travail.

En effet, ils n'ont fait appel à une entreprise que pour les fondations, les structures portantes et le toit.

Les six millions environ qui figurent au bilan comme investissements représentent précisément le coût de cette intervention. Pour le reste, ils ont travaillé eux-mêmes en utilisant pour l'équipement intérieur (mangeoires, séparations, etc) des matériaux de fortune. Les heures de travail leur ont été payées en propre et représentent au total 6 millions environ par étable.

Il faut noter que l'immeuble est considéré par les membres comme un équipement de consommation rapide et que sa valeur (travail des membres non compris) a été amortie en cinq ans.

La seconde partie du tableau 85 donne l'analyse coûts/revenus pour les diverses étables au cours de la campagne 1971, les coûts étant exprimés en pourcentage de l'actif.

Malgré la variabilité des résultats - les coûts absorbent de 57 à 98 % de l'actif selon les cas - certains éléments communs apparaissent, qui peuvent être considérés comme des données structurelles de ces étables et en particulier l'importance des coûts d'alimentation et des coûts financiers.

L'alimentation - achat de produits (de foin et de compléments) sur le marché-constitue en général le poste de dépenses le plus important ; les raisons en sont les suivantes : apport insuffisant des membres ou manque d'équilibre entre la capacité d'élevage et la base sociale, technique d'alimentation encore basée essentiellement sur les fourrages traditionnels dont on connaît la faible valeur de transformation en produits animaux.

Ce phénomène atteint un paroxysme aberrant dans l'étable collective d' Argenta où les achats sur le marché arrivent à absorber 63 % de l'actif. La raison en est qu'au cours de la première année de fonctionnement de la coopérative, le fourrage produit dans les exploitations des membres a été surtout du foin de luzerne, d'où la nécessité d'achats massifs d'aliments concentrés qui ont eu des conséquences désastreuses pour le bilan : 2 % seulement de l'actif disponible pour le paiement aux membres des UF livrées.

Les coûts financiers (intérêts débiteurs et frais d'amortissement, d'assurance et d'entretien) ont une incidence notable sur la gestion, et ce d'autant plus que l'étable collective n'a guère eu la possibilité de bénéficier de financements à taux réduit (Migliarina di Carpi, Argenta, Prato) ou s'est heurtée à une bureaucratie très lente à accorder les aides et donc toujours en retard sur l'échéance des paiements.

En ce qui concerne, en revanche, les éléments propres à chaque étable, on constate :

- 1) la situation particulière de S. Bovo en ce qui concerne les coûts financiers, qui s'explique par les raisons mentionnées aux pages précédentes.

Dans le cas de cette étable, en effet, les intérêts débiteurs sont pratiquement nuls étant donné que pour les immeubles, les membres n'ont pas fait appel au crédit ; les frais d'amortissement, d'assurance et d'entretien sont très élevés parce que l'étable même, en tant que construction, a été amortie en cinq ans ;

- 2) l'incidence très variable de la main d'oeuvre, qui s'explique par les solutions techniques adoptées dans l'étable, lesquelles ne répondent pas toujours et même malheureusement presque jamais aux critères d'une organisation efficace du travail.

Nous ne citerons que l'exemple de Prato où le coût de la main-d'oeuvre arrive à absorber 23 % de l'actif.

Une observation générale, valable pour toutes les étables est celle qui concerne l'importance qu'il y a à réaliser un produit adéquat, ce qui met en cause deux facteurs bien distincts : d'une part, la politique de production de l'étable qui va de la solution technique adoptée pour l'alimentation à l'amélioration qualitative de la production en passant par la sélection ; d'autre part, le prix des produits avec toutes les inconnues et les points d'interrogation qu'il comporte et qui ne peuvent pas toujours, il est vrai, ou du moins pas complètement, être résolus par l'association et la coopération des producteurs jusqu'à la phase commerciale, qui n'en constituent pas moins un précieux soutien.

On peut citer à cet égard l'exemple de Samoggia et celui de Massenzatico qui, en transformant le lait et en affinant le fromage dans leur propre entrepôt, réussissent à obtenir pour le lait des prix élevés (surtout à Samoggia) et à couvrir ainsi les coûts élevés d'alimentation ainsi que les coûts financiers tout en assurant aux membres une bonne rémunération des produits livrés.

Structure des coûts

Conformément à l'usage général, sont considérés comme variables les coûts qui sont directement liés à l'activité de l'entreprise. Dans ce cas : la main-d'oeuvre payée à l'heure ou au forfait pour les travaux exceptionnels (surveillance des mises bas, enlèvement des litières etc.) ; l'achat de produits, de matériaux et de services ; les frais divers.

Sont considérés comme coûts fixes les salaires du personnel régulier payé au mois et les charges sociales correspondantes ; les services administratifs, les impôts et les taxes ; les frais afférant au capital fixe, c'est-à-dire les amortissements, l'entretien et l'assurance ; les intérêts débiteurs, c'est-à-dire les intérêts payés sur les capitaux empruntés.

Le tableau 86 récapitule les différents postes de coûts pour les étables considérées.

On peut en déduire :

- a) le caractère dominant des coûts variables dont le niveau est pratiquement déterminé par le recours au marché pour les aliments ;
- b) l'importance des coûts financiers et en particulier des intérêts débiteurs, particulièrement élevés quand, du fait d'interventions limitées de l'Etat, il a fallu emprunter sur le marché financier aux taux ordinaires (Migliarina di Carpi, Samoggia) ;
- c) l'évolution différente des coûts de la main-d'oeuvre dans les étables suivant qu'elles se consacrent à l'élevage de bétail de boucherie (S. Bovo, Argenta) ou à l'élevage de vaches laitières. Les étables font apparaître à cet égard des différences notables : les coûts de la main-d'oeuvre passent de 15 % à plus de 20 %, avec un maximum de 29 % à Prato.

Ces différences tiennent essentiellement à l'organisation du travail à l'intérieur de l'étable et par conséquent à l'existence ou à l'absence d'une direction technique efficace.

Toutefois, la structure des installations, c'est-à-dire leur disposition : position du fenil, de la mangeoire, aménagement de l'étable pour le sevrage, situation de la salle de traite par rapport aux boxes des vaches et trajet correspondant, a également une influence sur l'utilisation de la main-d'oeuvre.

C'est l'étable collective de Prato qui à cet égard réunit le plus grand nombre d'éléments négatifs (voir la description en annexe), qui expliquent précisément la forte incidence du coût de la main-d'oeuvre, surtout si l'on songe que la capacité de l'étable est de 60 vaches en lactation contre 400 à Massenzatico par exemple.

Apport de fourrage des membres

La nécessité de recourir dans une large mesure au marché pour l'alimentation du bétail est due en partie au système de culture du fourrage et aux besoins alimentaires du bétail.

Cela explique que, lorsqu'ils le peuvent, les producteurs tendent à passer de la culture des essences traditionnelles de la prairie au maïs, qui permet de répondre à la nécessité de réduire le coût de production et partant d'augmenter le rendement de l'élevage grâce à l'obtention :

- d'un plus grand nombre d' UF/ha que dans les prairies et même dans les prairies de fauche ;
- d'un fourrage qui est aussi un concentré offrant par conséquent la possibilité de réduire la dépense alimentaire et les achats d'aliments non produits par l'exploitation.

En principe, dans les conditions où opèrent les étables collectives considérées, on peut estimer que la valeur nutritive d'un quintal de foin à 18 % d'humidité oscille entre 30 et 40 UF, tandis que celle de panouilles à 35 % d'humidité varie entre 78 et 82 UF, c'est-à-dire qu'elle est assez stable.

Toutefois, indépendamment de cet élément pour ainsi dire fondamental, lié au système culture des fourrages - alimentation, un autre élément influe certainement sur le budget de l'étable au titre de l'alimentation, c'est la fourniture de fourrage par les membres, qui n'est certes pas très équilibrée et laisse donc une place excessive aux achats sur le marché. Le tableau 87 indique la situation des différentes étables d'élevage de vaches laitières, à cet égard.

L'apport d' UF par quintal de lait produit est très variable et va du minimum de Samoggia qui en effet consacre à l'achat de fourrages et d'aliments sur le marché 39 % de ses recettes brutes au maximum de Migliarina où, par contre, les achats d'aliments sur le marché ne représentent que 15 % des recettes. Cette situation s'explique

- 1° par la possibilité qu'a la Direction technique de programmer exactement les besoins en fourrages de l'étable
- 2° par la possibilité qu'ont les exploitations des membres de répondre effectivement à cette programmation et enfin
- 3° par la structure des exploitations.

Si l'on examine l'évolution de la production dans les exploitations des membres (voir pages précédentes), on constate que partout, la superficie plantée en fourrages diminue, au profit d'autres cultures évidemment plus rentables. Il en résulte qu'à un certain moment l'étable collective peut se transformer en industrie de transformation des fourrages, de façon relativement autonome par rapport aux exploitations des membres.

L'exemple des étables collectives de la Vénétie, où à partir de 1972 précisément les règles imposées aux membres en ce qui concerne la fourniture de fourrage ont changé, est éloquent. Au début, c'est-à-dire de l'origine à la fin de 1972, chaque membre consacrait à l'étable deux ha environ de la superficie de son exploitation, plantée en fourrage. A partir du 1er janvier 1972, chaque membre doit fournir la même quantité de fourrage, mais il est libre de la produire sur ses terres ou de l'acheter.

Tableau 84 : Indices techniques des étables collectives sélectionnées

	PRATO	MASSENZATICO	MIGLIARINA di CARPI	SAMOGGIA	S.BOVO	CROSARE	ARGENTA	LOVER
Orientation de la production	lait de trans- formation et remonte	lait de trans- formation, éle- vage (remonte et vente)	lait de trans- formation et remonte	lait de trans- formation, éle- vage (remonte et vente)	viande	viande	viande	lait de trans- formation, éle- vage (re- monte et vente)
Année d'entrée en service	1963	1965	1965	1969	1971	1970	1970	1963
Capacité d'élevage								
bêtes de boucherie	-	-	-	-	160	200	750	-
vaches en lactation	60	400	100	250	-	-	-	50
Nombre moyen d'animaux présents en 1971 (1)	110	675	180	367	158	175	630	97
Production(1971) :								
lait q	2.275	12.746	3.308	8.682	-	-	-	1.500
vente de viande, L.	5.621.940	46.997.240	13.017.500	13.465.700	50.743.000	89.622.800	171.644.000	3.266.000
dont								
bétail de réforme	3.536.840	6.356.900	5.760.000	6.290.000	-	-	-	2.000.000
Bétail né en 1971	58	309	104	205	-	-	-	52
Bétail mort	9	8	13	23	-	-	-	-
dont								
vaches	-	1	2	-	-	-	-	-

(1) En annexe figure la composition de l'étable ; on trouvera ici le chiffre moyen entre l'inventaire d'ouverture et l'inventaire de clôture, indépendamment de l'âge de la bête.

Tableau 85 a) Indices économiques des étables collectives - Investissements (valeurs d'inventaire)

TYPE	PRATO	MASSENZATICO	MIGLIARINA di CARPI	SAMOGGIA	S. BOVO	CROSARE	ARGENTA	LOVER
Total	26.000.000	352.714.151	109.968.608	172.727.000	12.755.000	19.863.858	246.390.000	97.000.000
dont :								
Immeubles	20.000.000	254.864.929	83.950.867	126.000.000	6.115.000	8.563.798	170.000.000	83.000.000
Bétail (moyenne du cheptel pour l'année 1971)	19.799.150	122.595.000	41.865.000	91.217.500	30.412.082	35.669.785	137.300.000	24.370.000

Tableau 85 b) Indices économiques des étables collectives-
analyse coûts / produits (1971)

(1) valeurs à la clôture du bilan au 31.12.1971. La péréquation des prix, sur la base de l'évolution du marché du blé, se fera l'année prochaine. L'étable collective de Samoggia par exemple est déjà arrivée à 150 L/litre.

TYPE	PRATO	MASSENZATICO	MIGLIARINA di CARPI	SAMOGGIA	S. BOVO	CROSARE	ARGENTA	LOVER
<u>Actif</u>	36.046.669	214.562.896	65.700.762	159.398.484	27.743.655		119.614.000	23.228.700
dont								
lait	32.937.420	166.730.426	43.502.169	125.807.788	-	-	-	17.250.000
prix du lait L./l (1)	144,77	130,81	131,49	145,00	-	-	-	115
<u>Total des Coûts et dépenses</u>	28.791.394	154.607.496	43.517.182	123.962.775	15.858.964	-	117.423.286	19.933.200
dont								
Alimentation (2)	8.636.926	69.547.651	9.859.346	61.511.903	7.736.753	-	74.977.000	7.342.525
Main-d'oeuvre	8.342.034	23.752.880	10.908.202	18.116.098	1.502.295	-	9.478.000	4.480.500
Intérêts débiteurs	1.215.813	13.497.640	6.287.569	14.516.071	130.750	-	8.908.000	1.690.260
Amortissements, assurances, entretien	2.488.484	24.320.233	7.578.086	12.097.243	2.791.391	-	13.975.286	4.215.315
<u>Bénéfices d'exploitation</u>	7.255.275	59.955.400	22.183.580	35.435.709	11.884.691	-	2.190.714	3.295.500
				en %				
<u>Actif</u>	100	100	100	100	100	-	100	100
dont								
lait	91	78	66	79	-	-	-	74
<u>Coût et dépenses en pourcentage de l'actif</u>	80	72	66	78	57	-	98	86
dont								
Alimentation	24	32	15	39	28	-	63	32
Main-d'oeuvre	23	11	17	11	5	-	8	19
Intérêts débiteurs	3	6	10	9	..	-	7	7
Amortissements, assurance entretien	7	11	12	8	10	-	12	18
<u>Bénéfice de gestion</u>	20	28	34	-2	43	-	2	14

(2) Ce poste comprend que les produits (fourrages et aliments) achetés sur le marché. En sont donc exclues les fournitures des membres auxquels est versé, à titre de paiement, de leurs livraisons le bénéfice d'exploitation réalisé par l'étable.

Tableau 86 : Analyse des coûts (1971)

	PRATO	MASSENZATICO	MIGLIARINA di CARPI	SAMOGGIA	S. BOVO	CROSARE	ARGENTA	LOVER
à prix courants								
<u>Coûts variables</u> :	13.850.344	81.371.720	15.966.712	75.310.697	10.593.588	81.305.000	9.203.325	-
dont								
- Alimentation	8.636.926	69.547.651	9.859.346	61.511.903	7.736.753	74.977.000	7.342.525	-
<u>Coûts fixes</u> :	14.941.050	73.235.776	27.550.470	48.652.078	5.265.376	36.118.286	10.729.875	-
dont								
- Main-d'oeuvre	8.342.034	23.752.880	10.908.202	18.116.098	1.502.295	9.478.000	4.480.500	-
- Amortissements								
entretien, assurance	2.488.484	24.320.233	7.578.086	12.097.243	2.791.391	13.975.286	4.215.315	-
- Intérêts débiteurs	1.215.813	13.497.640	6.287.569	14.516.071	130.750	8.908.000	1.690.260	-
<u>Coûts totaux</u> :	28.791.394	154.607.496	43.517.182	123.962.775	15.858.964	117.423.286	19.933.200	-
en % age du coût total								
<u>Coûts variables</u> :	48	53	37	60	67	69	46	-
dont								
- Alimentation	30	45	23	50	49	64	37	-
<u>Coûts fixes</u>	52	47	63	40	33	31	54	-
dont :								
- Main-d'oeuvre	29	15	25	15	9	8	22	-
- Amortissements, entre-	9	16	17	10	18	12	21	-
tien, assurance								
- Intérêts débiteurs	4	9	14	12	1	8	8	-
<u>Coûts totaux</u>	100	100	100	100	100	100	100	-

Tableau 87 : Analyse de la production de l'étable
Fourniture de fourrage par les membres (uniquement étables
pour l'élevage de vaches laitières)

	PRATO	MASSEN- ZATICO	MIGLIARI- NA CARPI	SAMOGGIA	LOVER
Production 1971 :					
lait (q)	2.275	12.746	3.308	8.682	1.500
Fourniture UF :					
vertes	79.662	73.805	181.206	-	-
sèches	64.935	284.427	305.955	-	-
Totales (1)	144.597	1.022.232	487.161	254.241	85.683
UF/q lait	63,55	80,20	147,26	29,28	57,12

(1) 1 q de fourrage vert = 15 UF
1 q de fourrage sec = 39 UF

Les fusions totales dans l' Italie du Nord et du Centre

Nous avons pris en considération :

- un cas (A) qui se réfère à la situation décrite aux pages 33 et suivantes de la première partie de l'étude, c'est-à-dire à la situation des coopératives de gestion qui se créent sur des terres appartenant à des collectivités publiques et à des personnes morales et dont les membres étaient déjà employés sur les mêmes terres en tant que métayers, fermiers ou ouvriers agricoles ; il s'agit dans ce cas de fusions calquées sur le modèle des coopératives d'ouvriers agricoles, de vieille tradition dans plusieurs régions d' Italie.

Nous rappellerons en passant que les plus anciennes de ces coopératives remontent à la fin du siècle dernier ;

- quatre cas (B-C-D-E) qui se réfèrent aux situations décrites aux pages 28-32 de la première partie de l'étude, c'est-à-dire aux fusions créées par des exploitants directs et qui se distinguent les unes des autres par les différences dans la situation des membres en fonction de leurs apports et dans le mode de rémunération des facteurs apportés.

Dans l'exemple B (Gavasseto), on trouve surtout des membres qui n'apportent que le capital, et le recours à des salariés est important.

Le bénéfice d'exploitation n'est distribué qu'à ceux qui ont apporté le capital ;

Dans l'exemple C (S. Michele di Beleo), le bénéfice n'est également distribué qu'à ceux qui ont apporté le capital ; la base sociale est toutefois plus homogène puisqu'elle n'est constituée que d'exploitants directs ou d'anciens exploitants directs ;

Dans l'exemple D (Piemonte), la gestion collective étudiée en détail (cooperative Primula de Airasca) est caractérisée également par une prédominance des membres qui n'apportent que le capital foncier. Dans ce cas, toutefois, l'apport du fonds ne donne droit qu'à un loyer et le bénéfice d'exploitation est consacré à la rémunération de la main-d'oeuvre.

Il faut noter que l'exemple D s'applique à trois autres fusions piémontaises qui ont fait faillite ou sont en faillite et qui sont étudiées dans leurs grandes lignes c'est-à-dire sans indication des données du bilan.

Dans l'exemple E (Vigo Lomaso) les membres sont tous des exploitants directs, propriétaires de très petites exploitations, morcelées de surcroît. Quatre disposent de 10 ha seulement. C'est une situation caractéristique des régions alpines ; en effet Vigo Lomaso - comme l'étable collective de Lover est située dans la province de Trente, au pied des Dolomites du Brenta.

La fusion qui porte sur 40 ha exploite donc en partie des terres appartenant aux membres et pour les 2/3 environ des terres en location.

Il faut noter que le recours à l'affermage était habituel parmi les membres même avant la création de la fusion, justement pour arrondir des exploitations de faibles dimensions.

Là encore la terre apportée n'est rémunérée que par un loyer et le bénéfice d'exploitation est réparti entre les membres qui travaillent.

Ceci dit, la présente enquête sera effectuée comme dans le cas des étables collectives, c'est-à-dire que dans ce chapitre on donnera une brève description des exemples sélectionnés, en renvoyant à l'annexe pour la description détaillée et les données technico-économiques de gestion.

Pour les cas étudiés, il n'est toutefois pas possible de procéder à une analyse approfondie de toutes les exploitations membres, comme on l'a fait pour les étables collectives, et ce en raison de la grande difficulté, voire de l'impossibilité, qu'il y a à obtenir les données nécessaires auprès des membres, qui ne se prêtent pas - au moins dans la majorité des cas - à des enquêtes de ce genre.

Cette attitude s'explique peut-être par le caractère particulier de ces gestions.

En Italie, en effet, le phénomène des fusions était pratiquement inconnu jusqu'aux premiers mois de cette année, même si les exemples les plus anciens remontent à 7 ou 8 ans.

Depuis quelques mois le sujet est d'actualité et donne lieu à des congrès, des tables rondes et des interviews à la télévision. Cependant, ce type d'association n'a toujours pas de forme juridique et fiscale propre ; il s'est constitué jusqu'à présent et continue à se constituer surtout sous la forme de coopératives, et ce pour un ensemble de raisons faciles à deviner, qui vont, dans chaque cas, de la responsabilité limitée des membres à la possibilité d'obtenir les facilités prévues en faveur des investissements.

Au cours de ces dernières années d'autres motifs sont venus s'ajouter aux précédents : la possibilité, pour les propriétaires non exploitants d'échapper à la situation créée par les lois sur le métayage et sur le fermage , en recourant à la gestion collective. Le fait de n'apporter que le capital, de faire appel à une main-d'oeuvre salariée et de limiter l'accès pour les membres qui n'apportent que leur travail et qui, du reste, en tant que travailleurs, ne se voient pas reconnaître la participation aux bénéfices, crée évidemment une société qui en fait est une société de capitaux, même si elle prend la forme d'une société coopérative et jouit de tous les avantages accordés à cette forme de société.

C'est pour toutes ces raisons que les membres des fusions totales hésitent à communiquer des données précises et détaillées, d'autant plus que ces données, en permettant des estimations économiques, pourraient devenir l'instrument de réglementations futures, fiscales en particulier.

Ceci dit, les données dont nous disposons permettent de formuler les observations suivantes sur la structure et le développement des fusions considérées.

1) Les fusions sont très différentes quant à leurs dimensions, tandis qu'elles révèlent une grande uniformité en ce qui concerne leur production : elles pratiquent surtout l'élevage. C'est là une constatation qui dépasse le cadre des exemples considérés et peut s'étendre à tous les cas connus jusqu'à présent : la quasi-totalité des fusions sont constituées en effet entre exploitations où l'élevage du bétail était et reste l'activité dominante.

2) Les fusions sont de longue durée : comme le montre le tableau 88, elles ont été créées pour une durée de 30 à 60 ans.

Cette constatation a également une valeur générale, assez facile à expliquer, la durée de la société doit être au moins égale à la période d'amortissement des prêts à taux réduit (justement 30 ans).

La fusion ayant la plus longue durée est celle de Rimini - 60 ans - ce qui s'explique par le caractère particulier de cette gestion où les intérêts privés sont très réduits.

Il ne faut pas oublier que Rimini, dans ses grandes lignes, présente sur le plan des structures et de la forme de société, les caractéristiques d'une coopérative d'ouvriers agricoles.

3) Le tableau 88 fait clairement ressortir les différences de statut des membres. On trouve pratiquement deux cas principaux : sont considérés comme membres ceux qui apportent, outre le capital, leur propre travail ; les membres peuvent n'apporter que le capital (capital foncier et capital d'exploitation).

Nous avons déjà mentionné cette particularité dans la première partie, nous n'y reviendrons donc pas. Notons plutôt que les différences de statut des membres ont des conséquences importantes lors de la répartition du revenu.

Les cas considérés couvrent pour ainsi dire toute la gamme des situations que l'on a pu rencontrer à ce jour : on passe d'une situation (Rimini, Airasca, Vigo Lomaso) où tout l'actif de la gestion (produit brut moins charges, y compris le loyer des terres) est réparti entre les membres sur la base des heures de travail fournies, à une situation radicalement différente où le travail des membres est rémunéré exclusivement par un salaire, tandis que le bénéfice net d'exploitation est distribué exclusivement en fonction des apports de capitaux. C'est le cas de Gavasseto et de S. Michele.

Le tableau 88 récapitule les données que nous venons d'exposer.

Nous avons déjà précisé les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible, dans le cas des fusions, de reconstituer la situation des exploitations avant la création de la fusion. Il n'a même pas été possible, sauf pour Rimini, de reconstituer un bilan de gestion, ne fut-ce que pour quelques-unes des exploitations.

D'autre part, Rimini justement est l'exemple le moins significatif parmi les exemples choisis, et ce pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, la fusion en est à ses débuts, étant donné que le premier bilan a été établi au 31.12.1971 et que la gestion avait commencé le 20 avril ; cette fusion est donc en plein démarrage : déjà la superficie d'aujourd'hui ne correspond plus à celle relevée au 31/12/71 ; elle a augmenté d'environ 50 ha.

En second lieu, ces premiers résultats sont conditionnés dans une large mesure par le loyer payé à la propriété, loyer établi par accord entre les parties conformément aux dispositions de la dernière loi, qui récemment, a toutefois été déclarée inconstitutionnelle. Si Rimini devait payer un loyer égal par exemple à celui de Airasca et de Vigo Lomaso, son actif et partant la rémunération du travail des membres se réduiraient d'autant.

En l'état actuel des choses et vu le peu de données disponibles sur les exploitations agricoles, on ne peut que récapituler dans un tableau les indices technico-économiques des gestions considérées et renvoyer à l'annexe pour la description détaillée des divers exemples.

Tableau 88 : Données structurelles des fusions totales considérées

	RIMINI	GAVASSETO	S. MICHELE DI BELEO	AIRASCA	VIGO LOMASO
Année d'entrée en service	1971	1965	1965	1968	1969
Situation géographique	plaine	plaine	haute colline	plaine	haute colline
Orientation de la production	culture de céréales et de betteraves avec cultures fourragères	élevage	élevage	élevage	élevage
Durée de la société (années)	60	40	30	40	30
SAU (1971), ha	273	120	43	70	40
Nombre total des membres dont	35	15	13	11	10
employés dans l'exploitation	32	4	5	4	5
salariés employés dans l'ex- ploitation	-	14	-	-	-
Type de possession	fermage	propriété et fermage	propriété et fermage	propriété	propriété et fermage
Nombre de membres fournissant également leur travail	32	3	5	4	5
Rémunération du travail des membres	salaire + répartition du bénéf. d'exploitation	salaire	salaire	salaire + répartition du bénéf. d'explo- itation	bénéfice d'explo- itation
Rémunération du capital foncier	loyer	suivant le bénéf. d'expl.	suivant le bénéfice d'exploitation	loyer	loyer

Tableau 89 : Indices technico-économiques des fusions totales considérées (exercice 1971)

	RIMINI	Gestions collectives totales de GAVASSETO	S. MICHELE DI BELEO	AIRASCA	VIGO LOMASO
SAU, ha	273	120	43	70	40
UT	20,54	17	5	3,5	5
UT/ha SAU	0,07	0,14	0,11	0,05	0,12
CV tracteur	359		180		175
CV tracteur/ha SAU	1,31		4,18		4,37
Capital machines	54.000.000	18.000.000	16.390.000	12.838.000	20.000.000
Capital machines/UT	2.629.016	1.058.823	3.278.000	3.668.000	4.000.000
Capital machines/ ha SAU	197.802	150.000	381.162	183.400	500.000
Pbc	73.777.286	85.010.642	31.480.217	31.447.000	414.000.000 (6)
Pbc/ha SAU	270.246	709.592	724.349	449.243	-
Pbc/UT	3.591.883	5.000.626	6.296.043	8.984.857	-
Total des charges (1) dont	60.877.618	58.947.837	25.921.747	32.221.571	312.000.000 (7)
Salaires membres	23.630.081	23.456.551 (3)	5.662.992	4.100.000	-
Salaires/UT	1.150.442	1.379.797	1.132.598	1.171.428	-
Revenu d'exploitation	12.899.668 (2)	26.062.805 (4)	5.558.470 (5)	- 774.571	12.000.000 (8)
Revenu d'exploit. /ha SAU	47.251	217.548	127.898		300.000
Répartition du revenu d'exploitation					
Travail	9.578.582	-	-	travail	travail
Réserve	3.321.086	-	-	-	-
Capitaux	-	26.062.805	5.558.470	-	-

- (1) Y compris d'éventuels loyers et intérêts débiteurs (c'est-à-dire les intérêts payés sur les capitaux à crédit) et le travail /des membres au tarif syndical
- (2) Intérêts sur le capital d'exploitation et sur le profit
- (3) Y compris également le salaire des non-membres
- (4) Intérêts sur le capital d'exploitation et sur le profit
- (5) Intérêts sur le capital d'exploitation, sur le capital foncier et sur le profit
- (6) Valeur de vente du bétail
- (7) Comprend l'achat du bétail
- (8) Rémunération de la main-d'oeuvre, intérêts sur le capital d'exploitation, profit.

Les fusions totales en Italie méridionale et insulaire

Pour permettre une meilleure compréhension des formes de collaboration qui ont été réalisées en Italie méridionale et insulaire et des problèmes que l'on s'efforce de résoudre par ces initiatives, il a semblé opportun de présenter dans la partie descriptive de la présente étude les principaux aspects - milieu et aspects sociaux - qui caractérisent l'agriculture de ces régions. On sait en outre que les initiatives réalisées ont été encouragées par les centres d'assistance technique de la Cassa per il Mezzogiorno, qui ont sensibilisé les agriculteurs qui, d'autre part, étaient psychologiquement aptes à accepter et à mettre en pratique, de leur plein gré, les nouvelles solutions proposées.

Toujours dans la partie descriptive nous avons donné, pour 14 cas, les principaux résultats obtenus sur le plan de l'amélioration des structures (tableau 5).

Nous examinerons maintenant plus en détail trois cas : un dans la province de Cagliari, dans la plaine irriguée ; un dans la province d' Isernia, en montagne ; un dans la province d' Agrigente, dans une région de collines.

Origine - Les trois initiatives considérées ont été, comme toutes les autres, encouragées par les centres d'assistance technique de la Cassa per il Mezzogiorno, selon la méthode de l'approche indirecte, c'est-à-dire par des cours, des réunions et des visites d'information des agriculteurs (1), de façon que l'idée mûrisse chez les intéressés. Les trois initiatives ont bénéficié d'importantes subventions à fonds perdus dont le montant est indiqué au bas des bilans.

L'initiative de Cagliari a été réalisée sous forme de société simple ; celle d' Isernia l'a été sous forme de coopérative ; celle d'Agrigente, créée sous forme de société simple, a été transformée par la suite en coopérative.

(1) Il est intéressant de noter que, sur l'initiative du service d' Assistance technique de la Cassa per il Mezzogiorno, les membres de la gestion collective font un stage de formation auprès d'organismes analogues à l'étranger, par exemple dans des pays européens, aux Etats-Unis ou en Israël ; de même, des agriculteurs de pays étrangers sont accueillis par les gestions collectives méridionales et participent à toutes les activités de celles-ci. Ces échanges ont des effets psychologiques importants et déprovincialisent l'agriculteur méridional qui s'ouvre à des perspectives tout-à-fait nouvelles.

Le cas de Cagliari représente une des formes de collaboration décrites qui ^{ne} vont pas jusqu'à la véritable gestion collective : il s'agit dans ce cas d'agriculteurs qui, voulant cultiver des agrumes, ont prélevé une partie des terres qu'ils possédaient et ont constitué une société, en groupant ces terres pour pouvoir appliquer, comme s'il s'agissait d'une grande exploitation unique, des mesures d'amélioration foncière concernant non seulement les plantations d'arbres fruitiers, mais également l'irrigation, pratiquée de façon systématique et rationnelle. Il y a donc collaboration pour l'amélioration et la transformation et indépendance sur le plan de la gestion. (Chacun reste propriétaire de ses terres plantées en agrumes, supporte les dépenses correspondantes et perçoit les revenus correspondants).

Il n'est toutefois pas exclu que dans ce cas également cette société simple se transforme en coopérative et débouche sur une véritable gestion collective.

A Isernia et à Agrigente, la gestion collective a amorcé une profonde modification de la production, qui s'est orientée vers l'élevage.

En ce qui concerne les autres aspects socio-psychologiques des cas étudiés, nous nous référerons aux cas d' Isernia et d' Agrigente ; le cas de Cagliari, en effet, pour des raisons que nous préciserons par la suite, ne peut fournir d'indications qui présentent un intérêt particulier.

Pour les fusions d' Isernia et d' Agrigente, auxquelles s'appliquent les indications générales déjà fournies dans la première partie de la présente étude, les tableaux correspondants indiquent la composition des familles et le degré de parenté des membres avec le chef de famille, ainsi que la répartition des personnes composant la famille par classe d'âge et niveau d'instruction.

Position des membres dans les organisations

Il faut ajouter que les membres des deux coopératives, individuellement ou par l'intermédiaire de la société, font partie de coopératives, à savoir :

- Isernia : coopérative de crédit et d'assistance mutuelle, fromagerie coopérative ; organisme de prêt pour le bétail ;
- Agrigente : coopérative de service, comptant 90 membres, qui s'occupe de l'achat de produits utiles à l'agriculture, de la vente du lait et qui est en train de créer un marché aux bestiaux.

Tableau 90 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction (1)

ISEPNIA

	Total			Analphabètes			Scolarisés (2)			Diplôme de fin d'études pri- maires			Diplôme de fin d'études secon- daires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secon- daires			Diplôme universitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	4	-	4	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	5	6	11	-	-	-	-	-	-	5	6	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 - 50	7	6	13	3	3	6	-	-	-	3	3	6	1	-	1	-	-	-	-	-	-
51 - 65	6	8	14	4	8	12	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	2	1	3	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres + de 75 ans	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les membres et les individus d'âge non scolaire

(2) Sont considérés comme scolarisés ceux qui sont allés jusqu'à la 3^e année primaire

Tableau 91 : Composition des familles et situation des membres en fonction de leur degré de parenté avec le chef de famille
ISERNIA

	Cf.	Mari	Femme	Père	Mère	Fils	Fille	Autres (2)		Total		H + F
								H	F	H	F	
Membres	13	-	2	-	-	1	-	-	-	14	2	16
Non-membres	3	-	12	-	1	8	7	-	2	11	22	33
Total	16	-	14	-	1	10	7	-	2	26	24	50

(1) La situation des autres personnes composant la famille est toujours fonction du degré de parenté avec le cf.

(2) Autres membres de la famille, ascendants, descendants, collatéraux.

Tableau 92 : Répartition des personnes composant la famille des membres en fonction de leur âge et de leur niveau d'instruction (1)
AGRIGENTE

	Total			Analphabètes			Scolarisés (2)			Diplôme de fin d'études pri- maires			Diplôme de fin d'études secon- daires du 1er cycle			Diplôme de fin d'études secon- daires			Diplôme univer- sitaire		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0 - 5	3	5	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - 13	1	4	5	1	-	1	1	1	2	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 - 17	2	2	4	-	-	-	-	-	-	2	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 - 30	11	6	17	1	1	2	4	-	4	5	4	9	1	-	1	-	1	1	-	-	-
31 - 50	4	2	6	-	-	-	1	2	3	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
51 - 65	3	2	5	1	-	1	2	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
66 - 75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 75 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les membres et les individus d'âge non scolaire

(2) Sont considérés comme scolarisés ceux qui sont allés jusqu'à la 3^e année primaire

Tableau 93 : Composition des familles et situation des membres en fonction de leur degré de parenté avec le chef de famille
(1)

AGRIGENTE

	Cf.	Mari	Femme	Père	Mère	Fils	Fille	Autres (2)		Total		H +
								H	F	H	F	F
Membres	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	9
Non- membres	-	-	8	-	-	15	13	-	-	15	21	36
Total	9	-	8	-	-	15	13	-	-	24	21	45

(1) La situation des autres personnes composant la famille est toujours fonction du degré de parenté avec le cf .

(2) Autres membres de la famille, ascendants, descendants, collatéraux.

Femmes et enfants

Les femmes veulent que leur compétence soit mieux utilisée et les coopératives ont l'intention de développer des activités permettant une utilisation rentable de la main-d'oeuvre féminine. La fusion d' Isernia envisage la construction d'une porcherie de 800 têtes de bétail qui sera confiée aux femmes. La coopérative d' Agrigente a commencé un petit élevage d'environ 500 dindes qu'elle confiera à deux jeunes filles ; elle envisage l'extension de cet élevage et la création d'une porcherie importante.

En ce qui concerne les enfants, il est encore prématuré de prévoir ce que sera leur attitude, et de savoir s'ils voudront ou non entreprendre une activité agricole dans la gestion collective, de même qu'il n'est pas encore possible de prévoir quelles seront les aspirations des mères - qui ont beaucoup d'importance - pour l'avenir de leurs enfants.

Actuellement, on semble toutefois enregistrer dans l'ensemble un désir de faire travailler les enfants dans l'exploitation.

Deux jeunes qui, l'hiver, émigraient à Rome pour travailler dans des garages fournissent maintenant leur travail à titre permanent à la coopérative d' Isernia; c'est là un fait qui, naturellement, ne peut être considéré comme significatif, mais dont il faut tenir compte pour suivre les développements futurs de cette gestion.

Avantages en faveur des membres

Indépendamment des mesures normales dont jouissent les membres en leur qualité d'exploitants directs, la coopérative d' Isernia a souscrit une police d'assurance en faveur de ses membres, de façon à leur garantir une situation privilégiée en cas de maladie et d'accidents.

Tous les membres des gestions collectives peuvent jouir, à tour de rôle et sur décision du conseil d'administration en ce qui concerne la période, d'un congé de 20 à 30 jours par an.

Le travail des membres

Chaque coopérative a un règlement contenant les dispositions relatives à la gestion et au fonctionnement. Les décisions et l'organisation de l'activité incombent au conseil d'administration ; en ce qui concerne le travail, les tâches sont réparties entre les membres en fonction de leurs goûts et de leurs compétences, ce qui donne lieu à une spécialisation : les uns s'occupent de l'étable, les autres des cultures herbacées, d'autres enfin de la vigne etc.

Aspects économiques

Il faut tenir compte du fait que dans les trois cas considérés le commencement de l'activité est très récent, puisqu'il ne remonte qu'à 1970. Les résultats économiques que nous allons indiquer n'ont donc qu'une valeur purement indicative. Dans le cas de Cagliari, en ce qui concerne la situation de départ on a fait comme si les terrains apportés par les 18 membres constituaient une exploitation unique de 209 ha ; connaissant la répartition des superficies, la production unitaire et les prix nous avons pu déterminer le produit brut commercialisable. Pour les charges, en revanche, faute des éléments nécessaires au calcul, nous avons dû procéder à une estimation.

Le produit brut commercialisable, les charges et le produit net d'exploitation qui seront réalisés lorsque la plantation d'agrumes entrera en production sont le résultat de prévisions basées sur la connaissance que nous avons des capacités de production et des coûts des plantations d'agrumes dans la région. Le Pbc devrait passer de 41.780.000 L à 140.851.400 L et le produit net d'exploitation de 30.457.620 L à 96.297.200 L. Le produit net d'exploitation n'a pas été ventilé, en particulier parce qu'il n'a pas été possible de déterminer le nombre d'unités de travail utilisées avant et après la plantation des agrumes.

Les exploitants et les membres de leur famille travaillaient auparavant dans leurs exploitations sur des terres apportées à la société^{et}/il est impossible de déterminer quelle fraction de leur travail ils consacraient à ces terres. Pour la plantation et une fois les arbres plantés ils ont continué à travailler, selon les besoins, en partie dans leurs exploitations et en partie dans la plantation d'agrumes qui, lorsqu'elle entrera en production absorbera une plus grande quantité de main-d'oeuvre qu'actuellement. Puisque les exploitants et les membres de leur famille maintiennent leurs activités agricoles individuelles et que le travail fourni dans la plantation d'agrumes est pour ainsi dire "fluctuant", en ce sens qu'il n'est pas permanent et que ce ne sont pas nécessairement les mêmes personnes qui l'effectuent, il ne semble pas que l'on puisse relever pour le moment, dans le cas de Cagliari, des aspects socio-psychologiques d'un intérêt particulier.

Les fusions d' Isernia (16 membres) et d' Agrigente (9 membres), considérées dans les bilans (voir annexe) comme des exploitations individuelles, même dans la situation antérieure à la gestion collective , en sont à la première année du processus de conversion à l'élevage qui est très long. L'élevage dans la fusion d' Isernia consiste principalement dans la production de lait et, à un moindre degré, dans celle de viande ; dans la fusion d' Agrigente c'est la production de viande (veau) qui prédomine ; la production de volaille a également une certaine importance.

La superficie de la fusion d' Isernia, qui est de 107 ha, est restée inchangée, celle de la fusion d' Agrigente a notablement augmenté après l'entrée en service de la gestion collective : elle est passée de 86.13.70 ha à 206.04.79 ha ; il s'agit de terres louées à bail, selon une forme particulière de fermage temporaire : en premier lieu, ces terres ne sont pas toujours les mêmes ; elles sont cédées à la gestion qui les utilise pour la production de fourrages et les restitue aux propriétaires déjà prêtes pour la culture du blé ; la préparation de la terre, l'apport d'engrais, les semences représentent le loyer payé par la gestion collective pour l'utilisation temporaire de ces terres. Il faut noter que les exploitations d' Isernia et d' Agrigente pratiquent encore la culture non irriguée et que l'on s'efforce de construire des réservoirs permettant de pratiquer, au moins en partie l'irrigation. La charge de bétail est en tout cas destinée à augmenter.

Dans le cas d' Isernia et d' Agrigente également, les charges, dans la situation antérieure à la création de la gestion collective ont été calculées par estimation, puisque les données nécessaires n'étaient pas disponibles.

Dans les deux cas le produit brut commercialisable et le produit net d'exploitation augmentent. Pour Isernia le Pbc passe de 19.497.130 L à 28.540.955 L. Pour Agrigente il passe de 13.383.000 L à 25.603.000 L. Le produit net d'exploitation d' Isernia passe de 11.497.130 L à 15.726.605 L et celui de la fusion d' Agrigente de 7.383.000 L à 12.057.608 L. Toutefois, pour Isernia, les disponibilités réelles tombent de 7.357.130 L à 6.712.605 L, en raison de l'incidence du remboursement des dettes contractées.

Pour la fusion d' Agrigente, par contre, une amélioration aurait été réalisée également en ce qui concerne les disponibilités réelles qui sont passées de 4.331.000 L à 6.607.608 L, malgré les dettes contractées au taux de 9 % du temps où cette fusion était une société simple. Depuis sa transformation en coopérative, cette gestion collective peut également bénéficier de crédits à taux réduit.

Enfin, il convient de parler des parts sociales : pour la fusion d' Isernia elles s'élèvent à 5.000 L par membre ; pour celle d' Agrigente, au moment de la constitution de la gestion sous forme de société simple, chaque membre a versé 2.000.000 L et le capital ainsi formé est resté acquis à la gestion collective lorsque celle-ci s'est transformée en coopérative ; cela explique comment, dans ce cas, il a été possible de procéder à des améliorations et à des achats de stocks pour un montant supérieur à la somme reçue à fonds perdus et à celle obtenue grâce au crédit.

Activités spécialisées

Comme nous l'avons déjà mentionné dans le cours de l'étude , l'activité spécialisée est considérée comme une phase transitoire vers des formes intégrales qui offrent plus de garanties sur le plan économique et juridique. Même si, dans certains cas, ces activités peuvent sembler économiquement plus favorables en raison des revenus élevés qu'elles permettent d'obtenir, dans le cas de la culture des fleurs par exemple, il faut tenir compte des considérations suivantes : - comme il n'y a pas de base foncière commune, dans les cas - fréquents - où il s'agit d'une société simple, le revenu élevé réalisé ne peut être considéré comme un élément positif pour le développement de la gestion collective. Dans ces cas, en effet, on constate facilement des scissions, favorisées par l'absence d'une situation juridique précise à l'origine.

En outre, les activités spécialisées qui se développent dans des limites très étroites, sont sujettes à tous les aléas du marché, pour l'acquisition des moyens de production et pour la vente. Les situations, en en qui concerne les activités spécialisées, peuvent être très différentes. A titre d'exemple, nous citerons le cas d'une société simple située dans la province de Cosenza, qui se consacre à l'aviculture et d'une autre société de la province de Pescara, qui se consacre à la culture des fleurs et pour lesquelles nous disposons de quelques données, mêmes si elles sont sommaires.

La société simple de Cosenza a 48 membres (24 hommes et 24 femmes) ; deux membres seulement se consacrent à l'aviculture et sont rémunéré sur la base des tarifs en vigueur.

Avec une superficie couverte de 2.160 m² , cette société a une production de poules pondeuses dont la valeur s'élève à environ 38 millions de L.

Le bilan fait toutefois apparaître un déficit d'environ 2.000.000 de lires.

La société de Pescara a 12 membres (6 hommes et 6 femmes) dont 8 travaillent dans la serre (4 hommes et 4 femmes) ; ils sont rémunérés sur la base des tarifs en vigueur.

La superficie couverte de la serre est de 5.000 m² ; celle-ci a coûté 4.200.000 L et on y pratique la culture des oeillets. En 1971, le bénéfice d'exploitation a été de 3.400.000 L.

CHAPITRE III

- FACTEURS INFLUANT SUR LE DEVELOPPEMENT DES FORMES DE COLLABORATION

Au sujet de ce chapitre, nous avons souligné à plusieurs reprises dans l'étude la difficulté de passer du cas individuel au phénomène global et surtout d'en tirer des conclusions de caractère général, et ce pour un ensemble de raisons évidentes qui vont de la représentativité des cas à leur projection dans un développement futur.

Ces difficultés n'excluent toutefois pas la possibilité de synthétiser avec une certaine exactitude les facteurs positifs et négatifs qui influent sur le développement des nouvelles formes de collaboration, avant de définir leur importance dans le processus de transformation des structures agricoles.

Notons que dans cette partie de l'étude également, l'examen des phénomènes d'étable collective et de la fusion sera effectué séparément pour l'Italie du Nord et pour l'Italie méridionale et insulaire. Les différences constatées entre les raisons qui sont à l'origine de ces phénomènes et entre les solutions adoptées jusqu'à présent, différences qui ressortent des chapitres précédents, font ressortir l'opportunité de cet examen séparé. Les facteurs internes et externes qui influent sur le développement des formes de collaboration seront classés en trois groupes, conformément aux indications dégagées en son temps et de nature à modifier la répartition initiale en facteurs internes et facteurs externes. Nous aurons donc :

- 1) les facteurs qui sont à l'origine de la collaboration;
- 2) les facteurs qui ont favorisé ou freiné la collaboration;
- 3) les facteurs qui exercent une bonne ou une mauvaise influence sur le groupe.

En fait, ce critère de répartition permet une meilleure classification des divers motifs, même si l'on peut constater une certaine superposition des groupes et notamment du second et du troisième groupes, superposition d'ailleurs inévitable dans tout type de classification en rai-

son du caractère complexe et souvent diffus des phénomènes.

Les étables collectives

1. Facteurs qui sont à l'origine de la collaboration

Internes (attitude des jeunes; rareté des terres disponibles)

Attitude des jeunes - Les jeunes et en particulier les femmes qui restent à la campagne considèrent le travail de l'étable comme un travail trop dur, voire désagréable. C'est ainsi que se transforme, justement au niveau des jeunes, cette tradition séculaire qui avait fait de l'étable le centre de l'exploitation rurale et, d'une façon plus générale de l'exploitation familiale.

Rareté des terres disponibles - Le rapport très faible existant entre la terre à travailler et l'homme - voir par exemple les étables collectives de Reggio Emilia et Modena a favorisé le passage de la main-d'oeuvre à des activités d'un autre genre dès que la possibilité leur en a été offerte et, de ce fait, le transfert hors de l'exploitation d'une activité aussi absorbante que l'élevage.

Externes (raréfaction de la main-d'oeuvre; problème zootechnique)

Raréfaction de la main-d'oeuvre - C'est un processus qui a des causes suivant les zones où ont été créées des étables collectives.

En Emilie (étables collectives de Prato, Massenzatico, Migliarina, Samoggia, Argenta), ce phénomène est dû à l'évolution assez rapide de l'exploitation agricole traditionnelle au cours des 10 ou 15 dernières années. En partant d'une organisation dans laquelle toutes les personnes valides travaillent sur le fond, on est arrivé dans la pratique à l'Ein-Mann-Betrieb, même si le nombre des membres du noyau familial tend à rester constant, du fait de l'équilibre qui s'établit entre le nombre des jeunes qui se marient et restent dans la famille, en exerçant souvent d'autres activités et le nombre de ceux qui par contre quittent la famille. Cette évolution se rencontre partout où il existe un processus de développement économique ambiant, typiquement lié à la création d'activités secondaires et tertiaires, avec les effets qu'elles ont sur les

structures territoriales.

Ailleurs, par exemple dans les régions alpines (Lover), on note par contre une désagrégation des anciennes familles dont les enfants mariés qui exercent une activité extra-agricole tendent à aller habiter sur leur lieu de travail. Cette évolution est due certainement à de multiples facteurs parmi lesquels il faut toutefois attribuer une importance déterminante à la structure de l'emploi dans la région : la rareté des emplois extra-agricoles oblige les habitants à émigrer vers d'autres régions ou à l'étranger.

Il est significatif de noter par exemple que les travaux de construction de l'autoroute du Brenner et des possibilités qu'elle offre (station-service, équipes d'entretien, etc) ont permis, à Lover également, d'enregistrer des phénomènes de navette, beaucoup plus rares auparavant.

Les problèmes de l'élevage bovin dans notre pays - La situation de l'Italie dans ce domaine est bien connue. Quelques chiffres peuvent toutefois aider à mieux comprendre les phénomènes étudiés.

En 1970, les importations de viande fraîche, congelée et préparée, ont dépassé 1.000 milliards de lires, soit une augmentation de près de 20 % par rapport à l'année précédente et un accroissement moyen annuel de 30 % pour la dernière décennie. Pour donner une idée concrète de ce que représentent ces 1.000 milliards, il suffit de penser que la valeur agricole totale de la production nationale de céréales et de plantes industrielles, c'est-à-dire de la production d'un quart de la superficie agricole et forestière de l'Italie, ne suffit pas à couvrir ces importations (1). Sur le plan des exploitations de production, la crise de l'élevage a frappé tout spécialement - et continue à frapper - les petites exploitations rurales dans lesquelles l'élevage était concentré. C'est ce qui explique l'initiative de développer les élevages bovins sous une forme collective qui intéresse les petits exploitants.

(1) V. Patuelli : *Dinamica competitiva dell'allevamento bovino de carne nell'azienda agraria* (Evolution sur le plan de la concurrence de l'élevage des bovins de boucherie dans l'exploitation agricole)
Rivista di Politica Agraria n.4, 1971.

Cette initiative a été lancée ou appuyée ultérieurement par des organisations coopératives et aussi, surtout dans le Trentin et le Frioul, c'est-à-dire dans les régions alpines, par des administrations du secteur de l'agriculture, (Assessorato al agricoltura).

2. - Facteurs qui ont freiné ou favorisé la réalisation des initiatives

Facteurs internes de freinage - Il n'y en a pratiquement qu'un seul : la méfiance du paysan à l'égard d'une innovation qui d'ailleurs aurait entraîné l'élimination quasi-totale de l'étable, c'est-à-dire du centre, comme nous l'avons dit, de l'activité rurale traditionnelle et partant d'un mode de vie.

Méfiance difficile à combattre, même si le mode de vie change rapidement et si tous sont convaincus du niveau peu élevé de la rémunération de leur propre travail, du caractère très discutable des conditions techniques et sanitaires dans lesquelles l'élevage est pratiqué et des rendements peu élevés qui en découlent ainsi que des contraintes qu'impose de toute façon l'élevage pratiqué dans l'exploitation.

Deux faits illustrent tout particulièrement cette attitude psychologique :

- 1) la création d'un étable collective, même dans des régions où la coopération est très développée, en ce sens que la quasi-totalité des paysans sont membres de diverses organisations coopératives (caves, fromageries collectives, entrepôts de fruits), a toujours exigé plus d'une année de travail préparatoire, sous forme de réunions fréquentes le soir, en de nombreux points, auxquelles assiste un petit nombre de personnes à la fois, puis d'assemblées générales etc.

Et malgré tout cela, lorsque la création de la coopérative est décidée avec 40 ou 50 adhésions, souvent celle-ci ne peut fonctionner dans la pratique parce qu'au moment de la signature les membres se retrouvent à 4 ou 5. Il arrive aussi que la coopérative soit créée avec un nombre de membres inférieur au nombre des adhérents au stade initial.

- 2) Une fois l'étable collective créée et en service, les membres n'ont supprimé leur étable individuelle que lorsque des statuts les y obligeaient.

Ce phénomène a été clairement mis en lumière dans la partie B; il est évident que le maintien de l'étable individuelle, plusieurs années après l'entrée en service de l'étable collective, ne cadre pas parfaitement avec ce qui a été considéré partout comme un motif important de la réalisation de l'étable coopérative, à savoir la suppression d'une activité pénible.

Facteurs internes favorables - C'est essentiellement l'ouverture des agriculteurs au système nouveau, une attitude favorable à la collaboration.

L'importance de l'élément personnel dans ce genre de collaboration est universellement reconnu. On ne peut cependant oublier que ce facteur interne, lié à la personnalité des individus, met en cause toute la situation du milieu dans lequel vit l'individu et les facteurs capables de modifier cette situation dans le sens voulu; c'est-à-dire le cas présent, dans le sens d'une attitude favorable à ces formes de coopération, si différentes quant au fond des formes sous lesquelles ce phénomène s'est manifesté jusqu'à présent.

Facteurs externes de freinage (attitude des organisations officielles, financement, niveau d'instruction des agriculteurs, connaissance de la coopération, mode de faire-valoir.

Attitude des organisations politiques et professionnelles

Dès leur apparition, les étables collectives ont rencontré une grande hostilité de la part de diverses organisations. Une analogie présumée entre les étables collectives et les kolkhozes et la crainte précisément que l'étable collective n'ouvre la voie à une collectivisation de l'agriculture du type soviétique, ont été les raisons psychologiques les plus souvent invoquées pour combattre dans la pratique les étables collectives.

Ce n'est pas sans raison qu'à un congrès réuni à Bolzano en décembre 1965 et consacré au développement et aux problèmes des étables collectives en milieu alpin, un des rapporteurs a éprouvé le besoin de préciser clairement la différence entre étables collectives et kolkhozes, afin d'éviter toute confusion possible en la matière (1).

L'opposition la plus farouche aux formes de coopération ou d'une façon générale de mise en commun dans le secteur de la production a été jusqu'à présent celle de la Coldiretti. Et derrière la Coldiretti, on devine les liens qui l'unissent à la Federconsorzi, opposée elle aussi à ces nouvelles formes de coopération, à la fois pour des raisons pour ainsi dire constitutionnelles (2) et pour des raisons plus fortuites, liées à l'activité commerciale de cet organisme. D'une façon générale, en effet, la coopération au niveau de la production, là où elle est réalisée, s'accompagne de formes d'organisation pour l'achat des moyens de production et la commercialisation des produits, qui tendent à se dissocier du réseau de la Federconsorzi.

L'opposition s'étend donc à de puissants groupes de pression, soucieux de protéger les intérêts corporatifs. Malheureusement, ces groupes exercent leur action aussi bien dans les centres de décision publics (ministère de l'agriculture) que dans les partis (démocratie chrétienne) et s'efforcent de neutraliser les initiatives qu'ils n'apprécient pas ou de leur faire obstacle. C'est ce qui s'est produit précisément pour les étables collectives à l'origine.

Le fait en outre que depuis le début du mouvement et dans certaines régions l'organisation des coopératives de gauche (Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue - Ligue nationale des coopératives et mutuelles) ait été et soit encore particulièrement active dans la création des étables collectives a accentué l'hostilité "officielle" à l'égard de ces formes de

-
- (1) Hubert Prantner Le attuali forme di organizzazione delle stalle sociali (Les formes actuelles d'organisation des étables collectives) dans "Congrès sur les étables collectives et leurs coûts de production dans le secteur de l'élevage", organisé par la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Bolzano, le 11 décembre 1965.
- (2) Voir l'étude de Jean Meynaud et sa conclusion sur la Coldiretti et la Federconsorzi qu'il considère comme "deux éléments d'un pouvoir unique" (J. Meynaud, Rapport sur la classe dirigeante italienne, Etudes de science politique, 9 Lausanne 1964 Trad. italienne éditée par Giuffré, Milano, 1966).

coopération, hostilité qui s'est également manifestée dans la pratique par des discriminations ouvertes, en particulier dans l'octroi des crédits, et ce sont naturellement les paysans qui ont fait les frais de discriminations, la gestion de l'étable ayant dû supporter des intérêts très élevés. En effet, pour payer les immeubles et les équipements nécessaires, les coopératives ont emprunté dans une large mesure sur le marché financier, à des taux de 9 à 9,20 %. Les exemples de Migliarina, Prato et Massenzatico (premier lot) en sont la preuve.

Financement - C'est un problème très complexe qui présente des aspects multiples : qui vont du critère selon lequel le financement est accordé - critère qui peut avoir un effet discriminatoire (comme on l'a vu par le passé), au montant du financement en passant par la bureaucratie qui entoure le financement et qui se traduit par une extrême lenteur de la procédure et un décalage entre le paiement des tranches suivantes de crédit et l'état d'avancement des travaux.

A ce propos, une discussion sans fin oppose ceux qui estiment que les coûts de construction d'une étable collective (hangars, installations et équipements divers) semblent disproportionnés à ceux qui considèrent en revanche que, d'une façon générale, ils sont justifiés, ce qui ferait apparaître comme non fondés les paramètres de coûts utilisés par le ministère de l'agriculture.

Le chapitre II, partie B, montre dans la pratique, malgré les différences existant d'un cas à l'autre, le niveau généralement très élevé des immobilisations, qui se traduit naturellement par un niveau élevé de financement.

Sans entrer dans les détails - ce qui sortirait du cadre de la présente étude - il convient de souligner que, dans le cas des étables collectives, ce sont toujours des étables neuves qui sont construites, sans installations préexistantes (énergie électrique, installation hydraulique, viabilité, existence d'anciens bâtiments consacrés à l'élevage etc ...).

Tous les coûts relatifs à ces travaux destinés à compléter les installations et à assurer les services doivent donc être supportés par l'étable collective, en même temps que le coût d'achat du terrain.

Niveau d'instruction des agriculteurs - L'importance du niveau d'instruction pour le développement d'un pays est un fait acquis.

La situation existant à cet égard dans les campagnes italiennes est notoirement mauvaise.

Les ²exemples cités font ressortir le type de formation scolaire qu'ont généralement reçu les agriculteurs : dans le meilleur des cas, les agriculteurs âgés ont fait quelques années d'études primaires; la génération du milieu a atteint la cinquième année primaire; les jeunes, en revanche, tendent à prolonger leur scolarité jusqu'à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires. Mais ce sont ensuite ceux-là qui en général abandonnent l'activité agricole.

Le fait que l'exode affecte précisément les jeunes permet de déduire le nombre de ceux qui reviennent à l'analphabétisme sur le plan national.

Il est évident que cela entrave beaucoup la compréhension des problèmes modernes qui se posent dans l'agriculture, depuis la compétitivité jusqu'à la transformation des structures en passant par l'intégration.

Connaissance de la coopération - Pour le problème qui nous occupe, la situation est aggravée en Italie du fait de l'absence de centres de recherches autonomes à un niveau élevé, sur le mouvement coopératif.

Il n'existe par exemple aucun institut universitaire de ce genre. Il faut ajouter que dans ce domaine, l'enseignement officiel n'a pas fait beaucoup pour aider à comprendre la nature des problèmes que posent ces formes de collaboration et leur perspectives; non seulement il n'y a pas eu d'approche sociologique du problème, sur une grande échelle, comme l'a fait la France pour la politique de promotion des "groupements" et comme le rappelait l'expert français de ce groupe d'étude; il n'y a pas non plus de chercheur qui, avec l'autorité et le prestige d'un Otto Schiller dans la République fédérale d'Allemagne, ait été en mesure de reconnaître que "... la coopérative agricole de gestion n'est pas une trouvaille des communistes, qu'elle est apparue dans de nombreux pays bien avant que la Russie se donne un régime communiste, c'est-à-dire avant la Révolution d'octobre 1917. Ce serait donc une erreur

de rejeter par principe les formes de coopération telles que les coopératives de gestion en invoquant des raisons politiques et idéologiques, de même que ce serait une erreur de considérer leur introduction comme un pas dangereux dans la voie d'une structure socio-économique de type communiste" (1).

Cette situation a naturellement eu et a encore des répercussions négatives sur l'information, sur le comportement, sur la discussion politique même, dans la mesure où les choix sont faits d'avance et où les conditions requises pour amener un milieu à s'ouvrir à des perspectives et à des solutions nouvelles comme celles des coopératives de production font défaut.

Modes de faire-valoir - La forte incidence dans certaines régions du métayage et même du fermage fait obstacle au développement de ces formes de collaboration. En ce qui concerne le fermage par exemple, il n'existe dans la législation italienne aucune disposition qui permette aux fermiers de s'affilier à une gestion collective, sans l'accord du propriétaire. Ce n'est pas par hasard que, comme on l'a constaté au chapitre II de l'étude, dans les étables collectives les fermiers représentent une minorité de la base sociale.

Facteurs externes favorables (attitudes; influence du milieu)

Attitudes : - Par opposition à ce que nous avons dit jusqu'à présent, il est évident que la présence active d'organisations coopératives et professionnelles favorables à la coopération au niveau de la production est un des éléments fondamentaux qui favorisent le développement de ces formes de collaboration.

A cet égard, la "géographie politique", si l'on peut s'exprimer ainsi, est très claire.

Les partis de gauche sont favorables à ces formes de collaboration, ainsi qu'une partie de la coopération d'inspiration catholique, surtout là où elle apparaît la plus dissociée de la Coldiretti, en général, les clubs 3P.

(1) O. Schiller Kooperation und Integration in Landw. Produktionsbereich - D.L.G. - Verlag Frankfurt/M, 1970.

Dans ces deux derniers cas, la présence de fonctionnaires et de cadres convaincus de la nécessité de structures nouvelles dans l'agriculture a une influence déterminante.

Pour la gauche, il s'agit d'un programme - et d'une action politique par conséquent - qui consiste à défendre le phénomène de mise en commun - partiel et surtout total - des exploitations familiales, par opposition à un agrandissement des exploitations individuelles.

Ces créations ont toutefois un caractère fortement idéalisé, et leurs paramètres ne tiennent pas toujours compte de la réalité. Même si la situation actuelle fait apparaître des signes incontestables d'amélioration par rapport au passé, il ne fait cependant aucun doute qu'il subsiste encore de nombreux éléments discutables dans les thèses avancées.

Ouverture d'esprit en milieu rural - A ce propos, on a toujours trouvé et on trouve encore l'attitude décrite à la page 178, paragraphe 1 qui fait qu'il y a souvent un décalage entre une position favorable de principe et une adhésion personnelle et concrète.

Influence du milieu - C'est-à-dire présence d'un secteur "non-agricole" qui risque d'entraîner des phénomènes durables d'évolution dans la structure démographique, la structure de la production, de l'emploi etc ... Ceci nous amène à considérer les rapports entre la ville et la campagne.

3. - Facteurs exerçant une bonne ou une mauvaise influence.

Dans la pratique, ce sont les facteurs qui conditionnent le développement des étables collectives, tant dans le sens de l'accroissement de leur nombre qu'en profondeur, dans la mesure où cette forme de collaboration est celle qui répond le mieux, en termes de revenu, à l'attente des sociétaires.

Facteurs externes ayant une mauvaise influence (financement, main-d'oeuvre qualifiée, marché)

Financement - voir page 181

Manque de main-d'oeuvre qualifiée - Il est difficile de trouver du personnel qui soit à la hauteur de sa tâche. De plus, cette main-d'oeuvre coûte très cher. Dans les étables des membres la main-d'oeuvre ne constituait pas un poste de dépenses; dans des étables collectives, la main-d'oeuvre doit être payée tous les mois. Le passage de l'exploitation individuelle à la nouvelle étable collective pose à cet égard un problème important, de nature à susciter de grandes hésitations en milieu rural, surtout dans certaines conditions. Il est possible en effet que le membre traverse des périodes de chômage (ce cas existe parmi ceux que nous avons décrits : lorsque par exemple le membre est trop âgé pour se consacrer à une activité extra-agricole et où l'exploitation - ou la composition de la famille - ne se prête pas à des reconversions de la production -), mais doit être rémunéré dans le cadre des coûts de main-d'oeuvre de l'étable.

Notons que ce fait - c'est-à-dire l'introduction nécessaire dans l'étable collective d'une main-d'oeuvre salariée et la charge économique qui en résulte - apparaît comme un facteur négatif également dans d'autres pays.

La Fédération des coopératives agricoles danoises (De Samvirkende Danske Andelsselskaber) l'a tout particulièrement souligné en se fondant sur son expérience.

Voici ce qu'elle a communiqué à ce propos : ... When we must state that all but one of the cooperative cow-sheds are closed it is not because the return on the cooperative sheds is comparatively worse than the ones on the private sheds.

But the cooperative sheds are, however, based upon hired manpower, while the work in the private sheds in most cases is carried out by the farmer and his family, who are prepared to face a smaller income for their work than is the hired man", (si nous devons constater que toutes les étables coopératives, sauf une, sont fermées, ce n'est pas parce que le revenu de l'étable coopérative est comparativement moins bon que celui de l'étable individuelle. C'est que les étables coopératives sont basées sur le recrutement de main-d'oeuvre, tandis que le travail dans les étables individuelles est le plus souvent effectué par le fermier et sa famille qui acceptent une

rémunération de leur travail inférieure à celle qu'exige le travailleur salarié)!" (Communication du 10.10.1969).

Difficulté de trouver du bétail - Cela vaut naturellement pour les étables collectives qui se consacrent à l'élevage de bétail de boucherie. Etant donné la situation de l'élevage en Italie, l'achat de lots importants de veaux à l'engrais pose un problème qui s'aggravera avec le temps.

Besoins élevés en capital d'exploitation et en capital fixe

Il suffit de songer à la différence entre le capital bétail que possèdent les exploitations des membres avant la création de l'étable collective et le capital bétail de ces étables. Il suffit de songer au montant des investissements en immeubles. Ces deux éléments ressortent clairement des données figurant dans l'analyse des ^eexemples. Les coûts en capital, sous la forme de quotes-parts destinées à compléter le capital bétail sont donc importants : on a vu dans quelle mesure ils absorbent le produit réalisé par l'étable. Si l'on tient compte ensuite de la nécessité de recourir au crédit et des conditions de ce crédit, on comprend comment, dans la pire des hypothèses - malheureusement fréquentes - il faut consacrer à l'amortissement de la dette une bonne partie du revenu.

Coûts de gestion élevés

On a vu les chiffres qu'atteint le simple achat d'aliments et de fourrages sur le marché; le coût de la main-d'oeuvre qui normalement ne dépasse pas 8 à 11 % du produit, peut en absorber 20 % de plus. Ces coûts de gestion élevés sont dus essentiellement à d'autres facteurs défavorables comme :

L'absence de direction - Sur le plan technique et sur celui de la gestion. Cela a eu naturellement et a encore des conséquences très graves tant sur le financement de l'étable que sur les rapports de celle-ci avec les exploitations des membres.

On déplore notamment l'absence d'une recherche consacrée à l'expérimentation des structures les mieux adaptées aux divers milieux et aux diverses orientations de la production, ce qui a entraîné des carences graves dans l'organisation du travail, l'absence de plans financiers corrects, qui tiennent compte des conséquences du manque de crédits ou du retard avec lequel ils sont accordés et des charges que doit de ce fait supporter la

gestion et la non-existence de techniques d'alimentation adéquates et, partant, d'une orientation appropriée des cultures fourragères.

Le manque de direction constitue un grand handicap pour les étables collectives, qui est imputable en général à la rareté de l'élément technique dans les campagnes italiennes. Dans certains cas, toutefois, il est lié aussi au climat "politique" dans lequel ont été créées ces coopératives et auquel nous avons fait allusion aux pages 179 et suivantes.

Il est curieux de noter que ce second facteur est plus sensible justement dans les régions économiquement les plus développées (Emilie par exemple). Peut-être parce que le choc politique frontal a été plus violent dans ces régions, entraînant un climat de lutte dans lequel ce qui comptait, c'était la capacité de pénétration des masses rurales et d'emprise politique sur elles.

Il est évident que dans une situation de ce genre le technicien, le manager n'avaient guère leur place.

Sous ces aspects naturellement, l'absence de direction devient une conséquence de facteurs externes à l'étable collective.

Actuellement, la situation a certes beaucoup changé, mais les conséquences sont difficiles à éliminer et le technicien est malheureusement encore un élément trop marginal.

Manque de contacts, d'échanges d'expériences entre les diverses réalisations, non seulement entre les régions, mais même à l'intérieur d'une même région. C'est tout récemment seulement que des efforts ont été entrepris pour lutter contre cette situation si peu compréhensible.

Rapports avec les exploitations des membres - Les analyses élaborées au chapitre II montrent que dans la quasi-totalité des cas et malgré les hypothèses du départ, les rapports qui se sont instaurés entre les exploitations agricoles des membres et l'étable collective n'ont pas été au-delà de l'engagement de fournir du fourrage à l'étable collective.

Dans ces conditions, l'étable collective évolue facilement comme un organisme indépendant, qui perd ainsi la possibilité - qui devrait en fait constituer son véritable fondement - de devenir le centre d'une restructuration des exploitations associées, avec la participation des membres aux différentes phases de la gestion.

Les exemples de Migliarina, de Prato, de Massenzatico et même de Lover sont très intéressants à ce sujet : les exploitations agricoles s'orientent vers la viticulture ou accentuent leur spécialisation dans l'arboriculture fruitière, tandis que l'exode des jeunes est facilité. Un grand nombre de membres avaient déjà précisément renoncé à l'élevage. En tout état de cause, le revenu des ménages se compose essentiellement de la vente du raisin et des fruits et d'apports extra-agricoles, tandis que le prix du foin s'ajoute aux recettes des ménages.

A cet égard le cas de l'étable collective de Massenzatico est significatif. Complexe important d'élevage, comptant de 70 à 800 têtes de gros et de petit bétail et doté d'une fromagerie de 20.000 q. de capacité, cette étable a cependant un caractère purement supplétif par rapport aux exploitations des membres.

Evidemment, dans une région comme la Bassa Reggiana, où la viticulture revêt une grande importance et où le part-time familial joue le rôle d'un facteur d'équilibre dans l'économie rurale, le phénomène n'a pas de répercussions négatives sur le revenu du membre. Il devient cependant tout-à-fait évident là où ces possibilités font défaut.

Il peut être intéressant de rappeler à ce propos les conclusions du Congrès de Bolzano sur les étables collectives, déjà cité page 120.

En ce qui concerne la situation du Haut-Adige, on a souligné que, dans le cas des petites et très petites exploitations où l'élevage n'était plus rentable et où les exploitations étaient spécialisées dans la culture fruitière et la viticulture, la création de l'étable collective aurait dû inévitablement s'accompagner de la création d'activités secondaires dans les environs, relevant de l'artisanat ou de la petite industrie, justement pour éviter les déséquilibres dus à la libération de

main-d'oeuvre (1).

Au cours des interviews effectuées pour la présente étude, les seules critiques qui aient été émises par des membres des étables collectives considérées portaient précisément sur cet aspect, qui a été défini comme suit par un membre de l'étable collective de Lover : "J'y suis et j'y reste parce que je ne peux rien faire d'autre. Mais maintenant je ne crois pas à l'étable collective parce qu'elle élimine l'exploitation agricole".

Les innombrables opinions favorables, presque toutes fondées sur des arguments de ce genre : "Ces étables sont d'une grande commodité même si les revenus sont faibles, parce que les jeunes ne sont pas tributaires de l'élevage et peuvent faire quelque chose d'autre", confirment cette constatation, à savoir la tendance de l'étable collective à se comporter comme une structure relativement autonome par rapport aux exploitations des membres; dans ces conditions, les chances qu'a l'étable collective d'entraîner une amélioration du revenu et des conditions de vie des membres sont dues surtout à des phénomènes de mobilité de la main-d'oeuvre vers des emplois extra-agricoles dont elle permet ou facilite la création. Le président de l'étable collective de Lover affirme : "qu'il n'est pas possible de compter sur l'étable collective comme source de travail : nous augmentons la charge de bétail, nous faisons plus de fourrage, nous travaillons davantage. Il faut la considérer sous d'autres aspects qui sortent des limites traditionnelles de l'exploitation agricole".

Il est évident que cette caractéristique a de nombreux côtés positifs, mais il est tout aussi évident qu'elle présente des aspects discutables et notamment celui de favoriser un mécanisme par lequel, dans certains cas, où les exploitations agricoles n'offrent pas d'autres possibilités à la main-d'oeuvre, l'activité agricole est exercée dans l'étable collective par des personnes qui n'ont d'agricole que la propriété.

(1) Peter Hormann, Impressioni e deduzioni sulla visita fatta a stalle sociali nel Friuli e a Reggio Emilia. Atti del Convegno citato, Bolzano 1965.

Dans ce cas les exploitations individuelles ne sont plus des entreprises, étant donné qu'elles ne peuvent plus opérer des choix autonomes et restent de simples étendues territoriales, subordonnées au programme de la véritable entreprise qui est précisément l'étable, laquelle pourrait continuer à s'appeler collective, mais qui est composée de membres qui ne sont plus des producteurs agricoles. Naturellement il s'agit là d'une évolution-limite, mais cette évolution est possible, comme le démontrent les efforts tentés actuellement pour insérer l'étable collective dans des programmes plus vastes de réorganisation des exploitations en redonnant par conséquent à ces formes de collaboration leur sens le plus large dans le processus de transformation des structures agricoles. Nous le verrons au point D.

Facteurs externes ayant une influence favorable - Ce sont essentiellement les facteurs positifs externes que nous avons eu l'occasion de rappeler, à savoir :

- l'attitude favorable des diverses organisations politiques, administratives et professionnelles;
- la sensibilité du milieu à la coopération : ce n'est pas un hasard si les régions où les étables collectives se sont le mieux implantées sont celles où la tradition coopérative est la plus ancienne, c'est-à-dire l'Emilie-Romagne, la Vénétie, le Trentin et le Frioul (1).
- les facteurs de développement économique, avec les modifications qu'ils ont subies au niveau de l'emploi, à la production et à l'existence d'infrastructures. A cela s'ajoutent :
- les effets de la législation. En Italie, la petite réforme des coopératives instaurée en janvier 1971 a comporté une série de mesures, certainement favorables aussi à ces initiatives, surtout dans les cas où les membres peuvent effectuer un apport financier sous la forme de dépôt à la coopérative;

(1) Pour montrer encore une fois l'extrême complexité du phénomène, il faut signaler que dans d'autres régions où la coopération peut également se prévaloir de lointaines origines et de multiples réalisations - le Piémont et le Haut-Adige - les étables collectives sont en revanche peu répandues.

- cette forme de collaboration constitue une solution de rechange à l'intervention des pouvoirs publics, qui permet de dépasser la politique des mesures d'encouragement et des interventions fractionnées, caractéristique des Plans verts appliqués jusqu'à présent, pour passer aux interventions programmées permettant des réalisations économiques, de type agricole et industriel, dans les différentes zones.

Ce facteur se rattache à ce que nous avons dit au point précédent, à propos des rapports avec les membres, et sera repris dans la partie D de l'étude.

Les fusions totales

En général, ce que nous avons dit des étables collectives en ce qui concerne les facteurs positifs ou négatifs qui influent sur les diverses phases de la vie du groupe peut être étendu aux fusions. Naturellement il est nécessaire d'insister sur certains facteurs et d'en introduire d'autres.

C'est ainsi que, compte tenu de l'expérience tirée des cas considérés et d'autres bien connus, on peut insister, pour les fusions totales, sur l'importance des facteurs suivants dont l'action sur le groupe sera favorable ou non selon le sens dans lequel ils s'exerceront.

Facteurs externes (crédit, règles relatives au fermage, dispositions juridiques en matière de coopération; aptitude à maintenir les jeunes dans l'agriculture; réseau d'assistance efficace et ramifié; adjonction aux groupes de services collectifs et de structures de commercialisation).

Crédit : il faut un système de crédit décentralisé et fonctionnel, qui garantisse ces processus de restructuration, un système notamment qui dépasse le régime actuel des garanties foncières, en mettant davantage l'accent sur la gestion et sur l'entreprise. Notons toutefois que sous cet angle également une attitude favorable des nouvelles autorités régionales pourrait faciliter les choses : la région pourrait par exemple accorder sa garantie aux propriétaires exploitants groupés. Cela pourrait se faire prochainement dans l'Ombrie et le Trentin : dans le Trentin même, qui est une région à statut spécial, une loi de ce genre devrait entrer en vigueur à partir du 1er janvier 1972.

Règlementation du fermage - Une réglementation du fermage qui permette de maintenir le prix d'utilisation de la terre à des niveaux compatibles avec les besoins de la main-d'oeuvre, d'offrir sécurité et permanence dans l'utilisation des terres par l'entreprise collective, de garantir les petits propriétaires dont l'unique revenu provient justement de la cession à bail de la terre, est un élément d'une grande importance pour l'avenir de ces formes de collaboration dont précisément - au moins dans le cas de l'Italie - le fermage ou la référence au fermage fait partie intégrante.

Dispositions juridiques en matière de coopération - En Italie, les fusions totales, comme du reste les étates collectives, se constituent en quasi-totalité sous la forme de sociétés coopératives à responsabilité limitée. Nous avons déjà signalé que ce choix est certainement influencé dans une large mesure par le fait que seules les coopératives bénéficient d'aides financières particulières. D'autre part, la formule coopérative impose l'observation de règles qui ne facilitent pas la création et la multiplication des groupes. Nous voulons parler surtout des dispositions relatives au nombre des membres et à leurs droits sur le patrimoine.

Nombre des membres - La législation italienne sur les coopératives prévoit pour les coopératives agricoles un minimum de neuf membres (1). Dans le cas des gestions collectives, où il est nécessaire qu'il existe des rapports personnels et de confiance réciproque entre gens qui se connaissent, ce minimum apparaît trop élevé : c'est ce qu'ont du reste reconnu de façon quasi-unanime les intéressés eux-mêmes qui recourent souvent à des artifices pour réaliser le nombre légal de membres : plusieurs membres d'une même famille, par exemple, s'inscrivent comme sociétaires. C'est ainsi que dans la pratique, le nombre des exploitations intéressées à la gestion collective est inférieur au nombre des membres. Cas typique - parmi ceux considérés au chapitre II - celui de la fusion di Vigo Lomaso (Trento).

(1) Sauf pour les caisses rurales où le nombre des membres est de 25.

Actuellement, de nombreuses études et rencontres sont organisées pour arriver à une réforme du Code des coopératives, après la petite réforme de 1971. Il apparaît toutefois difficile d'abaisser le nombre minimum légal de 9 membres : des responsables ont précisément qualifié cette tentative d'impossible avec le Parlement italien".

Droit sur le patrimoine - L'aspiration à ce droit, qui était jusqu'à présent exclu, moins par les articles du Code civil relatif à la coopération que par les réglementations successives de ce qu'on a appelé le "caractère mutualiste de la coopérative", s'affirme plus ou moins parmi les membres des coopératives. Selon l'expérience faite, elle apparaît particulièrement forte parmi les membres des gestions collectives.

Juristes et hommes politiques élaborent actuellement une sorte de compromis en vertu duquel l'indivisibilité pourrait être limitée à la seule réserve légale et aux aides de l'Etat. La dévolution du patrimoine résiduel - en cas de dissolution de la coopérative - devrait cependant continuer à répondre à des objectifs d'ordre coopératif à déterminer par l'assemblée (1).

Jeunes dans l'agriculture - Il est très important pour le développement de l'agriculture - on le sait - de retenir dans ce secteur des éléments jeunes, bien préparés.

Les membres des coopératives et ceux qui s'intéressent en général au problème des gestions collectives, attribuent une grande importance à deux facteurs dans ce domaine : celui que nous venons de voir et qui consiste, même dans la forme coopérative, à reconnaître un droit de propriété sur le patrimoine constitué au cours des années, toujours laborieusement malgré les aides financières, ensuite, la possibilité pour les jeunes de se soustraire à un certain moment à l'autorité paternelle et de disposer librement de l'exploitation. C'est un fait que les fusions totales réalisées jusqu'à présent, et non pas seulement celles que nous avons

(1) Ermanno De crescienco, I principi cooperativi e la riforma organica della Legislazione cooperativa, in "Cooperazione e Società", n. 1, gennaio-marzo 1971. In particolare, pagg. 30-31.

considérées, ont toutes été constituées par des paysans qui jouissaient de cette faculté de disposer de l'exploitation, soit parce qu'ils avaient déjà hérité de leur père, soit parce que leur père était d'accord. Mais les cas de jeunes ouverts à l'idée de groupement et qui ne peuvent la réaliser parce que leur père y est opposé, sont fréquents.

C'est ce qui explique que souvent une solution intermédiaire soit adoptée : ces jeunes prennent à bail des exploitations voisines et sur ces exploitations, ils exercent une gestion collective, en attendant de pouvoir l'étendre également à leur exploitation propre.

La pré-retraite apparaît comme un moyen nécessaire. Ce problème est évidemment très complexe et doit être considéré non seulement dans le cadre des directives communautaires, mais également dans celui de la réforme générale du système des pensions en Italie. En tant que tel, il représente un des principaux facteurs "externes" capables d'influencer le développement des groupes.

Assistance technico-économique - Jusqu'à présent, les cultivateurs qui ont constitué ou sont sur le point de constituer une forme collective de gestion (comme du reste tout autre genre de coopérative) s'adressent, pour toutes les formalités légales, fiscales, etc ... aux organisations coopératives provinciales et régionales qui disposent également de bureaux agricoles, dotés de techniciens à même de fournir une assistance dans les divers secteurs d'activité.

En règle générale cependant, malgré l'activité généreuse qu'exercent ces techniciens, le besoin de conseillers techniques est grand. Si l'on pouvait résoudre le problème qui consiste à doter les cadres de l'agriculture non seulement de connaissances techniques, mais d'une solide formation économique, cela permettrait certainement de développer les groupes tant sur le plan numérique que du point de vue de leur efficacité.

Il peut être intéressant de rappeler l'expérience récente d'une région, l'Ombrie où - comme nous l'avons mentionné au chapitre Ier de l'étude - les gestions collectives se sont développées cette année sur quelque 10.000 ha : dans cette région, les communes, groupées en "comprensori", se sont imposé une taxe de 150 lires par habitant pour constituer un fonds

destiné à payer des techniciens à temps plein, chargés de conseiller les coopératives de gestion en particulier (voir Ière partie page 36).

Ce fait attire à nouveau l'attention sur l'attitude des autorités locales à l'égard de la promotion de ces formes de collaboration.

Adjonction au groupe d'autres services - Une gestion collective n'est pas une création isolée ou une entité qui, grâce à des dimensions physiques et économiques différentes, permet de résoudre automatiquement une fois pour toutes les problèmes d'adaptation et de développement.

Les relations avec le marché au sens le plus large du terme, sont toujours déterminantes. D'où la nécessité que le groupe puisse disposer d'une part de tous les services qui favorisent son autonomie et son aptitude à produire à des coûts peu élevés (protection phytosanitaire et vétérinaire, crédit, formation professionnelle, services techniques spécialisés etc.) et d'autre part de structures collectives de transformation et de commercialisation des produits disposés à se grouper en fédérations au niveau supérieur. Mais sous cet angle également il est évident, comme nous l'avons déjà mentionné à propos des étables collectives, qu'une intervention des pouvoirs publics différente de celle réalisée jusqu'à présent et qui s'étende au problème complexe de l'organisation territoriale, est nécessaire.

Facteurs internes - Les facteurs internes de nature à exercer une influence déterminante sur la formation et le développement des groupes appartiennent essentiellement à deux catégories : les facteurs relatifs à la base sociale et ceux qui concernent l'organisation de l'entreprise.

a) Base sociale

Ce terme couvre naturellement une multiplicité d'éléments qui caractérisent la situation sociale, culturelle et familiale des membres. Les éléments déterminants sont :

- l'âge des membres : dans les fusions considérées, l'âge moyen des membres est inférieur à 40 ans, ce qui est compréhensible : une fusion se réalise avec des personnes qui veulent rester dans l'agriculture et qui recherchent justement dans l'entreprise collective une solution - économique et sociale - aux problèmes qui se posent à elles en tant que producteurs agricoles.

C'est là un trait distinctif des étables collectives telles qu'elles ont été réalisées jusqu'à présent;

C'est là un trait distinctif des étables collectives telles qu'elles ont été réalisées jusqu'à présent;

- les relations sociales : on a vu que dans le cadre d'une fusion, elles sont toujours assez actives. En effet, les membres actifs d'une fusion adhèrent à des organisations professionnelles (Coldiretti, Federbraccianti, Federmezzadri, Alleanza Contadini, Club 3P) souvent à des partis, ils ont des fonctions dans d'autres coopératives, parfois aussi une fonction publique, par exemple dans l'administration communale.

Par contre, ils lisent peu, ce qui est aussi une conséquence du fait qu'ils sont peu familiarisés avec les livres, et leur formation doit toujours être assurée par des cours et l'activité de divers organismes, depuis le Ministère de l'agriculture jusqu'aux organisations professionnelles et coopératives elles-mêmes;

- Structure de la famille : du fait que les membres sont relativement jeunes, ils ont le plus souvent des enfants d'âge scolaire. La scolarité de ces jeunes enfants sera probablement plus longue que celle de leurs parents, et ce naturellement dans le cadre d'un processus général de développement dont l'un des facteurs les plus importants réside dans la prolongation de la scolarité obligatoire.

Il est symptomatique, toutefois, que dans toutes les fusions considérées, les membres reconnaissent justement à l'exploitation collective le mérite de permettre aux enfants la fréquentation de l'école jusqu'aux classes les plus élevées, grâce à l'organisation du travail qu'elle permet et qui fait que le travail des champs ou de l'étable n'est plus imposé aux vieux, aux femmes et aux enfants.

"C'est là notre plus grande conquête sociale," ont dit les membres de la fusion de Vigo Lomaso. Ce seront ensuite ces mêmes enfants qui, lorsqu'ils auront atteint la maturité, choisiront librement leur activité, dans l'exploitation agricole ou ailleurs.

Dans un pays comme l'Italie, où pratiquement cette possibilité de choix n'existait pas jusqu'à il y a quelques années, le fait que l'on commence à raisonner de cette façon est évidemment très important et montre qu'à la faveur des phénomènes de fusion se manifeste

une certaine maturité de jugement, une façon d'aborder l'avenir essentiellement basée sur une prise de conscience de la part des protagonistes, ce qui ne peut manquer d'avoir des effets positifs sur le développement même du groupe et sur sa diffusion;

- Attitude de l'épouse et situation de la femme : c'est un facteur important. L'opinion de l'épouse en effet et son concours apparaissent toujours nécessaires.

A cet égard, on a noté dans les fusions qui correspondent aux exemples du type B-E examinés au chapitre I et dans l'annexe correspondante (c'est-à-dire les fusions entre exploitants directs) des attitudes différentes de celles enregistrées dans les fusions du type A c'est-à-dire les fusions organisées selon le schéma des coopératives d'ouvriers agricoles. Les premières tendant à exclure les femmes de la gestion de l'exploitation en leur redonnant un rôle exclusivement domestique ou en leur ouvrant des perspectives dans des activités extra-agricoles compatibles avec les soins du ménage et l'éducation des enfants : par exemple un travail à mi-temps, une activité indépendante (coiffeuse). On constate en général dans ces fusions le souci que la femme ne s'occupe pas de l'exploitation. Le motif souvent invoqué de la "libération" de la femme du travail agricole couvre souvent, en réalité, cet objectif, d'ailleurs explicitement admis par les membres, même dans des cas comme celui de Vigo Lomaso, où la qualité de membres a été étendue aux femmes de façon à atteindre le nombre minimum légal de neuf membres, nécessaire pour constituer une coopérative. Par contre, les fusions du type de celle de Rimini se comportent de façon tout-à-fait différente : la femme est membre à égalité de droits avec les hommes et fait partie du Conseil d'administration. Il existe cependant une discrimination sur le plan économique, soit sur le plan de la durée de l'emploi ou sur celui de la rémunération du travail, soit sur les deux plans conjointement : la durée annuelle d'emploi des femmes dans les coopératives tend à être inférieure à celle des hommes - dans la pratique elles sont employées au moment de la récolte, de travaux particuliers comme le démariage - ou bien elles sont rémunérées à des tarifs inférieurs.

b) Organisations de l'entreprise

Ce terme couvre un ensemble de facteurs qui vont de la réglementation de l'attribution des tâches à exécuter par les associés à la structuration de l'entreprise en fonction évidemment de la formule juridique adoptée. Nous tiendrons compte essentiellement :

- de l'attribution des tâches : il faut distinguer à cet égard entre les gestions collectives du type A (schéma coopératives d'ouvriers agricoles - exemple de Rimini) et les autres (exemples B - E). Dans les premières, toujours constituées avec un nombre élevé de membres - à Rimini, comme on l'a vu, ils sont 35 (1) - on procède à la constitution d'équipes qui ont la responsabilité des divers secteurs et on tend à créer des groupes spécialisés.

Dans les secondes, en revanche, le principe d'une division du travail ou d'une répartition des tâches est, sinon rejeté, en tout cas très atténué. Il n'a pas en tout cas la faveur des intéressés.

Il faut noter d'autre part que, au moins jusqu'à présent, les gestions collectives se sont constituées entre exploitations qui pratiquaient surtout l'élevage comme seule activité et qui continuent à le faire. Les situations sont donc très uniformes, les membres poursuivent leur activité habituelle et les tâches sont réparties jour par jour. Voir en annexe dans la description de Vigo Lomaso le commentaire du président : "comme dans les vieilles familles de l'ancien temps". Il n'y a donc pas de directeur choisi parmi les membres et rémunéré en tant que tel.

Cela n'empêche naturellement que - au moins dans ces premières réalisations - on trouve toujours un membre doté d'une forte personnalité qui non seulement participe intensément à la solution des problèmes du moment, mais qui également est capable de susciter des adhésions. C'est généralement celui qui a tiré les ficelles - si l'on peut dire - dans le processus de formation du groupe;

(1) A titre de précision, nous rappellerons que les coopératives d'ouvriers agricoles peuvent également avoir des centaines de membres.

- Organisation démocratique : elle apparaît actuellement comme une caractéristique commune des groupes (à l'exception naturellement des cas, heureusement peu nombreux, où l'on se trouve en présence d'une entreprise employant des salariés), qui est d'ailleurs essentiellement favorisée par la solution du type coopératif.

L'égalité des membres, par exemple, est un stimulant essentiel pour la discussion et la critique et, en tant que telle, elle empêche que la situation décrite au paragraphe précédent (présence d'individus dotés d'une forte personnalité etc.) ne se traduise par la domination de groupe par un individu;

- temps libre et congés : dans tous les cas examinés, la possibilité de disposer de congés et de temps libre est appréciée au maximum et ce d'autant plus que, comme il s'agit d'entreprises spécialisées, le calendrier de travail est irrégulier avec de longues périodes de calme - sans qu'il y ait jamais absence totale de travail du fait de l'étable - et des pointes d'activité intense.

Le jour de liberté et la période de vacances ne sont justement rendus possible que grâce à la nouvelle combinaison qui sous cet angle également n'est pas uniquement une question de dimensions, mais une question de structure sociale différente;

- règles statutaires, conditions d'accès et de retrait : nous avons souligné à plusieurs reprises que les gestions collectives ont été constituées en tant qu'entreprises coopératives. Ceci dit, il a cependant été nécessaire d'étudier un type de statuts qui, tout en étant conforme aux dispositions législatives, tienne surtout compte de la nécessité de régler les rapports entre associés et société, de façon à assurer aux initiatives nouvelles la sécurité maximum de fonctionnement. Cela vaut en particulier pour les conditions d'accès et de retrait et pour le choix des investissements;
- conditions d'accès : puisque les membres de ces coopératives sont des propriétaires (les fermiers et les métayers - comme nous l'avons déjà souligné à propos des étables collectives - peuvent difficilement accéder à ces formes de collaboration faute de terres) et, pour la plu-

part, mais non pas exclusivement, des propriétaires exploitants directs, il a été établi :

Premièrement : que la coopérative a un nombre illimité de membres à partir du minimum légal. Le principe institutionnel de la porte ouverte est ainsi garanti.

Deuxièmement : que les rapports entre la société et les associés peuvent être de nature différente suivant les apports.

C'est dire que le membre peut apporter ses terres à la gestion et en même temps son propre travail ou peut n'apporter que ses terres.

Dans le premier cas, il reçoit un salaire et une part du revenu d'exploitation, dans le second il ne reçoit que sa part du revenu d'exploitation.

Il est évident que si la rémunération des prestations des membres salariés ne soulève pas de difficultés particulières dans les rapports entre la société et les membres, il est plus difficile de répartir le revenu d'exploitation entre les titulaires des terres mises en commun. Il faut tenir compte non seulement des superficies, mais également de la qualité et de la nature des terres, des types de culture, des bâtiments, des services etc .

Pour résoudre ce problème, on adopte la méthode de la classification des fonds sur la base d'un pointage établi d'après la situation réelle des exploitations considérées.

Au moment de la constitution des coopératives, et par la suite dans le cas d'adhésions nouvelles, une commission spéciale d'experts nommés par la coopérative procède à l'évaluation des terres et des biens apportés à la société compte tenu des principes suivants :

- a) superficie et caractéristiques des terres, état, superficie et rendement des cultures;
- b) état de conservation des installations fixes et des immeubles et degré possible d'utilisation;
- c) quantité et qualité du cheptel mort pouvant être utilisé employé par la coopérative;
- d) quantité, état de conservation et possibilités d'utilisation des ma-

chines et équipements;

e) quantité et qualité du bétail et du cheptel vif.

Les différentes participations sont exprimées en millièmes, sur la base desquelles le bénéfice de gestion est ensuite réparti (1).

Dans le cas, en revanche, où l'on convient de rémunérer les terres apportées sur la base d'un loyer, les choses sont plus simples. Se reporter au chapitre I et plus précisément aux pages 32-36 pour plus de détails à ce sujet, en ce qui concerne surtout les tendances qui se manifestent dans le mouvement coopératif au sujet de la préférence donnée à l'une ou l'autre forme.

Il nous semble plus opportun ici de voir quelle importance revêt dans la pratique le principe de la porte ouverte.

En l'état actuel des choses on peut affirmer que ce principe est pleinement appliqué dans les gestions collectives du type A, où l'aspect privé est subordonné à un objectif social plus vaste et où la formation de capital est considérée comme un instrument pour une valorisation permanente du travail. Le nombre élevé des membres qui forment ces coopératives est une conséquence de ce principe, hérité directement du mouvement coopératif des ouvriers agricoles, telle qu'il s'est manifesté depuis la fin du siècle dernier dans certaines régions d'Italie et spécialement en Emilie-Romagne.

Dans les autres formes de coopération, en revanche, l'application du principe de la porte ouverte est en réalité limitée par la volonté des membres qui se manifeste par des attitudes diverses, mais qui convergent toutes vers la tendance à maintenir un nombre de membres assez restreint.

(1) A. Colli. Le stalle sociali e le cooperative di conduzione associata dei poderi nelle loro fisionomia giuridica e nei rapporti con i soci ed i caseifici sociali - Modena, ciclostilato, 1971.

Indépendamment de raisons de caractère personnel, qui se résument dans la crainte qu'une augmentation du nombre des membres ne rende plus difficile la réalisation d'un accord - qui est une condition indispensable à la vie du groupe - on peut en déceler d'autres, certainement moins légitimes sur le plan de l'éthique coopérative, mais incontestablement efficaces pour la limitation du groupe, à savoir :

- la préférence donnée, pour l'admission de nouveaux membres, à ceux qui n'apportent que la terre, en raison de la volonté évidente d'accroître les dimensions de l'entreprise dans l'hypothèse où l'on ferait face à l'éventuel besoin de main-d'oeuvre en recourant à une main-d'oeuvre salariée.

En effet, vu l'absence totale de règles concernant l'agriculture de groupe en Italie, il n'existe manifestement - contrairement à ce qui se passe en France - aucune disposition qui puisse limiter ou réglementer d'une façon quelconque le recours aux salariés dans les gestions collectives.

C'est ce qui permet dans la pratique des exemples comme celui de Gavasseto (exemple B);

- l'intention manifeste d'exclure du groupe, des agriculteurs du même village ou des environs, ce qui est une conséquence directe de l'hostilité voire de l'antipathie manifestée à l'égard de cette forme d'association et peut-être des difficultés qu'elle a créées ou crée peut-être encore;
- la faible propension, quand encore elle existe, à permettre à de nouveaux venus de jouir d'un patrimoine accumulé au prix de sacrifices et de difficultés incontestables par des fondateurs du groupe et aussi l'incertitude concernant le montant de "quotes-parts supplémentaires" à faire payer et les modalités du paiement;
- conditions de retrait : ce sont les mêmes théoriquement que celles prévues par les dispositions de loi. En réalité, les statuts ou les règlements intérieurs comportent des clauses visant à assurer à l'entreprise, pendant toute sa durée - qui, comme on l'a vu, n'est jamais inférieure à la période d'amortissement des prêts accordés pour des

investissements, c'est-à-dire 30 ans - le maximum de stabilité. Il est fréquent par exemple qu'il soit interdit aux membres de vendre la terre apportée à la coopérative pendant toute la durée de l'existence de ladite coopérative, à moins que l'acheteur ne soit disposé à se subroger dans les droits du vendeur ou que la coopérative ne veuille exercer le droit, toujours admis, de préemption.

Même la cessation éventuelle de l'activité agricole n'est pas un motif de retrait, étant donné les rapports qui peuvent exister entre la société et le membre (membre n'apportant que le capital foncier).

Il est curieux de noter qu'il y a dérogation à l'interdiction de vente lorsque le terrain du membre peut acquérir une valeur extra-agricole : des cas de ce genre se sont déjà produits lorsque la région a connu un développement touristique ou d'une façon générale un développement de la construction.

En tout état de cause, la règle générale veut que le membre qui se retire rembourse la coopérative - au moment où il quitte le fonds, des éventuelles améliorations foncières que celle-ci a apportées audit fonds et qui en font partie intégrante;

- localisation d'investissements nouveaux : selon une pratique générale, les nouveaux investissements fixes d'une nature particulière : étables, entrepôts etc., sont implantés sur du terrain acheté spécialement par la coopérative.

De même, les équipements, les machines, le bétail, les plantations d'arbres qui peu à peu constituent la dotation du groupe, sont toujours achetés - et utilisés - en coopérative. De même, c'est la coopérative en tant que personne morale qui reçoit les subventions et les prêts prévus par la loi.

Nous concluons ces observations concernant les facteurs internes et externes qui peuvent influencer sur le développement de cette forme de collaboration en mentionnant un facteur souvent invoqué : la limitation de la liberté de l'individu, la renonciation à l'autonomie, qui serait irrémédiablement liée aux formes nouvelles de collaboration et surtout aux fusions totales.

Dans les exemples de collaboration existants (ceux qui sont examinés dans la présente étude et d'autres connus), cette limitation n'apparaît pas; les paysans qui travaillent en groupe ont choisi librement cette solution, avec l'intention précise et déclarée de combattre une loi du marché - marché du travail, des produits etc. - qui lèse fortement leur individualité et leur liberté. Au contraire, il est intéressant de noter une attitude très répandue : aucun des membres ne semble garder en mémoire les limites de sa propre exploitation "ante", mais considérer en revanche comme sa propre exploitation le territoire sur lequel il opère actuellement et dont les dimensions surtout économiques et sociales sont celles qui résultent de l'association; ceci à en juger par les opinions exprimées. D'autre part, le fait même de renoncer à toute forme de division rigide du travail au profit d'un comportement qui, s'il admet certains éléments indispensables de rationalisation, est attaché au principe de la participation collective, caractéristique de la famille paysanne d'origine, pourrait démontrer que ces opinions ont effectivement un fondement.

Facteurs influant sur le développement des gestions collectives dans l'Italie méridionale et insulaire.

La création par la Cassa per il Mezzogiorno de formes de fusion totale dans l'Italie méridionale et insulaire a été inspirée par les considérations suivantes, qui doivent être considérées comme les raisons qui ont motivé la création des formes de gestion collective réalisées.

Raisons qui sont à l'origine de cette création

Elles ont trait aussi bien au secteur privé qu'au secteur public.

Secteur privé - a) aspects technico-économiques

- Possibilité de constituer des exploitations de grandes dimensions technologiquement et économiquement valables.
- Dans un marché statique, où le terrain a une valeur élevée, possibilité de parvenir à une utilisation rationnelle de la terre sans recourir à des mesures forcées, à des expropriations ou à la location-vente.

- Possibilité de valoriser intégralement les ressources naturelles potentielles.
- Possibilité de donner une utilisation complète et efficace aux moyens techniques qui s'insèrent dans des dimensions économiques adéquates.
- Possibilité d'utiliser la main-d'oeuvre conformément à ses aptitudes et à sa formation.
- Possibilité de faire circuler des informations et de faire appliquer les normes concernant les nouvelles connaissances techniques et simplement.
- Possibilité de réaliser le maximum d'efforts et d'interventions en réduisant la dispersion des moyens et de l'énergie, ce qui permet une intensification progressive de la production.
- Possibilité de spécialisation des cultures et des élevages sur la base de dimensions économiques uniformes et modernes et d'atteindre un niveau de qualité des produits qui a des répercussions positives concrètes sur le marché.

b) Aspects sociaux

La création de ces formes de fusion

- Renforce le sens de la collaboration et du respect mutuel dans le groupe.
- Facilite la formation des hommes selon leurs inclinations et leurs tendances.
- Permet de parvenir à une utilisation fonctionnelle intégrale du potentiel humain, masculin et féminin.
- Favorise le sens de l'assistance mutuelle et de l'auto-détermination en donnant aux intéressés la faculté et la possibilité de résoudre leurs problèmes.
- L'organisation et la qualification du travail permettent dans l'ensemble une réduction importante des heures de travail par rapport à la situation initiale.
- Les congés et le temps libre peuvent devenir une réalité même pour les petits exploitants.

Secteur public - a) Aspects technico-économiques

- L'aide aux agriculteurs, qui s'adresse à un nombre réduit d'organismes au lieu de s'adresser à un grand nombre de petites exploitations, s'en trouve intensifiée et facilitée.
- Les interventions d'ordre privé sont plus rationnelles et plus complètes, ce qui permet d'en réduire le coût unitaire et d'obtenir une meilleure valorisation.
- Les terres appartenant aux collectivités publiques (communes) peuvent être rationnellement subventionnées par des organismes responsables et directement intéressés au maintien de leur efficacité et à leur amélioration.
- L'intervention des pouvoirs publics qui vise plus spécialement l'infrastructure est réalisée sur des bases plus économiques et plus fonctionnelles, avec garantie immédiate d'utilisation rationnelle et contraction des coûts d'exploitation, d'entretien, d'infrastructure et des coûts des installations et des travaux communs.
- L'aménagement hydraulique satisfaisant de grandes unités économiques a des répercussions favorables sur tout le système hydrographique du bassin; dans les territoires irrigués, l'utilisation de l'eau peut être rationalisée et rendue plus économique grâce à un usage plus efficace.
- Les organismes de commercialisation peuvent trouver un appui utile auprès d'unités de production spécialisées de grandes dimensions.

b) Aspects sociaux

- Les communautés rurales autochtones se renforcent, ce qui permet le maintien de valeurs morales et culturelles.
- Les bases nécessaires à l'épanouissement sur place d'une vie civilisée et au libre choix par les nouvelles générations de leur orientation future sont créées.
- Des organismes civilement et socialement qualifiés se constituent, qui permettent, par-delà les vicissitudes des particuliers, la mise en oeuvre de programmes opérationnels s'étendant à plusieurs secteurs.

- Ces formes de collaboration font appel au sens démocratique des hommes et leur proposent un choix social valable et durable.
- Dans des conditions difficiles et socialement anormales se créent des organismes capables d'auto-défense et qui sont en mesure d'accélérer le processus de développement des individus.

Causes qui favorisent ou freinent la constitution des gestions collectives

Les causes qui peuvent favoriser ou entraver la création de gestions collectives dans l'Italie méridionale et insulaire sont multiples. Pour permettre une meilleure compréhension de ces causes, lors de l'examen - dans les pages qui suivent - de l'influence des facteurs externes et internes, nous avons jugé opportun de procéder à une description suffisamment détaillée des modalités d'action de la Cassa per il Mezzogiorno, en formulant des considérations inspirées par l'expérience acquise et de récapituler les règles statutaires fondamentales qui régissent les gestions collectives créées sous forme de coopération.

Il faut préciser que le processus de formation des gestions collectives comporte quatre phases : 1) promotion; 2) constitution; 3) développement; 4) gestion; et que la clé de voûte de ce processus est l'assistance technique intégrée de type démocratique et décentralisé, selon le schéma mis au point par la Cassa per il Mezzogiorno dans ses zones d'interventions. Ce type d'assistance technique présente les principales caractéristiques suivantes :

- Méthodologie de l'organisation : décentralisée, s'appuyant juridiquement et administrativement sur des institutions locales (organismes de bonification et institutions analogues) qui sont plus proches des réalités territoriales multiples. Coordination technique et méthodologique étroite.
- Méthodologie du fonctionnement : indirect, selon la méthode de l'indirect approach et à deux stades (technique et contacts de groupe), avec utilisation des mass media uniquement pour les problèmes d'information et de formation générale.

- Caractéristiques matérielles : interventions globales dans des zones limitées. Résidence permanente des techniciens sur place.
- Formation des techniciens : formation méthodologique sur des bases psychologiques et sociologiques, approche interdisciplinaire et formation technique progressive. Motivation des tâches. Isolement matériel, mais non psychologique.

Ce mode d'action progressive a avec le temps un double effet; il permet :

- de parvenir à un contact étroit avec le monde rural par le développement des actions entreprises sur une base volontaire;
- de renforcer les organisations techniques et administratives locales en les insérant naturellement dans le processus général d'assainissement des structures et en en faisant des organismes de soutien tout désignés des intéressés sur le plan local.

L'assistance technique du type que nous venons de définir est la condition fondamentale à remplir pour que se crée une situation favorable au développement des formes de gestion collective et à leur maintien.

Facteurs qui favorisent le développement des gestions collectives

Facteurs externes d'ordre général

Politique suivie : la Cassa per il Mezzogiorno a approuvé à titre expérimental, un programme d'intervention rapide lancé en 1969 dans des zones défavorisées et consistant à organiser une aide technique en faveur du développement d'activités productives, de type collectif et elle a fourni les moyens financiers correspondants.

Le principe de l'action était de faire progressivement ce qui serait utile, en commençant par les infrastructures les plus simples et par toutes ces interventions modestes de formation et d'information qui permettent d'engager un dialogue constructif avec les communautés rurales. Approche intégrale, mais progressive.

Aides accordées : de type économique: celles prévues par la législation en vigueur pour les travaux publics et les travaux privés. On s'est

toutefois efforcé de financer les structures et les travaux avec le minimum indispensable sans naturellement en réduire l'efficacité. En outre, on a cherché à accélérer au maximum toutes les opérations techniques et administratives préliminaires (visites sur les lieux, contrôles) et ultérieures (approbation des projets, exécution des projets par les organismes et les coopératives, réception, paiement, variantes, modifications en cours de travail, appels d'offres etc.).

Cela a été rendu possible justement grâce à l'action stimulante menée sur place par l'organisation d'assistance technique.

Pour les travaux fondamentaux, sur des terres appartenant aux coopératives, il a été accordé des subventions pouvant atteindre 90 % (étables, captation d'eau, plantations); pour les autres travaux, les intéressés ont eu recours au crédit à taux réduit (bétail, machines) ou à d'autres mesures.

Il faut toutefois préciser que pour l'ensemble des interventions, l'aide peut être estimée à 50 - 60 % du total des travaux privés réalisés (1).

Assistance et conseils

Le caractère particulier des travaux à effectuer (interventions agronomiques, étables rationnelles, petites digues et installations d'irrigation) fait que les projets ne peuvent être établis par des techniciens locaux (qui n'y sont pas préparés; ce sont en général des géomètres), le plus souvent des employés ou des enseignants; d'autre part, en raison de leur montant peu élevé, ces travaux ne peuvent intéresser les spécialistes, que généralement installés dans les grandes villes. Enfin, l'isolement des régions intéressées ne permet pas d'utiliser quand il le faut les services d'entreprises bien équipées et qualifiées. C'est pourquoi l'assistance, coordonnée par le Bureau central de la Caisse, a été assurée par des spécialistes qui ont apporté leur collaboration aux techniciens des Centres d'assistance technique et aux coopératives, en s'efforçant généralement pour l'établissement des projets de

(1) Il convient de préciser à ce propos que les aides prévues par la Cassa per il Mezzogiorno devaient être accordées selon le principe de la "progressivité décroissante", c'est-à-dire en fonction des besoins économiques et techniques réels des organismes intéressés.

faire appel aux techniciens établis sur place, qu'ils ont aidés et préparés en leur fournissant dans certains cas les projets tout établis. Ceci en vue de favoriser la formation sur place de techniciens spécialisés dans l'établissement de projets; leur expérience permet, avec le temps, d'intensifier l'action en étendant leur champ d'activité. C'est aux techniciens des Centres d'assistance technique qu'il incombe de promouvoir les projets, de les suivre et de les insérer dans le cycle de production.

Information :

Ce que nous venons de dire implique déjà toute une action d'information et de formation des agriculteurs intéressés, c'est-à-dire une action visant à fournir aux groupes toutes les informations et données nécessaires à leurs prises de décisions. Des cours, des rencontres fréquentes avec des membres d'autres coopératives de gestion, des rencontres avec les techniciens des Centres des diverses régions méridionales, des échanges avec des groupes d'agriculteurs d'autres pays ayant une orientation de production analogue ou des problèmes de structure et d'organisation similaires, sont généralement organisés selon des modalités désormais codifiées et communes à tous les Centres. Les échanges par exemple (comme nous l'avons rappelé dans la note) consistent à faire héberger des groupes d'agriculteurs israéliens, hollandais, américains français etc. par les coopératives intéressées qui à leur tour envoient des groupes de leurs membres (parfois, comme c'est le cas pour les Etats-Unis, mari et femme) auprès des groupes qu'elles ont hébergés et inversement. Cette année par exemple quatre échanges de ce genre ont été opérés pour une cinquantaine de participants appartenant à cinq coopératives de gestion.

suite du foot-note de la page précédente

Il faut ajouter, sur la base des expériences recueillies, que c'est moins le montant de l'aide qui détermine la volonté d'association et d'action des membres que la possibilité effective de bénéficier rapidement des mesures conformément à leurs besoins réels. Depuis des années, en effet, la loi permet de bénéficier d'aides très élevées sans formalités particulières (en Calabre au titre des améliorations foncières on peut obtenir jusqu'à 75 % de la dépense pour les terres situées à plus de 300 m d'altitude) ou pour des secteurs spécifiques (en Sardaigne, pour l'élevage on peut obtenir jusqu'à 80 % d'aide). L'aide est généralement de 60 % pour les exploitants directs. Néanmoins des initiatives collectives du type prévu par la Cassa per il Mezzogiorno n'ont pas été créées avant le programme en question.

On ne saurait méconnaître l'action de formation collective qui en résulte et les enseignements directs d'ordre technique que les intéressés peuvent en tirer, indépendamment de l'effet psychologique général qu'a cette action sur les protagonistes, qui sont toujours de petits agriculteurs.

Comportement des organisations régionales et professionnelles

Les premières initiatives de gestion coopérative ont pu se développer parce qu'elles étaient situées dans des régions isolées difficilement accessibles et situées par conséquent en dehors des courants de trafic et loin de l'influence normale des structures traditionnelles. Elles ont toutefois fait l'objet de critiques et d'entraves de toutes sortes car elles étaient considérées comme impossibles et en contradiction avec l'idée que l'on se fait normalement du paysan qui "féconde la terre par sa sueur". Elles ont été réalisées dans une atmosphère qui n'était certes pas favorable et ce n'est que la rapidité des opérations techniques et administratives et une assistance technique fournie en temps voulu qui ont permis à la Cassa per il Mezzogiorno de mener à bien les premières expériences dans les différentes régions. Il est difficile de faire comprendre à des organismes qui "ont le pouvoir en main" qu'il est nécessaire d'opérer comme s'ils ne l'avaient pas". Il est encore difficile et prématuré d'élever au niveau régional et interrégional, sur le plan institutionnel, des initiatives qui, bien qu'elles offrent des perspectives prometteuses, doivent encore être considérées comme en étant au stade expérimental".

Il faut noter toutefois que toute la méthode, sans renoncer à la technique et à l'efficacité dues à la coordination collective, est, comme nous l'avons dit, basée sur une totale décentralisation de l'action et des responsabilités, ce qui permet de considérer la bienveillance des structures périphériques comme réalisable dans les faits, comme on l'a constaté.

Structures complémentaires et de contrôle

Dans le cadre d'une action tendant à utiliser les structures locales, en vue indirectement de les renforcer et, si possible, de les améliorer tout en accélérant au maximum les interventions, on a toujours fait en sorte que pour les travaux publics la procédure soit régulièrement menée par les collectivités locales, de même que pour toutes les inter-

ventions à caractère privé on a fait appel aux "Ispettorati" de l'agriculture (Bureaux du Ministère de l'agriculture). Ces organismes, après une visite sur les lieux, expriment leur avis en transmettant le projet considéré. Lorsque les travaux sont terminés, ce sont ces mêmes Ispettorati qui procèdent à la réception et envoient à la Cassa per il Mezzogiorno le procès-verbal de bonne exécution. Cette procédure permet un contrôle externe sur le plan local d'organismes pleinement responsables et indépendants.

Facteurs spécifiques d'ordre local

Facteurs externes à l'organisme collectif

Milieu naturel et possibilités de production :

Etant donné la situation actuelle d'abandon et de retard de l'agriculture, dans le domaine surtout des petites exploitations et des terres appartenant aux collectivités publiques, le potentiel des terres est partout considérable.

Le développement de la transformation collective doit toutefois être basé sur des éléments techniques nouveaux : par exemple une irrigation, même partielle, l'orientation de l'exploitation vers une arboriculture fruitière rationnelle, le passage à une exploitation intensive, de façon qu'aux possibilités agronomiques accrues et à la spécialisation de la main-d'oeuvre répondent des possibilités concrètes d'amélioration économique de l'exploitation collective. Etant donné l'orographie et la géopédologie des terres dans les régions de l'intérieur, surtout orientées vers l'élevage, on a recours à des réservoirs saisonniers et à de petites digues en terre permettant l'irrigation des prairies de fauche d'été. Dans des cas plus rares on aménage également des puits.

La structure sociale et les collectivités locales :

L'homogénéité du milieu social, la prédominance de petits exploitants directs, l'éparpillement des exploitations semblent être autant de facteurs particulièrement favorables au développement de formes intégrales de gestion collective. Ces situations se prêtent tout particulièrement à l'utilisation de la main-d'oeuvre disponible sur place (masculine et féminine) et à une exploitation intensive avec un calendrier uniforme des travaux. L'apport des autorités communales, des maires en particulier, a été précieux dans de nombreux cas, lorsque ces autorités ont

compris l'importance de l'expérience pour l'avenir de leur commune.

Cela a été le cas toutes les fois que l'on a trouvé des administrateurs ouverts et des hommes politiques éclairés. La tâche a été plus difficile dans le cas contraire, lorsque les responsables locaux ont vu dans la transformation radicale des structures, également une transformation des hommes qui éloignerait ceux-ci de leur zone d'influence.

Il y a eu des cas où des administrateurs ont résolu des problèmes et sauvé des situations particulièrement critiques. Il y a eu également des cas, plus rares, où l'action entreprise a été ralentie.

Attitudes et comportements traditionnels :

Toutes les actions ont généralement été entreprises après une enquête socio-économique approfondie que chaque Centre d'assistance doit obligatoirement mener avant de définir les orientations de la production.

Dans le cas des exploitations collectives, la règle veut que les interventions ne modifient pas radicalement les techniques et les traditions mais qu'elles se basent sur celles-ci pour étayer les premières phases du développement avant de passer à des modifications progressives. Les agriculteurs de régions traditionnellement viticoles voient difficilement une possibilité de progrès dans d'autres activités; il en va de même des exploitations qui pratiquent l'horticulture ou l'élevage. En effet, c'est lorsqu'il a fallu passer à une production essentiellement basée sur l'élevage, avec tous les changements d'attitude que cela implique, que l'on a rencontré le plus de difficultés. Dans certains cas, l'existence d'un élevage modeste pratiqué avec du bétail indigène a permis une conversion progressive en l'espace de quelques années.

Il faut toutefois noter que, si la tendance à orienter l'activité vers les productions traditionnelles est un facteur favorable à la promotion et au développement de la gestion collective, à un second stade elle peut constituer un obstacle. Les structures de production basées sur la monoculture (exploitations viticoles, agrumicoles, horticoles etc .) présentent en effet des carences sur le plan de l'organisation, du fait de l'irrégularité des calendriers de travail, de l'utilisation partielle et différente de l'élément masculin et de l'élément féminin.

Une gamme réduite de productions et la rigidité de certains investissements implique en outre une faiblesse des structures de commercialisation.

C'est pourquoi, après la phase de lancement, il faut veiller tout particulièrement à faire comprendre aux intéressés la nécessité de compléter l'action et de la développer pour réaliser un équilibre basé sur des analyses approfondies plutôt que sur leur tendance naturelle.

Il s'agit en règle générale de communautés fondamentalement saines, régies par des valeurs morales et par des rapports fondés sur le respect mutuel, ce qui fait que certaines formes de collaboration et de décision collectives ont un rayonnement et un enracinement plus profonds qu'on ne peut l'imaginer.

En général, aucun problème particulier ne s'est posé entre les groupes intéressés et les communautés qui les entouraient. Dans quelques cas c'est toute la communauté qui a participé à l'initiative collective.

Les populations rurales sont favorables ou, à tout le moins, indifférentes à ces initiatives. Cependant, les initiatives de ce genre font un certain bruit et éveillent la curiosité et peuvent aussi de ce fait susciter une réaction négative. Si cette attitude critique peut trouver une subtilité juridique pour arrêter l'action ou l'entraver, elle se manifeste immédiatement et peut avoir des effets sur l'action. C'est ce qui s'est produit pour des territoires non exploités grevés de servitudes. Il suffit qu'un groupe organisé d'une dizaine de petits agriculteurs en demande l'utilisation collective pour qu'immédiatement des oppositions surgissent (le plus souvent injustifiées, mais insurmontables).

Il suffit de donner une notoriété excessive à l'action pour qu'immédiatement des éléments étrangers au monde rural proprement dit se mettent en mouvement et suscitent des obstacles et des problèmes.

C'est pourquoi les facteurs fondamentaux de l'action préliminaire de promotion et de constitution sont la connaissance des groupes sociaux opérant sur place, la discrétion et la rapidité d'action; il faut éviter de céder, comme cela se produit souvent, à l'envie de parler de cette action et de la diffuser dans divers milieux et dans diverses circonstances, avant même sa concrétisation formelle, avec les engagements juridiques qu'elle comporte.

Influence de la localisation géographique : les formes de gestion collective considérées dans le présent rapport comportent un engagement total de la part des membres intéressés, qui a une incidence sur leurs biens et sur leur personne.

C'est pourquoi, au moins dans cette première phase expérimentale, où les délais nécessaires à la transformation et à l'organisation n'ont pas encore permis de parvenir au stade de la maturité, la localisation des actions a eu beaucoup d'importance pour leur promotion et leur développement. En effet, au voisinage des grands centres, dans des régions fortement intéressées par les activités secondaires et tertiaires, les masses sont très en faveur de l'abandon, du passage à d'autres secteurs d'emploi et de l'émigration. C'est pourquoi le petit agriculteur tend également à considérer la terre comme un bien complémentaire qui permet de couvrir la période de transition nécessaire.

En outre, l'hétérogénéité des exploitations et la présence d'agriculteurs propriétaires se livrant à d'autres activités (professions libérales en général) rendent plus difficile la constitution d'unités foncières homogènes et de dimensions suffisantes, qui forment un tout. Ces raisons et d'autres encore, d'ordre physique et psychologique, peuvent fausser au début dans la phase de promotion, une mise en train correcte. Parmi ces raisons, il faut citer notamment l'absence d'assistants techniques opérant sur les lieux et établis en permanence auprès des communautés qu'ils desservent. En effet, la proximité d'un grand centre (comme Naples, Catane ou Cagliari) constitue un pôle naturel d'attraction également pour les structures technico-économiques de soutien ou plutôt pour les fonctionnaires qui travaillent dans ces structures.

C'est pourquoi, au cours de cette première phase expérimentale, il faut considérer comme un facteur favorable l'implantation dans des régions tranquilles, éloignées des grands courants de trafic et des intérêts qui surgissent partout où il existe de grandes concentrations de population.

En ce qui concerne l'influence que les services publics peuvent exercer sur le développement de ces initiatives et en particulier des écoles, il faut noter qu'au cours des dernières années on a constaté une amélioration assez sensible, surtout dans le domaine scolaire et, dans une certaine mesure aussi, dans le secteur des communications.

En outre, les écoles techniques d'agriculture sont nombreuses et bien réparties. Le niveau d'instruction des jeunes est actuellement supérieur à celui de leurs parents et l'analphabétisme ne se rencontre plus que dans la génération des plus âgés.

Facteurs internes à l'organisme collectif

Préparation des agriculteurs à la coopération : Le développement de ces initiatives laisse aux agriculteurs la faculté de choisir la solution juridique à adopter, à la fois sur le plan technique et sur celui de l'organisation. En règle générale, lorsqu'un groupe d'agriculteurs veut créer une gestion collective parce qu'il en ressent le besoin et qu'il a eu vent d'autres initiatives analogues, cette idée est développée dans de nombreuses réunions au cours desquelles tous les aspects de la question leur sont exposés sur la base de l'expérience acquise. On évite en tout cas de forcer la situation et de chercher à convaincre ceux qui hésitent. En cas de besoin, on organise un cours du soir où sont donnés des renseignements techniques sur les orientations traditionnelles de la zone.

Lorsque le groupe manifeste l'intention de coopérer à fond, on commence par une initiative de faible importance (un petit élevage de dindes ou de volailles, une porcherie collective etc.) et en même temps on organise une ou plusieurs visites à des exploitations collectives déjà en service et on discute sur place de tous les problèmes techniques, financiers, humains etc. Le groupe prend alors une décision favorable ou non. Si une partie des intéressés (cela peut se produire parfois aussi pour des raisons indépendantes de la volonté des membres) n'a pas l'intention d'adhérer à l'initiative, les autres leur laissent expressément six mois ou un an pour leur permettre de revoir leur position et d'adhérer alors sans aucune difficulté, en profitant des avantages sociaux acquis entretemps. (On a connu des cas où 30 candidats membres n'étaient plus que 10 le lendemain devant le notaire). L'expérience acquise en commun facilite ensuite la prise d'autres engagements, la préparation juridique progressive des membres et la récupération des hésitants, si besoin est.

Attitude des membres au sein des groupes : Les décisions sont du type collégial et les faits sont et doivent être à la portée de tous. C'est pourquoi, si les conventions et les conditions sont claires et si elles sont observées, un mécanisme d'auto-gestion et d'auto-défense se met tout

naturellement à fonctionner. Quiconque n'observe pas les conditions est écarté.

Le caractère volontaire de l'adhésion, l'engagement lié à la cession de toutes les terres personnelles (ou de la famille) à l'organisme collectif pour 30 ans, impliquent automatiquement une décision réfléchie et, surtout, une attitude nettement favorable à la collaboration avec les autres membres (1).

Les règles plus rigides et plus restrictives en la matière sont toujours nées de la libre décision des différents groupes.

La cession en bloc du cheptel vif et mort (bétail, machines, équipement etc) à la coopérative et la rémunération des apports lorsqu'elle sera possible, l'engagement d'apporter également les terres dont les membres ou la famille des membres pourraient entrer en possession directement ou indirectement, l'obligation de ne pas fournir de travail en dehors de l'exploitation collective sont des exemples typiques de ces décisions communes et de l'attitude des membres; dans ces cas il y a naturellement un éloignement de certains membres défaillants.

De même, dans la phase de conversion des cultures, rendue très délicate par l'absence de revenus, les membres les plus pauvres ont été autorisés à travailler pour des tiers, ils ont reçu une aide économique, dans certains cas ils ont effectué les travaux de transformation en fournissant leur travail aux entreprises spécialisées.

Il se développe ainsi un ensemble d'activités et d'intérêts qui a naturellement pour effet de renforcer la cohésion des plus favorables à ces initiatives et la conviction que l'organisme collectif constitue le moyen le plus efficace de réaliser l'objectif commun d'amélioration de la situation économique et sociale des familles.

(1) Toutefois, l'engagement d'apporter les terres pour une longue durée peut constituer un obstacle à la fusion.

Moyens techniques et financiers disponibles : les exploitations collectives se sont constituées autour de petites exploitations rurales, généralement pauvres et arriérées. Il est fréquent que le produit brut commercialisable par famille et par an soit d'environ un million de lires, ce qui signifie que les groupes intéressés sont en général dépourvus de toute disponibilité pour le lancement et la réalisation de la transformation ainsi que pour la gestion. La progressivité est donc sous cet angle également indispensable, de sorte que la thésaurisation du travail débouche sur des disponibilités économiques progressives accumulées grâce à l'exploitation collective.

Dans plusieurs cas, vu l'extrême nécessité d'assurer la soudure pendant les périodes de conversion des cultures et de pallier l'absence de revenus, on a créé des coopératives de crédit et d'assistance mutuelle auxquelles on a donné une première dotation sous forme de fonds de roulement en leur imposant l'obligation d'utiliser les disponibilités conformément aux Statuts uniquement pour des initiatives de production de type collectif. Dans d'autres cas, les exploitations collectives ont pu bénéficier des prêts normaux de gestion prévus par la législation en vigueur.

En ce qui concerne les moyens techniques il y a généralement parmi les biens apportés une machine ou un tracteur qui permet de commencer les travaux les plus urgents, en attendant que se constitue peu à peu un parc machines, et ce parallèlement à la conversion agronomique des terres et parfois aussi à la conversion des membres eux-mêmes. Dans certains cas il a fallu beaucoup de temps pour réussir à convaincre les intéressés d'abandonner les terres les plus en pente, ainsi que la houe et la bêche et de se consacrer à l'exploitation des terres où pouvaient être utilisées des machines et aux opérations les plus rentables. Dans d'autres cas on a ainsi réduit à la moitié les superficiesensemencées en doublant dans l'ensemble les rendements.

Préparation des agriculteurs : la motivation du choix effectué par les membres est telle que leur intérêt pour les aspects techniques est grand. Pendant les premières phases de réalisation des initiatives il est nécessaire et indispensable de suivre les agriculteurs et de les guider, en assurant leur formation, le cas échéant, grâce à la présence, sur place,

d'assistants techniques hautement qualifiés et à l'évolution de l'exploitation coopérative, où sont concentrés tous les essais et toutes les opérations de démonstration, la formation technique des agriculteurs se fait d'elle-même, au point que là où quelques exploitations sont déjà en service il n'est plus nécessaire de former des agriculteurs en les envoyant dans d'autres exploitations techniquement évoluées. L'effet de formation est ainsi multiplié par une série de faits complexes que l'on imagine aisément et qui sont essentiellement dus à l'action collective et à la répartition des tâches en fonction des tendances et des aptitudes des membres.

Conditions d'accès des nouveaux membres : la jurisprudence coopérative exige que les organismes soient ouverts à tous ceux qui remplissent les conditions requises pour l'affiliation. Les statuts eux-mêmes prévoient la possibilité d'accès pour de nouveaux membres. La décision d'admission appartient à l'assemblée (dans les autres formes de coopération, au conseil d'administration) car il est nécessaire que tous les intéressés soient entendus. L'adhésion implique naturellement la cession en usufruit des terres du candidat et de l'engagement de sa part de respecter les conditions prévues par la coopérative. Sur la base d'accords directs entre le candidat à l'adhésion et la coopérative, d'autres conditions peuvent être fixées, en fonction du patrimoine existant au moment de l'affiliation et du type d'apport du nouveau membre, c'est-à-dire des conditions spécifiques du moment.

Conditions de retrait : L'assemblée est souveraine et peut donc à tout moment décider d'accepter la démission d'un membre et la restitution des terres apportées, étant donné que dans des cas exceptionnels il peut effectivement arriver que tous acceptent le retrait d'un membre. En règle générale toutefois, puisque les terrains sont, en vertu d'un acte notarié opposable aux tiers et régulièrement enregistré, cédés en usufruit à la coopérative pour une période de 30 ans et que l'acte ne peut être annulé unilatéralement, le membre peut quitter la coopérative en tant que membre actif en se bornant à percevoir la rémunération correspondant à l'apport de ses terres, qui lui revient en tant que membre. Cette condition est la plus acceptable étant donné qu'elle assure en tout état de cause un revenu sensiblement supérieur à celui qu'assurerait d'autres solutions.

Il faut noter que, même si le membre rentre en possession de ses terres, il doit nécessairement rembourser à la coopérative la quote-part d'investissements effectués sur lesdites terres.

Organisation et répartition des tâches : La coopérative est dirigée par un conseil d'administration de cinq membres (y compris le président), chargé de tâches non rémunérées et qui effectuent le travail avec les autres membres. Les élections ont lieu annuellement et dans certains cas, il a été unanimement décidé que les charges seraient assumées par roulement. Le conseil d'administration établit les programmes de culture, décide des tâches et des travaux à effectuer et le président veille à l'exécution des décisions avec la collaboration des conseillers.

Lorsqu'il s'agit de gestions collectives groupant des exploitants directs, chaque membre concourt au profit et aux risques de la gestion et conserve d'autre part, sur le plan juridique également, son caractère initial de libre entrepreneur, tant sur le plan fiscal que sur le plan social. Cela implique automatiquement qu'il ne saurait apparaître dans les rapports de travail une subordination, propre au travail salarié.

La coopérative en effet est caractérisée par l'apport de terres et de travail et c'est en fonction de ces deux éléments qu'est fixé le montant de la rémunération. Dans le cas du travail, le bénéfice d'exploitation est distribué sur la base des journées de travail fournies, sans aucune différenciation qualitative, car il est implicite que le travail à effectuer à l'étable, aux machines, à la comptabilité exige la même spécialisation et la même qualification.

Les salariés et leur position : En règle générale, la présence de salariés dans l'exploitation est exclue, étant donné que l'objectif statutaire est d'utiliser intégralement la main-d'oeuvre familiale de tous les membres. La présence d'un salarié est donc rarissime et exceptionnelle; le cas échéant, celui-ci est traité conformément à la législation normale et selon les règles syndicales en vigueur.

Mode d'adoption des décisions : Les statuts prévoient que le plus grand nombre possible de membres doit être intéressé aux décisions. C'est pourquoi nombre de décisions sont prises par l'assemblée. Etant donné que par-

mi les membres figurent presque toujours des femmes et en général des membres de la famille en âge juridiquement de participer à l'entreprise coopérative, l'assemblée revêt une importance particulière, en raison de l'influence directe que les femmes peuvent exercer sur les intérêts collectifs. Il ne faut pas oublier non plus que les coopératives de ce type sont composées de 15 à 20 familles et que par conséquent les réunions des assemblées peuvent être rapidement organisées, dans les délais et selon les modalités prévues, sans lourdeur excessive.

Le conseil d'administration a pour tâche de faire exécuter les décisions de l'assemblée. Sur ce point, les statuts sont particulièrement précis. Aucun représentant d'un organisme ne fait partie des organes de décision.

Conditions de dissolution : Théoriquement, les membres d'une coopérative peuvent procéder à sa dissolution, à tout moment jugé opportun, si la majorité prévue par les statuts est atteinte. La Cassa per il Mezzogiorno n'impose pas de conditions ou d'obligations particulières à cet égard. Puisque toute l'action est basée sur le caractère volontaire de l'initiative et sur la responsabilité des familles directement engagées, c'est à elles seulement que doit incomber la responsabilité de statuer également dans les cas les plus graves et les plus difficiles. Dans la pratique, on peut constater dès maintenant que la complexité du mécanisme mis en oeuvre et la somme des avantages directs et indirects qui découlent de ces entreprises sont telles qu'on n'en prévoit pas la dissolution.

Il ne faut pas oublier en outre que la jurisprudence en la matière prévoit qu'en cas de dissolution le patrimoine social doit être consacré à des fins d'utilité publique, conformément aux principes de la coopérative.

Facteurs faisant obstacle au développement des gestions collectives :

Dans le chapitre que nous avons consacré aux facteurs qui favorisent l'associationnisme de base, les éléments négatifs qui peuvent conduire à un échec sont déjà implicites. Nous nous bornerons à rappeler quelques-uns des plus évidents :

- dans la phase de promotion :

le fait de la part des organismes promoteurs intéressés (c'est-à-dire du technicien responsable de l'assistance) de ne pas connaître la situation matérielle et humaine et de vouloir réaliser coûte que coûte une initiative collective. Ce fait peut avoir deux conséquences négatives : la création d'un organisme composé de membres hétérogènes, rassemblés, pour certains, avec des objectifs tout autres que ceux de la coopérative. Dans l'espoir de bénéficier de mesures très intéressantes on se met d'accord sur tous les points, au risque de créer des situations insoutenables lorsque les travaux sont terminés. Suspicion, manque de clarté, estimation anormale des biens et de la situation en sont le corollaire inévitable.

On peut également aboutir à un échec lorsque, ne connaissant pas à fond le milieu, on donne une vaste publicité à l'initiative en s'efforçant de créer des coopératives qui comportent le plus grand nombre possible de membres, sur la base des assemblées de villages, des comités de promotion, etc. Dans ce cas également on crée des organismes hétérogènes dont les membres ont des intérêts opposés et visent non pas une gestion communautaire, mais la valorisation de leurs propres terres. C'est ce qui se produit toutes les fois que les techniciens n'opèrent pas selon les directives données et n'appliquent pas la bonne méthode.

Comme il s'agit de zones isolées, avec lesquelles les organismes de financement et de contrôle ne peuvent souvent avoir de contract direct, si les conditions ne sont pas bien précisées dès le début, il est souvent trop tard lorsque le mécanisme est lancé et il est alors extrêmement difficile de redresser la structure mise en place.

- dans la phase de constitution :

Ce que nous venons de dire vaut, à fortiori, pour la constitution de la coopérative et le respect des engagements qu'elle implique. Tout ce qui doit être précisé, décidé et établi, doit être bien mûri dans l'esprit des membres. L'évaluation des terres apportées, les dispositions réglementaires, les actes juridiques doivent être discutés un par un. Les intéressés doivent eux-mêmes évaluer leurs biens, en choisissant éventuellement des techniciens ou des arbitres extérieurs au Centre d'assistance technique. Une trop grande légèreté dans ce domaine, le renvoi d'un acte

de cession, la non-acquisition du terrain collectif, le tort qui peut être fait à un membre risquent de créer des situations insoutenables. Il y a eu un cas où la première activité exercée en commun par une coopérative (fauche et vente en commun du foin), a risqué, pour une différence de 500 livres à l'égard d'un membre, d'arrêter tout le mécanisme de développement.

Sur le plan juridique, il n'existe pas de précédent en la matière. C'est la raison pour laquelle il est difficile aux juristes, hommes de loi et notaires de fournir les explications et les conseils nécessaires. D'où le risque d'erreurs involontaires dans la fixation des conditions initiales, qui peut entraîner quelques années après des conséquences inimaginables.

Lorsque toute l'exploitation a été transformée et que la meilleure partie en a été irriguée, on peut s'apercevoir que cette partie ne pouvait être "bloquée" dans les délais et selon les modalités choisies. Or, cette éventualité est plus que probable, compte tenu de la situation de la propriété foncière, des fermages, de la possession, des firmes "plurime" qui sont propriété de plusieurs personnes, du morcellement des terres et du fait qu'on se trouve partout en présence d'intérêts de gens qui ont émigré vers d'autres continents depuis des décennies.

Lors de la constitution, il faut donc non seulement tenir compte de l'aspect strictement humain, mais aussi analyser à fond l'aspect technique et juridique.

- dans la phase de développement :

Le processus de conversion agronomique et de transformation foncière qui en résulte est complexe et difficile, surtout dans le système actuel. Les organismes, les auteurs des projets et les entreprises intéressées aux infrastructures sont naturellement attirés par des travaux importants qui leur assurent des marges plus élevées et leur créent moins de difficultés mineures.

Pour les travaux privés d'amélioration foncière, le manque de techniciens spécialisés dans l'établissement des projets, se double d'une tendance à prévoir des travaux dont le montant soit le plus élevé possible et des plans de transformation aussi complets que possible. En outre, dans la

majorité des cas, l'établissement des projets prend beaucoup de temps. En effet, les quelques techniciens qualifiés sont surchargés et ceux qui ne sont pas qualifiés traînent dans l'espoir de trouver une solution à leurs problèmes.

L'échec est alors immédiat, étant donné que, si le projet est envoyé de nombreux mois (parfois des années) après qu'il a été demandé, la situation de départ a changé.

Mais en admettant même que les projets soient établis rationnellement selon des critères d'économie et en temps voulu, si, lorsqu'ils ont été présentés aux organismes responsables, ils ne sont pas examinés et approuvés ou rejetés également en temps voulu, l'effort est vain. On ne peut exiger en effet d'organismes délicats comme des coopératives de gestion qui viennent d'être créées, attendent un an avant que soit approuvé ou rejeté un projet qu'ils ont voulu de tout leur enthousiasme et dont l'établissement a déjà demandé 6 ou 7 mois. Dans la situation labile que nous connaissons actuellement, un projet approuvé un an après son établissement n'est déjà plus valable quant aux prix et aux coûts; les prévisions doivent automatiquement être modifiées et les charges à supporter par les intéressés augmentent. Une coopérative de ce genre pourrait même, disons un an après la présentation du projet, estimer qu'il est nécessaire de représenter la demande parce que la loi a changé et qu'il faut donc tout recommencer. Ces cas ne sont pas rares. Si ensuite le projet est approuvé, il est indispensable que les états d'avancement soient fournis en temps voulu si on ne veut pas que les intérêts s'accumulent et que des situations difficiles se créent au moment où la conversion des cultures est en cours et où les faibles revenus qu'assurait la situation antérieure ne sont plus disponibles. Dans ces situations de crise, avec les terrains défoncés et travaillés il est possible de perdre un an. Il se crée alors des situations de tension parfois dramatiques, qui entraînent un véritable lynchage moral des techniciens et des promoteurs.

Tous ceux qui sont restés en dehors du projet sont les premiers à critiquer et à discuter de l'inefficacité de la gestion collective.

Mais en admettant même que les états d'avancement soient fournis en temps voulu, un autre point délicat subsiste : celui de la réalisation efficace des travaux par des entreprises sérieuses et qui soient à même de garantir une exécution solide des travaux conformément au projet. Une digue, une fois construite, peut présenter des signes de faiblesse et de mauvaise fabrication après quelques années, de même que 200 ha de vignoble peuvent être plantés, malgré l'observation de toutes les directives en la matière, avec des défoncements et des aménagements effectués dans des conditions non favorables nuisent au développement futur et à l'exploitation même. Déjà l'obtention de quelques centaines de milliers de plants pose un problème, problème qui est encore plus difficile à résoudre si on les veut de premier choix, garantis et fournis dans les délais prévus. De même, l'absence de synchronisme dans la préparation des terres peut poser d'énormes problèmes d'organisation et entraîner des pertes sensibles pour la coopérative. Il en va de même par exemple de la mauvaise construction d'une étable lorsque le mécanisme agronomique est déjà en cours.

Enfin, il faut éviter de réaliser en même temps des transformations coûteuses et complexes, en raison à la fois des charges élevées qu'elles comportent (et même très élevées si l'on tient compte du coût d'interventions publiques analogues et eu égard aux avantages qui en découlent) et de la mauvaise préparation des intéressés à la complexité de l'intervention. Il est en effet indispensable de préparer ceux-ci graduellement à l'idée que les travaux qu'ils réalisent sont leurs et doivent être considérés comme des instruments de travail et non pas comme un capital qui peut être utilisé en cas de difficultés économiques.

Une transformation progressive et opportune établie sur quelques années a permis de constater une adaptation naturelle du facteur humain aux réalités nouvelles, sans à-coups ni baisse de qualité.

Comme nous l'avons déjà signalé parmi les facteurs favorables, ces inconvénients ont été pour la plupart surmontés grâce aux nouveaux critères d'intervention que la Cassa per il Mezzogiorno a adoptés pour les gestions collectives.

- dans la phase de gestion : il est encore un peu tôt pour pouvoir juger des effets négatifs que certaines situations peuvent avoir sur les gestions collectives. Dès maintenant, toutefois, et conformément à la méthode adoptée il faut exclure résolument toute action qui se substitue à la volonté des membres et qui transforme l'exploitation en un organisme géré par un directeur technique. Cela peut facilement se produire lorsque le personnel préposé à l'assistance n'a pas reçu une préparation adéquate en ce qui concerne la méthode à appliquer, qu'il se trouve psychologiquement isolé et qu'il a tendance à être autoritaire. Cela se produit facilement lorsque le hasard fait que l'action est menée par des éléments spécialisés dans des branches spécifiques (élevage, viticulture etc...) qui n'ont pas bénéficié d'une formation interdisciplinaire leur permettant de se rendre compte de la multiplicité et de la complexité des aspects qui concourent au processus général de développement.

CHAPITRE IV

COLLABORATION ET AMELIORATION DES STRUCTURES AGRICOLES (1)

Etables collectives et fusions en Italie du Nord

1. Il est évidemment possible de déterminer si les nouvelles formes de collaboration peuvent offrir un moyen d'améliorer les structures agricoles en considérant, d'une part, les tendances du développement futur et, de l'autre, la façon dont la coopération au niveau de la production s'insère dans ce développement et le sens qu'elle lui donne. C'est même là un élément important de la réponse que l'on cherche, car, si les tendances de l'évolution générale de l'agriculture sont telles évidemment qu'elles se manifestent de toute façon, même sans coopératives, la coopération permet moins de réaliser les objectifs purement économiques que d'atteindre des buts d'une autre nature - sociaux, culturels, politiques, - qu'il est certes difficile d'exprimer en chiffres, mais qui à longue échéance sont très importants.

Ces objectifs sont d'autant plus importants que la coopération s'applique dans des milieux qui ont déjà atteint un degré d'industrialisation élevé.

Pour ce qui est du développement futur, il n'est certes pas nécessaire de s'y arrêter longuement ici; il suffit de souligner que la mobilisation des facteurs de production qui résulte, pour une part, du développement lui-même et pour l'autre, de mesures spéciales d'encouragement (voir le mémorandum CEE) - pose dans la pratique des problèmes d'intégration de l'exploitation agricole traditionnelle, et cette intégration est réalisable soit grâce à une restructuration foncière basée

(1) Ce paragraphe, rédigé par le Prf. Pedrini, reflète ses opinions personnelles.

sur une exploitation employant des salariés, qu'elle soit individuelle ou collective (1), soit à l'aide d'initiatives de type coopératif ou en tout cas collectif, groupant des exploitants directs, des propriétaires et/ou des fermiers.

Il est évident que les deux solutions qui, ne sont pas sans effet sur le type de structure sociale qu'elles déterminent dans l'agriculture (et non pas seulement dans l'agriculture), et c'est précisément sous cet angle que les objectifs non économiques de la coopération revêtent le plus d'importance.

Nous songeons aux caractéristiques des exploitations agricoles que nous avons vu participer aux fusions, partielles ou totales; nous songeons également à l'évolution constatée dans ces exploitations, dans le cas des étables collectives.

Nous nous trouvons presque partout en présence de très petites exploitations, qui vont jusqu'à la micro-exploitation. Il ne s'agit pas là d'un hasard, mais d'une caractéristique de la situation italienne. Il ne faut pas oublier par exemple que si plusieurs pays européens avaient pris depuis des années des mesures visant à favoriser la cession de leurs terres par les titulaires d'exploitations trop petites, en Italie, en 1960-1965 on encourageait encore la formation de petites propriétés, ce qui permettait certes d'attacher un grand nombre de paysans à leur exploitation (2), mais créait aussi une structure agricole faite en grande partie d'exploitations de dimensions inférieures aux dimensions économiques actuellement considérées comme minimales pour que l'exploitation survive.

(1) Rappelons que les expressions "exploitations basées sur le travail de l'exploitant", "exploitation basée sur le travail de l'exploitant et le capital", "exploitation basée sur le capital" sont utilisées dans leur sens traditionnel, l'exploitation basée sur le travail de l'exploitant étant celle où l'exploitant fournit seul ou avec les membres de sa famille tout le travail nécessaire à l'exploitation; l'exploitation basée sur le travail de l'exploitant et le capital, celle où le travail manuel nécessaire est fourni en partie par l'exploitant, en partie par des travailleurs étrangers à l'exploitation et, l'exploitation basée sur le capital celle où le travail nécessaire à l'exploitation n'est pas du tout fourni par l'exploitant (A. Serpieri, *L'Azienda agraria*, Bologne, 1958).

(2) Il est indispensable à ce propos de tenir compte des caractéristiques du développement économique italien.

Dans une structure de petites exploitations, il est évidemment très difficile et très long d'opérer une restructuration foncière en augmentant les dimensions physiques des différentes unités (1); on peut considérer que dans un pays comme l'Italie ce problème paraît pratiquement insoluble. En revanche, la gestion collective permet de surmonter les obstacles. Comme on l'a vu, aussi bien les quelques exemples considérés que la description du phénomène au chapitre I de l'étude, la formule de l'association a permis - et permet encore - justement dans les zones caractérisées par un grand morcellement de l'exploitation, la création d'une exploitation agricole différente, dont les dimensions et les caractéristiques se prêtent mieux à l'application des techniques modernes de production, puisqu'elle permet de surmonter les obstacles provenant de la situation foncière (2).

La règle qui consiste à accepter comme membres, à égalité de droit, les propriétaires anciens exploitants directs qui n'apportent que le capital foncier, facilite le processus, même si elle pose manifestement des problèmes particuliers, surtout en ce qui concerne l'exercice du droit de vote ou la rémunération du capital foncier.

-
- (1) Il faut souligner que partout le processus est difficile à réaliser. Dans la pratique, le rythme d'agrandissement des exploitations agricoles est très lent dans toutes les régions industrielles, beaucoup plus lent par exemple que le taux de réduction de la population active agricole.
 - (2) Ce phénomène, sur le plan théorique et dans l'hypothèse de la mobilisation nécessaire des facteurs de production, a été très clairement exposé par le professeur O. Schiller dans l'ouvrage déjà cité : "... dans ces pays (pays fortement industrialisés) il faut en effet, pour supprimer la disparité entre les revenus agricoles et ceux des autres branches d'activité, continuer à libérer un grand nombre de travailleurs agricoles pour les convertir à d'autres activités. Il est possible de faciliter et d'accélérer ce processus en n'imposant pas le renoncement total aux droits de propriété sur la terre ou à certaines fonctions dans le secteur agricole. A cet égard, la gestion déléguée à une société connaît à l'avenir, parallèlement à la gestion coopérative ou collective, également un intérêt (Otto Schiller op.cit., page 15);

Il est évident que dans une gestion collective, caractérisée à un moment donné par la prédominance de membres qui ne fournissent pas leur travail, mais uniquement un capital foncier, la majorité appartient à ces membres, qui peuvent donc décider à loisir de la rémunération des facteurs de production - et donc du travail lui-même - du choix des investissements et de l'utilisation des ressources. Le problème est actuellement très discuté en Italie, même si pour le moment on ne sort pas d'une prise de position générale en faveur du travail, comme cela a été le cas en janvier dernier, à l'issue d'une table ronde organisée sur ce thème à Minerbio (Bologna) par la Confederazione Cooperative Italiane. A cette occasion, on a souligné que, sans exclure la rémunération du capital foncier et du capital d'exploitation, il faut toutefois réaliser des structures dans lesquelles le pouvoir appartient à ceux qui apportent leur intelligence et leur travail plutôt qu'à ceux qui n'apportent que la terre.

Il est évident qu'une solution du type des "groupements" français, selon laquelle, outre le droit de vote en tant que membre, chacun dispose d'une voix par type d'apport, pourrait dans la pratique faciliter considérablement la solution du problème, par-delà les déclarations verbales.

Quant à la rémunération du capital foncier, elle constitue manifestement une nécessité, liée au maintien du titre de propriété individuel qu'implique la gestion collective. Il est évident toutefois que, lorsque cette rémunération représente dans la pratique tout le bénéfice net de gestion (comme dans les cas de Gavasseto, de Beleo di Casina, c'est-à-dire les exemples B et C du chapitre II), on est alors en présence d'une rente qui, à la longue, risque de faire resurgir les maladies chroniques qui affectent une grande partie des structures agricoles italiennes et parmi elles, surtout l'importance donnée à la sous-évaluation du travail agricole.

C'est pour éviter ce glissement dans les formes d'association que l'on recourt de plus en plus à la clause qui consiste à limiter dans les statuts la rémunération du capital ou que s'affirme la tendance à n'attribuer en tout cas au capital foncier que le loyer, le bénéfice de gestion étant ensuite réparti entre les membres qui travaillent. Dans ce dernier cas (celui en fait des gestions du type A - D - E examinées au chapitre II de l'étude) il est déterminant pour la gestion collective que les mem-

bres soient tous des exploitants directs. Rien n'empêche évidemment la formation de sociétés diverses, ayant d'autres buts, liés surtout à la réalisation d'une rente, dissociée de la gestion de l'entreprise.

2. Cela nous ramène ainsi aux effets sociaux et politiques que peuvent avoir les formes d'association et dont nous avons déjà dit qu'ils étaient difficiles à déterminer, mais importants, précisément pour les structures.

Il peut être intéressant à ce propos de se référer aux conclusions d'une étude récente sur le développement agricole du Polesine, la vaste zone de plaine qui entoure le delta du Pô (1), qui, à son tour, fait partie d'une recherche plus vaste, en cours de publication, financée par "Resources for the Future, Inc. Washington D.C. (2). Les considérations relatives aux effets de l'intervention des pouvoirs publics sur le développement de l'agriculture ont été étendus aux effets sur la structure sociale, eu égard surtout à l'exode rural et à la restructuration de la production agricole.

Les futures unités d'exploitation semblent pouvoir prendre les trois formes suivantes :

- exploitation moyenne "capitalistique" à gestion directe avec salariés permanents et temporaires;
- grandes exploitations "capitalistiques" de type industriel avec salariés permanents;
- grandes exploitations à gestion directe entre exploitants directs.

L'analyse coût-profit permet de déterminer les paramètres techniques et économiques des trois types d'exploitation, mais ce qui est particulièrement intéressant ce sont les jugements émis parallèlement aux considérations purement techniques et économiques et qui amènent justement l'auteur à conclure en faveur de l'entreprise collective tant pour la facilité avec laquelle elle permet de sortir de situations foncières dif-

(1) B. Contini, La difesa e lo sviluppo agricolo del Polesine. Costi e benefici dell'intervento pubblico, in Economia Pubblica (la protezione et le développement agricole du Polesine. Coûts et avantages de l'intervention des pouvoirs publics), dans Economia Pubblica, n° 1/2 1972.

(2) B. Contini, - M. Paci, Difesa del suolo e sviluppo dell'agricoltura (protection du sol et développement de l'agriculture) 1971.

ficiles que parce qu'elle évite un développement dualiste à l'intérieur du secteur agricole, "socialement inacceptable et générateur de tensions et de conflits sociaux" et enfin pour les effets de ces gestions sur la répartition du revenu.

"Les effets de redistribution des solutions de type capitalistique, affirme l'auteur, sont nettement négatifs. Les avantages de la transformation restent concentrés entre les mains d'un petit nombre au lieu de profiter à un grand nombre." (1). Cette constatation est confirmée dans la pratique par la répartition différente du revenu observée par exemple à Gavasseto d'une part - que l'on peut assimiler à une solution du type capitalistique - et à Rimini, à Vigo Lomaso, à Airasca, d'autre part, où la formation de capital et les investissements sont conçus et réalisés en fonction d'une promotion permanente de la situation économique et sociale des membres qui fournissent leur travail, et ce plus encore à Rimini qu'à Airasca et à Vigo Lomaso; à Rimini, en effet, le caractère instrumental du patrimoine coopératif pour la satisfaction des besoins personnels des membres, actuellement et à l'avenir, est beaucoup plus accentué. La gestion coopérative joue en ce sens son rôle social au lieu de devenir un moyen d'enrichissement pour un petit nombre de membres. et l'on ne peut conclure au caractère fortuit de l'exemple, car, en réalité, à y regarder de plus près, la capacité d'exercer une influence sur les structures de production - et sur les structures sociales - de façon à éviter une différenciation de type capitalistique, avec un développement de grandes entreprises individuelles employant des salariés et suppression des petites exploitations, est l'équivalent, pour la gestion associée des fermes sous forme coopérative, de la fonction politico-économique reconnue aux coopératives traditionnelles de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Il convient de se reporter pour toutes ces initiatives aux avis exprimés au Congrès de Tel-Aviv dont nous avons déjà parlé et qui ont insisté sur le rôle de contrepoids aux entreprises de caractère monopolistique (2) qu'ont va-
tablement rempli les organisations coopératives de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

(1) B. Contini, op. cit; page 24.

(2) J. Klatzmann, B.Y. Ilan, Y. Levi, op. cit. page 235-237. En particulier les interventions de J. Don pour les pays sous-développés et de S. Sinkwitz pour la République Fédérale d'Allemagne.

Ou encore à la position exprimée, sur le même plan, à la confédération suédoise des coopératives agricoles, qui est certes une des plus prestigieuses dans ce secteur (1).

3. Jusqu'à présent, l'exposé relatif aux gestions collectives s'est situé au niveau le plus élevé que la gestion collective puisse atteindre, celui de la fusion totale.

Pour les étables collectives, cet exposé appelle le recours à un *angle* visuel particulier.

Si le problème des structures agricoles se pose sur un plan très vaste, mais aussi assez générique, en ce sens qu'une politique des structures doit assurer des conditions d'existence meilleures et une plus grande sécurité aux exploitants agricoles, à leur famille et aux ouvriers agricoles, indépendamment du fait que le revenu provienne en totalité de l'exploitation agricole ou de la combinaison d'activités agricoles avec une activité extra-agricole, alors, l'étable collective apparaît vraiment comme une forme d'organisation adéquate.

Les situations examinées au chapitre II de l'étude le prouvent : en d'autres termes, elles prouvent que comme tendance de principe d'étable collective dans les formes sous lesquelles elle a été conçue et développée jusqu'à présent, devient le support d'un certain nombre d'exploitations dont les membres s'intègrent peu à peu dans une activité différente, tandis que se spécialise un secteur de production - en général, celui de la vigne ou des fruits - et cette seconde possibilité est d'autant plus exploitée que les possibilités de travail ou d'emploi qui se présentent à proximité du lieu de résidence sont nombreuses.

En Emilie en particulier (voir les situations étudiées à Bologna, Modena, Reggio Emilia, Ferrara) où le développement du secteur industriel et du secteur tertiaire au cours de la dernière décennie a pris des formes tout à fait particulières, entraînant la formation de ceintures industrielles

(1) "Our general opinion is that co-operation finds a positive response within a wide range of the population. Our federation is now trying to verify this by means of an attitude study. Our present government also considers co-operation to be an interesting type of business and a counter-weight to private enterprises" (Comunicazione della sveriges lantbruksförbundet, agosto 1970).

dans les communes rurales situées autour de certaines grandes villes (Bologna, Modena, Reggio Emilia, Ravenna), du fait de la présence de nombreux artisans et travailleurs à domicile, les étables collectives ont permis aux petites exploitations agricoles - ou même aux micro-exploitations - de jouer plus facilement un rôle de lien entre la grande ville et la campagne, en créant des catégories sociales typiques : celle de l'ouvrier ayant un pied dans la grande ville et l'autre à la campagne, du petit paysan-ouvrier agricole (on se souvient que dans la majeure partie des exploitations relevant des étables considérées, les cas individuels de part-time sont résolus par l'exercice d'une activité agricole auprès d'autres exploitants) et celle de la ménagère travaillant à domicile. Il est cependant évident que cette adaptation de l'exploitation agricole à l'évolution économique ne peut s'arrêter à ce stade car il s'agit d'un stade transitoire. On est amené à se demander - compte tenu de la situation des exploitations considérées - ce qu'il adviendra de ces exploitations lorsque disparaîtront les vieux, c'est-à-dire ceux qui pratiquement maintiennent en vie l'exploitation individuelle. Cela signifie que le problème de la réforme des structures agricoles subsiste dans l'étable collective d'aujourd'hui, il n'est que différé. Et en effet on envisage dès à présent certaines solutions, différentes en apparence, mais assez semblables quant au résultat final.

L'une d'elles consiste à faire évoluer l'étable collective vers la gestion collective. Ce besoin est d'autant plus ressenti que l'on trouve encore dans les exploitations, du fait de leurs caractéristiques - dimensions plus grandes, meilleure organisation de la production - un certain nombre d'UL jeunes.

C'est le cas de l'étable collective de Samoggia, par exemple, où dès cette année on parle de gestion collective des terres apportées à l'étable pour la culture de fourrage; c'est aussi le cas de l'étable collective de San Bovo où la réalisation de l'idée de groupement est facilitée par le petit nombre de participants, tous jeunes et tous d'accord. C'est le but vers lequel tendent au fond diverses fédérations provinciales de coopératives comme celles de Modena et de Reggio Emilia qui, dans l'effort qu'elles font justement pour redonner à l'étable collective un sens plus profond et plus réaliste dans le processus de transformation des structures de production en cours de réalisation, ont introduit récemment une modifica-

tion aux statuts des étables collectives en vertu de laquelle, en recourant aux possibilités offertes par les dernières dispositions de loi relatives à l'achat de terrains par les coopératives, l'étable collective se propose, comme tâche statutaire, d'acheter des terrains à consacrer à des cultures fourragères auxquelles pourront être employés les membres même de l'étable dont le travail serait excédentaire dans leurs exploitations correspondantes ou dans un ensemble résultant de la simple juxtaposition des exploitations initiales.

L'autre solution consiste en programmes de développement qui s'étendent à des zones ou à des "comprendori" tout entiers et qui prévoient :

- la fusion des laiteries et/ou des fromageries collectives actuelles en une société de transformation unique, qui soit à même de transformer à la fois le lait de l'étable collective et celui des diverses exploitations, qu'elles soient basées sur l'apport de la main-d'oeuvre ou sur l'apport du capital;
- le développement de l'étable collective qui doit pouvoir, justement par l'extension de sa capacité de production, faire face à la demande de bétail jeune de la part des exploitations agricoles locales qui restent des exploitations individuelles.

Cette solution comporte une réorganisation de l'exploitation plus poussée que la simple réalisation d'une gestion collective, réorganisation dans laquelle, en dernière analyse, des rapports multiples, selon les cas, peuvent être réalisés entre la structure collective d'une part et des exploitations part-time, des exploitations individuelles basées sur l'apport de la main-d'oeuvre et des exploitations basées sur l'apport du capital, d'autre part.

Il est intéressant de souligner que les deux solutions ne s'excluent pas l'une l'autre; en effet, l'étable collective de Samoggia est actuellement au centre d'un développement du type de celui que nous avons décrit, qui intéresse quatre circonscriptions communales.

Dans tous les cas, un fait peut être considéré comme indicatif du développement futur : malgré toutes les incertitudes, malgré toutes les erreurs

commises - si l'on veut appeler erreurs ce qui est au fond la conséquence immédiate d'une expérience que ces agriculteurs font sur leur propre personne, les gestions collectives, sous les multiples aspects qu'elles peuvent revêtir, apparaissent effectivement comme une réponse du monde agricole aux sollicitations du développement industriel qui continue à se manifester par la réduction de la population active agricole et des exploitations, dans le cadre de ce déplacement des ressources qui caractérise une phase de développement et qui n'est que la suite et la conséquence logique des processus de division du travail. Les gestions collectives sont surtout une réponse en fonction d'une structure agricole économiquement efficace, mais qui représente aussi un progrès sur le plan social.

La situation en Italie méridionale

Le premier chapitre a été en partie consacré à l'examen de la situation de l'agriculture méridionale. Les problèmes de cette agriculture sont étudiés dans le cadre plus vaste de l'économie du Mezzogiorno. Il s'agit de régions qui ne sont plus exclusivement agricoles, mais qui ne peuvent être considérées comme industrialisées et qui ont donné cet aspect dualis-te au développement du système économique italien (1).

De 1951 à 1970 le pourcentage de la population agricole active est tombé de 57 à 33 % du total de la main-d'oeuvre. Cette diminution - comme nous l'avons dit - est toutefois due en partie à l'émigration de personnes actives vers d'autres régions de l'Italie et à l'étranger. En outre, le Sud est caractérisé par une importante masse d'ouvriers agricoles.

Le développement des régions méridionales dépend fondamentalement de la possibilité d'industrialiser ces régions et de la création de nouveaux emplois. Mais indépendamment des mesures destinées à faciliter l'implantation des industries et la création des infrastructures nécessaires, le progrès de l'agriculture - là où cette activité peut être exercée avec profit - apparaît comme une composante importante de ce développement.

(1) Voir Pasquale Saraceno, Il Sud nel sistema economico italiano ed europeo, Nord e Sud, anno XIX, nuova serie luglio-agosto 1972.

Un des impératifs fondamentaux consiste à surmonter les obstacles constitués par les formes traditionnelles des petites exploitations - généralement familiales - de dimensions trop réduites, et par le morcellement très poussé des terres, en réduisant le nombre des exploitations et en augmentant la superficie par un remembrement, afin d'y introduire les innovations technologiques requises par une agriculture moderne.

C'est précisément pour répondre à ce besoin qu'ont été créées les fusions totales décrites dans les chapitres précédents. Le premier résultat important a été obtenu au niveau du remembrement foncier, comme le montre le tableau 5. Un second résultat est celui de la transformation foncière et agricole obtenue grâce à l'irrigation et au développement de l'élevage.

Les initiatives récentes constituent - on peut le dire - des expériences qui mettent en lumière les possibilités que peuvent offrir les formes de gestion collective.

Il n'est pas possible actuellement de prévoir concrètement ce que seront les développements futurs de ces nouvelles formes de collaboration, notamment parce que, s'il est vrai qu'elles ont été favorisées et soutenues par la Cassa per il Mezzogiorno, il est tout aussi vrai qu'elles ne voient le jour que quand les agriculteurs intéressés le veulent. D'autre part, il est nécessaire également de contrôler les résultats obtenus tant sur le plan économique que sur le plan social.

Conclusions

Les formes de collaboration décrites dans la présente étude n'ont pas eu jusqu'à présent d'incidence marquée sur la structure de l'agriculture italienne, mais - comme nous l'avons rappelé - elles font actuellement l'objet de discussions, car on se rend compte des possibilités qu'elles offrent pour surmonter certains obstacles structurels caractéristiques de l'agriculture en Italie.

Abstraction faite de toute considération d'ordre politique et partant de toute prise de position démagogique, comme celle qui voudrait opposer comme deux parties en lutte une agriculture dite capitaliste et une agriculture dite du travail - des considérations de cet ordre émergent fréquemment dans les discussions dont nous venons de parler - on peut estimer que la diffusion de ces formes de collaboration pourra réussir dans la mesure où elles seront réalisées là où elles sont susceptibles d'être rentables;

c'est à cette seule condition que pourront être atteints les objectifs d'ordre social dont nous avons parlé. Le critère d'opportunité économique doit donc inspirer également les aides éventuelles qu'à l'échelon politique, on aurait décidé d'accorder à ces formes de collaboration.

Pour le contrôle de la gestion, la création d'une comptabilité d'exploitation efficace, fondée sur des critères bien précis et standardisés, apparaît comme un moyen indispensable, qui est actuellement tout-à-fait inopérant aux fins précitées.

En supposant que le développement économique du pays se poursuive, le pourcentage de la population agricole active devra nécessairement continuer à diminuer et les différences structurelles entre les diverses exploitations et entre les diverses formes de faire-valoir, sur le plan de la gestion et de l'organisation des exploitations, tendront à s'atténuer. Il faudra de toute façon qu'il existe un rapport plus étroit entre la terre et le travail et entre le capital et le travail. Et la mobilité des facteurs de production devra en tout cas être assurée.

Il convient de noter qu'en Italie, comme du reste dans d'autres pays, on observe une augmentation du nombre des exploitations gérées sous forme de société, de société par actions ou en commandite, d'une haute efficacité.

Puisqu'il est primordial que l'agriculture italienne soit efficace pour pouvoir soutenir la concurrence de l'agriculture des autres pays européens, la coexistence de divers types d'exploitations, fondées sur le capital et le travail, selon l'acception traditionnelle des termes, continuera à répondre aux critères de l'opportunité économique. C'est même précisément la comparaison entre des exploitations différentes et la compétition entre celles-ci qui assurent le développement de l'agriculture italienne.

Il est pratiquement impossible, comme nous l'avons dit, de prévoir ce que sera le développement futur des formes de collaboration décrites et en particulier des fusions totales.

En ce qui concerne les fusions totales, qui constituent les formes de collaboration entraînant les modifications de structure les plus profondes, leur nombre peu élevé et le fait que la majeure partie d'entre elles sont de création très récente ne permettent ni une généralisation des résultats obtenus ni des prévisions quant à la diffusion de cette forme de collaboration. En outre, les politiques régionales pourraient avoir une influence déterminante sur leur développement.

Si, à la suite de la réforme régionale, le ministère de l'agriculture et des forêts reste chargé de définir les orientations générales de la politique agricole, c'est aux régions, auxquelles ont été conférés des pouvoirs autonomes importants, qu'il incombe de traduire ces orientations dans la pratique en adoptant les objectifs et les directives à la situation du territoire considéré et en arrêtant des dispositions législatives correspondantes.

Suivant leur couleur politique, les assemblées régionales peuvent considérer diversément les fusions totales aux fins de l'élaboration de la programmation agricole : leur attitude peut aller de la neutralité - les fusions totales étant considérées sur le plan de l'efficacité pour ce qu'elles sont ou peuvent devenir, compte tenu du fait qu'un des objectifs de la politique nationale est de faciliter l'intégration des travailleurs agricoles dans des activités extra-agricoles - à une nette préférence pour cette "nouvelle" façon de pratiquer l'agriculture.

Cette attitude semble très dangereuse au responsable du présent rapport : en effet, la lecture de certains comptes rendus, décrivant les programmes de certaines régions fait apparaître la volonté de "coopérativiser", pour ainsi dire, tout le secteur agricole et à la base de ce processus se trouveraient, au niveau de la production, les gestions coopératives dont le but serait notamment de freiner l'exode rural. La cession de terres - affermées ou vendues - à des coopératives de production déjà existantes ou à des gestions collectives récemment créées, de la part de collectivités comme les hôpitaux ou les oeuvres de bienfaisance, souvent administrées par des conseillers qui ont la même couleur politique que les assemblées régionales, constitue, dans certaines régions, un des moyens d'appliquer ce programme, tandis que d'autres interventions plus profondes sont à l'étude (1).

(1) La création du registre professionnel des exploitants agricoles, dont le but était qu'une assistance ne soit accordée qu'aux exploitants qui travaillent de façon permanente dans l'exploitation et qui dans la pratique visait à instituer une sorte d'aide en faveur de certaines catégories, n'a pas été approuvée par le Parlement italien. Dans une région, toutefois, le Frioul-Vénétie Julienne, la création du registre professionnel a été récemment approuvée par une loi régionale. C'est là un exemple de la façon dont les interventions régionales, en matière de politique agricole, peuvent prendre une orientation jugée inopportune sur le plan national.

C'est là une attitude dangereuse, disions-nous : dangereuse parce qu'elle se prête, dans la pratique, à la réalisation d'une réforme agraire qui n'est pas présentée comme telle et parce qu'elle ne semble pas tenir dûment compte des nécessités économiques - inéluctables - auxquelles nous avons fait allusion. La législation italienne avait prévu jusqu'à présent, pour les investissements effectués par les coopératives ou les consortiums de coopératives, que les subventions du FEOGA seraient complétées par des subventions à fonds perdus de l'Etat et, pour la partie non couverte par ces subventions communautaires et nationales, l'octroi de crédits à long terme à taux réduit. En outre, les crédits à taux réduit ont été accordés selon un ordre de préférence qui donnait la priorité aux exploitants, individuels ou associés, et à leurs coopératives.

La nécessité de prévoir d'autres mesures d'aide particulières en faveur des formes de gestion collective, indépendamment de l'opportunité de créer un service d'assistance technique et économique efficace, utile du reste pour toute exploitation, - ne semble pas s'imposer - pourvu que l'on raisonne en tenant compte des impératifs de l'efficacité et du développement agricole - les mesures déjà en vigueur paraissant suffisantes. En outre, sur le plan de l'efficacité, toute entreprise susceptible de développement qui puisse assurer des revenus équitables aux agriculteurs, qu'elle soit individuelle ou collective, mérite la même considération.

Des interventions particulières de la part des régions, par exemple des facilités excessives accordées aux gestions collectives ou le fait d'imposer l'association aux exploitations individuelles, pourraient cristalliser des situations actuellement instables, freiner l'évolution normale de certaines exploitations et ralentir l'exode physiologique de la population agricole active.

Nous estimons - comme nous l'avons déjà dit - que la gestion collective peut constituer une forme moderne valable d'exploitation agricole, à condition qu'elle possède les caractéristiques économiques requises.

Dans les régions du Sud où les initiatives ont bénéficié de subventions considérables de la part de la Cassa per il Mezzogiorno, on fait actuellement preuve d'une grande prudence : de nouvelles réalisations, en effet, ne semblent pas imminentes et il paraît opportun - comme nous l'avons dit - de vérifier d'abord les résultats de celles qui existent.

Il serait souhaitable que la même prudence inspirât les programmes régionaux, afin d'éviter que soient adoptées des lois qui, en ne favorisant qu'un seul "type" d'agriculture et que certaines catégories d'exploitants agricoles, risqueraient de déclencher un processus involutif qui se révélerait très préjudiciable à l'agriculture italienne.

I N D E X

<u>Chapitre I - DESCRIPTION DES NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION</u>	1
Introduction	1
<u>Formes de collaboration dans le Centre et le Nord de l'Italie</u>	2
<u>Les étables collectives</u>	2
Etabl es collectiv es de l'Emilie-Romagne	16
Etables collectives de Vénétie	23
Les étables collectives de la région alpine	26
<u>Les gestions collectives totales</u>	29
Evolution en Emilie-Romagne	31
Le développement en Ombrie	35
<u>Formes de collaboration dans l'Italie méridionale et insulaire</u>	37
Les diverses formes de collaboration	40
Formes de remembrement volontaire et de groupement par zone de culture	41
Les formes de collaboration par secteur de production	42
Les formes de fusion totale	44
Formes juridiques	44
Orientations technico-structurelles et réglementation de base	51
Droit de disposer de la terre	51
La rémunération versée pour la terre	52
Le travail	53
Nombre et répartition des gestions collectives	53

<u>Chapitre II - EXAMEN DE QUELQUES-UNES DES NOUVELLES FORMES DE</u>	
<u>COLLABORATION</u>	59
Les étables collectives	59
Les exploitations agricoles qui font partie des étables collectives : évolution de l'orientation de la production et de la structure professionnelle de la main-d'oeuvre - Remarques générales	63
La situation dans les étables collectives considérées	72
Etable collective de Samoggia	72
Etable collective de Migliarina di Capri	82
Etable collective de Prato	91
Etable collective de Massenzatico	99
Etable collective de Lover	108
Etable collective d'Argenta	118
Etable collective de San Bovo	129
Etable collective de Crosare	137
Caractéristiques structurelles des étables collectives sélectionnées	146
Indices techniques et économiques	146
Structure des coûts	149
Apport de fourrage des membres	150
<u>Les fusions totales dans l'Italie du Nord et du Centre</u>	157
<u>Les fusions totales en Italie méridionale et insulaire</u>	164
Origine	164
Position des membres dans les organisations	165
Femmes et enfants	170
Avantages en faveur des membres	170
Le travail des membres	171
Aspects économiques	171
<u>Activités spécialisées</u>	174

<u>Chapitre III - FACTEURS INFLUANT SUR LE DEVELOPPEMENT DES FORMES</u>	
<u>DE COLLABORATION</u>	175
<u>Les étables collectives</u>	176
Facteurs qui sont à l'origine de la collaboration - Internes et externes	176
Facteurs qui ont freiné ou favorisé la réalisation des initiatives	178
<u>Les fusions totales</u>	191
<u>Facteurs influant sur le développement des gestions collectives</u> <u>dans l'Italie méridionale et insulaire</u>	204
Raisons qui sont à l'origine de cette création	204
Causes qui favorisent ou freinent la constitution des gestions collectives	207
 <u>Chapitre IV - COLLABORATION ET AMELIORATION DES STRUCTURES</u>	
<u>AGRICOLES</u>	227
Etables collectives et fusions en Italie du Nord	227
La situation en Italie méridionale	236
Conclusions	237

NOUVELLES FORMES DE COLLABORATION EN AGRICULTURE

Rapport pour l'Italie

Annexes relatives au Chapitre II

REMARQUE PRELIMINAIRE.

Cette seconde partie de l'étude est consacrée aux aspects économiques qui se sont dégagés d'une enquête portant spécialement sur quelques formes de collaboration décrites dans les pages qui précèdent.

En ce qui concerne les étables collectives, il convient de noter que jusqu'ici aucune recherche spécifique n'a été effectuée pour ce secteur de l'activité agricole. L'exposé qui suit est donc le fruit de l'enquête directe effectuée sur les formes de collaboration choisies et des résultats partiels d'une autre enquête spécifique sur les aspects socio-économiques des étables collectives, qui est en cours d'exécution et qui sera terminée en 1973 (1).

En ce qui concerne les aspects économiques, il faut dire que l'enquête effectuée auprès des exploitations agricoles a été très laborieuse et que beaucoup des résultats obtenus doivent être considérés avec une extrême prudence.

Abstraction faite des exploitations des étables collectives de Crosare (Vérone) et de S. Bovo (Padoue) et de la gestion collective de Rimini, pour lesquelles une comptabilité existait avant même la collaboration, dans tous les autres cas on a dû procéder à la reconstitution, plus ou moins complète, des bilans des exploitations, par des visites aux exploitations et de patients entretiens avec les exploitants qui ont généralement un niveau d'instruction peu élevé, ce qui faisait craindre que les renseignements fournis soient imprécis et contradictoires.

- (1) Cette enquête, dirigée par le Professeur Pedrini, est effectuée sous les auspices du Conseil national des recherches ; le programme de la recherche comporte notamment l'analyse du bilan des étables collectives, mais ne prévoit pas l'examen du bilan des exploitations participant à ces étables.

Les renseignements recueillis ont toutefois un degré de fiabilité différent : c'est ainsi que l'on peut généralement se fier plus aux renseignements concernant la répartition de la superficie qu'à ceux concernant les recettes et les dépenses ; les données relatives à la situation antérieure à la création des étables ou à la fusion sont moins dignes de foi que celles relatives à la situation postérieure à ces opérations. Malgré les incertitudes inhérentes à cette situation, on a essayé d'exprimer le revenu réalisable à prix constant de 1971, en contrôlant autant que possible la cohérence des données relatives à la production, aux recettes et aux dépenses, avec les possibilités de production, les prix et les dépenses relevés en moyenne dans les différentes zones.

Le choix des prix de 1971 est justifié entre autres par la relative stabilité des prix des produits agricoles au cours de ces dernières années, sauf pour le prix du lait destiné à la production du parmigiano-reggiano (dans les régions où sont installées les étables collectives de Samoggia, Migliarino, Massenzatico et Prato), qui subit des fluctuations importantes en fonction du prix du fromage, lequel varie suivant la demande et aussi suivant les opérations d'affinage. Pour que l'évaluation soit plus conforme à la réalité, on a attribué au lait produit et vendu par l'exploitation le prix moyen de 100 liras ; au cours des deux dernières années, ce prix a monté à 145 liras environ en particulier pour les étables collectives, du fait notamment de leurs liens avec les magasins coopératifs d'affinage.

Dans plusieurs cas, où des plantations d'arbres ont été effectuées, le produit brut commercialisable est supérieur au produit brut obtenu ; cela tient au fait que l'on a considéré les productions annuelles moyennes de ces plantations (et les dépenses moyennes correspondantes) en effectuant les calculs sur la base des productions que l'on peut obtenir (et des dépenses que l'on doit effectuer) pendant toute la durée de vie des plantations, pour exprimer - comme on l'a dit - la capacité productive de l'exploitation.

Nous préciserons en particulier que :

- Les variations éventuelles du capital foncier ne tiennent pas compte des variations de prix du fonds dues à la possibilité de le destiner à des usages autres que l'usage agricole (par exemple : superficie agricole devenue terrain à bâtir). Lorsque ces variations existent, elles sont dues uniquement à la valeur des améliorations effectuées ;
- Pour exprimer les unités de travail et les unités de bétail, on s'en est tenu aux coefficients CEE ;
- Le capital machines et équipements correspond habituellement (sauf dans les cas où il existe une comptabilité et où l'on a adopté des critères particuliers pour l'évaluation des amortissements) à la valeur des machines et équipements neufs, aux prix de 1971 ;
- Le capital bétail a été calculé en déterminant les effectifs moyens et en les multipliant par les prix de 1971 ;
- Les stocks ont été évalués en multipliant les quantités par les prix de 1971 ;
- Les avances aux cultures ont été évaluées sur la base de 50 % du poste "charges" ;

- Le capital d'exploitation a été calculé en ajoutant le capital bétail, les stocks, les avances aux cultures et 50 % du capital représenté par les machines et équipements ;
- Dans le calcul du Pbc, on n'a pas tenu compte du logement et des animaux de basse-cour produits pour l'usage exclusif de l'exploitant ; en effet, outre que ces éléments sont difficiles à évaluer, ils ne constituent pas des recettes en monnaie et ne représentent donc pas un encaissement d'espèces qui peuvent être dépensées ;
- Pour le calcul du Pbc, il a été nécessaire d'attribuer une valeur au bénéfice brut de l'étable, c'est-à-dire à l'accroissement de la quantité de viande ; en général, sur la base de l'expérience fournie par des étables analogues, la valeur de cet accroissement a été fixée à 25 % de la valeur des effectifs moyens de bétail ;
- Les amortissements, l'entretien et l'assurance des bâtiments, lorsque les données relatives aux dépenses réelles correspondantes faisaient défaut, ont été, par tradition, évalués globalement à 1 % de la valeur du bâtiment neuf ;
- L'amortissement des plantations a été calculé sur la base du coût desdites plantations et de leur durée ;
- L'amortissement et les frais d'entretien des machines et équipements, sauf évaluation différente dans les rares cas où ils étaient comptabilisés, s'élèvent généralement à 14 % de la valeur à neuf ;
- Le produit net d'exploitation a été réparti en attribuant conventionnellement 3 % de la valeur du capital foncier au revenu foncier dans le cas où l'exploitant était également propriétaire ; dans le

cas où l'exploitant était fermier, on a indiqué le loyer ; dans d'autres cas, celui des gestions collectives, on a pris la somme calculée par la coopérative comme rémunération du capital foncier apporté ;

- L'intérêt a été calculé sur la base de 5 % du capital d'exploitation ;
- Par différence, on a déterminé le revenu du travail, sauf dans le cas de gestions collectives ou de fusions totales, où le revenu du travail a été déterminé selon des critères particuliers ;
- Les disponibilités réelles sont égales à la différence entre le revenu perçu par l'exploitant et le paiement des dettes le cas échéant.

Dans les comptes d'exploitation des étables collectives, on a indiqué les éléments suivants :

- Description des investissements ;
- Mouvements de l'étable ;
- Produit brut commercialisable ;
- Frais de gestion, salaires de la main-d'oeuvre employée dans l'étable ; matières premières, à l'exclusion du fourrage apporté par les membres ; dépenses diverses et frais généraux (administration et direction ; impôts et taxes ; frais de bureau) ; amortissements, entretien et assurances ;
- Par différence, on obtient une valeur qui représente la valeur de transformation des produits apportés par les membres, valeur qui n'est toutefois pas entièrement à la disposition desdits membres, puisque normalement les étables collectives ont à leur charge des emprunts et des intérêts débiteurs.

Les étables collectives étudiées ont été choisies selon des critères de "représentativité". On a choisi selon les mêmes critères, pour chaque étable, les exploitations, de façon à exprimer le champ de variabilité pour les diverses caractéristiques, ainsi que les fusions complètes.

Etable collective de Samoggia - Anzola Emilia (Bologna).

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création : 1962 (1).

Année d'entrée en service de la coopérative : 1969 (1).

Exercice : 11 novembre - 10 novembre.

Orientation de la production : lait pour la transformation en Parmigiano-Reggiano.

Cheptel : 200 vaches laitières ; renouvellement interne ; sevrage.

Caractéristiques de l'élevage.

Race : pie noire, hollandaise et danoise. Actuellement, des croisements sont effectués avec la pie noire canadienne.

Forme : libre, avec litière permanente. Les vaches en lactation sont séparées des bêtes jeunes et des vaches tarées ; le sevrage se fait dans une étable séparée, avec allaitement mécanique.

(1) A noter la longue période qui s'est écoulée entre la création de l'étable et l'année où elle a commencé à fonctionner et qui est imputable aux lenteurs administratives, liées surtout à l'octroi des financements à taux réduit.

C'est là une caractéristique commune à toutes les initiatives ; aussi peut-il être intéressant de retracer l'historique du processus :

- création de la coopérative : 1962
- demande du premier financement : 1964
- création effective : début 1968
- entrée en service : dernier mois de 1968
- premier bilan véritable : 1969

Il existe des cas où, lorsque le financement est arrivé, la base sociale de la coopérative n'existait plus.

Etat sanitaire : tout le bétail est exempt de t.b.c. et de brucellose.

Provenance du bétail : initialement de l'étranger : Hollande et Danemark.

Adaptation du bétail : difficile au début.

Mortalité des veaux : élevée dans les premières années. La situation s'est ensuite améliorée, grâce d'une part à l'adaptation progressive du bétail et d'autre part à l'abandon de la pratique traditionnelle, selon laquelle la majeure partie du lait destiné à la fabrication du Parmigiano-Reggiano doit être produite entre février et novembre. Cette pratique entraîne la concentration des naissances au cours de la même période, avec les conséquences que l'on devine lorsqu'il y a plus de cent bêtes en lactation.

Fécondation : la tendance est à l'insémination artificielle, actuellement pratiquée à raison de 30 % environ.

En ce qui concerne la natalité, on peut considérer qu'il y a 75 mises bas pour 100 vaches.

Sélection : orientée vers des productions élevées (croisement avec la canadienne), mais à haute teneur en caséïne. On s'efforce à ce propos d'atteindre comme objectif optimum le taux de 2,5-2,6 %.

Membres : (actuels) : 34

ayant effectué un apport : 28

Raisons ayant motivé la création de l'étable collective et évolution.

Ce sont les raisons habituelles : raréfaction de la main-d'oeuvre, souci d'améliorer le revenu des exploitations, allègement (ou libération) d'un travail désagréable aux jeunes et spécialement aux femmes.

A ces motifs s'ajoute l'influence d'une fromagerie, aujourd'hui très proche de l'étable collective, construite en 1960 et destinée à la collecte et à la transformation du Parmigiano-Reggiano. Alors que sa capacité de traitement est supérieure à 20.000 quintaux par an - ce qui en fait une des fromageries les plus importantes de la zone dont la capacité moyenne de traitement est d'environ 5.000 quintaux par an - cette fromagerie a vu à un certain moment ses livraisons de lait diminuer en raison de la fermeture progressive des étables dans de nombreuses exploitations agricoles.

D'autre part, les besoins de la fromagerie ont coïncidé avec une relative maturité de l'esprit de coopération chez les paysans, qui faisaient déjà partie de caves coopératives, de coopératives frigorifiques et de consortiums de machines.

Actuellement, les rapports sont très étroits entre l'étable collective et la fromagerie, et ce tant sur le plan de la production que sur celui des rapports personnels.

L'étable collective, en effet, fournit une part croissante du lait transformé par la fromagerie, comme l'indique le tableau suivant.

Année	Lait transformé par la fromagerie (en quintaux)	dont lait fourni par l'étable
1969	20.000	4.000
1970	19.000	6.000
1971	18.000	8.000

Sur le plan personnel, tous les membres de l'étable collective sont également membres de la fromagerie ; le président de la fromagerie fait partie du conseil d'administration de l'étable et, inversement, le président de l'étable fait partie du conseil d'administration de la fromagerie. Le caissier de la fromagerie est conseiller de l'étable et celui de l'étable est conseiller de la fromagerie.

Situation et tâches des membres.

L'étable collective a un personnel salarié. Les rapports entre les membres et l'étable collective consistent dans la fourniture de fourrage, selon des modalités particulièrement souples.

En effet, les statuts n'obligent pas les membres de l'étable collective à fermer leur étable individuelle et prévoient - comme nous l'avons déjà signalé - qu'un tiers de la superficie ensemencée doit être consacré à la culture du fourrage, conversion qui peut toutefois être réalisée en trois ans.

On a pensé qu'une période de trois ans serait suffisante pour convaincre le membre de l'étable collective de l'opportunité de fermer sa propre étable ou, pour le moins, de ne garder qu'un nombre de bêtes qui ne soit pas incompatible avec l'activité de l'étable collective.

L'introduction du maïs semble faciliter cette évolution, en orientant même les membres vers la gestion collective des terrains apportés. On envisage même la possibilité de ne plus distribuer le bénéfice de l'étable sur la base des quantités de fourrage fournies, mais sur la base des hectares consacrés à sa culture. On propose une classification des terrains en trois catégories, compte tenu du loyer prévu par la législation récente.

L'étable collective serait chargée de l'épandage des engrais ; toutes les autres opérations de culture seraient confiées à une coopérative de machines (dont d'ailleurs font déjà partie nombre des membres de l'étable collective) et les membres seraient débités des coûts correspondants.

Rémunération des membres.

Jusqu'à présent, sur la base des modalités de fourniture du fourrage, le résultat net de la coopérative est réparti en fonction des quantités fournies : quintaux et non pas U.F.

Le maïs, l'orge et autres fourrages verts de moindre importance, sont payés sur la base des cours du marché.

La luzerne, verte/sèche, est convertie en foin normal, sur la base de coefficients déterminés (0,28 pour la verte ; 0,70 pour le fourrage de plus mauvaise qualité, provenant de la fauche des fossés, des tournières, etc.) et elle est payée au quintal selon la valeur de répartition.

En 1971, les fournitures des membres se décomposaient comme suit :

maïs	qu	2.988,60	x	lires	1.000	=	2.988.600	lires
orge verte	"	500	x	"	1.064	=	532.000	"
herbe d'alpages, herbe de prairies de fauche, feuil- les de betterave	"	172	x	"	736	=	126.740	"
foin	"	6.519,56	x	"	5.938,15 ^x	=	39.007.566	"

Participation financière des membres.

- 5.000 lires par tête en tant que capital social.
- 100.000 lires de prêt non productif d'intérêt et bloqué pendant toute la durée de l'affiliation à l'étable.
- 480.000 lires par hectare obligatoirement consacré à la culture de fourrage. Prêt non productif d'intérêt pendant une durée de 5 ans (1969-1974).
- Prêts volontaires portant intérêt à 5 %, non bloqués, c'est-à-dire que les membres peuvent les utiliser à tout moment.

^x Pour la détermination de cette valeur, voir analyse produit et coûts, pages suivantes.

Résultats techniques et économiques de l'étable.

Investissements		Taux d'amortissement
Terrain	6.000.000	-
Cabines électriques	3.670.000	2-8 %
Immeubles	126.000.000	3,5 %
Installations (1)	17.600.000	15-20 %
Machines et équipements	17.800.000	12-15 %
Equipements	1.153.000	20-25 %
Mobilier de bureau	504.000	10 %

Total	172.727.000	

Composition de l'amortissement annuel.

Immeubles et installations	7.237.000
Machines et équipements	3.540.000
Frais d'installation	32.000

	10.809.000 liras

(1) Salle de traite - installation de séchage de la luzerne - appareils électriques - installation d'épuration de l'eau.

Détermination du bénéfice brut de l'étable.

Inventaire d'ouverture

Inventaire de clôture

		Vaches 224 x 300.000 = L 67.200.000	
		Génis- 65 x 240.000 = L 15.600.000	
		ses	
		Jeunes	
		génis- 85 x 150.000 = L 12.750.000	
		ses	
		Tauril- 10 x 200.000 = L 2.000.000	
		lons	
		Tauril- 8 x 100.000 = L 800.000	
		lons	
		Taureaux 2 x 280.000 = L 560.000	
		Taureau 1 x 500.000 = L 500.000	
		Veaux 2 x 50.000 = L 100.000	
		---	-----
Têtes 337	L 82.925.000	397	L 99.510.000
<u>Bétail né</u>		<u>Bétail mort</u>	
Têtes 205		Têtes 23	
<u>Bétail acheté</u>		<u>Bétail vendu</u>	
		Veaux 83	L 5.780.000
		Veaux 4	L 80.000
		Vaches 31	L 6.290.000
		Taureaux 4	L 1.314.700
		---	-----
Total 542		122	L 13.465.700
Bénéfice brut			
de l'étable	L 30.050.700	Total 542	L 112.975.700
			=====

Produit brut total.

Lait

pour la fromagerie	1.142,28 x 129	(1) =	14.735.412	
" " "	7.246,04 x 149	(1) =	107.965.996	
de consommation	294,48 x 79,60	=	2.345.827	
Complément lait 69-70			760.000	
	-----		-----	
	q 8.682,80			125.807.788
Bénéfice brut de l'étable				30.050.700
Fumier				2.878.175
Divers				661.821

			Total Pbc	159.398.484
				=====

Coûts et dépenses.

		L	%
		-----	-----
<u>Coûts variables</u>			
Travail supplémentaire	1.306.070		
Alimentation	61.511.903 (2)		50 %
Paille	2.740.675		
Médicaments et vétérinaire	1.567.980		
Autres frais de l'étable	8.184.069		
	-----	73.310.697	60 %

(1) A noter la différence de prix de ces deux catégories de lait, qui est due au fait que jusqu'à présent, le lait le plus apprécié pour la fabrication du Parmigiano-Reggiano était celui produit du printemps à l'hiver.

(2) Dont 3.647.340 liras pour des membres au titre de la fourniture des produits (maïs, orge, herbe) ; voir page 12.

Coûts fixes.

		Lires	%
<hr/>			
Travail :			
- Salaires	16.517.059		
- Charges sociales diverses	<u>1.599.030</u>		
		18.116.098	15 %
Frais :			
- d'assurance	251.798		
- d'entretien et de réparation	1.036.445		
- d'amortissement	<u>10.809.000</u>		
		12.097.243	10 %
- Impôts et taxes	187.570		
- Intérêts débiteurs	14.516.071		
- Adm. et frais généraux	<u>3.735.096</u>		
		18.438.737	15 %
		<hr/>	<hr/>
Total coûts fixes		48.652.078	40 %
Total coûts et dépenses		123.962.775	100 %

Paie ment aux membres du fourrage fourni.

Produit brut	159.398.484
moins	
Coûts et dépenses	<u>123.962.775</u>

Valeur de transformation
du fourrage (1) 35.435.709

Fourrage fourni par les membres : 6.520 quintaux

Rémunération par quintal fourni : 5.435 lres

(1) Foin uniquement - voir page 12 et note 2, page 15.

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	6.00.00	6.00.00
S.A.U.	5.35.00	5.35.00
dont : vignoble	0.40.00	0.40.00
plantation de poiriers	0.30.00	0.70.00
céréales	0.80.00	0.70.00
betteraves	1.20.00	1.00.00
pommes de terre	0.20.00	-
luzerne	3.00.00	3.00.00
	(0.42.00)	(0.42.00)
Unités de travail	2	2
Unités de bétail	6,7	3,4
Capital :		
1a - foncier	14.000.000	14.800.000
1b - améliorations (0.40 ha de poiriers)	-	800.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.000.000	900.000
b - machines	2.720.000	2.720.000
c - produits en stock	320.000	210.000
d - avances aux cultures	782.070	1.013.030
3 - dettes	-	-

Suite Samoggia - Exploitation n° 1.

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- raisin	196	980.000	196	980.000
- poires	57	199.500	133	465.000
- céréales	35	245.000	30	210.000
- betteraves	489	489.000	490	490.000
- pommes de terre	98	37.000	-	-
- paiement fourrage étable	-	-	-	775.340
b) Productions animales :				
- lait	120	1.200.000	-	600.000
- bénéfice brut de l'étable	-	500.000	-	225.000
Total	-	3.650.500	-	3.745.340

Charges.

1) Amortissement, entretien, assurance

a - bâtiments	35.000	35.000
b - plantations	48.840	79.860
c - machines (amortissement, entretien)	380.800	380.800

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	597.500	942.000
b - pour les productions animales	80.000	150.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	132.000	148.400

3) Impôts, taxes, cotisations

290.000	290.000
---------	---------

Total	1.564.140	2.026.060
-------	-----------	-----------

Suite Samoggia - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	2.086.360	1.719.280
dont :		
- revenu foncier	420.000	444.000
- intérêts	223.100	174.150
- revenu du travail	1.443.260	1.101.130
Produit net par UT	1.043.180	859.640
Revenu du travail par UT	721.630	550.565
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	2.086.360	1.719.280

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	6.00	6.00
S.A.U.	5.35	5.35
dont : vignoble	1.00	1.00
plantation de poiriers	-	0.50
betteraves	0.60	1.00
céréales	1.20	0.90
luzerne	2.55	1.95
vigne en rangées	(0.90)	(0.40)
maïs 2ème récolte	-	(0.50)
Unités de travail	3,2	3
Unités de bétail	6,4	1,2
Capital :		
1a - foncier	18.000.000	33.000.000
1b - améliorations (2 maisons et 0,50 ha de poiriers)	-	15.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	1.710.000	330.000
b - machines	3.120.000	4.720.000
c - produits en stock	300.000	165.000
d - avances aux cultures	1.003.700	1.226.100
3 - dettes - 40 ans 1 %	-	8.000.000
5 ans 2 %	-	3.500.000

Suite Samoggia - Exploitation n° 2

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- raisin	520	2.860.000	300	1.650.000
- vin	-	-	-	1.200.000
- poires	-	-	100	350.000
- betteraves	330	313.500	600	570.000
- céréales	34	378.000	45	315.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	722.890
b) Productions animales :				
- lait	180	1.800.000	15	150.000
- bénéfice brut de l'étable	-	427.500	-	82.500
c) Travail pour le compte de tiers	-	-	-	1.300.000
Total		5.779.000		6.340.390

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurances

a - bâtiments	30.000	140.000
b - plantations	92.400	125.400
c - machines	468.000	666.800

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	767.000	1.101.000
b - pour les productions animales	200.000	60.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	100.000	15.000

3) Impôts, taxes, cotisations

350.000	350.000
---------	---------

Total	2.007.400	2.452.200
-------	-----------	-----------

Suite Samoggia - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	3.771.600	3.888.190
dont : - revenu foncier	540.000	1.080.000
- intérêts	228.685	204.050
- revenu du travail	3.002.915	2.604.140
Produit net par UT	1.178.625	1.296.060
Revenu du travail par UT	938.410	868.050
Paie ment dettes	-	806.600
Disponibilités réelles	3.771.600	3.081.590

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	8.00	8.00
S.A.U.	6.80	6.80
dont : vignoble	0.20	0.20
céréales	3.00	2.40
betteraves	2.00	3.00
luzerne	1.00	1.20
ail	0.40	-
oignons	0.20	-
Unités de travail	1,5	1,5
Unités de bétail	-	-
Capital :		
1a - foncier	18.000.000	18.000.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation :		
a - bétail	-	-
b - machines	1.890.000	1.890.000
c - produits en stock	-	-
d - avances aux cultures	868.790	1.007.240
3 - dettes	-	-

Suite Samoggia - Exploitation n° 3

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- céréales	135	918.000	134	913.920
- betteraves	920	920.000	1.440	1.444.000
- luzerne	95	285.000	-	-
- raisin	46	223.000	46	223.000
- oignons	40	120.000	-	-
- ail	44	198.000	-	-
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.232.960
b) Productions animales	-	-	-	-
Total		2.664.000		3.813.880

Charges.

1) Amortissement, entretien, assurances

a - bâtiments	35.000	35.000
b - plantations	18.480	18.480
c - machines	264.600	264.600

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	911.500	1.146.400
b - pour les productions animales	-	-
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	120.000	160.000

3) Impôts, taxes, cotisations

390.000	390.000
-----	-----

Total	1.739.580	2.014.480
-------	-----------	-----------

Suite Samoggia - Exploitation n° 3

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	924.420	1.799.400
dont : - revenu foncier	540.000	540.000
- intérêts	90.690	91.600
- revenu du travail	293.730	1.167.800
Produit net par UT	616.280	1.199.600
Revenu du travail par UT	195.820	778.530
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	924.420	1.799.400

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	13.00	13.00
S.A.U.	11.40	11.40
dont : vignoble	4.20	4.20
plantation de poiriers	1.30	1.30
plantation de pruniers	0.40	0.40
betteraves	1.30	2.60
céréales	1.20	1.50
luzerne	2.80	2.00
ail	0.20	-
Unités de travail	5	4
Unités de bétail	12,1	-
Capital :		
1a - foncier	40.000.000	40.000.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.700.000	-
b - machines	1.550.000	2.340.000
c - produits en stock	375.000	-
d - avances aux cultures	1.497.880	1.894.120
3 - dettes	-	-

Suite Samoggia - Exploitation n° 4

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- raisin	1.512	8.316.000	1.512	8.316.000
- poires	195	585.000	195	585.000
- prunes	30	240.000	30	240.000
- betteraves	624	592.800	1.456	1.383.200
- céréales	60	402.000	975	653.250
- ail	26	78.000	-	-
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.752.210
b) Productions animales :				
- lait	270	2.700.000	-	-
- bénéfice brut de l'étable	-	675.000	-	-
Total		13588.800		12927.660

Charges.

1) Amortissement, entretien, assurances

a) bâtiments	70.000	70.000
b) plantations	497.640	497.640
c) machines	217.000	327.600

2) Achat de biens et services :

a) pour les productions végétales	767.400	903.000
b) pour les productions animales	280.000	
c) divers (locations, intermédiaires, etc.)	483.750	310.000

3) Impôts, taxes, cotisations

680.000	680.000
---------	---------

Total	2.995.790	2.788.240
-------	-----------	-----------

Suite Samoggia - Exploitation n° 4

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	10.593.010	10.139.420
dont : - revenu foncier	1.200.000	1.200.000
- intérêts	267.390	153.200
- revenu du travail	9.125.620	8.786.220
Produit net par UT	2.118.605	2.534.850
Revenu du travail par UT	1.825.120	2.198.550
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	10.593.010	10.139.420

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 5

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	14.00	14.00
S.A.U.	12.70	12.70
dont : plantation de poiriers	0.80	0.80
plantation de pommiers (en rangées)	(0.29)	(0.29)
vignoble	1.19	1.65
luzerne	4.70	4.80
céréales	3.21	3.00
betteraves	2.80	2.45
maïs de 2ème récolte	-	(0.40)
Unités de travail	3	3
Unités de bétail	17,8	6,6
Capital :		
1a - foncier	40.000.000	41.000.000
1b - améliorations (0,46 ha de vigne- ble)	-	1.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	3.800.000	1.900.000
b - machines	2.360.000	2.430.000
c - produits en stock	196.000	119.000
d - avances aux cultures	1.183.620	1.720.670
3 - dettes - 5 ans 3 %	680.000	680.000
40 ans 1,5 %	22.000.000	22.000.000

Suite Samoggia - Exploitation n° 5

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- poires	200	700.000	200	700.000
- pommes	75	300.000	52	208.000
- raisin	273	1.446.900	380	2.008.700
- céréales	160	1.120.000	180	1.260.000
- betteraves	1.624	1.624.000	1.786	1.786.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.513.110
b) Productions animales :				
- lait	350	3.500.000	130	1.300.000
- bénéfice brut de l'étable	-	950.000	-	475.000
Total		9.640.900		9.250.810

Charges.

1) Amortissement, entretien, assurances

a) bâtiments	100.000	100.000
b) plantations	162.750	205.740
c) machines	330.400	340.200

2) Achat de biens et services :

a) pour les productions végétales	838.200	1.003.900
b) pour les productions animales	100.000	769.500
c) divers (locations, intermédiaires, etc.)	150.000	336.000

3) Impôts, taxes, cotisations

686.000	686.000
---------	---------

Total	2.367.350	3.441.340
-------	-----------	-----------

Suite Samoggia - Exploitation n° 5

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	7.273.550	5.809.470
dont : - revenu foncier	1.200.000	1.230.000
- intérêts	367.980	247.730
- revenu du travail	5.705.570	4.331.740
Produit net par UT	2.424.510	1.939.820
Revenu du travail par UT	1.901.860	1.443.910
Paie ment dettes	874.240	874.240
Disponibilités réelles	6.399.310	4.935.230

Province : Bologna

Etable collective de Samoggia

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 6

Mode de faire-valoir : fermier exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	22.00	22.00
S.A.U.	18.60	18.60
dont : vignoble	1.20	1.20
plantation de poiriers	0.40	0.60
plantation de pruniers	-	0.20
luzerne	7.80	7.00
céréales	5.00	5.60
betteraves	4.20	4.00
maïs de 2ème récolte	-	(2.00)
Unités de travail	5,3	2,7
Unités de bétail	21,2	11
Capital :		
1a - foncier	60.000.000	60.760.000
1b - améliorations (0.20 ha de poiriers - 0.20 ha de pruniers)	-	760.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	5.600.000	2.900.000
b - machines	2.420.000	3.075.000
c - produits en stock	900.000	600.000
d - avances aux cultures	1.972.050	1.616.850
3 - dettes	-	-

Suite Samoggia - Exploitation n° 6

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	l	q	l
a) Productions végétales :				
- raisin	201	1.045.200	201	1.045.200
- poires	80	264.000	120	396.000
- prunes	-	-	24	192.000
- luzerne	-	-	-	-
- céréales	300	2.100.000	392	2.744.000
- betteraves	1.890	1.795.500	2.320	2.204.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	106.900
b) Productions animales :				
- lait	450	4.500.000	350	3.500.000
- bénéfice brut de l'étable	-	1.400.000	-	725.000
Total		11.104.700		10.913.100

Charges.

1) Amortissement, entretien, assurances

a) bâtiments	-	-
b) plantations	-	37.000
c) machines	338.800	430.500

2) Achat de biens et services :

a) pour les productions végétales	1.254.300	1.360.200
b) pour les productions animales	1.400.000	600.000
c) divers (locations, intermédiaires, etc.)	445.000	300.000

3) Impôts, taxes, cotisations

	506.000	506.000
Total charges	3.944.100	3.233.700

Suite Samoggia - Exploitation n° 6

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Pbc - charges	7.160.600	7.679.400
dont : - loyer	1.250.000	1.250.000
- intérêts	479.100	307.720
- revenu du travail	5.431.500	6.121.680
Revenu de l'entrepreneur par UT	1.350.940	2.844.220
Revenu du travail par UT	1.024.810	2.267.290
Paiement dettes	-	-
Disponibilités réelles	5.910.600	6.429.400

Nous avons considéré six des exploitations affiliées à l'étable collective de Samoggia, trois d'une superficie inférieure à 10 hectares et trois d'une superficie supérieure à 10 hectares.

Il faut rappeler que l'étable collective de Samoggia n'est entrée en service que récemment : il n'a pas été interdit aux membres de garder du bétail dans leur étable et l'obligation de consacrer une certaine fraction de la superficie de leur exploitation à l'étable collective ne leur sera pas imposée avant trois ans.

On ne peut donc pas relever de variations particulièrement importantes des résultats économiques des exploitations considérées. Le paiement du fourrage livré à la coopérative représente une part importante du produit pour l'exploitation n° 3.

A noter que dans cette exploitation, il n'y a pas de bétail et que c'est celle où le nombre des unités de travail est le plus bas, tandis que les autres exploitations semblent en général avoir une main-d'oeuvre excédentaire, sauf en ce qui concerne l'exploitation n° 6 où les UB tombent de 21,2 à 11, ce qui a réduit le nombre des UT de 5,3 à 2,7.

Toutes les exploitations ont des productions multiples (caractéristique de toutes les exploitations de la région) mais les variations de la superficie consacrée à ces productions ne sont pas encore bien définies.

Etable collective "Progresso" - Migliarina di Carpi (Modena).

L'étable collective de Migliarina appartient, comme celle de Prato, au premier groupe d'étables collectives de la plaine émilienne : elle s'est trouvée également dans une situation assez critique.

A la différence de Prato, toutefois, elle n'a pas été tenue de modifier l'orientation de sa production : elle a été créée comme étable collective pour la production de lait destiné à la fabrication de Parmigiano Reggiano et elle l'est restée.

Ses vicissitudes économiques sont étroitement liées au marché du Parmigiano Reggiano et partant, au niveau du prix du lait : cela apparaîtra clairement dans les données que l'on trouvera ci-après.

Pour donner un exemple - représenté par Migliarina - des difficultés dans lesquelles se sont trouvées - et se trouvent encore - les étables coopératives de la région qui ont des dimensions et une organisation analogues et comme l'expérience porte sur plusieurs années, on a jugé opportun d'indiquer pour certaines des données techniques et économiques les plus significatives non seulement les chiffres du dernier exercice 1970-71, mais également ceux des années précédentes.

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création de la coopérative : 1962.

Année d'entrée en service : 1965.

Exercice : 1er janvier - 31 décembre.

Orientation de la production : lait pour la production du Parmigiano Reggiano.

Nombre d'animaux : 100 vaches laitières avec renouvellement interne.

Caractéristiques de l'élevage : race frisonne de la branche Nord de l'Europe (hollandaise-danoise-allemande).

Forme : semi-libre ; en 1966, la zone de repos initialement aménagée en litière permanente a été transformée en boxes. Salle de traite dans le bloc étables - fenil.

Alimentation : caractéristique pour la production du Parmigiano-Reggiano.

Provenance du bétail : l'étable a été créée à l'origine avec du bétail (vaches près de mettre bas) acheté entièrement à l'étranger (Hollande - Danemark - Allemagne).

Etat sanitaire du bétail : tout le bétail a été introduit dans la coopérative exempt de brucellose et de tuberculose et l'est resté, comme le montrent les contrôles périodiques obligatoires.

Adaptation du bétail : précaire à l'origine, elle a cependant été moins mauvaise qu'ailleurs. La crise initiale, en effet, a été moins grave à Migliarina parce que le bétail, dès son arrivée (août 1964) a été réparti en petits groupes, dans quatre ou cinq étables de fortune, la construction n'étant pas encore prête. Selon les techniciens, il aurait manqué ce que l'on appelle "l'effet de masse".

Production de lait :

Moyenne par vache : q. 38,45

Journalière : l. 16

Nombre de jours de lactation : 240

Rendement caséine : kg 8,785

Dont :

Beurre : kg 1,798

Fromage : kg 6,714

Membres :

Actuellement 42 dont :

Propriétaires exploitants directs : 36

Fermiers exploitants directs : 4

Coopératives d'ouvriers agricoles : 2

De l'origine à ce jour, on a enregistré le mouvement suivant :

<u>Année</u>	<u>Nombre de membres</u>
1965	29
1966	39
1967	52
1968	48
1969	44
1970	
1971	42

Raisons ayant motivé la création de l'étable : les raisons habituelles : sociales et économiques, ces dernières se présentant sous un double aspect : faciliter la conversion, aux cultures spécialisées, des UT rendues libres par la suppression de l'étable ; remplacer les petits élevages familiaux par un ensemble toujours complété par l'exploitation, mais plus rentable : en un mot développer l'exploitation rurale.

Après plusieurs années d'activité de la coopérative, on constate dans ce cas également au moins trois éléments intéressants qui ont une incidence sur la situation pour ainsi dire théorique de l'étable coopérative :

- a) Nombre des exploitations membres (dans l'échantillon considéré, la moitié exactement) ne pratiquaient pas l'élevage bovin au moment de leur adhésion à l'étable ; parmi elles figurent les deux exploitations qui ont la superficie la plus grande (14,27 et 14,57 ha respectivement).

- b) Sur les dix autres, toutes n'ont pas supprimé l'élevage individuel après la création de l'étable collective. Les statuts leur offrent en effet cette possibilité.

Jusqu'ici, quatre exploitations seulement ont supprimé leur élevage individuel. Il ne semble pas possible d'établir une relation entre la superficie de l'exploitation et l'étable : en effet, ces quatre exploitations couvrent tout l'éventail des dimensions représentées à Migliarina ; elles ont respectivement 2,57, 3,14, 4,57 et 6 ha.

Dans toutes, après la création de l'étable collective, la part du Pbc représentée par les produits de l'élevage est faible par rapport à celle provenant des autres cultures qui, habituellement, dans la région, se limitent à la vigne.

Modène est le lieu de production d'un vin apprécié : le lambrusco. Cela semble confirmer que, dans la pratique, lorsque l'élevage du bétail n'est plus assuré par les exploitations individuelles, celles-ci se convertissent à d'autres productions et c'est précisément des transformations de la structure de la production et de l'organisation du travail des exploitations des membres que provient l'amélioration du revenu.

A cet égard, le Professeur Rolfes et le Professeur Hage, dans une étude effectuée il y a quelques années sur les formes de coopération pour la mécanisation et l'élevage du bétail dans quelques pays européens, ont observé un phénomène similaire au Danemark. (1).

- (1) Max Rolfes - Karl Hage : Landwirtschaftliche Gemeinschaftsformen der Veredelungswirtschaft und Mechanisierung in europäischen Ländern : Frankreich, Dänemark, Norwegen, KTL Frankfurt/M, 1966. (Formes de coopération dans l'industrie de transformation et la mécanisation dans certains pays européens : France, Danemark, Norvège, KTL Francfort, 1966).

Nous signalons dès maintenant que cet aspect du problème sera réexaminé dans les parties c) et g) de l'étude.

- c) Une autre caractéristique commune aux exploitations participant à la coopérative et qui, à un autre égard, se rattache à ce que nous avons dit au point b) est le fait que les enfants des membres exercent leur activité dans des secteurs non-agricoles. A ce propos, il ne faut pas oublier que Carpi et les régions limitrophes sont devenues depuis une vingtaine d'années le centre de l'industrie du tricotage dans le Nord de l'Italie, avec concentration du travail à l'usine et création d'un réseau très étendu de travail à domicile, exclusivement effectué par les femmes.

L'activité non-agricole des jeunes est une caractéristique très répandue dans les exploitations des membres des étables collectives.

A Migliarina, toutefois, on note le pourcentage élevé d'enfants de paysans qui sont dans l'enseignement secondaire du second degré et plus spécialement dans les instituts techniques professionnels ; nous reparlerons ci-après à propos des données sociologiques : il est probable que cette caractéristique de Migliarina est à rapprocher de l'industrialisation de la région et de l'impulsion qu'elle a donnée aux spécialisations techniques.

Situation et tâches des membres : les rapports existant entre les membres et la coopérative consistent, comme d'habitude, dans la fourniture de fourrage.

L'étable emploie du personnel salarié. Il peut être fait appel aux membres à certains moments (enlèvement de la litière, naissance des veaux) et ceux-ci reçoivent alors le salaire correspondant.

Païement du fourrage : la valeur de transformation réalisée dans l'étable collective est répartie entre les membres sur la base des UF fournies.

Participation financière des membres :

Capital social - actuellement (au 31 décembre 1971) : 2.875.000 liras avec des parts nominales de 5.000 liras au minimum.

Dépôts

- a) 600.000 liras par ha. Non-productifs d'intérêt et bloqués pendant toute la période d'affiliation. Sur la partie non-versée, le membre paie un intérêt de 5 % ;
- b) volontaires, non-bloqués, portant intérêt à 5 %. Au 31 décembre 1971, ils s'élevaient à 38.600.000 liras.

Données techniques et économiques de la coopérative.

Organisation du travail dans la coopérative.

Salariés permanents : 5, dont 1 préposé aux tracteurs et 1 qui exerce les fonctions de chef d'étable (1).

Direction et assistance technique : président et conseil d'administration (2).

Comptabilité : le premier enregistrement comptable, effectué par le chef d'étable, est transmis au centre comptable de la coopérative de Carpi.

Relations avec le marché : tout le lait est fourni à la fromagerie : 30 % seulement est payé à ce titre.

Amélioration de la production : sélection des animaux en vue d'atteindre des productions élevées, à forte teneur en caséine.

(1) La traite demande en moyenne 12 minutes par vache.

(2) Voir les observations formulées à ce sujet pour l'étable collective de Prato.

Investissements (1965-1971) - prix courants

	1965	Variations (+) 1969	Variations (+) 1971	Total	Taux d'amor- tissement	Amortis- sement
Terrain (ha 2.85.57)	3.300.000	-	-	3.300.000	-	-
Route d'accès	600.000	-	-	600.000	2,0 %	12.000
Raccordement élec- trique	1.700.000	-	-	1.700.000	2,0 %	34.000
Immeubles :						
Utilisation de l'étable	37.611.556	26.225.855	15.597.056	83.950.867	3,5 %	2.938.280
Logement du bouvier	4.516.400	-	-			
Salle de traite	4.596.550	-	-			
Machines, installa- tions et équipem.	6.929.115	+ 5.192.358	+ 3.615.018			
Mobilier de bureau	85.700	-	-	85.700	12-15 %	2.722.123
Total	59.339.321	31.410.213	19.212.074	109.969.608		5.706.403

Lorsqu'on considère le montant de ces investissements, il ne faut pas oublier que :

- 1) ceux-ci ont été réalisés avec un recours au crédit ;
- 2) comme celle de Prato, l'étable collective de Migliarina n'a pas bénéficié de subventions en capital, tandis que les crédits à taux réduit - selon les modalités en vigueur il y a quelques années - ont été assez faibles et pratiquement réservés à l'achat du bétail et des machines ;
- 3) le recours au crédit ordinaire au taux de 7-9 %, avec les intérêts débiteurs très élevés qui s'ensuivent, a donc été important. Pour la moyenne des cinq années 1965-1969, les intérêts débiteurs ont absorbé à eux seuls 13 % du produit brut : charge quasi-égale à celle de la main-d'oeuvre.

Détermination du bénéfice brut de l'étable (1972).

Inventaire d'ouverture (1er janvier 1971)

- Vaches	63	L. 18.900.000
- Génisses et jeunes génisses	79	L. 14.760.000
- Taureaux et taurillons	8	L. 2.310.000
- Veaux	5	L. 250.000
- Vaches de réforme	11	L. 1.320.000
- Génisses incertaines	3	L. 510.000
	---	-----
	169	L. 38.050.000

Bétail né :

- Veaux	104	
- Génisses	21	L. 8.140.000
	---	-----
Total	294	L. 12.507.600
		=====

Inventaire de clôture

- Vaches	81	L. 24.750.000
- Génisses	72	L. 15.740.000
- Veaux et jeunes génisses	22	L. 2.040.000
- Vaches de réforme	10	L. 1.350.000
- Taurillons et taureaux	7	L. 1.800.000
	---	-----
	192	L. 45.680.000

Bétail mort :

- Veaux	11
- Génisses et jeunes génisses	2

Bétail vendu :

- Vaches	32	}	
- Génisses	3		
- Taureaux	9		
- Veaux	45		L. 13.017.600
	---		-----

Total	294	L. 58.697.600
-------	-----	---------------

Bénéfice brut de l'étable	L. 12.507.600
	=====

Nous indiquerons la production totale de lait et sa répartition sur les différents mois, de façon à montrer comment la production de lait est concentrée sur la période d'avril à novembre pour répondre à une prétendue exigence de la fabrication du Parmigiano-Reggiano.

Actuellement, ce système est discuté et même, dans certains cas, il est abandonné et l'on assiste à une répartition plus égale de la production sur toute l'année. Cela signifie, pour l'étable, la possibilité d'échelonner les naissances au lieu de les concentrer sur une seule période, ce qui présente l'avantage évident de faire baisser la mortalité des veaux.

Le lait de la période d'avril à novembre atteignait un prix supérieur : avec le nouveau système évidemment, le prix est le même toute l'année.

Production		L/q	Valeur totale en liras
Total	q 3.308,24	13.149 (1)	43.502.169
dont :			
janvier	q 193,10		
février	q 389,15		
mars			
avril	q 2.417,99 +		
mai			
juin	q 6,20		
juillet	écrémé		
août	-----		
septembre	q 2.424,19		
octobre			
novembre			
décembre	q 301,80		

Production moyenne mensuelle : 275,68 quintaux.

Production moyenne mensuelle au cours de la période avril/novembre : 303 quintaux.

Il faut souligner l'importance fondamentale - pour cette étable collective et pour celles qui ont une structure analogue (lait destiné à la fabrication de Parmigiano-Reggiano) - de l'évolution du prix du lait.

(1) Evaluation prudente de l'étable qui clôture son bilan au 31 décembre. La fromagerie (bilan au 30 avril de l'année passée) a payé en réalité 14.146 liras le quintal. La différence se retrouvera comme report actif dans le prochain exercice, selon une pratique courante, imposée précisément par le décalage entre les deux bilans, celui de l'étable et celui de la fromagerie.

Ce lait subit souvent au cours des années des fluctuations de prix assez marquées : on a enregistré, dans un passé récent, un véritable écroulement des cours.

Les difficultés qui en résultent pour les étables collectives, caractérisées par une forte rigidité de la structure des coûts, sont évidentes.

A titre d'exemple, nous indiquerons pour les années 1965-1971 la production et le prix du lait :

Année	Quintaux	Lires par quintal	Total lait
1965	2.491,50	8.807,01	21.942.731
1966	3.258,06	8.413,29	27.411.070
1967	3.594,16	6.374,99	22.912.757
1968	3.429,20	7.091,51	24.318.206
1969	3.451,99	9.057,33	31.265.824
1970			
1971	3.308,24	13.149,00	43.502.169

Détermination du produit total de l'étable.

- Lait	L. 43.502.169
- Bénéfice brut de l'étable	L. 12.507.600
- Fumier q 9.747 x L. 210	L. 2.047.690
- Primes	L. 159.630
- Remboursement transport par les membres	L. 1.266.226
- Report actif	L. 6.217.447 (1)

	L. 65.700.762
	=====

(1) Se décompose comme suit :

Subvention administration communale pour le paiement des intérêts débiteurs	L. 4.335.682
Différence lait exercice 70	L. 1.410.136
Intérêts créditeurs (sur les parts non payées par les associés)	L. 471.629

	L. 6.217.447

Coûts et dépenses.

Coûts variables :

- Travail supplémentaire	825.850		
- Alimentation	9.859.346		
- Paille	1.106.760		
- Médicaments et vétérinaire	1.129.050		
- Insémination	625.512		
- Autres coûts de l'étable	<u>2.420.187</u>		
Total coûts variables		15.966.712	37 %

Coûts fixes :

- Travail			
Conducteur de tracteur	2.158.200		
Bouviers	8.150.002		
Primes assurances	<u>600.000</u>		
	10.908.202		
- Frais			
d'amortissement	5.706.403		
de réparations et			
d'entretien	1.414.053 (1)		
d'assurances	<u>457.630</u>		
	7.578.086		
- Intérêts débiteurs	6.287.569		
- Impôts et taxes	1.739.735		
- Frais généraux (administratifs			
et de bureau)	<u>1.036.878</u>		
Total coûts fixes		27.550.470	63 %
Total coûts et dépenses		<u>43.517.182</u>	100 %
		=====	=====

(1) Machines et installations	L. 523.952
Immeubles	L. 890.101

Valeur de transformation du fourrage fourni par les membres.

- Production	L. 65.700.762
moins	
- Coûts et dépenses	L. 43.517.182

Valeur de transformation	L. 22.183.580
	=====

Unités fourragères fournies par les membres et paiement.

- Vertes n. 181.206,26 x L. 30	L. 6.885.838
- Sèches n. 305.954,85 x L. 50	L. 15.297.742

n. 487.161,11	L. 22.183,580
	=====

Observations.

A noter la faible incidence de l'alimentation sur le total des coûts : environ 23 %, ce qui s'explique par la quantité de fourrage fournie par les membres, qui limite les achats aux seuls aliments du bétail et aux compléments.

Province : Modena

Etable collective de Migliarina

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	1.99.78	1.42.20
<u>S.A.U.</u>	1.78.38	1.20.80
dont : céréales	0.64.16	-
luzerne	0.50.00	0.38.54
vignoble	0.64.22	0.92.26
maïs fourrage (culture dérobée)	-	(0.28.54)
<u>Unités de travail</u>	1,5	1,5
<u>Unités de bétail</u>	5,3	12,8
Capital :		
1a - foncier	5.300.000	8.000.000
1b - améliorations (restructuration bâtiments + plantation vignoble ha 0.28.04)	-	2.700.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	1.150.000	2.200.000
b - machines	300.000	300.000
c - stocks	-	-
d - avances aux cultures	322.500	667.000
3 - dettes	-	-

Suite Migliarina - Exploitation n° 1

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- céréales	40	272.000	-	-
- raisin	210	1.155.000	300	1.650.000
- luzerne et maïs pour l'étable	-	-	-	438.000
b) Productions animales				
- lait	100	1.000.000	60	600.000
- viande bovine	-	212.000	-	225.000
- viande porcine	-	350.000	-	1.350.000
Total	-	2.989.000	-	4.263.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a) bâtiments	20.000	30.000
b) plantations	48.000	70.000
c) machines	42.000	42.000

2) Achat biens et services

a) pour les productions végétales	27.000	45.000
b) pour les productions animales	347.000	801.000
c) divers (locations, intermédiaires, etc)	90.000	275.000

3) Impôts, taxes, cotisations

71.000	71.000
-----	-----

Total	645.000	1.334.000
-------	---------	-----------

Suite Migliarina - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	2.344.000	2.929.000
dont :		
- revenu foncier	159.000	240.000
- intérêts	44.790	79.175
- revenu du travail	2.140.210	2.609.825
Produit net par U.T.	1.562.660	1.952.660
Revenu du travail par U.T.	1.426.800	1.739.880
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	2.344.000	2.929.000

Province : Modena

Etable collective de Migliarina

Situation géographique : plaine Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	3.70.50	3.70.50
<u>S.A.U.</u>	3.00.00	3.00.00
dont : céréales	1.00.00	-
luzerne	1.50.00	1.50.00
vignoble	0.50.00	1.50.00
maïs-fourrage (culture dérobée)	0.48.54	-
<u>Unités de travail</u>	2,5	3,0
<u>Unités de bétail</u>	9	4
Capital :		
a - foncier	6.000.000	8.500.000
b - améliorations (bâtiment neuf + 1 ha vignoble)	-	2.500.000
c - d'exploitation		
- bétail	1.400.000	700.000
- machines	1.900.000	1.900.000
- produits en stock	-	-
d - avances aux cultures	389.000	512.500
e - dettes	-	-

Suite Migliarina - Exploitation n° 2

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- céréales	40	272.000	-	-
- raisin	200	800.000	400	1.600.000
- luzerne pour l'étable	-	-	-	445.000
b) Productions animales				
- lait	140	1.400.000	100	1.000.000
- viande bovine	-	400.000	-	400.000
- porcs	-	250.000	-	-
- chevaux	-	200.000	-	-
Total		3.322.000		3.445.000

Charges.

1 - Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	24.000	24.000
b - plantations	45.000	120.000
c - machines	266.000	266.000

2 - Achat biens et services

a - pour les productions végétales	130.000	220.000
b - pour les productions animales	80.000	100.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	160.000	200.000

3 - Impôts - taxes - cotisations

	73.000	95.000
	-----	-----
Total	778.000	1.025.000

Suite Migliarina - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	2.544.000	2.420.000
dont :		
- revenu foncier	180.000	255.000
- intérêts	65.975	52.640
- revenu du travail	2.229.025	2.112.360
Produit net par U.T.	1.017.600	806.670
Revenu du travail par U.T.	919.210	740.120
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	2.544.000	2.420.000

Province : Modena

Etable collective de Migliarina

Situation géographique : plaine Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	4.55.64	4.55.64
<u>S.A.U.</u>	3.98.56	3.98.56
dont : betteraves	1.14.16	-
luzerne	1.42.20	1.14.16
prairie de fauche d'été (maïs - culture dérobée)	0.28.54	0.28.54
vignoble (spécialisé)	1.13.66	2.55.86
<u>Unités de travail</u>	1	1
<u>Unités de bétail</u>	-	-
Capital		
1a - foncier	12.500.000	15.000.000
1b - améliorations	-	2.500.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	-	-
b - machines	3.090.000	3.090.000
c - produits en stock	-	-
d - avances aux cultures	513.800	635.300
3 - dettes	-	-

Suite Migliarina - Exploitation n° 3

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales			-	-
- betteraves	520	520.000	-	-
- luzerne	120	216.000	-	-
- prairie de fauche d'été	150	600.000	-	-
- vignoble	200	900.000	450	2.025.000
- luzerne et maïs pour l'étable	-	-	-	789.070
b) Productions animales	-	-	-	-
Total		2.236.000		2.814.070

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	35.000	35.000
b - plantations	100.000	198.000
c - machines	432.600	432.600

2) Achat biens et services

a - pour les productions végétales	230.000	375.000
b - pour les productions animales	-	-
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)	130.000	165.000

3) Impôts - taxes - cotisations

	100.000	100.000
Total	1.027.600	1.270.600

Suite Migliarina - Exploitation n° 3

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	1.208.400	1.543.470
dont :		
- revenu foncier	375.000	450.000
- intérêts	50.535	54.000
- revenu du travail	782.400	1.039.470
Produit net par U.T.	1.208.400	1.543.470
Revenu du travail par U.T.	782.400	1.039.470
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	1.208.400	1.534.470

Province : Modena

Etable collective de Migliarina

Situation géographique : plaine Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	6.27.88	6.27.88
<u>S.A.U.</u>	5.66.88	5.66.88
dont : céréales	1.99.78	1.99.78
betteraves	1.99.78	0.42.00
luzerne	1.11.12	1.75.10
vignoble	0.56.20	1.50.00
maïs fourrager (culture dérobée)	-	0.28.54
<u>Unités de travail</u>	1,5	1,5
<u>Unités de bétail</u>	-	-
Capital		
1a - foncier	15.500.000	18.000.000
1b - améliorations	-	2.500.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	-	-
b - machines	300.000	300.000
c - produits en stock	-	-
d - avances aux cultures	279.450	406.950
3 - dettes	-	-

Suite Migliarina - Exploitation n° 4

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- céréales	88	598.400	90	612.000
- betteraves	770	770.000	450	450.000
- raisin	180	990.000	500	2750.000
- luzerne	90	225.000	-	-
- luzerne pour l'étable	-	-	-	334.900
b) Productions animales	-	-	-	-
Total		2583.400		4146.900

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	35.000	35.000
b - plantations	70.000	120.000
c - machines	42.000	42.000

2) Achat biens et services

a - pour les productions végétales	195.000	470.000
b - pour les productions animales	-	-
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)	70.000	100.000

3) Impôts - taxes - cotisations

	146.900	146.900
	-----	-----
Total	558.900	913.900

Suite Migliarina - Exploitation n° 4

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	2.024.500	3.233.000
dont :		
- revenu foncier	465.000	540.000
- intérêts	10.800	14.000
- revenu du travail	1.548.700	2.679.000
Produit net par U.T.	1.349.660	2.155.330
Revenu du travail par U.T.	1.032.460	1.786.000
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	2.024.500	3.233.000

Les exploitations participant à l'étable collective de Migliarina prises en considération, dont la superficie est faible, présentent les principales caractéristiques suivantes : disparition totale des céréales ou maintien des mêmes superficies pour le blé ; développement de la vigne ; possibilité de produire de la viande bovine et porcine. Dans trois cas sur quatre, augmentation du produit net d'exploitation, à laquelle correspond une plus grande productivité du travail.

Etable collective de Prato, Reggio Emilia.

C'est l'une des premières étables collectives de la région et elle constitue un exemple intéressant de réalisation qui a traversé une période de crise ; elle a été sauvée in extremis par l'intervention directe de la Fédération des coopératives.

Forme juridique : Coopérative à responsabilité limitée.

Année de création de la coopérative : 1961.

Année d'entrée en service : 1963.

Exercice : janvier-décembre.

Orientation de la production :

A l'origine : viande ; achetait les veaux de 8 jours et les amenait à 4,5-5 q.

Maintenant : lait pour la production de Parmigiano-Reggiano.

Cheptel :

A l'origine : environ 700 bêtes.

Maintenant : 60 vaches en lactation avec renouvellement interne.
Pas d'engraissement.

L'histoire de cette étable des origines à ce jour peut se diviser en deux phases principales.

Première phase de 1963 à 1968 : Développement de l'élevage pour la production de viande, constamment en perte, jusqu'à compromettre l'existence même de l'étable.

Les causes de cette crise sont multiples et consistent essentiellement en :

- 1) des investissements très élevés financés par le recours au marché financier.

La coopérative de Prato n'a en effet bénéficié ni de prêts ni de subventions pour la construction de l'étable collective ; les seuls financements à taux réduit qu'elle a reçus lui ont été accordés sous forme de prêts pour l'achat du bétail et des machines.

La coopérative a pallié l'absence de crédits à taux réduit en recourant à des avances bancaires en compte courant et en demandant aux fournisseurs des délais de paiement, ce qui à la longue a rendu la situation insoutenable.

- 2) une technique d'alimentation basée sur les fourrages traditionnels, excessivement coûteuse par conséquent et ne permettant pas de compenser le coût des structures par l'efficacité de l'alimentation.
- 3) des erreurs dans la conception des installations, qui ont eu surtout deux conséquences négatives : une charge de main-d'oeuvre excessive et un allongement du cycle d'engraissement. En effet, des solutions particulières comme la salle de sevrage avec les veaux attachés, la mangeoire surélevée qui oblige à étaler le fourrage à la main, etc., exigeaient la présence de nombreux bouviers : 5 UT pour 70 bêtes de boucherie.

En outre, le fait que chaque animal disposait d'une superficie de 20 m² lui facilitait le mouvement, d'où une consommation considérable de fourrage et d'aliments : en moyenne, le cycle d'engraissement était porté de 12 à 15-16 mois. Tous ces phénomènes s'expliquent manifestement par l'absence d'une direction technique compétente (voir à ce propos ce que nous disons ci-après de l'appareil technico-administratif).

Le tableau suivant relatif à la situation de l'étable - actif et dettes - de 1963 à 1968 donne une idée très claire de la crise qu'a connue l'étable année après autre.

Deuxième phase, de 1968 à ce jour : En 1968, la Fédération provinciale des coopératives de Reggio Emilia est intervenue en vue de trouver un compromis avec les banques et les fournisseurs.

En bref, la solution adoptée a été la suivante :

- changement d'orientation de la production : l'étable a abandonné la production de la viande pour celle du lait destiné à la fabrication de Parmigiano-Reggiano ;

Tab. 1 - Actif et dettes de l'étable collective de Prato.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
a) Actif						
Immeubles	35.963.879	70.253.796	88.199.469	98.002.815	103.519.749	113.981.524
Machines et équipement	1.669.204	4.857.569	6.329.399	11.819.163	12.842.298	15.305.598
Meubles	234.510	234.510	234.510	443.260	443.260	443.260
Détail	50.374.504	89.678.759	117.000.000	138.064.432	148.064.940	105.695.000
Total immobilisations	88.242.097	165.024.634	211.763.378	248.329.670	264.870.247	233.425.482
b) Dettes						
Total	64.216.268	143.323.446	186.563.022	184.591.802	205.726.631	148.103.136
dont :						
comptes courants bancaires	6.083.421	17.784.893	47.795.436	20.815.567	53.046.340	39.256.560
prêts des membres	10.218.840	29.612.969	36.733.452	55.128.718	43.914.669	32.791.644

- réduction du cheptel à 60 vaches laitières environ, avec renouvellement interne et sans engraissement. D'où l'utilisation de deux seulement des quatre hangars qui constituaient le complexe initial. Les deux autres ont été cédés pour utilisation au Mulino Cooperativo Masone et à la Coopérative d'ouvriers agricoles de Novellara qui figurent parmi les principaux créanciers de l'étable collective. Le découvert accordé par la minoterie dépassait à lui seul 50 millions. On a fait de même pour le parc machines en ne laissant à l'étable que la dotation indispensable pour la charge actuelle de production : deux tracteurs, un chargeur de fourrage, une remorque, un chargeur de fumier pour la vidange de la fosse ;
 - les bâtiments et les machines laissés à l'étable ont été évalués à 20 et 6 millions respectivement, avec un amortissement annuel de 500.000 Lires pour les machines et de 800.000 Lires pour les bâtiments ;
 - la minoterie et la Coopérative d'ouvriers agricoles qui utilisent les autres bâtiments de l'étable y pratiquent l'élevage et plus précisément l'engraissement ; les trois coopératives conjointement sont convenues avec la banque de demander chaque année un prêt de gestion qui est toutefois géré par la banque. Cette action a permis et permet encore de bloquer les intérêts débiteurs de l'étable à l'égard de la banque.
- Actuellement, donc, la situation de l'étable collective de Prato présente les caractéristiques suivantes :

Orientation de la production : lait pour la fabrication de Parmigiano-Reggiano.

Cheptel : environ 60 vaches en lactation, avec renouvellement interne.

Caractéristiques de l'élevage :

Race : pie noire hollandaise.

Forme : stabulation entravée pour les vaches en lactation ;
récemment, stabulation libre pour les jeunes bêtes.

Alimentation : alimentation traditionnelle pour la production du Parmigiano-Reggiano : luzerne - prairie permanente - concentrés - aucun fourrage ensilé.

Provenance du bétail : le noyau initial de 75 génisses a été acheté en Hollande.

Etat sanitaire : bon pour ce qui est des maladies du bétail les plus redoutables. L'étable est en effet exempte de brucellose et de tuberculose.

Fécondité : très faible, au point qu'il y a eu les premières années (1968/70) un renouvellement de 30 %. Des 75 génisses initiales, il en reste une douzaine, ce qui oblige à utiliser toutes les bêtes femelles justement pour le renouvellement.

La faible fécondité semble être due essentiellement à la stabulation entravée ; c'est la raison pour laquelle, comme nous l'avons signalé, on passe actuellement à la stabulation libre.

Situation et tâches des membres : l'étable emploie du personnel salarié.

Les membres sont tenus de fournir le fourrage produit sur 70 % de leur superficie d'exploitation. Dans la pratique, ce pourcentage peut même atteindre 100 %. Cette obligation doit être considérée à la lumière des caractéristiques des exploitations dont nous avons déjà parlé : en général, toute la superficie d'exploitation est

plantée en vigne (en rangées) et le fourrage fourni est tout le fourrage obtenu dans l'exploitation (jusqu'à concurrence de 70 %), entre les rangées de vigne.

Païement du fourrage fourni par les membres : sur la base traditionnelle, c'est-à-dire celle des UF fournies.

Participation financière des membres :

Capital social : il est constitué de parts individuelles de 68.000 Lires par hectare consacré à l'étable. Ne portant pas intérêt jusqu'en 1970. Rémunérés au taux de 5 % à partir de 1971.

Dépôts des membres :

- a) 102.000 Lires par hectare consacré à l'étable, en compte courant, à 5 %, bloqués pendant toute la durée de l'affiliation du membre à l'étable sociale ;
- b) dépôts volontaires, à 5 %, non bloqués.

Données technico-économiques concernant l'étable collective.

Organisation du travail :

- Salariés permanents : 3, pendant toute l'année.
- Journalier : 1, travaillant une demi-journée de février à novembre, employé pour la traite.

La main-d'oeuvre, indépendamment des travaux d'étable, doit aller chercher le fourrage chez les membres : cette opération prend environ 3 heures par jour pendant la période d'alimentation au fourrage vert qui va grosso modo du 15-20 avril au 15 novembre.

Repos des dimanches et jours fériés : par accord entre eux, les trois salariés ont un repos dominical toutes les trois semaines.

Répartition des fonctions : le bétail de renouvellement (veaux, jeunes génisses, taurillons) absorbe 10 à 15 % du travail effectué dans l'exploitation. Le reste évidemment va au secteur de la production laitière.

Appareil technico-administratif :

Président - un des membres ; il est chargé des relations avec les membres, avec les diverses organisations et, malheureusement, les choix économiques lui incombent également, depuis les programmes d'alimentation jusqu'à la coordination des activités de la main-d'oeuvre.

Technicien - il n'en existe pas. Ou, pour mieux dire, le technicien et le comptable ne font qu'un ; tous les choix : sélection, rations alimentaires, orientation des cultures, contrôle des coûts se font de façon empirique et sont confiés au chef d'étable ou au président ou au membre qui paraît s'y entendre le mieux, sur la base d'une formation professionnelle cependant limitée. On en a vu les conséquences.

Exploitations agricoles : l'étable collective de Prato loue deux exploitations agricoles représentant 11 ha au total. L'une et l'autre sont cultivées exclusivement en fourrage : luzerne et prairie permanente.

En outre, elle a un contrat de fauche dans une autre exploitation voisine, portant sur 1.000 quintaux de foin.

Quantité totale de fourrage disponible : situation en 1970 et en 1971. Tout le fourrage fourni est converti en UF.

	Nombre d'UF consommées	
	1970	1971
- Apports	106.359	144.597
dont : vert	56.002	79.662
sec	50.357	64.935
- Achats		
concentré	103.700	104.600
foin et sous-produits	12.000	21.650
- Fourrage produit dans les exploitations de l'étable	88.988	89.460
Total	311.047	360.307

Résultats économiques

Description des investissements (1)

Type	Valeur 1968	Variations (±) 1971	Amortissement
Immeubles	20.000.000	2.063.000 (2)	765.925
Machines et équipement	6.000.000	400.000	500.000
Total	26.000.000		1.265.925

(1) On a déjà exposé à la page 65 les raisons qui ont motivé cette attribution de valeur.

(2) Transformation d'un hangar pour la stabulation libre.

Production, coûts, valeur de transformation du fourrage fourni par les membres - Exercice 1970-71.

A) Bénéfice brut de l'étable

Inventaire d'ouverture

Vaches	n. 72 x L. 192.800	L. 13.881.600
Jeunes génisses	n. 26	L. 3.943.200
Taurillons	n. 6	L. 955.350
Taureau	<u>n. 1</u>	<u>L. 400.000</u>
	n. 105	L. 19.155.650
Bétail né	n. 58	
Bétail acheté :		
Vache	<u>n. 1</u>	<u>L. 250.000</u>
Total	n. 164	L. 19.405.650
		=====

Inventaire de clôture

Vaches	n. 81 x L. 192.800	L. 15.616.800
Jeunes génisses	n. 28	L. 3.504.600
Taurillons	n. 6	L. 921.250
Taureau	<u>n. 1</u>	<u>L. 400.000</u>
	n. 116	L. 20.442.650
Bétail mort	n. 9	
Bétail vendu :		
Veaux	n. 14	L. 610.500
Taurillons	n. 6	L. 1.474.600
Vaches de réforme (1)	<u>n. 19</u>	<u>L. 3.536.840</u>
Total	n. 164	L. 26.064.590
		=====
Bénéfice brut de l'étable		L. 6.658.940

 (1) A noter le pourcentage élevé de vaches éliminées, surtout pour manque de fécondité (voir page 66).

B) Produit brut

- Lait q 2.275	L. 32.937.420
- Fumier	L. 1.273.579
- Services machines membres	L. 439.622
- Stocks foin	<u>L. 1.396.048</u>
Total	L. 36.046.669 =====

C) Coûts et dépenses

- Coûts variables

Alimentation	L. 8.636.926	
Paille	L. 1.182.110	
Médicaments et vétérinaire	L. 612.000	
Frais divers de l'étable	L. 2.591.616	
Frais de culture	<u>L. 827.692</u>	
Total coûts variables		L. 13.850.344 48 %

- Coûts fixes

Travail :		
salaires	8.342.034	
primes		
assurance	<u>395.320</u>	L. 8.342.034
Amortissements		
(bâtiments, machines)	L. 1.265.925	
réparations, entretien	L. 913.850	
assurances	L. 308.709	
Intérêts débiteurs (1)	L. 1.215.813	
Impôts et taxes	L. 216.654	
Loyers	L. 812.000	
Direction et administr.	L. 1.320.000	
Frais de bureau	<u>L. 546.065</u>	
Total des coûts fixes		L. 14.941.050 52 % -----

Total L. 28.791.394 100 %

(1) Uniquement sur les prêts des membres.

D) Paiement aux membres des UF fournies

- Produit	L. 36.046.669
moins	
- Coûts et dépenses	L. 28.791.394
	<hr/>
- Valeur de transformation	L. 7.255.275
- Nombre d'UF fournies par les membres :	144.597
- Valeur de transformation/UF fournies :	L. 50,17

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Prato

Situation géographique : plaine Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	1.60	1.60
<u>S.A.U.</u>	1.40	1.40
dont :		
- prairie permanente arborée	1.40	1.40
Unités de travail	1,5	1,5
Unités de bétail	5	3
Capital :		
1a - foncier	7.000.000	12.000.000
1b - améliorations (maison)	-	5.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	1.500.000	900.000
b - machines	520.000	350.000
c - stocks	350.000	-
d - avances aux cultures	344.900	539.200
3 - dettes	-	-

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin (x)	40	272.000	200	1.360.000
- foin	-	-	50	165.000
b) Productions animales				
- lait	110	1320.000	-	-
- cochons de lait	-	800.000	-	2.400.000
Total		2140.000		3.925.000

(x) Les cultures arborées ont été intensifiées après la création de l'étable.

Suite Prato - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
1) Amortissements, entretien, assurances		
a - bâtiments	30.000	100.000
b - plantations	15.000	15.000
c - machines	72.000	49.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales	33.000	48.600
b - pour les productions animales	454.000	780.000
c - divers (locations, inter- médiaires, etc.)	25.000	25.000
3) Impôts - taxes - cotisations	60.800	60.800
Total	689.800	1.078.400

Produit net d'exploitation	1.450.200	2.846.600
dont :		
revenu foncier	210.000	360.000
intérêt	61.370	40.360
revenu du travail	1.178.830	2.446.240
Produit net par U.T.	966.800	1.897.730
Revenu du travail par U.T.	785.890	1.630.820
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	1.450.200	2.846.600

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Prato

Situation géographique : plaine Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	3.50	3.50
<u>S.A.U.</u>	3.22	3.22
dont :		
- superficie ensemencée arborée	3.22	-
- vignoble spécialisé	-	3.22
<u>2ème culture</u>		
- prairie de fauche en rotation	2.22	2.22
- prairie permanente	1.00	1.00
Unités de travail	3	1,5
Unités de bétail	15,5	9,5
Capital :		
1a - foncier	24.000.000	32.000.000
1b - améliorations	-	8.000.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	3.600.000	1.800.000
b - machines	1.630.000	2.465.000
c - stocks	600.000	-
d - avances aux cultures	1.049.250	1.485.045
3 - dettes 5 ans 2 %	830.000	830.000
5 ans 7 %	3.000.000	3.000.000

Suite Prato - Exploitation n° 2

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	450	2.475.000	1.060	5.830.000
- foin	-	-	330	990.000
b) Productions animales				
- lait	230	2.760.000	-	-
- cochons de lait	-	-	-	1.600.000
- porcs	-	-	-	1.200.000
Total		5.235.000		9.620.000

Charges

1) Amortissements, entretien, assurance

a) bâtiments	80.000	115.000
b) plantations	10.000	100.000
c) machines	228.000	345.000

2) Achat de biens et services

a) pour les productions végétales	307.000	836.100
b) pour les productions animales	1.232.000	1.312.000
c) divers (locations, intermédiaires, etc.)	109.500	115.800

3) Impôts - taxes - cotisations

133.000	147.000
---------	---------

Total	2.099.500	2.970.090
-------	-----------	-----------

Suite Prato - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	3.135.500	6.649.910
dont :		
- revenu foncier	720.000	960.000
- intérêt	151.600	113.000
- revenu du travail	2.263.900	5.576.910
Produit net par U.T.	1.045.160	4.433.270
Revenu du travail par U.T.	754.630	3.717.940
Paielement dettes	904.960	904.960
Disponibilités réelles	2.230.540	5.744.950

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Prato

Situation géographique : plaine Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : fermier exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	4.00	4.00
<u>S.A.U.</u>	3.60	3.60
dont :		
- superficie ensemencée arborée	3.60	2.70
- céréales (2°)	0.30	-
- prairie de fauche en rotation (2°)	3.30	2.70
- prairie de fauche	-	0.60
- vignoble spécialisé	-	0.30
Unités de travail	3	3,5
Unités de bétail	32	17
Capital :		
1a - foncier	10.000.000	11.000.000
1b - améliorations	-	1.000.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	7.600.000	3.900.000
b - machines	600.000	1.860.000
c - stocks	420.000	-
d - avances aux cultures	1.775.200	1.974.100
3 - dettes	-	-

Suite Prato - Exploitation n° 3

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	504	2.760.000	450	3.060.000
- céréales	16	110.000	-	-
- fourrage	-	-	320	960.000
b) Productions animales				
- lait	120	1.440.000	-	-
- porcs	-	4.000.000	-	2.400.000
- veaux à l'engrais	-	3.500.000	-	-
- cochons delait	-	-	-	4.000.000
Total		12810.000		10420.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	15.000	15.000
b - plantations	10.000	25.000
c - machines	84.000	260.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	221.000	210.200
b - pour les productions animales	3.020.000	3.200.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	118.400	140.000

3) Impôts - taxes - cotisations

86.000	98.000
--------	--------

Total	3.550.400	3.948.200
-------	-----------	-----------

Suite Prato - Exploitation n° 3

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Pbc - charges	9.259.600	6.331.800
dont :		
loyer	300.000	330.000
intérêt	252.000	172.230
revenu du travail	8.707.600	5.829.570
Revenu de l'entrepreneur par U.T.	3.086.530	1.809.085
Revenu du travail par U.T.	2.902.530	1.943.190
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	8.959.600	6.001.800

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Prato

Situation géographique : plaine Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : propriétaire/exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	4.00	4.00
<u>S.A.U.</u>	3.50	3.50
dont :		
- superficie ensemencée arborée	3.50	3.50
- luzerne (2°)	3.50	3.50
Unités de travail	2,5	2,5
Unités de bétail	9,5	9
Capital :		
1a - foncier	17.000.000	17.000.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.850.000	2.700.000
b - machines	1.880.000	2.330.000
c - stocks	630.000	-
d - avances aux cultures	954.450	2.223.000
3 - dettes	-	-

Suite Prato - Exploitation n° 4

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin (1)	500	3.400.000	800	5.440.000
- fourrage	-	-	200	600.000
b) Productions animales				
- lait	300	3.600.000	-	-
- cochons de lait	-	800.000	-	7.200.000
Total		7.800.000		13240.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	70.000	70.000
b - plantations	10.000	10.000
c - machines	260.000	326.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	318.000	350.000
b - pour les productions animales	1.007.400	3.440.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	91.500	98.000

3) Impôts - taxes - cotisations

152.000	152.000
-----	-----

Total	1.908.900	4.446.000
-------	-----------	-----------

(1) Les cultures arborées ont été intensifiées après la création de l'étable.

Suite Prato - Exploitation n° 4

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	5.891.100	9.794.000
dont :		
- revenu foncier	510.000	510.000
- intérêt	134.360	152.200
- revenu du travail	5.246.740	9.131.800
Produit net par U.T.	2.356.440	3.917.600
Revenu du travail par U.T.	2.098.690	3.652.720
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	5.891.100	9.794.000

Province : Reggio Emilia Etable collective de Prato

Situation géographique : plaine Exploitation n° 5

Mode de faire-valoir : propriétaire/exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	6.00	6.00
<u>S.A.U.</u>	5.20	5.20
dont :		
- superficie ensemencée arborée	5.20	2.50
- prairie (2°)	2.00	1.00
- luzerne (2°)	3.20	1.50
- prairie de fauche	-	1.40
- vignoble spécialisé	-	1.30
Unités de travail	3	2
Unités de bétail	20,5	13,5
Capital :		
1a - foncier	12.000.000	16.000.000
1b - améliorations	-	4.000.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	5.750.000	3.650.000
b - machines	1.640.000	2.200.000
c - stocks	700.000	-
d - avances aux cultures	1.888.000	1.775.250
3 - dettes	-	-

Suite Prato : Exploitation n° 5

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	700	3.850.000	740	4.070.000
- fourrage	-	-	250	700.000
b) Productions animales				
- lait	160	1.920.000	-	-
- porcs	-	3.200.000	-	3.200.000
- cochons de lait	-	-	-	1.200.000
Total		8.970.000		8.470.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurances

a - bâtiments	20.000	30.000
b - plantations	15.000	90.000
c - machines	230.000	310.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	450.000	575.500
b - pour les productions animales	2.780.000	2.215.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	53.000	78.000

3) Impôts - taxes - cotisations	228.000	252.000
---------------------------------	---------	---------

Total	3.776.000	3.550.500
-------	-----------	-----------

Suite Prato - Exploitation n° 5

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	5.194.000	4.919.500
dont :		
- revenu foncier	360.000	480.000
- intérêt	228.950	163.000
- revenu du travail	4.605.050	4.276.500
Produit net par U.T.	1.731.330	2.459.750
Revenu du travail par U.T.	1.535.010	2.138.250
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	5.194.000	4.919.400

Etable collective de Massenzatico, Reggio Emilia.

Elle a été créée en même temps que celles de Prato et de Migliarina et comme celles-ci, elle produit du lait pour la fabrication du Parmigiano-Reggiano.

C'est actuellement l'étable collective la plus importante de l'Emilie-Romagne pour la fourniture de lait ; depuis l'année dernière, en outre, elle possède sa propre fromagerie.

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création de la coopérative : 1962.

Année d'entrée en service : 1965 (1).

Exercice : 1er janvier - 31 décembre.

Orientation de la production : lait destiné à la fabrication du Parmigiano-Reggiano, avec renouvellement interne, sevrage et engraissement.

Effectifs : 384 vaches laitières et élèves.

Caractéristiques de l'élevage : libre avec litière permanente.

Les veaux sont sevrés dans une étable spéciale avec allaitement mécanique.

Alimentation : traditionnelle, pour la fabrication du Parmigiano-Reggiano.

Etat sanitaire : bon. Bétail officiellement exempt de tuberculose et de brucellose.

Provenance du bétail : à l'origine importé du Danemark, d'Allemagne et de Hollande.

Sélection : basée en partie sur l'insémination artificielle - actuellement pratiquée à raison de 30 % environ - en partie sur l'utilisation de taureaux produits dans l'exploitation, où l'on a essayé de procéder à une analyse de descendance. Des expériences sont actuellement en cours pour le croisement avec des taureaux de boucherie.

Fécondité : 90 veaux en moyenne sur 100 vaches.

(1) En réalité, les premiers groupes d'animaux ont été introduits en août 1964.

Mortalité : 2 - 3 %.

Production de lait : en moyenne 43 quintaux par tête, destiné à la fromagerie ; jours de lactation 270.

Caractéristiques fromagères du lait : matières grasses : 3,80 % ; caséine : 2,6 % ; rendement fromager : 8,800 kg ; beurre : 2.200 kg ; fromage : 6.600 kg.

Membres : 78 (décembre 1970) dont :

- propriétaires exploitants directs	62
- propriétaires non-exploitants	67
- fermiers exploitants	8
- métayer	1

Raisons ayant motivé la création de l'étable :

il y en a essentiellement deux :

- 1) Le souci de surmonter la crise des élevages bovins en créant, à partir de la structure existante de petites et très petites exploitations à caractère familial, grâce à la formule de l'association, un élevage de grandes dimensions, moderne, portant sur des sujets sélectionnés et à productivité élevée.
- 2) L'intention de conserver comme structure agricole dominante l'exploitation familiale, en renforçant les possibilités par la création de ce complexe distinct, certes, du point de vue technique, des exploitations individuelles, mais étroitement lié à celles-ci sur le plan économique et social. Le renforcement de l'exploitation agricole familiale devait être assuré d'une part par la possibilité de réaliser une transformation avantageuse du fourrage produit par les membres, d'autre part par la possibilité de réaliser des améliorations sensibles dans les exploitations des membres, grâce à l'utilisation des UT rendues disponibles dans chaque exploitation par la suppression du

bétail. Etant donné les caractéristiques de la production dans la région, la principale amélioration a consisté - et consiste encore - dans le remplacement de la vigne en culture mixte, par un vignoble spécialisé.

Situation et tâches des membres : l'étable a du personnel salarié. Les rapports avec les membres consistent donc, comme d'habitude, dans la fourniture de fourrage.

Les statuts imposent, nous l'avons dit, la fermeture des étables individuelles.

Paiement du fourrage : la valeur de transformation réalisée dans l'étable collective est répartie entre les membres sur la base des UF fournies.

Participation financière des membres :

Capital social : 250.000 Lires par membre. On étudie actuellement la possibilité de porter ces parts au maximum autorisé par la réforme récente de la législation, c'est-à-dire à 4 millions de Lires par membre.

Dépôts :

- a) 180.000 Lires par ha, ne portant pas intérêt et bloqués pendant toute la période d'affiliation du membre à la coopérative ;
- b) dépôts non-bloqués, portant intérêt à 5 %.

Actuellement, les trois postes représentent une somme en dépôt de 135 millions de Lires.

Dettes de l'étable (au 31.12.1971)

A l'égard des banques pour prêts immobiliers	211.736.828 Lires
A l'égard des banques pour prêts sur l'achat de machines agricoles	1.960.338 Lires
A l'égard des banques pour prêts destinés à faire face à des calamités naturelles	91.336.583 Lires
Prêts de gestion et paiement de lettres de change	40.000.000 Lires
Fournisseurs	44.769.739 Lires
Impôt au titre de la richesse mobilière C2 et impôt complémentaire	1.615.408 Lires
Salariés	540.926 Lires

Total	391.959.822 Lires
	=====

Données technico-économiques.

Organisation du travail dans l'étable.

Salariés permanents occupés :

8 pour les vaches en lactation

1 pour la remonte

1 pour les veaux au sevrage et pour les travaux divers
(nettoyage, vidange fosse à purin, etc.)

1 pour les jours de repos pris par roulement

--

11

Direction et administration.

- Président, exerçant les fonctions de directeur technique, c'est-à-dire s'occupant de tous les problèmes techniques et économiques liés à l'élevage ;
- Comptable, s'occupant de la comptabilité ;
- Technicien ; à ce propos, une observation s'impose. A plusieurs reprises et en particulier pour plusieurs étables collectives - par exemple celle de Prato - on a noté l'absence de personnel technique en imputant à cette cause une grande part des difficultés d'organisation et de gestion.

Etable collective de Massenzatico - Investissements.

Installation d'élevage

Terrains	L. 25.206.497	
Immeubles	L. 254.864.929	
Installations	L. 52.112.833	
Machines et équipements		
- équipements	L. 19.137.476	
- véhicules automobiles	L. 633.214	
Mobilier et machines de bureau	<u>L. 759.202</u>	L. 352.714.151

Laiterie (1)

Immeubles	L. 58.950.282	
Installations	L. 33.414.062	
Machines et équipements	L. 10.264.710	
Mobilier et machines de bureau	<u>L. 159.350</u>	<u>L. 102.788.404</u>
Total immobilisations		L. 455.502.555 =====

(1) Les investissements relatifs à la laiterie ne sont donnés qu'à titre indicatif. L'examen de la production et des coûts se limite en effet à l'étable collective.

Il est intéressant de voir quelle a été la succession dans le temps des investissements pour les trois catégories fondamentales d'investissements :

	Immeubles	Installations	Machines et équipements
1964	131.767.021	31.279.543	3.289.781
1965	10.827.303	3.472.121	3.744.481
1966	12.417.142	5.296.038	2.483.430
1967	50.703.810	9.396.553	2.535.481
1968	42.041.470	128.908	1.149.335
1969	6.287.047	517.920	232.938
1970	361.591	2.021.750	1.957.780
1971	459.545	-	3.744.250
Total au 31.12.1971	254.864.929	52.112.833	19.137.476

Détermination du bénéfice brut de l'étable - exercice 1970-1971.

Inventaire d'ouverture (1.1.1971)

Nombre d'animaux	N. 512	L. 125.340.000
Bétail né :		
Veaux	N. 309	-----
Total	N. 821	L. 125.340.000 =====

Inventaire de clôture (31.12.1971)

Vaches laitières	N. 342 x 245.000	L. 83.790.000
Vaches laitières	N. 18 x 350.000	L. 6.300.000
Taurillons piémontais	N. 20 x 160.000	L. 3.200.000
Génisses	N. 23 x 150.000	L. 3.450.000
Génisses non-pleines	N. 19 x 300.000	L. 5.700.000
Veaux de l'année	N. 75 x 150.000	L. 11.250.000
Taurillons de reproduction	N. 25 x 200.000	L. 5.000.000
Jeunes veaux	N. 6 x 60.000	L. 360.000
Taureaux	N. 2 x 400.000	L. 800.000
	-----	-----
	N. 530	L. 119.850.000

Bétail mort :

Veaux	N. 7
Vaches	N. 1

	N. 8

Bétail vendu :

Vaches de réforme	N. 34 x 186.967	L. 6.356.900
Génisses pleines	N. 45 x 414.000	L. 18.635.000
Taurillons de reproduction	N. 19 x 324.000	L. 6.165.000
Génisses de reproduction	N. 14	L. 1.201.500
Génisses de reproduction	N. 7	L. 931.500
Veaux de boucherie	N. 130	L. 6.464.450
Veaux abattus	N. 3	L. 249.900
Taurillons piémontais	N. 2	L. 405.000
Génisses piémontaises	N. 7	L. 1.419.000

Taurillons piémontais	N. 12	L. 3.461.700
Taurillons abattus	N. 2	L. 291.120
Génisses abattues	N. 8	L. 1.275.880
Compensation bétail		L. 190.290
	-----	-----
	N. 283	L. 46.997.240
Total	N. 821	L. 166.847.240
Bénéfice brut de l'étable		L. 41.507.240
		=====

Produit brut total

- Lait q 12.746 x L. 13.081 (1)	L. 166.730.426
- Bénéfice brut de l'étable	L. 41.507.240
- Fumier (2)	L. 5.421.852
- Divers	L. 903.378

Total	L. 214.562.896

- (1) Evaluation provisoire, pour un prix du fromage de 1.750 Lires/kg.
Il s'agit d'une évaluation prudente : ce prix atteint déjà
actuellement 2.250 Lires/kg.
- (2) En partie vendu à 120 Lires le quintal, en partie distribué aux
membres, à 100 Lires le quintal.

Coûts et dépenses

Frais divers

Alimentation :

- aliments concentrés	37.148.787	
- fourrages	<u>32.398.864</u>	69.547.651

Frais d'étable

- médicaments et vétérinaire	2.305.856	
- insémination artificielle	1.274.040	
- contrôle bétail et certificats	<u>986.260</u>	4.566.156

Transports 4.479.682

Autres frais d'étable 2.778.231

Total frais divers 81.371.720 53 %

Coûts fixes

- Travail salarié et cotisations assurances 23.752.880

Amortissement, entretien et assurances

- Entretien et réparations	2.279.619	
Immeubles, machines et installations	3.226.484	
Mobilier de bureau	63.409	
Machines de bureau	<u>51.144</u>	5.620.651
- Assurances		486.802
- Amortissements :		
Immeubles	8.920.270	
Installations	3.275.260	
Machines/atelier	5.702.267	
Mobilier de bureau	184.983	
Machines de bureau	<u>130.000</u>	18.212.780

		24.320.233

- Intérêts débiteurs	13.497.640	
- Impôts et taxes	76.532	
- Frais généraux de bureau	<u>11.588.491</u>	
Total coûts fixes	73.235.776	47 %
<u>Total coûts et dépenses</u>	154.607.496	100 %
	=====	=====

Valeur de transformation des fourrages fournis par les membres :

- Produit brut	L. 214.562.896
moins	
- Coûts et dépenses	L. 154.607.496

Valeur de transformation distribuée aux membres	L. 59.955.400
	=====

Fourrage fourni par les membres, en quintaux et en UF.

- vert q 49.187 x 15 UF = UF	73.805
- sec q 7.293 x 39 UF = <u>UF</u>	<u>284.427</u>
Total UF fournies	UF 1.022.232
	=====

Paielement de l'UF en moyenne.

Vt/UF = L. 58.65 (1).

(1) En moyenne, L. 45-48/UF verte ; L. 85,5-87/UF sèche.

Province : Reggio Emilia Etable collective de Massenzatico

Situation géographique : plaine Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	2.40	2.40
S.A.U.	2.00	2.00
dont :		
- fourrage	0.60	1.00
- superficie ensemencée arborée	1.40	-
- vignoble spécialisé	-	1.00
Unités de travail	2	2
Unités de bétail	5	3,5
Capital :		
1a - foncier	12.000.000	15.000.000
1b - améliorations	-	3.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	1.500.000	1.050.000
b - machines	2.400.000	4.950.000
c - stocks	385.000	-
d - avances aux cultures	754.550	1.164.950
3 - Dettes 28 ans 3 %	2.450.000	2.450.000
5 ans 2 %	900.000	900.000
5 ans 2 %	-	550.000

Suite Massenzatico - Exploitation n° 1

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	196	1.332.800	330	2.244.000
- fourrage	-	-	200	600.000
b) Productions animales				
- lait	120	1.440.000	-	-
- cochons de lait	-	-	-	2.800.000
Total		2.772.800		5.644.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance		
a - bâtiments	40.000	60.000
b - plantations	10.000	70.000
c - machines	350.000	690.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales	358.800	418.000
b - pour les productions animales	608.000	920.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	51.000	71.100
3) Impôts - taxes - cotisations	91.200	100.800
	-----	-----
Total	1.509.100	2.329.900

Suite Massenzatico - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	1.263.700	3.314.100
dont :		
- revenu foncier	360.000	450.000
- intérêt	95.990	184.120
- revenu du travail	807.710	2.679.980
Produit net par UT	631.850	1.657.050
Revenu du travail par UT	403.855	1.339.990
Paielement dettes	320.650	437.250
Disponibilités réelles	943.050	2.876.850

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Massenzatico

Situation géographique : plaine Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	4.00	4.00
S.A.U.	3.50	3.50
dont :		
- superficie ensemencée arborée	3.50	-
- vignoble spécialisé	-	3.50
Unités de travail	2	2
Unités de bétail	10,2	29,5
Capital :		
1a - foncier	12.000.000	20.000.000
1b - améliorations	-	8.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.600.000	8.850.000
b - machines	1.765.000	2.985.000
c - produits en stock	525.000	-
d - avances aux cultures	569.250	1.284.100
3 - dettes 30 ans 3 %	3.500.000	3.500.000
5 ans 2 %	-	1.225.000

Suite Massenzatico - Exploitation n° 2

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	490	2.695.000	1.150	6.325.000
- fourrage	-	-	240	720.000
b) Productions animales				
- lait	160	1.920.000	-	-
- porcs	-	640.000	-	-
- cochons de lait	-	-	-	1.200.000
- veaux	-	-	-	320.000
Total		5.255.000		8.565.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	20.000	20.000
b - plantations	10.000	240.000
c - machines	280.000	420.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	174.000	880.000
b - pour les productions animales	392.000	720.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	110.500	120.000

3) Impôts - taxes - cotisations

152.000	168.000
---------	---------

Total	1.138.500	2.568.200
-------	-----------	-----------

Suite Massenzatico - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	4.116.500	5.996.800
dont :		
- revenu foncier	360.000	600.000
- intérêt	114.850	290.750
- revenu du travail	3.641.650	5.106.050
Produit net par UT	2.058.250	2.998.400
Revenu du travail par UT	1.820.825	2.553.025
Paielement dettes	185.500	445.200
Disponibilités réelles	3.951.000	5.551.600

Province : Reggio Emilia Etable collective de Massenzatico

Situation géographique : plaine Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	4.20	4.20
S.A.U.	3.50	3.50
dont :		
- superficie ensemencée arborée	3.50	-
- prairie de fauche en rotation	2.90	-
- céréales (2°) (2°)	0.60	-
- prairie de fauche	-	1.30
- vignoble spécialisé	-	2.20
Unités de travail	3	3
Unités de bétail	7,5	80
Capital :		
1a - foncier	12.000.000	18.000.000
1b - améliorations	-	6.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.250.000	16.000.000
b - machines	1.650.000	2.250.000
c - produits en stock	700.000	-
d - avances aux cultures	560.050	1.359.700
3 - dettes	-	-

Suite Massenzatico - Exploitation n° 3

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	490	2.695.000	726	3.993.000
- fourrage	-	-	350	1.050.000
b) Productions animales				
- lait	200	2.400.000	-	-
- porcs gras	-	-	-	1.600.000
Total		5.095.000		6.643.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	40.000	40.000
b - plantations	10.000	180.000
c - machines	231.000	315.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	241.000	677.000
b - pour les productions animales	352.000	1.200.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	86.500	131.000

3) Impôts - taxes - cotisations	159.600	176.400
---------------------------------	---------	---------

Total	1.120.100	2.719.400
-------	-----------	-----------

Suite Massenzatico - Exploitation n° 3

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	3.974.900	3.923.600
dont :		
- revenu foncier	360.000	540.000
- intérêt	110.870	465.850
- revenu du travail	3.504.030	2.917.750
Produit net par UT	1.324.960	1.307.860
Revenu du travail par UT	1.168.010	972.580
Paielement dettes	-	-
Disponibilités réelles	3.974.900	3.923.600

Province : Reggio Emilia

Etable collective de Massenzatico

Situation géographique : plaine Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	4.70	4.70
S.A.U.	4.20	4.20
dont :		
- prairie de fauche	1.80	0.90
- superficie ensemencée arborée	2.40	-
- vignoble spécialisé	-	3.30
Unités de travail	1,5	1,5
Unités de bétail	7,5	5
Capital :		
1a - foncier	13.000.000	20.000.000
1b - améliorations	-	7.000.000
2 - d'exploitation :		
a - bétail	2.250.000	1.500.000
b - machines	2.300.000	2.050.000
c - produits en stock	600.000	-
d - avances aux cultures	699.900	1.756.900
3 - dettes	-	-

Suite Massenzatico - Exploitation n° 4

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q	L	q	L
a) Productions végétales				
- raisin	340	1.870.000	1.090	5.995.000
- fourrage	-	-	350	1.050.000
b) Productions animales				
- cochons de lait	-	800.000	-	4.000.000
- lait	170	2.040.000	-	-
Total		4.710.000		11045.000

Charges.

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments	40.000	40.000
b - plantations	10.000	200.000
c - machines	322.000	280.000

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales	209.000	892.000
b - pour les productions animales	574.000	1.600.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)	66.200	104.400

3) Impôts - taxes - cotisations	178.000	197.400
---------------------------------	---------	---------

Total	1.399.800	3.513.800
-------	-----------	-----------

Suite Massenzatico - Exploitation n° 4

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Produit net d'exploitation	3.310.200	7.531.200
dont :		
- revenu foncier	390.000	600.000
- intérêt	90.000	107.000
- revenu du travail	2.830.200	6.824.200
Produit net par UT	2.206.800	5.020.800
Revenu du travail par UT	1.886.800	4.549.460
Paie ment dettes	-	-
Disponibilités réelles	3.310.200	7.531.200

Les exploitations de la province de Reggio, affiliées aux étables de Massenzatico et de Prato, toutes de petites dimensions, présentent quelques caractéristiques communes : production simple et produit brut commercialisable composé essentiellement, après affiliation aux étables collectives, de raisin et des produits de l'élevage des porcs.

Le vignoble, en effet, est en extension et la main-d'oeuvre disponible ainsi que les étables rendues libres ont été consacrées à l'élevage des porcs.

Les exploitations affiliées à l'étable collective de Massenzatico ont été autorisées à élever des veaux pour la production de viande blanche (par exemple dans l'exploitation n° 2), mais c'est dans les cas où la production de raisin a été la plus intensifiée, ou la production de porcs dans le cas d'élevage de porcs, que les résultats obtenus ont été les meilleurs. C'est ainsi que dans l'exploitation n° 3, qui pratique l'élevage des porcs gras, les résultats économiques obtenus après l'affiliation à l'étable collective sont moins bons que ceux enregistrés auparavant, lorsque l'exploitation produisait directement du lait.

Pour les exploitations affiliées à l'étable collective de Prato on constate également que l'amélioration des résultats économiques est liée à l'augmentation de la production de raisin et à la production de cochons de lait.

En définitive, on peut dire que les quatre exploitations affiliées à l'étable collective de Massenzatico et les cinq qui sont affiliées à l'étable collective de Prato ont, plus ou moins sensiblement (et dans certains cas très sensiblement), amélioré les résultats de leur gestion, sauf pour l'exploitation n° 3 de Massenzatico dont nous avons dit qu'elle produit des porcs gras et des cochons de lait pour

l'exploitation n° 3 de Prato où la production de cochons de lait et de porcs n'a pas compensé celle de lait et de veaux qui a été supprimée, tandis que la production de raisin a peu augmenté.

Etable collective de Lover-Lover (Trento).

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création : 1967.

Année d'entrée en service : 1968.

Orientation de la production : lait destiné à la transformation en grana padano et élevage (vente et renouvellement interne).

Cheptel : 40-50 vaches en lactation : élèves.

Caractéristiques de l'élevage :

Race : brune alpine.

Forme : libre, avec litière permanente. L'été (juin-août), tout le bétail est envoyé sur les alpages. Cela diminue la production de lait, mais a une influence bénéfique sur l'état sanitaire du bétail : la mortalité et la réforme diminuent.

Etat sanitaire : tout le bétail est reconnu exempt de tbc et de brucellose.

Provenance du bétail : l'étable a été constituée avec 30 vaches provenant des élevages des membres et 27 génisses achetées en Autriche. Actuellement le renouvellement se fait dans l'étable.

Mortalité des veaux : pratiquement nulle.

Sélection : orientée vers l'amélioration quantitative et qualitative de la production de lait. Actuellement, le rendement est d'environ 30 quintaux par tête contre 23 au départ. Le rendement du lait est optimum : 1,65-1,70 kg de beurre et 7-7,1 kg de fromage par quintal de lait.

Membres : 19, tous exploitants directs.

Raisons ayant motivé la création de l'étable et évolution.

La création de l'étable collective de Lover est essentiellement liée au développement de la culture fruitière dans la région, culture relativement récente, les premières plantations sporadiques ayant été effectuées après la guerre; une expansion rapide a succédé à la mise en place d'un consortium d'irrigation en pluie auquel sont affiliés tous les producteurs de la commune. Les 100 ha de cultures fruitières de Lover sont irrigués par des batteries fixes, par roulement de 6 heures, du mois de mai jusqu'à la récolte. Les exploitations, comme nous l'avons vu dans la partie générale de l'étude, sont très petites et morcelées, caractéristique habituelle dans les régions alpines.

Les éleveurs, qui sont au nombre d'une quarantaine, possèdent des étables composées en moyenne de 2 à 3 vaches laitières.

Du fait de la prédominance de la culture fruitière, en attendant la spécialisation complète de l'exploitation, l'étable individuelle a commencé à poser de gros problèmes, liés aux besoins en main-d'oeuvre.

D'autre part, la fermeture totale de ces étables ne semblait pas être la meilleure solution, pour un ensemble de raisons imputables au milieu : besoin de fumier pour l'arboriculture fruitière, nécessité d'utiliser le foin fourni par la prairie permanente sous les arbres (50-60 quintaux à l'ha), volonté de maintenir en vie une fromagerie moderne construite en 1950 et dans laquelle on avait finalement réussi à appliquer le système du traitement par roulement grâce à une structure de type coopératif, intéressant non seulement Lover, mais de nombreuses communes limitrophes. Aujourd'hui cette fromagerie, modernisée et agrandie à trois reprises au cours des dernières années, traite en moyenne 40 à 50 quintaux de lait par jour avec des pointes de 60 quintaux, alors qu'initialement elle n'en traitait que 6 quintaux x.

A ces raisons s'ajoutaient des considérations d'ordre plus général, à savoir la volonté de garder un élevage, les exploitants étant conscients du fait que "la montagne existe tant que l'élevage y vit".

C'est ainsi qu'a mûri peu à peu dans cette région l'idée d'un élevage collectif, idée qui a été développée par l'actuel président, ancien président de l'entrepôt pour la conservation des fruits et du consortium d'irrigation.

Au début toute la commune s'est affiliée à l'étable collective, c'est-à-dire en pratique les quelque 40 producteurs qui vivent à Lover. Actuellement, suivant un comportement très fréquent dans ce genre d'initiative, de nombreux producteurs se retirent et l'étable collective a fini par ne plus compter que 20 membres dont le nombre a été ramené à 19 du fait de l'abandon par l'un d'entre eux de l'activité agricole.

Situation et tâches des membres.

Le problème du foin.

L'étable collective emploie du personnel salarié. Les rapports avec les membres consistent dans la fourniture de fourrage : chacun est tenu de fournir tout le foin produit dans son exploitation et de fermer son étable individuelle. A ce propos, l'étable collective de Lover pose un problème particulier, que ne connaissent pas les autres étables considérées. Etant donné la spécialisation dans la culture fruitière et le type de culture fruitière pratiquée : arbres en quenouille et désherbage du terrain, la seule source d'approvisionnement en fourrage de l'exploitation est la prairie permanente sous les arbres fruitiers.

Le problème vient de la nécessité de concilier les traitements anti-parasitaires avec la santé du bétail : en d'autres termes, le fourrage fourni doit être exempt de résidus toxiques.

Le problème a été étudié par une nouvelle organisation des membres et selon une technique spéciale d'affouragement : durant son séjour à l'étable, le bétail ne reçoit que du fourrage sec qui permet, en effet, de respecter les délais de carence des produits phytosanitaires. Sous cet angle également, le séjour du bétail en alpage apparaît donc opportun, sinon nécessaire. Par la suite, les membres se sont groupés pour assurer la protection phyto-sanitaire.

Les mélanges sont préparés dans de grandes cuves communes auxquelles chacun se rend avec sa propre moto-pompe, au jour et à l'heure indiqués. Un simple communiqué affiché sur les murs de la commune sert de moyen d'information. Il faut noter que les cuves ont été construites par le consortium d'amélioration foncière responsable de l'irrigation et ont été confiées à la gestion du club 3P.

Cela permet non seulement un certain échelonnement du traitement des parcelles - en fonction de la protection à assurer aux fruits - mais également une économie considérable sur les coûts de la protection phyto-sanitaire, qui ne dépassent pas, pour les années où les conditions météorologiques sont normales, 80.000 Lires par ha, avec des fluctuations en fonction des saisons et de l'attaque des parasites.

Rémunération des membres.

Le bénéfice de gestion de l'étable collective est distribué aux membres, sur la base des quintaux de foin fournis et de leur qualité.

En 1970/71, la composition du fourrage fourni était la suivante :

	1er choix	2ème choix	3ème choix	total
première coupe	1.249,94	110,71	23,28	1.383,93
deuxième coupe	744,21	19,91	12,54	776,66
troisième coupe	27,71	7,64	1,79	37,14

Total	2.021,86	138,26	37,61	2.197,73

Participation financière des membres.

5.000 Lires par membre (capital social).

Données technico-économiques de l'étable collective?

Organisation du travail dans l'étable.

Salariés permanents : 3.

Direction et assistance technique.

Président et conseil d'administration. Maintien des rapports avec la section d'élevage de l'Inspection agricole de Trente.

Comptabilité.

Les premières données comptables élaborées par le président sont transmises à la Fédération des consortiums de coopératives de Trente qui groupe la quasi-totalité des coopératives de la région.

Commercialisation.

Tout le lait est livré à la fromagerie de Lover. Le bétail est vendu à des particuliers qui ont établi des liens permanents avec l'étable.

Résultats technico-économiques.

Investissements.

Type	Valeur en 1965	Variations (+) 1971	Total	Taux d'amort.	Amortissement
Terrains (600 Lires/m2)	4.800.000	-	4.800.000	-	-
Bâtiments :					
Utilisation étable	64.000.000	15.000.000	79.000.000	3 %	2.370.000
Logements, bouviers et bureaux	6.000.000	-	6.000.000	-	180.000
Salle de traite et équipement étable	5.000.000	-	5.000.000	10 %	500.000
Machines et équipement	5.000.000	-	5.000.000	10 %	500.000
Total	84.800.000	15.000.000	97.800.000	-	3.550.000

Détermination du bénéfice brut de l'étable.

Inventaire d'ouverture.

Vaches	n. 44 x 300.000	13.200.000
Génisses de 4 ans	n. 3 x 250.000	750.000
Génisses de 3 ans	n. 15 x 250.000	3.750.000
Jeunes génisses	n. 14 x 200.000	2.800.000
Veaux	n. 13 x 140.000	1.820.000
Taurillon à l'engrais	n. 1 x 100.000	100.000
Taureau	n. 1 x 300.000	300.000
	-----	-----
	n. 92	23.270.000

Bétail né

Veaux	n. 52	
Bétail acheté	-	
	-----	-----
Total	n.144	23.270.000

Inventaire de clôture

Vaches	n. 57 x 300.000	17.100.000 Lires
Génisse de 3½ ans	n. 1 x 250.000	250.000
Génisses de 2 ans	n. 14 x 250.000	3.500.000
Veaux ou jeunes génisses	n. 12 x 180.000	2.160.000
Veaux de 6 mois	n. 17 x 120.000	2.040.000
Veau de 3 mois	n. 1 x 120.000	120.000
Taurillon	n. 1 x 300.000	300.000
	-----	-----
	n.103	25.470.000

Bétail mort -

Bétail vendu

Veaux	n. 34	1.807.000
Bétail adulte	n. 7 (1)	1.459.000
	-----	-----
Total	n.144	28.736.000
Bénéfice brut de l'étable		5.466.000

(1) dont 5 vaches de réforme.

Produit brut total.

Lait	ql 1.500 x 115	17.250.000
Bénéfice brut de l'étable		5.466.000
Fumier (vendu)		512.700

Produit total		23.228.700

Coûts et dépenses

Coûts variables

Alimentation :

Fourrage acheté	ql 600 x 3.000	1.800.000	
Aliments		<u>5.542.525</u>	7.342.525

Litière :

Pailllle	ql 271 x 1.500	406.500	
Tourbe	ql 64	45.000	
Feuilles de litière (1)	ql 45 x 500	23.000	
Foin de litière (1)	ql 60 x 500	30.000	
Sciure (1)	ql 60 x 500	30.000	
Emondes (1)	ql 32 x 500	<u>16.000</u>	550.500

Vétérinaire et médicaments 253.000

Mazout pour le chauffage 55.000

Transports 648.500

Energie électrique 353.800

Total coûts variables 9.203.325

(1) Acheté par les membres.

Coûts fixes

Travail :

Salaires en espèces	4.004.500	
Lait (ql 24 x 115)	276.000	
Chauffage	<u>200.000</u>	4.480.500
Amortissements	3.550.000	
Entretien	<u>665.315</u>	4.215.315
Intérêts débiteurs		1.690.260
Assurance foin		94.200
Impôts et taxes		129.600
Frais généraux de bureau		120.000

		10.729.875

Total coûts et dépenses		19.933.200

Paie ment aux membres du fourrage fourni.

Produit	23.228.700
moins :	
Coûts et dépenses	19.933.200

Valeur de transformation	3.295.500

Fourrage livré par les membres : ql 2.197

Valeur de transformation/quintaux fournis : L. 1.500.

Etable collective Argentana, Argenta - Ferrara.

(situation en 1970-1971).

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création de la coopérative : 1964.

Année d'entrée en service de la coopérative : 1970.

Exercice : 1er mai - 30 avril (x).

Orientation de la production : viande.

Nombre d'animaux élevés : 750 par cycle.

Caractéristiques de l'élevage :

Race : Simmenthal.

Type : 80 % : poids à l'achat Kg 60/80 environ - poids final Kg 480/520.

Cycle : 12-13 mois.

20 % : poids à l'achat 320 kg environ - poids final 550/570 kg.

Cycle : environ 5 mois.

Accroissement moyen viande : environ 1.100 kg par jour.

Forme : libre, avec litière permanente ; entravée pendant la période de finissage (5 derniers mois).

Alimentation : jusqu'à l'année dernière on a utilisé de la luzerne. Cette année, on a introduit le maïs à l'état pâteux-vitreux. Sur les 210 ha de cultures fourragères (v. tableau suivant) utilisés par les membres, 85 ha sont plantés en maïs. 25 proviennent des coopératives d'ouvriers agricoles (qui ont fusionné et se sont étendues en achetant de nouvelles terres) et 60 des exploitants directs.

(x) Il y a un décalage par rapport à l'exercice agricole qui va du 11 au 10 novembre. La raison en est la suivante. Jusqu'à présent, le fourrage dominant dans l'alimentation du bétail a été la luzerne. La première coupe commence au début de mai. Au 1er mai par conséquent, les stocks de foin sont très réduits ou épuisés ; cette solution permet d'éviter une évaluation très difficile, étant donné les fluctuations du marché du fourrage.

Etat sanitaire du bétail : bon.

Adaptation : assez bonne. A l'origine, il peut y avoir 10 à 12 % de cas de grippe et de broncho-pneumonie. On peut considérer dans l'ensemble que par lot acheté (50 têtes à la fois) 10 à 12 bêtes sont traitées individuellement, c'est-à-dire indépendamment du traitement préventif de masse, toujours pratiqué.

Provenance du bétail : étrangère. 80 % Allemagne (Bavière) ;
20 % Roumanie.

Membres : 57.

Raisons ayant motivé la création de l'étable collective.

Comme nous l'avons dit dans le chapitre consacré aux variations de la structure des exploitations, les exploitations des membres (à l'exclusion des coopératives d'ouvriers agricoles) peuvent se diviser en deux catégories : exploitations de culture fruitière, de petites dimensions le plus souvent (environ 5-6 ha) et exploitations pratiquant la culture des céréales et des betteraves.

Les premières étaient sur le point de fermer leur étable - ou l'avaient déjà fermée - en raison de la concurrence des cultures fruitières et du peu de superficie disponible pour les cultures fourragères, vu les faibles dimensions de l'exploitation ; par contre, ces exploitations avaient besoin du fumier.

Les secondes, de plus grandes dimensions (15-20 à 30 ha), implantées sur des terrains récemment bonifiés, avaient en tout cas besoin de fumier pour la culture des betteraves à sucre dans des terrains lourds ; on a assisté ensuite à un phénomène qui dure toujours, celui de la rhizomanie, qui a fait baisser les rendements unitaires dans les cas extrêmes à 150 quintaux à l'ha, d'où la nécessité de changer de culture et les vives préoccupations que ce phénomène a suscitées dans les exploitations qui n'ont pas encore été affectées.

Si l'on tient compte en outre des facteurs habituels - désaffection pour le travail d'étable, surtout parmi les plus jeunes ; exode de la main-d'oeuvre ; développement de la scolarité pour les garçons - on comprend que l'étable collective soit apparue et apparaisse encore comme une solution possible.

Il faut toutefois constater que deux éléments font obstacle à sa réalisation :

Le premier, c'est que l'esprit coopératif n'est pas très répandu chez les paysans de la région de Ferrare et que ceux qui avaient et ont encore besoin de fumier (ceux qui pratiquent les cultures fruitières) sont également ceux qui ont les exploitations les plus petites et les possibilités les plus réduites de consacrer au fourrage une superficie suffisante (maïs à l'état pâteux-vitreux). D'autre part, l'extension de ces exploitations est assez problématique : les propriétaires seraient plus portés à vendre qu'à louer, tandis que dans les familles rurales les jeunes se consacrent déjà à d'autres activités et que les personnes âgées ne sont pas tentées de se consacrer à cette activité.

C'est alors que quatre coopératives d'ouvriers agricoles ont proposé leur adhésion ; ces exploitations continuent comme par le passé à couvrir la moitié des besoins en fourrage et, compte tenu de leurs disponibilités, on prévoit même l'extension de l'étable collective.

Si les résultats de l'exploitation sont bons, les plus grandes exploitations seront certainement de plus en plus enclines à étendre la culture du maïs, phénomène dont on enregistre déjà les premiers signes.

Le second élément qui fait obstacle à la réalisation de cette initiative, c'est que les interventions de l'AIMA dans le secteur de la culture des fruits freinent les transformations de la production .

En effet, dans la région, on pratique beaucoup la culture de la Passe Crassane qui donne des productions moyennes de l'ordre de 500 q/ha.

Le prix AIMA étant d'environ 29 à 30 L/kg et les frais de récolte et de protection phytosanitaire peu élevés, le producteur a un revenu "quasi-garanti" de 1.500.000 L/ha, sans devoir rien changer.

Situation et tâches des membres.

L'étable collective a un personnel salarié.

Les rapports existant entre les membres et l'étable consistent dans la fourniture de fourrage ; on a vu toutefois dans quelles limites. Comme nous l'avons dit, les statuts n'imposent pas la fermeture des étables individuelles.

Païement du fourrage.

La valeur de transformation réalisée dans l'étable collective (recettes moins dépenses de gestion) est distribuée aux membres sur la base des UF apportées, valeur du fumier comprise (évalué à 140 L le quintal. Cette valeur est liée au bilan de la paille).

Participation financière des membres.

Parts (capital social) : 4.000 L par tête.

Dépôts : actuellement 15.000.000 environ, non bloqués, portant intérêt au taux de 6 % l'an.

Données technico-économiques de l'étable collective.

Organisation du travail dans l'étable.

Salariés permanents : 6.

Direction : expert agricole. Il contrôle l'élevage (achats, marché, fonctionnement de l'étable) et les rapports avec les membres.

Comptabilité : comtable.

Commercialisation.

80 % de la viande sont livrés à la boucherie coopérative de Modène. Vente sur la base du poids mort et dans l'exploitation ; 20 % à des commerçants privés, en général pour les animaux qui, sur la base du poids mort, n'auraient pas donné un bon rendement.

Amélioration de la production.

Il est utile à cette fin que l'étable reste en contact direct avec la boucherie coopérative qui lui indique les besoins des consommateurs. Exemples typiques : l'eau dure, ferrugineuse de la région donne un type de viande de couleur rouge sombre, mal acceptée et donc dépréciée. La boucherie a imposé l'usage d'un dépurateur et maintenant la viande est d'une couleur normale et son prix atteint 15 à 20 lires de plus le kg.

Etable collective Argentana, Argenta

Description des investissements

Type	Valeur en Lires	% Amor- tiss.	Amortissements
Terrain (3,84 ha)	14.500.000	-	-
Raccordement électrique	1.230.000	3,5%	43.050
Bâtiments :			
utilisation étable	160.000.000	4,0%	6.400.000
logement du bouvier et bureaux	10.000.000		400.000
Machines et installations	51.900.000	10,0%	5.190.000
Equipement	8.900.000	20,0%	1.780.000
Mobilier de bureau	60.000	40,0%	24.000
Total	244.390.000		13.837.050

Financements à taux réduit

Nature	Taux	Montant	Echéance	Garantie
Financement immeubles	3	89.315.000	20 ans au 10/7/1990	Hypothèque des membres sur leur fonds
Achat bétail	2	91.500.000	2 ans au 30/6/1972	"
Prêt d'exploitation	2	50.000.000	8 mois au 31/12/1972	Corticella Spa.-Bo
Achat bétail	3	50.000.000	2 ans au 30/12/1972	"
Achat bétail	2	12.000.000	2 ans au 31/12/1973	"
Achat machines	3	3.725.000	5 ans au 30/6/1977	Membres
Achat machines	3	1.985.000	5 ans au 31/12/1975	"
Achat machines	3	1.100.000	5 ans au 30/6/1976	"

Autres formes de financement

Organismes	Montant	Taux	Durée minimum de blocage
Dépôt des membres	15.000.000	6%	annuelle
CAPOF (Coopérative fruitière)	4.000.000	"	"
Fédération provinciale des coopératives (FEDERCOOP) FE	8.000.000	"	"
Annuité de remboursement des prêts à taux réduit	5.959.100		

Production, coûts, valeur de transformation du fourrage fourni par les membres - Exercice 1970-1971

A) Bénéfice brut de l'étable

Effectifs d'ouverture (1/5/70)		Effectifs de clôture (30/4/71)	
Nombren. 596	L. 124.000.000	Têtes n. 664	L. 150.600.000
de têtes			
<u>Bétail acheté</u>		<u>Bétail vendu</u>	
Têtes n. 669	" 81.720.000	Têtes n. 591	" 171.644.000
		<u>Bétail mort</u>	
		Têtes n. 10	-
<u>Totale</u>	<u>1.265 L. 205.720.000</u>	<u>1.265</u>	<u>L. 322.244.000</u>
<u>Bénéfice brut</u>	<u>L. 116.524.000</u>		
	=====		

B) Produit brut

Bénéfice brut de l'étable	L. 116.524.000
Fumier :	
ql 22.000.000 x L. 140/ql	" 3.080.000
<u>Total</u>	<u>L. 119.614.000</u>
	=====

C) Coûts et dépenses

Coûts variables

Alimentation	74.977.000		
Paille	2.650.000		
Médicaments et vétérinaire	2.047.000		
Frais divers d'étable	1.631.000		
(1)		81.305.000	69%

Coûts fixes

Travail : salaires	7.700.000		
Cotisations assurance	1.678.000		
		9.478.000	
Amortissements	13.837.050		
Assurance	138.236		

Intérêts débiteurs

Sur compte courant	1.785.000		
Membres et autres	1.623.000		
Sur prêts	5.500.000		
		8.908.000	

<u>Impôts et taxes</u>	138.000		
------------------------	---------	--	--

<u>Direction et administration</u>	2.916.000		
------------------------------------	-----------	--	--

<u>Frais généraux</u>	703.000		
-----------------------	---------	--	--

Total coûts fixes	36.118.286	31%	
-------------------	------------	-----	--

Total coûts et dépenses	117.423.286	100%	
-------------------------	-------------	------	--

(1) -- Ce poste comprend le contrôle du bétail, les désinfectants et détergents, la force motrice, les carburants et lubrifiants, les matériaux de consommation, les transports et les médicaments, les frais divers.

D) Valeur de transformation et paiement de l'UF.

Produit	L 119.614.000
moins	
Coûts et dépenses	<u>L 117.423.286</u>
Valeur de transformation	L 2.190.714
Nombre d'UF fournies par les membres :	250.000

Pour pouvoir payer aux membres un prix satisfaisant par UF - 50 Lires - l'étable aurait dû disposer de 12.500.000 Lires, chose évidemment impossible. Pour remédier à cette situation, l'étable a réduit les amortissements en conséquence.

Considérations : les difficultés que connaît l'étable sont évidentes.

Les raisons en sont multiples : difficultés de démarrage, coût élevé du capital, surtout coût de l'alimentation - et encore on ne considère ici que la partie du fourrage achetée sur le marché.

La structure même des coûts, avec une forte prédominance des coûts variables (69 % du total des coûts), représentés en grande partie justement par les aliments achetés, confirme ce qui précède et la thèse qui en découle, selon laquelle il est impossible dans ces conditions de produire de la viande sur la base des fourrages traditionnels et des aliments commerciaux.

Le recours au maïs à l'état pâteux-vitreux, à teneur élevée en UF, semble permettre un assainissement de la situation ; en effet, dès le second exercice (1971-1972), tout en offrant une rémunération satisfaisante aux membres pour le fourrage fourni, l'étable a pu procéder à un amortissement.

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

		Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	ha	04.94.00	04.94.00
S.A.U.	"	04.50.00	04.50.00
dont :			
Plantation de poiriers	"	02.50.00	02.00.00
Plantation de pommiers	"	00.14.00	00.14.00
Plantation de pêchers	"	01.00.00	01.00.00
Vignoble	"	00.86.00	00.86.00
Maïs (grains)	"	-	00.35.00
Fraises	"	-	00.15.00
<u>Unités de travail :</u>	n.	2,3	1,6
<u>Unités de bétail :</u>	"	-	-
<u>Capital :</u>			
1) foncier	L.	16.000.000	16.000.000
2) d'exploitation :			
a) machines et équipement	"	3.344.000	3.344.000
b) avances aux cultures	"	951.018	941.268
3) Dettes (deux prêts à moyen terme pour l'achat d'un tracteur au taux de 3 % et d'une durée de 5 ans	"	1.100.000	1.100.000

Suite : Argenta - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable q. L.		Après la création de l'étable q. L.	
a) Productions végétales				
- poires	375	1.575.000	300	1.260.000
- pommes	280	1.344.000	280	1.344.000
- pêches	150	1.650.000	150	1.650.000
- raisin	172	808.400	172	808.400
- maïs (grain - paiement)	-	-	28	150.000
- fraises	-	-	12	240.000
b) Productions animales	-	-	-	-
Total Pbc	-	5.377.400	-	5.452.400

Charges :

1) Amortissements, entretien, assurance

a) bâtiments

90.000 90.000

b) plantations

360.876 327.876

c) machines

468.160 468.160

2) Achat de biens et services

a) productions végétales

783.000 786.500

b) divers (locations, intermédiaires, assurance)

- 10.000

3) Impôts - taxes - cotisations

200.000 200.000

Total des charges

1.902.036 1.882.536

Produit net d'exploitation :

3.475.364 3.569.864

dont :

- Revenu foncier

480.000 480.000

- Intérêts

106.150 105.663

- Revenu du travail

2.889.214 2.984.201

Suite : Argenta - Exploitation n° 1

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Produit net par unité de travail	1.511.030	2.231.165
Revenu du travail par unité de travail	1.256.180	1.865.125
Paie ment des dettes	207.189	207.189
Disponibilités réelles	3.268.175	3.362.575

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

		Ayant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	ha	06.27.00	06.27.00
S.A.U.	ha	05.90.00	05.90.00
dont :			
Vignoble	"	00.40.00	00.40.00
Céréales	"	02.00.00	02.00.00
Bettenaves	"	02.00.00	02.00.00
Luzerne	"	01.00.00	01.00.00
Maïs	"	00.50.00	00.50.00
<u>Unités de travail :</u>	n.	1	1
<u>Unités de bétail :</u>	n.	-	-
Capital :			
1) foncier		8.500.000	8.500.000
2) d'exploitation :			
a - machines et équipement		2.780.000	2.780.000
b - avances aux cultures		625.370	670.620
3) dettes (à moyen terme pour l'achat d'une moto-faucheuse, au taux de 3 % et d'une durée de 5 ans)		450.000	-

Suite : Argenta - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- raisin	88	352.000	88	352.000
- céréales	86	602.000	90	630.000
- betteraves	840	1.092.000	920	1.196.000
- luzerne	90	189.000	-	-
- maïs	36,5	182.500	-	-
- luzerne et maïs pour l'étable-		-	-	350.000
b) Productions animales				
	-	-	-	-
Total Phc. L.V.		2.417.500		2.528.000
Charges :				
1) Amortissements, entretien, assurance				
a - bâtiments		20.000		20.000
b - plantations		29.040		29.040
c - machines et équipement		389.200		389.200
2) Achat biens et services				
a - pour les productions végétales		314.500		375.000
b - divers (locations, assurance, etc.)		270.000		300.000
3) Impôts - taxes - cotisations		228.000		228.000
Total des charges		1.250.740		1.341.240

Suite : Argenta - Exploitation n° 2

	Avant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Produit net d'exploitation	1.166.760	1.186.760
dont :		
- Revenu foncier	255.000	255.000
- Intérêt	100.768	103.031
- Revenu du travail	810.990	828.729
Produit net par UT	1.166.760	1.186.760
Revenu du travail par UT	810.990	828.729
Paielement des dettes	84.760	. 84.760
Disponibilités réelles	1.082.000	1.102.000

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

		Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
<u>Superficie totale</u>	ha	06.29.00	06.29.00
<u>S.A.U.</u>	"	05.80.00	05.80.00
<u>dont :</u>			
- vignoble	"	01.00.00	01.00.00
- plantation de pêcheurs	"	00.20.00	00.20.00
- pastèques	"	01.20.00	00.70.00
- oignons	"	-	00.70.00
- tomates	"	00.80.00	00.70.00
- céréales	"	01.00.00	00.50.00
- betteraves	"	00.90.00	01.00.00
- luzerne	"	00.70.00	01.00.00
<u>Unités de travail</u>		1	0,83
<u>Unités de bétail</u>		-	-
<u>Capital :</u>			
1) foncier	L.	9.000.000	9.000.000
2) d'exploitation			
a) machines et équipement	"	2.200.000	2.600.000
b) avances aux cultures	"	622.750	709.250
3) dettes		-	-

Suite Argenta - Exploitation n° 3

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- raisin	230	1.035.000	230	1.035.000
- pêches	30	240.000	30	240.000
- pastèques	217	1.085.000	360	1.800.000
- tomates	320	704.000	140	308.000
- céréales	50	350.000	25	175.000
- betteraves	405	931.000	405	931.500
- luzerne	70	126.000	-	200.000
- oignons	-	-	105	388.500
b) Productions animales	-	-	-	-
Total Pbc		4.471.000		4.778.000

Charges :

1) Amortissements, entretien, assurance		
a - bâtiments	22.000	22.000
b - plantations	95.700	95.700
c - machines	308.000	364.000
2) Achat de biens et services		
a - productions végétales	310.800	387.800
b - divers (locations, intermédiaires, assurance)	275.000	315.000
3) Impôts - taxes - cotisations	234.000	234.000
Total des charges	1.245.500	1.418.500

Suite Argenta : Exploitation n° 3

	Avant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Produit net d'exploitation	3.225.500	3.659.500
dont :		
- Revenu foncier	270.000	270.000
- Intérêt	86.375	100.462
- Revenu du travail	2.869.125	3.289.040
Produit net par UT	3.725.000	4.409.036
Revenu du travail par UT	2.869.125	3.962.698
Dettes	-	-
Disponibilités réelles	3.225.500	3.659.500

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : fermier exploitant

		Ayant la création de l'étable	Après la création de l'étable
<u>Superficie totale</u>	ha	12.92.00	12.92.00
<u>S.A.U.</u>	"	12.00.00	12.00.00
dont :			
- plantations de poiriers	"	03.50.00	01.50.00
- vignoble	"	00.50.00	00.50.00
- céréales	"	03.50.00	03.50.00
- betteraves	"	04.00.00	04.20.00
- luzerne	"	00.50.00	01.30.00
- maïs	"	-	01.00.00
<u>Unités de travail</u>	n.	2,4	1,83
<u>Unités de bétail</u>		-	-
<u>Capital :</u>			
1) foncier	L.	20.000.000	20.000.000
2) d'exploitation			
a - machines et équipement	"	2.770.000	3.570.000
b - avances aux cultures	"	958.750	1.037.150
3) Dettes (à moyen terme pour l'achat d'un tracteur, au taux de 3 % pendant 5 ans)	"	1.800.000	-

Suite Argenta - Exploitation n° 4

P b c	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- poires	52	119.600	22	50.600
- raisin	75	300.000	75	300.000
- céréales	140	882.000	157	992.250
- betteraves	1.680	1.848.000	1.890	2.079.000
- luzerne	50	150.000	-	-
- luzerne et maïs (paiement étable)	-	-	-	450.000
b) Productions animales				
	-	-	-	-
<hr/>				
Total Pbc		3.299.600		3.871.850
<hr/>				
Charges :				
1) Amortissements, entretien, assurance				
- machines et équipement				
		387.800		499.800
2) Achat biens et services				
a - productions végétales	1.189.700		1.004.500	
b - divers (locations, intermédiaires, assurance)	200.000		230.000	
3) Impôts - taxes - cotisations	140.000		140.000	
<hr/>				
Total des charges		1.917.500		1.974.300
<hr/>				

Suite Argenta - Exploitation n° 4

	Avant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Pbc - charges	1.382.100	1.997.550
dont :		
- loyer	700.000	700.000
- intérêt	117.187	141.107
- revenu du travail	564.913	1.156.443
Revenu net de l'entrepreneur	682.100	1.297.550
Revenu net par UT	284.208	709.043
Revenu du travail par UT	235.380	631.936
Paielement des dettes	339.037	339.037
Disponibilités réelles	343.063	958.513

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 5

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

		Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
<u>Superficie totale</u>	ha	15.71.00	15.71.00
<u>S.A.U.</u>	"	14.80.00	14.80.00
dont :			
- plantations de poiriers	"	03.20.00	03.20.00
- vignoble	"	00.60.00	00.60.00
- céréales	"	04.50.00	05.00.00
- luzerne	"	02.00.00	02.00.00
- maïs (grain)	"	00.50.00	02.00.00
- betteraves	"	02.50.00	02.00.00
- tomates	"	00.50.00	-
- pois fourragers	"	01.00.00	-
<u>Unités de travail</u>	n.	1,33	1,33
<u>Unités de bétail</u>		-	-
<u>Capital :</u>			
1) foncier		28.000.000	28.000.000
2) d'exploitation :			
a - machines et équipement		3.550.000	3.550.000
b - avances aux cultures		1.387.710	1.470.960
3) Dettes (prêt à moyen terme pour l'achat d'un tracteur, 5 ans, à 3 %)		-	1.320.000

Suite Argenta - Exploitation n° 5

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- poires	640	2.560.000	640	2.560.000
- raisin	132	635.600	132	633.600
- céréales	202	1.343.300	225	1.496.250
- luzerne	200	360.000	-	-
- maïs	35	189.000	-	-
- luzerne et maïs (paiement étable)	-	-	-	600.000
- betteraves	950	855.000	760	684.000
- tomates	110	247.500	-	-
- pois fourragers	52	348.400	-	-
b) Productions animales	-	-	-	-
Total Pbc	-	6.536.800	-	5.973.850

Charges :

1) Amortissements, entretien, assurance

a - bâtiments (x)

	-	-
b - plantations	271.920	271.920
c - machines	497.000	497.000

2) Achat biens et services

a - productions végétales	1.286.500	1.453.000
b - productions animales	-	-
c - divers (locations, assurance)	100.000	100.000

3) Impôts - taxes - cotisations

	620.000	620.000
Total des charges	2.775.420	2.941.920

(x) bâtiments : néant.

Suite Argenta - Exploitation n° 5

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Produit net d'exploitation	3.761.380	3.031.930
dont :		
- revenu foncier	840.000	840.000
- intérêt	124.635	128.795
- revenu du travail	2.796.745	2.063.135
Produit net par UT	2.828.105	2.332.250
Revenu du travail par UT	2.102.815	1.794.040
Paielement des dettes	-	248.627
Disponibilités réelles	3.761.380	2.783.303

Province : Ferrara

Etable collective d'Argenta

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 6

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant

		Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
<u>Superficie totale:</u>	ha	29.70.00	29.70.00
<u>S.A.U.</u>	"	25.10.00	25.10.00
dont :			
- vignoble	"	00.10.00	00.10.00
- luzerne	"	03.50.00	03.50.00
- céréales	"	08.00.00	08.00.00
- betteraves	"	10.00.00	10.00.00
- oignons	"	-	01.50.00
- maïs	"	01.50.00	01.00.00
- orge	"	02.00.00	01.00.00
<u>Unités de travail</u>	n.	2,4	2
<u>Unités de bétail</u>	"	-	-
<u>Capital :</u>			
1) foncier	L.	50.000.000	50.000.000
2) d'exploitation :			
a - machines et équipement	"	3.150.000	5.550.000
b - avances aux cultures	"	1.691.175	2.249.000
3) Dettes (deux prêts à moyen terme pour l'achat d'un tracteur et d'équipements, au taux de 3 % et d'une durée de 5 ans)	"	930.000	2.400.000

Suite Argenta - Exploitation n° 6

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- raisin	22	88.000	22	88.000
- luzerne	455	910.000	-	-
- luzerne et maïs (paiement étable)	-	-	-	1.200.000
- céréales	360	2.340.000	400	2.600.000
- betteraves	2.300	5.400.000	2.300	5.400.000
- oignons	-	-	525	1.942.500
- maïs	45	247.500	-	-
- orge	60	342.000	-	-
b) Productions animales	-	-	-	-
Total Pbc	-	9.327.500	-	11.230.500

Charges

1) Amortissements, entretien, assurance		
a - bâtiments	45.000	45.000
b - plantations	6.600	6.600
c - machines et équipement (amortissement et entretien)	441.000	777.000
2) Achat de biens et services		
a - productions végétales	1.058.750	1.638.400
b - productions animales	-	-
c - divers (locations, assurance)	700.000	900.000
3) Impôts - taxes - cotisations	1.131.000	1.131.000
Total des charges	3.382.350	4.498.000

Suite Argenta - Exploitation n° 6

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Produit net d'exploitation	5.945.150	6.732.500
dont :		
- revenu foncier	1.500.000	1.500.000
- intérêts	163.308	251.200
- revenu du travail	4.281.842	4.981.300
Produit net par UT	2.477.145	3.366.250
Revenu du travail par UT	1.784.100	2.490.650
Paie ment des dettes	165.170	165.170 452.050
Disponibilités réelles	5.779.980	6.115.280

Jusqu'à présent au moins, l'affiliation à l'étable collective semble avoir eu peu d'influence sur les exploitations d'Argenta considérées, qui d'ailleurs n'avaient jamais eu de bétail.

L'orientation de la production n'a pas subi de sensibles modifications de structure et, comme le montre la faible importance des ventes réalisées par l'étable par rapport au produit brut commercialisable, d'autres productions font concurrence au fourrage.

Les variations d'emploi dans le sens d'une réduction, sont également limitées.

Etable collective de S. Bovo, Casale di Scodosia (Padoue).

Forme juridique : Société de fait.

Année de création : 1970.

Année d'entrée en service : 1971 (les premiers groupes d'animaux sont arrivés en novembre 1970).

Durée de l'exercice : 1er janvier - 31 décembre.

Orientation de la production : viande.

Nombre d'animaux élevés : 160.

Caractéristiques de l'élevage :

- Race : pie noire polonaise.
- Type : le poids des bêtes est porté de 2-2,20 q à 4,50-5 q en l'espace de 160 à 170 jours.
- Forme : semi-libre avec litière permanente.
- Alimentation : l'aliment de base est le maïs ensilé complémenté par des concentrés protéiques, vitaminiques et des sels minéraux. Au cours de la période de finissage, on ajoute de la farine de maïs.
- Etat sanitaire du bétail : bon.
- Adaptation : assez bonne.
- Provenance du bétail : étrangère - Pologne.

Nombre de membres : 6, tous fermiers exploitants directs, à l'exception d'un seul, propriétaire d'un fonds exploité par un salarié.

Raisons ayant motivé la création de l'étable sociale : l'idée de créer une étable collective dans cette zone remonte à 1967; elle était due aux considérations suivantes :

- bénéfice très faible par tête de bétail dans les petites étables individuelles ;
- techniques d'élevage dépassées, caractérisées par une large utilisation de la luzerne, des augmentations de poids assez faibles et un séjour très long dans l'étable ;

- une quantité de main-d'oeuvre disponible dans l'exploitation de plus en plus faible, d'où la nécessité de libérer la main-d'oeuvre pour d'autres cultures classiques dans cette zone, la vigne et les légumes en particulier ;
- nécessité de lutter contre la tendance à la réduction des élevages.

L'Office de développement des trois Vénéties a fait de gros efforts pour réaliser cette initiative dans le cadre de son activité d'assistance technique aux exploitations agricoles, activité qui prévoit, outre l'amélioration des techniques et des combinaisons de production, la promotion d'activités collectives, pour l'achat et la gestion des moyens techniques et pour la transformation et la commercialisation des produits.

L'activité de l'Office de développement est orientée dans trois directions :

- champs d'expérimentation de maïs à ensiler (la culture du maïs est une culture traditionnelle dans la zone, mais elle est pratiquée en vue de la production de grain et non pour la récolte et l'utilisation du maïs à l'état pâteux-vitreux ;
- visites à d'autres étables collectives. Il a bénéficié en cela de l'appui des clubs 3 P locaux ;
- fréquentes réunions coopératives.

Après une année d'activité environ deux étables collectives ont été créées dont une est celle dont nous venons de parler.

La solution adoptée en ce qui concerne le "type" d'étable à réaliser - formule "économique" (avec large utilisation de la main-d'oeuvre fournie par les membres) ou en recourant aux subventions et aux prêts de l'Etat, ce qui implique toutefois un coût par tête très élevé.

Les membres se sont prononcés en faveur de l'étable "économique", d'autant plus que, étant donné leur situation de fermiers, ils auraient difficilement pu bénéficier des facilités de crédit. C'est la raison pour laquelle l'étable collective de S. Bovo est, sur le plan juridique, une société de fait. Leur choix de la solution "économique" a également

été influencé par la connaissance des étables collectives de Fiesse et Verolanuova, dans la province de Brescia, organisées par les Clubs 3 P (1).

Dans la pratique, les membres n'ont fait appel à une entreprise que pour les travaux essentiels : fondations et structures portantes. Ils ont fait le reste eux-mêmes. Le service des travaux de l'Office national des Trois Vénéties a préparé le projet, assuré la direction des travaux et fournit actuellement l'assistance technique, le tout sans contrepartie.

Situation et tâches des membres : les membres conservent leur étable individuelle, comme les y oblige le ^{ur}contrat de location.

Cette obligation fait que la charge de bétail est restée pratiquement la même dans les exploitations des membres, comme on l'a vu dans le chapitre consacré à l'évolution de la structure des exploitations.

Cette obligation a également influencé les rapports entre les membres et l'étable, en ce sens qu'elle a facilité le passage de l'obligation de consacrer une superficie donnée à la culture de fourrage à l'obligation de fournir une quantité déterminée de fourrage.

Les membres interviennent activement dans l'organisation et le fonctionnement de l'étable. Ils ont contribué personnellement à la réalisation de cette initiative en fournissant le capital (comme on l'a dit, ce projet n'a bénéficié d'aucune subvention ou prêt à taux réduit, les membres, en tant que fermiers, n'offrant pas, selon l'Etat, les garanties nécessaires) et la main-d'oeuvre nécessaire pour la construction des sols et de la couverture.

En outre, les membres font partie de commissions directement responsables du fonctionnement de l'étable.

- (1) Ces deux étables fonctionnent depuis 1967 (Fiesse) et 1966 (Verolanuova) ; elles sont spécialisées dans la production de viande. L'une et l'autre ont sept membres, une superficie totale qui est respectivement de 190 et 60 ha, entièrement consacrée à la production de fourrage pour les étables. Le nombre d'animaux qui y sont élevés est de 270 à Fiesse et 350 à Verolanuova.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, en effet, trois commissions de travail ont été constituées :

- a) commission d'élevage,
- b) commission des fourrages,
- c) commission des machines et équipements.

La commission a) est chargée d'étudier les programmes d'alimentation, les devis pour l'achat des aliments et des fourrages, de signer les contrats avec les fournisseurs d'aliments et de bétail, de s'occuper de la vente, d'aviser les membres et de coordonner leur travail au moment du déchargement et du chargement des matériaux nécessaires à l'étable.

La commission b) est chargée d'établir les programmes de récolte des fourrages, de prélever des échantillons de fourrage, de coordonner la production sur les terrains cultivés pour le compte de la société.

La commission c) est chargée de veiller à l'entretien courant et extraordinaire des installations de l'étable, de procéder aux achats, de signaler la nécessité d'acquérir de nouvelles machines et de prendre les contacts nécessaires avec les fournisseurs.

Les trois commissions sont autonomes, mais doivent informer le Président et le Conseil d'administration avant tout achat ou vente important et travailler en collaboration avec le directeur technique.

Païement du fourrage : la valeur de transformation réalisée dans l'étable (produit moins coûts et frais de gestion) est distribuée aux membres sur la base des UF apportées.

Participation financière des membres.

Parts : (capital social) 50.000 Lires par tête.

Dépôts : actuellement 3 millions de Lires, bloqués pendant deux ans au minimum et portant intérêt à 6 %.

Données technico-économiques concernant l'étable collective.

Description des immeubles : l'étable a une surface de 642 m² (44.60 x 14.40) et peut abriter 160 taureaux, dans 20 boxes.

La structure portante est en maçonnerie, le toit en éternit ondulé, soutenu par des charpentes métalliques avec revêtement isolant en polystyrène. La litière est remplacée par un caillebotis, les boxes sont construits avec du matériel de récupération.

Les fosses de récupération des déjections sont prévues selon le système "pelo di acqua".

Les silos pour la conservation du maïs à l'état pâteux-vitreux ont également été construits par les membres avec du matériel de récupération.

Organisation du travail : tout le travail et la surveillance nécessaires dans l'étable sont assurés par un membre (qui est également le président de la société), moyennant une rémunération de 20 Lires par jour et par tête de bétail. Il doit veiller en particulier à l'alimentation en suivant les indications de la commission et du technicien.

Au moment de la vente, du chargement et de l'ensilage du fourrage, de la pesée du bétail, la participation des membres est totale, pour ce qui est du travail. Quiconque, pour diverses raisons, ne peut participer à ces opérations, rembourse aux autres les heures qu'il n'a pas fournies. Le propriétaire du fonds exploité par un salarié envoie son propre salarié.

Jusqu'à présent, les membres transportent eux-mêmes le fourrage, par leurs propres moyens ; toutefois, l'étable tend à devenir également une coopérative de machines. Elle évolue même vers la gestion collective des exploitations (fusion totale).

Commercialisation : la viande est vendue à des commerçants privés.

Terres dont dispose l'étable.

Jusqu'en 1971 - exploitation en location à bail d'environ 14 ha,
plantés en fourrage
en 1972 - achat d'une exploitation de 10 ha, toujours pour la
culture du fourrage

Investissements.

Type	Lires	Taux d'amor- tissement	Amortissements
Immeuble	6.115.000 (1)	18 %	1.168.465
Machines et équi- pements	6.640.000	18 %	1.207.270
Total des inves- tisements	12.755.000		2.375.735
Investissements (immeubles) par tête de bétail élevé			
sans le travail des membres		L. 38.000	
avec le travail des membres		L. 75.000	

Financements à taux réduit :

prêt pour l'achat de l'exploitation de 10 ha	L. 14.000.000
prêt pour l'achat de machines	L. 5.000.000
prêts de gestion	L. 5.000.000

(1) Ce chiffre ne comprend pas le travail des membres, mais uniquement le prix payé pour le toit et la maçonnerie et pour l'achat des matériaux. Le nombre d'heures de travail fournies par les membres est au total de 330 par membre et représente au total environ 6 millions de Lires. Il faut noter le taux d'amortissement élevé appliqué à l'immeuble, qui est considéré comme un équipement de consommation rapide.

Etable collective de S. Bovo - Bénéfice brut de l'étable (1971)

Inventaire d'ouverture (1er janvier 1971)			Inventaire de clôture (31 décembre 1971)		
Têtes N.	160	L. 25.754.255	Têtes N.	157	L. 35.069.910
Bétail acheté			Bétail vendu		
Têtes N.	202	L. 32.315.000	Têtes N.	203	L. 50.743.000
			Bétail mort		
			Têtes N.	2	
<hr/>			<hr/>		
Total	362	L. 58.069.255	Total	362	L. 85.812.910
Bénéfice brut L. 27.743.655					
de l'étable					

Coûts et dépenses de gestion (exercice 1971)

Dépenses diverses

- Alimentation (aliments achetés sur le marché)			
	L.	7.736.753	
- Médicaments et vétérinaire	"	345.100	
- Frais divers de l'étable	"	210.860	
- Carburants et lubrifiants	"	95.650	
- Energie électrique	"	43.000	
- Frais de location et de transport	"	353.510	
- Dépenses de culture	"	1.808.715	
Total des dépenses diverses			L. 10.593.588 67%

Coûts fixes

- Main-d'oeuvre	L.	1.502.295	
- Amortissements			
machines		1.207.270	
étable		1.168.465	
	"	2.375.735	
- Entretien			
machines		43.900	
étable		290.230	
	"	334.130	
- Assurance immeubles et bâtiments	"	81.526	
- Intérêts débiteurs	"	130.750	
- Loyer terrains	"	840.940	
Total des coûts fixes			L. 5.265.376 33%
Total général			L. 15.858.964 100%

Fourrage fourni par les membres : maïs à l'état pâteux-vitreux
5.431,86 quintaux.

Valeur de transformation du fourrage fourni et paiement aux membres.

Produit brut	L. 27.743.655	
moins		
Coûts et dépenses	L. 15.858.964	

Valeur de transformation	L. 11.884.691	
dont :		
Payé aux membres :		
- au titre du fourrage fourni L. 5.061.200 (1)		
- au titre des intérêts au taux de 6 % sur le capital machines (2) et sur le capital bétail (3)	<u>L. 2.223.125</u>	<u>L. 7.284.325</u>
Revenu net de l'étable	L. 4.600.366	=====

Observations : dans cette région la production de maïs à l'état pâteux-vitreux, dans les années normalement favorables, est d'environ 500 quintaux à l'ha. En 1970 (4) cependant, année plutôt sèche, où la récolte a été tardive, la production utile pour l'étable a été nettement inférieure, ce qui a obligé à acheter une grande quantité de fourrage sur le marché, comme en témoigne le niveau très élevé des dépenses d'alimentation.

(1) correspondant à 947,43 Lires/quintal.

(2) 6.640.000 Lires, voir page 153.

(3) Effectifs annuels moyens 30.412.081 Lires, voir valeurs inventaire d'ouverture et de clôture.

(4) Le maïs pour l'exercice 1971 est manifestement celui produit en 1970 et fourni avant septembre/octobre de la même année.

A noter la faible incidence des intérêts débiteurs et d'une façon générale, des coûts financiers, qui s'explique justement par la formule choisie par les membres pour la création de leur étable.

Des cas étudiés dans l'enquête, S. Bovo est le seul exemple d'étable collective qui prévoit, pour le verser aux membres, un intérêt sur les capitaux investis, même si l'on n'a pris en considération que le capital machines et le capital bétail.

Il reste un revenu net pour la société, qui est considéré comme une garantie des risques d'entreprise.

Province : Padova

Etable collective de S. BOVO

Situation géographique : plaine Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : fermier exploitant

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	8.88	12.93
S.A.U.	7.34	10.96
dont :		
- blé	2.12	2.62
- maïs	0.96	4.24
- persil de semence	0.96	-
- chicorée de semence	0.38	-
- endives	0.96	0.40
- haricots	0.38	-
- vignoble spécialisé	0.77	1.41
- luzerne	0.81	2.19
- trèfle (en culture associée)	1.93	-
- prairie de fauche (2°)	1.38	-
- tournesol	-	0.10
Unités de travail	2,5	2
Unités de bétail	14	12
Capital d'exploitation :		
a) bétail	2.506.500	2.200.000
b) machines	1.450.000	2.050.000
c) stocks	300.000	230.000
d) avances aux cultures	852.740	760.500
Dettes	-	-

Suite S. Bovo - Exploitation n° 1

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé	70,5	487.000	59,5	410.000
- maïs	102	463.000	5,5	25.000
- luzerne de semence	0,18	90.000	0,18	90.000
- haricots	2,5	80.000	-	-
- chicorée de semence	1,2	338.000	-	-
- raisin et vin	101	710.000	66	462.000
- persil de semence	5,2	261.000	-	-
- endives	-	-	2,5	570.000
Fourniture étable collective	-	-	705,9	1.569.210
b) Productions animales				
	-	1.110.000	-	600.000
Total Pbc		3.539.000	3.726.210	
<u>Charges</u>				
1) Amortissements, entretien, assurance				
a - immeubles				
		-		-
b - plantations (amortissement)				
		-		-
c - machines (amortissement, entre- tien)				
	300.000			480.000
2) Achat de biens et services				
a - pour les productions végétales	525.750			310.000
b - pour les productions animales	738.000			411.000
c - divers (locations, intermédiaires)	60.000			220.000
3) Impôts - taxes - cotisations				
	81.745			100.000
Total charges		1.705.495	1.521.000	

Suite S. Bovo - Exploitation n° 1

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Pbc moins charges	1.833.505	2.205.210
dont :		
- loyer	506.000	510.000
- salaires	-	-
- revenu d'exploitation	1.327.505	1.695.210
dont :		
- intérêts	100.000	106.000
- revenu du travail	1.227.505	1.589.210
Revenu d'exploitation/UT	531.000	847.605
Revenu du travail/UT	491.000	794.605

Province : Padova

Etable collective de S. Eovo

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 2

Mode de faire-valoir : fermier exploitant

	Avant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	17.38	17.38
S.A.U.	15.83	15.83
dont :		
- blé	4.24	2.43
- maïs	2.32	3.67
- tomates	0.58	0.77
- pois	0.77	2.12
- chicorée de semence	1.35	1.66
- persil de semence	0.97	0.50
- luzerne	3.28	2.36
- prairie de fauche (2°)	(0.38)	(0.38)
- (2°)	(0.38)	(1.16)
- vignoble spécialisé	2.32	2.32
Unités de travail	3	3,5
Unités de bétail	33	27
Capital d'exploitation		
a) bétail	6.350.000	5.400.000
b) machines	3.400.000	4.500.000
c) stocks	1.470.000	1.492.000
d) avances aux cultures	1.328.650	1.723.900

Suite S. Bovo - Exploitation n° 2

Pbc	Avant la création de l'étable q. L.		Après la création de l'étable q. L.	
a) Productions végétales				
- blé	106,5	735.200	101,3	698.970
- maïs	120,8	543.500	31,0	139.500
- luzerne de semence	-	54.800	-	-
- tomates	147	643.000	160	716.000
- pois	60	340.000	101,76	711.000
- persil de semence	85	425.000	2,50	125.000
- raisin et vin	130	883.800	230	1.610.000
- chicorée de semence	15,7	471.000	28,22	846.000
Fourniture étable collective	-		991,21	2.203.400
b) Productions animales				
- U.L.S.		672.300	-	823.000
Total Pbc		4.768.600		7.863.870
<u>Charges</u>				
1) Amortissements, entretien, assurance				
a - immeubles		-		-
b - plantations		20.000		20.000
c - machines (amortissement, entretien)		477.300		677.300
2) Achat de biens et services				
a - pour les productions végétales		970.000		1.359.000
b - pour les productions animales		800.000		774.000
c - divers (locations, intermédiaire)		300.000		521.500
3) Impôts - taxes - cotisations		90.000		96.000
Total charges		2.657.300		3.447.800

Suite S. Bovo - Exploitation n° 2

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Phe moins charges	2.111.300	4.416.070
dont :		
- loyer	400.000	910.000
- salaires	80.000	90.000
Revenu d'exploitation	1.631.300	3.416.070
dont :		
- revenu foncier	-	-
- intérêts	260.000	271.800
Revenu du travail	1.371.300	3.144.270
Revenu d'exploitation/UT	543.770	976.020
Revenu du travail/UT	457.100	898.360

Les exploitations participant à l'étable collective de S. Bovo que nous avons prises en considération sont louées à bail.

Dans les deux cas, une partie de la superficie est consacrée à la culture du maïs destiné à l'élevage.

Dans les deux cas, les exploitations pratiquent des cultures spéciales qui apportent une forte contribution à la production commercialisable, comme la chicorée et le persil de semence.

Les deux exploitations maintiennent leur étable, aux besoins de laquelle elles pourvoient grâce à leur propre production. La quantité de fourrage à fournir à l'étable collective devrait être produite dans l'exploitation ; si cette production est insuffisante lorsque les besoins des étables individuelles sont couverts, la quantité de fourrage à fournir à l'étable collective est achetée sur le marché.

Etable collective de Crosare - Pressana (Vérone).

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Année de création : 1969.

Année d'entrée en service : juillet 1970.

Durée de l'exercice : 1er janvier - 31 décembre.

Orientation de la production : viande.

Nombre d'animaux élevés : 200.

Membres : 10, tous propriétaires exploitants directs. La dimension des exploitations, leur distance de l'étable et la superficie obligatoirement consacrée à l'étable sont indiquées dans le tableau suivant (tableau 1).

Cette étable ressemble à la précédente - dont elle n'est distante que d'une vingtaine de kilomètres - par les raisons qui ont motivé sa création, par le soutien que lui a apporté l'Ente Tre Venezie, par le choix de la part des membres d'une solution "économique", dans le double souci de ne pas grever l'exploitation d'amortissements et d'intérêts débiteurs et de supprimer les lenteurs administratives, avec les conséquences qu'on leur connaît et qui font qu'il peut s'écouler de 2 à 4 ou 5 ans entre l'envoi des dossiers et le début des travaux.

C'est pourquoi la description de l'étable de S. Bovo vaut pour celle de Crosare, sauf en ce qui concerne :

- la situation économique des membres, tous propriétaires exploitants directs ;
- l'organisation du travail : l'étable a un salarié permanent, payé au tarif syndical ;

- une situation plus personnelle des membres dans leurs exploitations respective, ce qui exclut une évolution vers la fusion totale, qui existe déjà à S. Bovo ;
- le maintien ou le non-maintien de l'étable individuelle selon le choix du membre et non en vertu d'une obligation contractuelle.

A Crosare comme à S. Bovo, on passe cette année de l'obligation de consacrer une superficie donnée à l'étable collective à l'obligation de lui livrer une certaine quantité de fourrage (maïs à l'état pâteux-vitreux) que le membre peut également se procurer sur le marché.

Province : Verona

Etable collective de Grosare

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 1

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant ha 6.00 +
fermier exploitant ha 1.20

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	7.20	7.20
S.A.U.	6.90	6.60
dont :		
- blé	2.10	0.60
- maïs	1.20	2.30
- pommes de terre	-	1.20
- tabac	0.60	0.60
- luzerne	1.50	1.00
- vignoble spécialisé	1.20	1.20
- prairie de fauche (2°)	1.50	-
Unités de travail	1,5	1,5
Unités de bétail	18	24
Capital :		
1a - foncier	18.000.000	18.000.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation		
a - bétail	2.200.000	3.000.000
b - machines	3.400.000	3.400.000
c - stocks	232.000	300.000
d - avances aux cultures	786.965	1.060.145

Suite Crosare - Exploitation n° 1

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
.. blé	65,7	453.600	24,2	166.600
- maïs	25,4	114.500	6,3	28.500
- tabac	16,3	819.000	19,3	965.840
- raisin	211	1.480.000	197	1.380.100
- vin	27	220.000	-	-
- paille et tiges de maïs	68,5	54.800	-	-
- pommes de terre	-	-	224,3	897.500
- paiement fourrage étable	-	-	-	787.000
b) Productions animales				
- Bénéfice brut de l'étable	-	1.635.880	-	2.835.315
Total		4.777.780		7.060.855

Charges

1) Amortissements, entretien, assurances

a - bâtiments

84.100 103.100

b - plantations

24.000 31.570

c - machines

317.840 335.500

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales

360.920 627.375

b - pour les productions animales

602.470 711.405

c - divers (locations, intermé-
diaires, etc.)

9.000 151.430

3) Impôts - taxes - cotisations

175.600 159.910

Total charges

1.573.930 2.120.290

Suite Grosare - Exploitation n° 1

	Ayant la création de la table	Après la création de la table
Pbc - charges	3.203.850	4.940.565
dont :		
- loyer	66.000	110.000
- salaires	33.780	35.000
- revenu d'exploitation	3.104.070	4.795.565
dont :		
- revenu foncier	540.000	540.000
- intérêt	123.000	151.500
- revenu du travail	2.441.070	4.104.065
Revenu d'exploitation par UT	2.069.380	3.197.040
Revenu du travail par UT	1.627.380	2.736.040

Province : Verona Etable collective de Crosare
 Situation géographique : plaine Exploitation n° 2
 Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant ha 9.00 ante
 propriétaire exploitant ha 9.00 +
 fermier exploitant ha 0.90 post

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	9.00	9.90
S.A.U.	8.70	9.65
dont :		
- blé	3.00	2.00
- maïs	0.75	3.00
- pommes de terre	0.90	1.20
- tabac	0.45	0.30
- betteraves	0.30	0.45
- vignoble spécialisé	0.90	0.90
- luzerne	2.40	1.80
- maïs fourrager (2°)	1.50	0.45
Unités de travail	3,5	3
Unités de bétail	8	9
Capital :		
1a - foncier	27.000.000	27.000.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation		
a - bétail	1.328.245	1.723.710
b - machines	3.100.000	3.100.000
c - stocks	357.500	318.000
d - avances aux cultures	724.695	861.960
3 - Dettes	-	-

Suite Crosare - Exploitation n° 2

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé	89,5	618.200	68	469.700
- maïs	3,5	16.000	25,3	114.000
- pommes de terre	208,5	834.800	190,5	762.000
- tabac	11,2	560.000	16,3	813.200
- betteraves	115,6	133.000	60,9	70.000
- raisin et vin	99,2	694.750	100	700.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	593.000
b) Productions animales				
- Bénéfice brut de l'étable	-	1.554.790	-	2.520.005
Total		4.411.540		6.041.905

Charges

1) Amortissements, entretien, assurances

a - bâtiments

136.500 136.500

b - plantations

13.100 13.100

c - machines

255.000 253.270

2) Achat de biens et services

a - pour les productions végétales

594.040 431.670

b - pour les productions animales

59.000 397.885

c - divers (locations, intermédiaires, etc.)

115.750 130.000

3) Impôts - taxes - cotisations

276.000 361.500

Total charges

1.449.390 3.144.980

Suite Crosare - Exploitation n° 2

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Pbc - charges	2.962.150	2.896.925
dont :		
- loyer	-	60.000
- salaires	-	-
- revenu d'exploitation	2.962.150	2.836.925
dont :		
- revenu foncier	810.000	810.000
- intérêt	98.000	110.000
- revenu du travail	2.054.150	1.916.925
Revenu d'exploitation par UT	846.330	945.640
Revenu du travail par UT	586.900	638.975

Province : Verona

Etable collective de Crosare

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant ha 4.50 +
 fermier exploitant ha 5.10 ante
 propriétaire exploitant ha 7.50 +
 fermier exploitant ha 4.80 post

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	9.60	12.30
S.A.U.	9.35	11.10
dont :		
- blé	3.00	1.50
- maïs	1.00	3.30
- pommes de terre	2.10	3.00
- tabac	0.70	0.45
- luzerne	2.10	2.40
- vignoble spécialisé	0.45	0.45
- maïs - fourrage à ensiler (2°)	1.20	-
Unités de travail	2,5	3
Unités de bétail	14	15
Capital :		
1a - foncier	13.500.000	27.500.000
1b - améliorations	-	5.000.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	3.180.000	3.230.000
b - machines	3.000.000	3.000.000
c - stocks	344.500	541.000
d - avances aux cultures	1.039.725	1.484.830
3 - Dettes	-	-

Suite Crosare - Exploitation n° 3

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé	100	690.500	50,7	350.000
- maïs	50,7	228.250	6,3	28.500
- tabac	21,2	1.064.000	18,6	930.000
- pommes de terre	604	2.419.000	527	2.108.800
- raisin et vin	105	740.000	126	886.500
- oignons	-	-	7	246.000
- chicorée	-	-	-	100.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.065.000
b) Productions animales				
- bénéfice brut de l'étable	-	1.488.025	-	3.997.270
Total		6.589.775		9.712.070
<u>Charges</u>				
1) Amortissements, entretien, assurances				
a - bâtiments		67.000		81.500
b - plantations		5.000		5.000
c - machines		211.450		280.000
2) Achat de biens et service				
a - pour les productions végétales		754.520		1.316.565
b - pour les productions animales		585.690		668.395
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)		373.790		432.200
3) Impôts - taxes - cotisations		82.000		186.000
Total charges		2.079.450		2.969.660

Suite Crosare - Exploitation n° 3

	Ayant la création de table	Après la création de table
Pbc - charges	4.510.325	6.742.410
dont :		
- loyer	237.000	250.000
- salaires	6.500	195.000
- revenu d'exploitation	4.266.825	6.297.410
dont :		
- revenu foncier	375.000	825.000
- intérêt	151.500	170.000
- revenu du travail	3.740.325	5.302.410
Revenu d'exploitation par UT	1.706.730	2.099.140
Revenu du travail par UT	1.496.130	1.767.470

Province : Verona Etable collective de Crosare
 Situation géographique : plaine Exploitation n° 4
 Mode de faire-valoir : fermier exploitant ante
 propriétaire exploitant post

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	13.05	13.05
S.A.U.	12.20	11.85
dont :		
- blé	5.35	2.10
- maïs	1.75	2.40
- pommes de terre	1.20	2.10
- tabac	0.60	0.50
- luzerne	2.70	2.75
- vignoble spécialisé	0.60	1.50
- maïs - fourrage à ensiler (2°)	1.00	-
- oignons	-	0.50
Unités de travail	2	2,5
Unités de bétail	14	13,5
Capital :		
1a - foncier	-	39.150.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation		
a - bétail	2.500.000	2.700.000
b - machines	4.500.000	4.500.000
c - stocks	491.000	106.000
d - avances aux cultures	968.560	1.284.405

Suite Crosare - Exploitation n° 4

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé	154,5	1.066.440	94,3	651.000
- maïs	19,6	88.500	-	-
- tabac	13	653.100	25,9	1.298.400
- pommes de terre	276,7	1.107.500	321,2	1.285.200
- oignons	-	-	11,4	400.000
- raisin	74,3	520.400	52,8	370.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.048.370
b) Productions animales				
- bénéfice brut de l'étable	-	1.710.580	-	2.405.400
Total		5.146.520		7.458.370

Charges

1) Amortissements, entretien, assurances		
a - bâtiments	92.000	92.000
b - plantations	-	27.850
c - machines	283.770	329.135
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales	739.715	1.108.825
b - pour les productions animales	420.010	539.320
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)	215.320	331.480
3 - Impôts - taxes - cotisations	186.300	140.200
Total charges	1.937.115	2.568.810

Suite Crosare - Exploitation n° 4

	Ayant la création de table	Après la création de table
Pbc - charges	3.209.405	4.889.560
dont :		
- loyer	700.000	-
- salaires	72.800	-
Revenu d'exploitation	2.436.605	4.889.560
dont :		
- revenu foncier	-	1.174.500
- intérêt	160.000	165.000
Revenu du travail	2.276.605	3.550.060
Revenu d'exploitation par UT	1.218.300	1.955.820
Revenu du travail par UT	1.138.300	1.420.000

Province : Verona

Etable collective de Crosare

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 5

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant ha 10.50 +
fermier exploitant ha 17.40 ante
propriétaire exploitant ha 27.90 post

	Avant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Superficie totale	27.90	27.90
S.A.U.	25.70	24.90
dont :		
- blé	8.10	5.70
- maïs	3.00	6.00
- pommes de terre	3.00	5.70
- tabac	1.10	-
- luzerne	4.80	2.10
- oignons	-	0.60
- maïs à ensiler (2°)	2.40	-
- plantation de poiriers	0.30	-
- vignoble spécialisé	5.40	4.80
Unités de travail	4	5
Unités de bétail	20	24
Capital :		
1a - foncier	31.500.000	83.700.000
1b - améliorations	-	-
2 - d'exploitation		
a - bétail	5.400.000	5.800.000
b - machines	6.500.000	6.500.000
c - stocks	1.475.000	995.000
d - avances aux cultures	2.011.340	3.044.895

Suite Crosare - Exploitation n° 5

Pbc	Avant la création de l'étable		Après la création de l'étable	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé	295,8	2.041.400	240	1.657.000
- tabac	28	1.400.000	-	-
- pommes de terre	405	1.620.000	800	3.200.000
- vin et raisin	402,7	2.819.300	661,2	4.629.300
- maïs	-	-	44,3	199.500
- oignons	-	-	16,8	590.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	503.000
b) Productions animales				
- Bénéfice brut de l'étable	-	2.308.460	-	4.687.065
Total		10.189.160		15.465.865

Charges

1) Amortissements, entretien, assurances		
a - bâtiments		
	284.000	346.000
b - plantations	120.100	101.450
c - machines	664.350	751.015
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales	1.512.280	2.860.720
b - pour les productions animales	1.872.950	1.240.605
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)	273.000	273.000
3) Impôts - taxes - cotisations	296.000	517.000
Total charges	5.022.680	6.089.790

Suite Crosare - Exploitation n° 5

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Pbc - charges	5.166.480	9.376.075
dont :		
- loyer	917.600	-
- salaires	869.840	915.000
revenu d'exploitation	3.379.040	8.461.075
dont :		
- revenu foncier	945.000	2.511.000
- intérêt	303.400	327.225
Revenu du travail	2.130.640	5.622.850
Revenu d'exploitation par UT	844.760	1.692.215
Revenu du travail par UT	532.660	1.124.570

Province : Verona

Etable collective de Crosare

Situation géographique : plaine Exploitation n° 6

Mode de faire-valoir : propriétaire exploitant ha 33.60 +
fermier exploitant ha 4.50 ante
propriétaire exploitant ha 33.00 +
fermier exploitant ha 2.70 post

	Avant la création de l'étable	Après la création de l'étable
Superficie totale	38.10	35.70
S.A.U.	35.80	33.90
dont :		
- blé	12.00	8.10
- maïs	4.80	5.70
- pommes de terre	6.30	7.50
- tabac	1.00	-
- oignons	-	0.60
- luzerne	4.20	3.30
- maïs - fourrage à ensiler (2°)	3.00	-
- chou (2°)	-	0.60
- chicorée (2°)	-	0.60
- vignoble spécialisé	7.50	8.70
Unités de travail	4	4,5
Unités de bétail	41	32
Capital :		
1a - foncier	100.800.000	101.000.000
1b - améliorations	-	2.000.000
2 - d'exploitation		
a - bétail	9.990.000	6.600.000
b - machines	7.600.000	9.200.000
c - stocks	988.000	1.765.000
d - avances aux cultures	4.513.600	6.399.520

Suite Crosare - Exploitation n° 6

Pbc	Avant la création de l'étable q. L.		Après la création de l'étable q. L.	
a) Productions végétales				
- blé	434,7	3.000.000	301,4	2.080.000
- tabac	19,6	980.000	-	-
- pommes de terre	1.346,5	5.386.400	1.211	4.845.400
- raisin et vin	774	5.419.000	1.054	7.377.900
- oignons	-	-	14,7	514.000
- chou	-	-	4,5	360.000
- chicorée	-	-	29,5	590.000
- paiement fourrage étable	-	-	-	1.130.000
b) Productions animales				
- Bénéfice brut de l'étable		8.300.000		10.300.000
Total		23.085.400		27.197.300
<u>Charges</u>				
1) Amortissements, entretien, assurances				
a - bâtiments		380.000		380.000
b - plantations		110.000		140.600
c - machines		587.050		882.650
2) Achat de biens et services				
a - pour les productions végétales		2.773.960		4.448.665
b - pour les productions animales		3.249.475		3.818.340
c - divers (locations, intermé- diaires, etc.)		1.418.720		2.594.800
3) Impôts - taxes - cotisations		508.000		534.000
Total charges		9.027.205		12.799.055

Suite Crosare - Exploitation n° 6

	Ayant la cré- ation de l'é- table	Après la cré- ation de l'é- table
Pbc - charges	14.058.195	14.398.245
dont :		
- loyer	258.750	160.000
- salaires	568.320	1.455.000
Revenu d'exploitation	13.231.125	12.793.245
dont :		
- revenu foncier	3.024.000	3.030.000
- intérêt	480.000	485.000
Revenu du travail	9.727.125	9.278.245
Revenu d'exploitation par UT	3.307.780	2.842.940
Revenu du travail par UT	2.431.780	2.061.830

Parmi les exploitations affiliées à l'étable collective de Crosare qui ont été prises en considération, c'est le faire-valoir mixte, en partie en propriété et en partie en location à bail, qui prédomine.

Dans deux cas (exploitations n° 2 et 3), la superficie d'exploitation a augmenté, dans un cas (exploitation n° 6), elle a diminué.

Ces exploitations, aussi bien celles de petites dimensions que les plus grandes, font apparaître, en ce qui concerne le plan de culture, des écarts de quantité plutôt que des différences dans l'éventail de production.

Dans deux cas (exploitations n° 4 et 6, toutes deux d'une superficie supérieure à 10 ha, respectivement 13,05 et 38,10 ha), le vignoble a été développé. Dans l'exploitation n° 5, le vignoble a diminué, alors que la production correspondante a augmenté, ce qui est dû au fait qu'une partie de l'ancien vignoble a été supprimée, tandis que le vignoble planté plus récemment, avant toutefois l'affiliation de l'exploitation à l'étable collective, est entré en production.

Dans toutes les exploitations, le bénéfice brut de l'étable a augmenté car, même si dans certains cas, les effectifs moyens du bétail ont diminué, la production de viande a été intensifiée (veaux de boucherie).

Les résultats économiques ont généralement été améliorés, dans une plus ou moins large mesure, sauf pour l'exploitation n° 2 et l'exploitation n° 6. Dans l'exploitation n° 2, le revenu d'exploitation a diminué, mais l'utilisation de travail humain ayant été réduite, le revenu d'exploitation et le revenu du travail par unité de travail ont augmenté. Dans l'exploitation n° 6, le revenu d'exploitation a diminué du fait d'un recours important à des salariés ; le revenu du travail par unité de travail appartenant à la famille paysanne a également diminué.

Aspects économiques de gestions collectives totales du Nord de l'Italie

Exemple A.

Nom de l'exploitation : Società Cooperativa Agricola Riminese di
Conduzione Terreni.

Localité : Rimini.

Le siège social de la Coopérative est situé à Rimini, auprès de la Federcoop, via Mentana 36. Les terrains sont assez dispersés, dans des hameaux faisant partie de la commune de Rimini (Viserba a Monte, S. Giovanni in Bagno, S. Martino in Riparata, Coriano, S. Arcangelo).

Année de création : décembre 1970.

Année d'entrée en service : 22 avril 1971.

Exercice : 11 novembre - 10 novembre.

Forme juridique : Coopérative à responsabilité limitée.

Durée de la Société : 60 ans.

Orientation de la production : production céréalière et betteravière,
avec cultures fourragères.

Superficie d'exploitation : actuellement (juin 1972)

Situation géographique : plaine.

Buts de la gestion coopérative :

1. Obtenir une amélioration du revenu et partant, des conditions d'existence des agriculteurs par une organisation du travail (hommes et machines), de la production et de la commercialisation plus rationnelle qu'elle ne peut l'être dans une exploitation individuelle.

Le but de la gestion est donc de réaliser un cadre de travail, un niveau de revenu et un mode de vie comparables à ceux de la population urbaine : en d'autres termes (et ce sont là les propres mots du président de la coopérative, ancien métayer originaire des Marches, transplanté à Rimini après le premier exode), "la qualité de paysan ne doit pas être un titre d'infériorité".

A ce sujet, aucun des sociétaires ne fait de projets ou de prévisions pour ses enfants : indépendamment du fait qu'ils sont presque tous petits et d'âge scolaire, le but est de leur faire faire des études, en les laissant ensuite libres de décider du choix de leur travail - en fonction aussi des possibilités que pourra offrir la coopérative.

L'admission éventuelle des enfants dans la coopérative ne pose pas de problèmes puisque les statuts prévoient l'admission en tant que sociétaire de plusieurs membres de la même famille.

2. Se ménager des loisirs. Cet objectif n'a été réalisé jusqu'à présent que pour le samedi et le dimanche, grâce à la suppression des étables individuelles. Le but de la coopérative est cependant aussi d'assurer à ses membres des vacances qui dès aujourd'hui leur sont reconnues en droit. Seules des raisons économiques les empêchent encore de les prendre effectivement.

En liaison avec les loisirs, il y a aussi la possibilité qu'offre la gestion collective, de "tomber malade en paix".

3. Alléger le travail féminin. Ce sont les femmes qui ont tiré le plus grand profit de la suppression des étables individuelles, car c'est à elles qu'incombait la majeure partie des travaux à l'étable. L'organisation du travail et la mécanisation ont également permis un allègement des travaux des champs.

Cela ne devrait cependant pas impliquer, au moins systématiquement, l'exclusion des femmes ou leur mise à l'écart de la direction et de la gestion de l'exploitation, comme le montre d'ailleurs le fait que de nombreuses femmes sont sociétaires en même temps que leur mari et, en tant que telles, ont payé la cotisation d'adhésion et possèdent le droit de vote ; l'une d'elles fait partie du conseil d'administration.

Il faut toutefois noter qu'à d'autres égards, cette mise à l'écart subsiste sur le plan de la qualification du travail, comme on le verra par la suite.

Nombre des membres : 35 au total.

Employés à temps plein dans l'exploitation : 32 dont 7 femmes.
Pour des raisons familiales, 3 des membres ne peuvent travailler dans l'exploitation. Ils ne participent donc pas à l'activité ; dans la pratique, ce ne sont que des membres nominaux.

Facteurs apportés par les membres : travail.

Rémunération des facteurs apportés : au tarif syndical. Au cours de l'année des acomptes sont versés, à raison de 60 % du montant total de la rémunération ; la liquidation a lieu à la fin de l'année, c'est-à-dire à la clôture du bilan. Deux barèmes sont appliqués : le barème "ouvrier qualifié" et le barème "ouvrier spécialisé" et la classification dans l'une ou dans l'autre catégorie dépend des capacités des individus. Il faut noter que les femmes membres appartiennent toutes au groupe des "ouvriers qualifiés". La différence de salaire horaire entre les deux catégories est de 50 Lires : le salaire passe en effet de 548 Lires/heure pour les ouvriers spécialisés à 498 Lires/heure

pour les ouvriers qualifiés.

Répartition des fonctions et organisation du travail.

Le président : c'est un membre, qui perçoit le même salaire que les autres, mais pour 8 heures par jour au lieu des 7 heures normales.

Il assure les relations avec les banques, les fournisseurs, les marchés de vente et la Federcoop de Rimini qui fournit l'assistance technique. En effet, les deux fonctions de directeur et de comptable sont remplies par l'Ufficio Assistenza Agricola (Bureau d'assistance agricole) della Federazione Cooperativa de Rimini.

En ce qui concerne l'organisation du travail dans la coopérative, elle est réglée comme suit :

la règle est l'emploi à plein temps de tous les membres 7 heures par jour. Le plan de culture doit répondre dans la pratique à cette exigence.

Toute la main-d'oeuvre est divisée en deux équipes, chacune étant dirigée par un responsable qui en coordonne l'activité. Il y a ensuite un responsable pour le secteur machines, un pour l'irrigation et un pour le secteur des fruits et légumes.

Les femmes membres (7 sur 35) ne travaillent qu'à mi-temps, afin de conserver le temps nécessaire aux travaux domestiques.

Participation financière des sociétaires.

a) Apport : 250.000 Lires par personne. On envisage actuellement de porter l'apport au maximum prévu par la réforme qui est entrée en vigueur en janvier 1971, c'est-à-dire à 2 millions de Lires par personne.

b) Dépôts des membres : à leur gré et selon leurs disponibilités. Ces dépôts ne sont pas bloqués et portent intérêt au taux de 5 %. Ils s'élèvent actuellement à 6 millions de Lires environ.

Investissements réalisés.

Machines : les exploitations ne disposaient initialement d'aucun équipement mécanique ; l'ancienne administration assurait l'exécution des diverses opérations en louant l'équipement nécessaire à des tiers et divisait ensuite par moitié les frais correspondants.

La coopérative, au moment de son entrée en service, a constitué un parc machines de 48 millions (valeur d'acquisition), composé comme suit :

- 1 moissonneuse-batteuse Arbos-Pantera, avec barre de coupe de 3,20 m., 107 CV
- 2 tracteurs à chenilles, de 74 et 65 CV
- 2 tracteurs à roues, de 65 CV chacun
- 1 semoir automatique, de 30 CV
- 1 épandeur de fumier
- 1 arracheuse de betteraves
- 1 chargeur
- 2 ramasseuses-presses
- 1 barre-faucheuse
- 2 fraiseuses
- 1 distributeur d'engrais
- 1 pulvérisateur/sulfateur

En avril 1972, le capital machines a été porté à 54 millions, par l'achat de :

- 2 tracteurs de 45 CV, l'un à roues et l'autre à chenilles
- 1 plate-forme pour le transport de tracteurs
- 1 atomiseur porté

Toutes ces machines sont entreposées dans les anciens hangars et sous les porches des fermes des agriculteurs.

Améliorations foncières.

Plantations : la plantation d'un vignoble (de 6,25 ha) et de pêchers (2 ha) est en cours.

Serres : la coopérative a réalisé la plantation de fraisiers sous tunnel sur une superficie de 0,40 ha au total. L'installation comporte 4 tunnels de 136 m. chacun, représentant une capacité de 12.000 plants de fraisiers. Culture annuelle, d'août à mars/avril.

Irrigation : un puits fonctionnait déjà. La coopérative a augmenté la capacité d'irrigation en achetant 280 m. de tuyaux et 2 irrigateurs. Une demande a été présentée pour un autre puits avec moteur correspondant

Financements obtenus.

1. Prêt à taux réduit pour l'achat des machines : 75 % de la dépense, pour une durée de 5 ans, au taux de 2 %.
2. Prêts de gestion, pour une durée de 8 mois (janvier-septembre 1972),

au taux de 3 % ;

3. Aide de la province d'un montant de 1.000.000 Lires.

Commercialisation : la coopérative fait appel à d'autres coopératives de producteurs agricoles, aussi bien pour l'achat des moyens de production que pour la vente de leurs produits.

Elle ne s'adresse au commerce privé que pour la vente du fourrage.

- Le blé et les céréales secondaires sont livrés au Mulino Cooperativo de Cesena ;
- Tous les fruits et légumes destinés à être consommés à l'état frais sont livrés à la Centrale frutticola COBAR, à Gambettola ;
- Le raisin, à la Cantina Cooperativa Vini di Romagna, à Forli ;
- Les tomates et les autres légumes destinés aux conserveries sont livrés à l'APO (Associazione Produttori Orticoli) de Cesena.

Ces mêmes centrales coopératives fournissent les moyens de production et en particulier les semences, les produits phytosanitaires et les desherbants, ainsi que les engrais dont la majeure partie sont achetés en bloc au début de la campagne à la SCAM, industrie coopérative productrice d'engrais, créée récemment et dont le siège est à Modena.

Il faut noter que les centrales coopératives de commercialisation fournissent les moyens de production sans demander d'acompte ; le paiement est effectué par retenue sur la valeur des produits livrés. Les mêmes centrales fournissent également une assistance technique dans les secteurs correspondants.

Besoins et problèmes particuliers : de l'avis des membres, au cours de cette première année d'expérience, aucun problème particulièrement grave ne s'est posé dans les relations entre membres et par conséquent, dans la gestion. Les discussions qui ont surgi sont les discussions habituelles. Elles proviennent souvent du fait que chaque membre reste lié d'une certaine façon, sentimentalement du moins, à sa "propre" exploitation ; c'est ainsi que pour l'exécution de certaines opérations mécaniques (récolte des céréales - traitements phytosanitaires), chacun voudrait que l'on commençât par les terres qui étaient les siennes avant la création de la coopérative.

Par contre, les membres ressentent vivement la nécessité d'une assistance - technique et économique - adéquate que, naturellement, ne peuvent fournir, malgré toute leur bonne volonté, ni la fédération, ni les diverses centrales de commercialisation.

D'autre part, la situation économique et financière de l'entreprise est considérée comme trop incertaine encore pour permettre, selon les membres, de faire appel à un technicien, mais cela reste de toute façon un des premiers objectifs à réaliser.

Données relatives à la constitution de la coopérative : les terrains sur lesquels l'exploitation exerce son activité appartiennent en majeure partie à l'hôpital civil de Rimini et pour le reste à des personnes morales, toujours de Rimini. La superficie totale dépasse 800 ha qui sont en partie loués à bail et en partie gérés sur la base du contrat de métayage traditionnel.

337.82.90 ha, subdivisés en 37 exploitations, confiées à autant de familles d'exploitants, étaient exploités en métayage.

Vers la fin de l'année dernière, les métayers se sont groupés en coopérative pour la gestion collective des terres qu'ils exploitaient autrefois individuellement et que les propriétaires leur ont cédées à bail, moyennant un loyer qui tient compte des dispositions récentes et dont le montant total est égal à 40 fois le revenu de la propriété. 25 % de ce loyer retournent à la coopérative qui les utilise pour les améliorations foncières qu'elle effectue.

Lorsque le coût des améliorations foncières dépasse ce montant, la différence est déboursée par la coopérative qui en débite le propriétaire.

La gestion collective a commencé le 22 avril 1971.

Cela signifie qu'à partir du 22 avril, la gestion s'est effectuée collectivement (répartition des charges et du produit) ; par contre, pour cette première année, l'orientation de la production a continué à être fixée par les différentes exploitations.

Tableau 1 - Gestion collective de Rimini.

Répartition de la superficie d'exploitation : pour l'ensemble des exploitations de métayers (avant, 1970-71) et depuis la gestion coopérative (1971-1972).

	Avant ha	%	Après ha	%
Superficie totale, dont :	337.82.90	100	318.90	100
productive (SAU)	272.67.60	81	280.73	88
improductive	65.15.30	19	38.17	12

Répartition de la superficie productive (avant la création de l'étable)

Cultures herbacées

- Céréales :				
blé	124.90.68			
orge	16.30.09			
sorgho	0.38.28			
	<hr/>	141.59.05	52%	
- Plantes sarclées :				
betteraves	33.25.61			
semence de betterave	0.25.80			
	<hr/>	33.51.41	12%	
- Vieux prés	45.09.12			
Prairie nouvelle	35.06.69			
	<hr/>	80.15.81	29%	
- Cultures ligneuses :				
pêchers	3.72.36			
vignoble	11.86.65			
	<hr/>	15.59.01	6%	
- Cultures maraîchères de plein champ :				
carottes de semence	0.27.30			
chicorée de semence	0.93.42			
	<hr/>	1.20.72	1%	
- Roseaux	0.61.52	0.61.52	..	
		<hr/>		
		272.67.60	100%	
		<hr/>		

Répartition de la superficie productive (après la création de l'étable)

- Céréales :			
blé	113.70		
orge	25.62		
	<hr/>	139.32	50%
- Plantes sarclées :			
betteraves à sucre	49.80		
betteraves de semence	2.00		
féverole de semence	3.68		
	<hr/>	55.48	20%
- Prairie		53.23	20%
- Cultures maraîchères			
carottes de semence	1.20		
oignons	1.00		
tomates	3.20		
pois fourragers	1.00		
haricots verts	0.60		
fèves	0.29		
chicorée	0.20		
fraises	0.40		
	<hr/>	7.89	3%
- Cultures ligneuses :			
vignoble nouveau	6.25		
vignoble ancien	9.98		
pêchers nouveaux	2.00		
pêchers anciens	1.58		
	<hr/>	19.81	7%
		<hr/>	
		280.73	100%
		<hr/>	
		=====	

A Noter :

- 1) La superficie plus faible sur laquelle porte la gestion coopérative en 1971, parce que deux métayers de l'ancienne administration (dont les terres faisaient par conséquent partie des 337 ha ante) abandonnent cette année l'activité agricole et ont donc loué leurs terres (soit 19 ha) à la coopérative, à laquelle ils paient le loyer correspondant que celle-ci verse au propriétaire. Il est évident qu'à la fin de l'année, les terres viendront s'ajouter à celles de la gestion coopérative.

En outre, pendant l'année en cours, deux autres membres, anciens fermiers à bail, ont adhéré à la coopérative en apportant leurs terres, ce qui a porté la superficie de la gestion coopérative à 354.06 ha en juin 1972.

- 2) Bien que la superficie totale d'exploitation ait diminué, la SAU a augmenté.

L'explication est évidente. La mise en oeuvre d'un plan de culture unique a permis une simplification des orientations de production et surtout la concentration des cultures sur les superficies les plus vastes possibles qui soient compatibles avec la situation géographique des exploitations ; il en est résulté un gain de superficie important provenant de vieilles routes et de tournières : le pourcentage des terres non cultivées est, en effet, tombé de 19 à 12 % de la superficie totale.

- 3) Les exploitations, avant la création de la coopérative, pratiquaient également l'élevage du bétail, dans de petites étables, de trois à quatre bêtes chacune. La gestion collective a supprimé cette activité ; le fourrage produit est vendu.

Actuellement, toutefois, un projet d'accord est à l'étude avec une coopérative d'ouvriers agricoles, située à faible distance (15 km), qui s'étend sur 70 à 80 ha et pratique exclusivement l'élevage. On devrait arriver à la fusion des deux blocs.

- 4) La gestion collective porte donc exclusivement sur des productions végétales, avec transformation qualitative, et vise à développer la

culture des fruits et de la vigne ainsi que des légumes.

Le but en tout cas est d'assurer le plein emploi à tous les membres.

Programme d'emploi : les membres sont au nombre de 35, tous occupés à temps plein dans l'exploitation. La force de travail disponible est actuellement déterminée comme suit : 7 heures/jour par tête, soit 245 heures/jour au total, ce qui, pour une moyenne de 26 jours ouvrables par mois pendant 12 mois, donne au total 76.440 heures/année.

Le projet de développement prévoit pour le vignoble et les arbres fruitiers 42.000 heures, sur la base d'un besoin annuel de 1.200 heures/ha et d'une superficie de 35 ha (1).

Les 34.440 heures restantes devraient être absorbées par les cultures maraîchères en serre ou sous tunnel, par les cultures maraîchères de plein champ et par les cultures traditionnelles : céréales, betteraves, fourrage qui ont cependant atteint un degré élevé de mécanisation.

Comme nous l'avons toutefois mentionné, de nombreuses variations sont possibles, puisque la coopérative en est à ses débuts et peut choisir entre plusieurs possibilités : depuis l'acquisition de nouvelles terres jusqu'au projet de fusion avec une autre entreprise se consacrant à l'élevage.

(1) Estimation évidemment excessive, puisque dans des conditions moyennes, un verger en production demande environ 350 à 400 heures/ha de travail par an.

RESULTATS ECONOMIQUES

A) Produit brut commercialisable (Pbc) - 1970-1971.

	Quantité totale q	Valeur en Lires
Blé	3.582,92	24.701.130
Orge	610,93	3.596.694
Paille	2.919,00	1.501.750
Foin	4.035,00	7.532.361
Semence de luzerne	87,77	3.493.000
Semence de chicorée	5,40	218.710
Semence de carotte	2,19	109.500
Semence de betteraves	7,16	214.800
Luzerne "battue" (battitura medica)	339,00	339.300
Betteraves à sucre	7.501,00	11.446.451
Légumes :		
Salade	58,37	322.670
Haricots verts	31,31	271.095
Raisin	2.961,66	16.384.975
Prunes	24,90	164.220
Cerises	100,00	1.164.700
Abricots	8,46	93.000
Kakis	17,45	46.600
Pêches	263,00	1.853.630
Olives	18,85	67.500
Huile	3,19	255.200
		73.777.286

B) Charges

Amortissement et entretien machines	L. 10.073.141
Achat de biens et services	L. 13.629.847
Impôts et taxes	L. 3.427.111
Frais généraux	<u>L. 2.840.458</u>
	L. 29.970.557

C) Revenu d'exploitation disponible pour les sociétaires

Produit brut commercialisable	L. 73.777.286
moins	
Charges	L. 29.970.557
Loyer (1) et	L. 6.342.694
Intérêts débiteurs	<u>L. 934.286</u>
	L. 36.529.749
	=====

Distribution du revenu de l'exploitation : déjà dans le rapport précédent, page 34, nous avons énoncé le critère selon lequel, dans ce type de gestion collective, c'est le profit de l'exploitation (que nous avons appelé ici revenu d'exploitation) qui est distribué.

Il s'agit là d'un critère emprunté à l'expérience des coopératives d'ouvriers agricoles et qui tient compte, d'une part, de la rémunération du travail des membres et, de l'autre, de la fonction des fonds de réserve : dans la pratique, fruits de l'autofinancement de la coopérative.

Il faut noter :

1. Que le travail des membres est rémunéré au tarif syndical ; des acomptes sont versés en cours d'année et la liquidation s'effectue après la clôture du bilan ;

- (1) Lires 8.456.794 moins 25 % (Lires 2.114.100), disponibles pour la coopérative, au titre des améliorations foncières.

2. Le reliquat éventuel après application du tarif est, pour une part, distribué aux membres et, pour l'autre, destiné à l'autofinancement. Le reliquat distribué aux membres est liquidé en partie (65 % environ immédiatement, tandis que la différence est portée au crédit du sociétaire et réinvestie ; il peut en disposer au moment où il se retire. Elle ne porte pas intérêt.
3. Parmi les réserves figure un "fonds de complément des salaires" auquel on recourt lorsque l'exercice ne permet pas de payer les salaires au tarif syndical.

Ceci dit, la première année de gestion collective s'est soldée par la distribution du produit net d'exploitation indiqué au tableau 2. Comme on le voit, 87 % du produit net ont servi à la rémunération de la main-d'oeuvre : 65 % sous forme de salaire pur (c'est-à-dire d'heures de travail au tarif syndical), 13 % sous forme de répartition du bénéfice, c'est-à-dire de participation à l'intérêt sur le capital d'exploitation et sur le profit (rappelons que l'exploitation est louée à bail) dont en fait les membres sont propriétaires. Il faut considérer de la même façon les fonds de complément des pensions et le financement des immobilisations, qui correspondent à 72 Lires par heure de travail et représentent au total 3.312.791 Lires, soit 9 % du produit net d'exploitation. Ces fonds sont remis à la disposition de chaque membre lorsqu'il se retire.

Au total, comme nous le disions, la rémunération du travail représente 87 % du produit net d'exploitation.

Le reste, soit 13 %, va aux réserves et à un fonds de complément des salaires. En définitive, le produit net d'exploitation se décompose comme suit :

Salaires	65 %
Intérêts sur capital d'exploitation et profit	<u>35 %</u>
	100 %

Par rapport au produit brut total, les salaires et l'intérêt des capitaux plus le profit représentent :

	<u>Li</u> res	<u>%</u>
Produit brut	73.777.286	100
Salaires	23.630.081	32
Intérêts	12.899.668	17

Il est intéressant de noter que, étant donné le caractère de l'entreprise, les intérêts et le profit sont également à la disposition des sociétaires, ce qui se traduit soit par le paiement d'un salaire supérieur au tarif (donc de façon directe, immédiatement tangible), soit par la constitution de réserves, source d'autofinancement revenant au membre employé, après déduction de la réserve légale.

Dans le tableau 3, on trouvera quelques données importantes concernant la situation économique de la coopérative.

Tableau 2 - Répartition du revenu d'exploitation.

Produit net d'exploitation	L. 36.529.749	100
1) Salaires au tarif (1)	L. 23.630.081	65
Prime par rapport au tarif :		
L. 176 x h		
dont		
Payée : L. 104 x h 46.011	L. 4.785.144	13
	L. 28.415.225	78
- <u>Mise en réserve</u> :		
Fonds de complément des pensions L. 52 x 46.011 h	L. 2.392.572	
Fonds de financement des immobilisations L. 20 x 46.011 h	L. 920.220	—
	L. 3.312.792	9
Total des salaires	L. 31.728.017	87
2) Réserve	L. 2.400.866	} 13
3) Fonds de complément des salaires	L. 2.400.866	
Total 1 + 2 + 3	L. 36.529.749	100

(1) h. 46.011, dont h 17.062 x L. 540 ; h 28.949 x L. 498

On trouvera ci-après cinq bilans reflétant la situation ex-ante de cinq exploitations qui font actuellement partie de la gestion collective. Etant donné que cette gestion a pratiquement, au moment où nous écrivons, huit mois d'existence, il est évident qu'il serait prématuré de formuler des commentaires.

Province : Rimini Gestion collective
Situation géographique : plaine Exploitation n° 1
Mode de faire-valoir : métayage (bilan de la partie colonat)

	Avant la fusion
Superficie totale	7.89.44
S.A.U.	7.25.08
dont :	
- orge	0.27.88
- roseaux	0.03.00
- céréales	3.48.82
- vieux prés	1.20.20
- betteraves	0.81.15
- prairies nouvelles	1.11.11
- chicorée de semence	0.32.92
- rangées de vigne et arbres fruitiers épars	
Unités de travail	2,5
Unités de bétail	8
Capital d'exploitation	
a - bétail	1.480.000
b - machines	1.200.000
c - produits en stock	800.000
d - avances aux cultures	256.000

Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 1

Pbc	Avant la fusion	
	q.	L.
a) Productions végétales		
- orge	7	22.330
- blé	104	260.304
- betteraves	350	274.050
- chicorée de semence	413	119.770
- raisin	80	167.040
- prunes	-	40.000
b) Productions animales		
- Bénéfice brut de l'étable		361.000
<hr/>		
Total		1.244.490
<hr/>		
<u>Charges</u>		
1) Amortissements et entretien		
- machines		168.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales		155.000
b - pour les productions animales		70.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		104.000
3) Cotisations		
		15.000
<hr/>		
Total		512.000
<hr/>		

Suite : Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 1

	Avant la fusion
Revenu du colonat	732.490
dont :	
- intérêt	78.400
- revenu du travail	654.090
Revenu du colonat par UT	293.000
Revenu du travail par UT	261.640

Province : Rimini Gestion collective
Situation géographique : plaine Exploitation n° 2
Mode de faire-valoir : métayage (bilan de la partie colonat)

	Avant la fusion
Superficie totale	9.39.78
S.A.U.	7.88.69
dont :	
- carottes de semence	0.27.30
- roseaux	0.00.10
- blé	3.74.11
- vieux prés	1.75.07
- betteraves	0.78.72
- prairies nouvelles	0.62.90
- betterave de semence	0.25.80
- vigne (6 rangées)	0.44.69
- arbres fruitiers épars	-
Unités de travail	2,5
Unités de bétail	8
Capital d'exploitation :	
a - bétail	1.620.000
b - machines	800.000
c - produits en stock	870.000
d - avances aux cultures	245.750

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 2

	Avant la fusion	
	q.	L.
a) Productions végétales		
- carottes de semence	200	58.000
- céréales	129	501.200
- betteraves	180	135.720
- betteraves de semence	750	130.500
- cerises	-	48.000
- abricots	-	35.000
- prunes	-	17.000
- olives	-	48.000
- raisin	100	800.000
b) Productions animales		
Bénéfice brut de l'étable	-	292.000
Total		1.565.420
<u>Charges</u>		
1) Amortissements et entretien		
- machines		112.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales		130.000
b - pour les productions animales		77.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		165.000
3) Cotisations		7.500
Total		491.500

Suite : Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 2

	Avant la fusion
Revenu du colonat	1.073.920
dont :	
- intérêt	78.500
- revenu du travail	995.420
Revenu du colonat par UT	429.570
Revenu du travail par UT	398.170

Province : Rimini

Gestion collective

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 3

Mode de faire-valoir : métayage (bilan de la partie colonat)

	Avant la fusion
Superficie totale	11.25.28
S.A.U.	10.09.72
dont :	
- orge	0.60.49
- roseaux	0.02.55
- céréales	4.74.96
- betteraves	0.68.90
- prairies nouvelles	2.37.57
- vieux prés	1.07.78
- rangs de vigne (15)	0.57.47
Unités de travail	3
Unités de bétail	7
Capital d'exploitation :	
a - bétail	1.200.000
b - machines	200.000
c - produits en stock	900.000
d - avances aux cultures	183.500

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 3

Pbc	Avant la fusion	
	q.	L.
a) Productions végétales		
- orge	15	43.500
- céréales	135	563.760
- betteraves	150	118.900
- raisin	80	301.600
b) Productions animales		
Bénéfice brut de l'étable	-	445.278
Total		1.473.038
<u>Charges</u>		
1) Amortissements et entretien		
- machines		28.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales		173.500
b - pour les productions animales		73.500
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		75.000
3) Cotisations		17.000
Total		367.000

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 3

	Avant la fusion
Revenu du colonat	1.070.040
dont :	
- intérêt	59.600
- revenu du travail	1.010.440
Revenu du colonat par UT	356.680
Revenu du travail par UT	336.810

Province : Rimini

Gestion collective

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 4

Mode de faire-valoir : métayage (bilan de la partie colonat)

	Avant la fusion
Superficie totale	14.06.66
S.A.U.	12.07.03
dont :	
- orge	0.83.26
- roseaux	0.01.33
- céréales	5.14.84
- vieux prés	0.96.67
- betteraves	2.22.83
- prairies nouvelles	1.26.76
- pêchers	0.88.14
- vigne	0.73.20
- arbres fruitiers épars	-
Unités de travail	4
Unités de bétail	10
Capital d'exploitation	
a - bétail	1.750.000
b - machines	900.000
c - produits en stock	1.600.000
d - avances aux cultures	232.750

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 4

	Avant la fusion	
	q.	L.
a) Productions végétales		
- orge	-	-
- roseaux	-	7.000
- céréales	198	803.880
- betteraves	775	563.220
- pêches	80	384.400
- raisin	200	580.000
- cerises	-	50.000
- prunes	-	40.000
b) Productions animales		
- Bénéfice brut de l'étable		857.350
Total		3.285.850
<u>Charges</u>		
1) Amortissements et entretien		
- machines		126.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales		116.500
b - pour les productions animales		96.000
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		107.000
3) Cotisations		20.000
Total		465.500

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 4

	Avant la fusion
Revenu du colonat	2.820.350
dont :	
- intérêt	100.825
- revenu du travail	2.719.525
Revenu du colonat par UT	705.090
Revenu du travail par UT	679.880

Province : Rimini

Gestion collective

Situation géographique : plaine

Exploitation n° 5

Mode de faire-valoir : métayage (bilan de la partie colonat)

	Avant la fusion
Superficie totale	14.71.99
S.A.U.	12.28.48
dont :	
- céréales	5.74.48
- vieux prés	3.19.44
- betteraves	1.30.51
- prairies nouvelles	1.89.81
- roseaux	0.14.24
- rangées de vigne (12)	-
Unités de travail	3
Unités de bétail	14
Capital d'exploitation	
a - bétail	6.000.000
b - machines	800.000
c - produits en stock	1.670.000
d - avances aux cultures	324.750

Suite Rimini - Gestion collective - Exploitation n° 5

	Avant la fusion	
	q.	L.
a) Productions végétales		
- céréales	228	986.980
- betteraves	730	529.250
- raisin	120	382.800
b) Productions animales		
- bénéfice brut de l'étable	-	602.600
<u>Charges</u>		
1) Amortissements et entretien		
- machines		112.000
2) Achat de biens et services		
a - pour les productions végétales		215.000
b - pour les productions animales		162.500
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		110.000
3 - Cotisations		50.000
Total		649.500
Revenu du colonat		1.852.130
dont :		
- intérêt		209.850
- revenu du travail		1.642.280
Revenu du colonat par UT		617.380
Revenu du travail par UT		547.430

Exemple B.

Nom de l'exploitation : Società Cooperativa agricola Gavasseto.

Localité : Bibbiano (Reggio Emilia).

Année de constitution : 1963, 27 novembre.

Année d'entrée en service : 1965.

Exercice : 11 novembre - 10 novembre.

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Durée de la société : 10 ans, prorogée récemment jusqu'au 11/11/2005.

Orientation de la production : élevage.

Superficie d'exploitation : au 1er janvier, 88.60 ha ; en 1971,
122.60 ha.

Nombre de membres :

La première année : 14 dont :

4 exploitants directs

1 propriétaire de terres en métayage

8 propriétaires de terres, non exploitants. Parmi ceux-ci, certains avaient déjà abandonné l'activité agricole en raison de leur âge, d'autres élevaient des porcs ; l'un d'eux était un gros commerçant en fromages et jambons et c'est lui qui a assuré à la coopérative les liquidités nécessaires et qui a offert les garanties requises dans les rapports avec les banques.

En 1971 : 15 au total, dont :

2 exploitants directs

1 métayer

12 propriétaires de terres non exploitants.

Salariés employés dans la gestion collective :

au début, 3

en 1971, 14

Facteurs apportés par les membres : une minorité (3 sur 15) a apporté, en plus du capital foncier, des stocks et des machines, son propre travail ; la majorité (12 sur 15) n'a apporté que le capital foncier, les stocks et les machines.

Rémunération des facteurs apportés :

Travail : payé au tarif ; ne participe pas à la distribution du bénéfice de gestion (produit moins coûts et frais de gestion) réservé au capital (foncier et d'exploitation).

Capital foncier : au moment de l'adhésion du membre, une estimation qui tient compte des divers éléments représentant la capacité de production du fonds, en détermine la valeur. Le membre est crédité de cette valeur.

Bétail : chacun des membres apporte à la coopérative le bétail qu'il possède lors de son adhésion. Chaque animal fait l'objet d'une description détaillée (race, âge, poids, production, s'il s'agit d'une vache en lactation) et sa valeur est fixée par estimation ; le membre est crédité de la valeur totale. En cas de retrait motivé, le membre a droit à une somme égale à la valeur du bétail correspondant à celui qu'il a apporté en son temps.

Il en va de même pour les produits en stock.

Machines : les machines apportées par le membre à la coopérative sont soumises à un amortissement annuel de 10 % sur la valeur d'estimation ; cet amortissement est à la charge de la coopérative.

Le membre est crédité d'une valeur d'utilisation de 15 % par an.

Il est évident qu'il arrive un moment où le poste "apport machines" du membre disparaît.

En ce qui concerne le bailleur et la métayer, tous deux membres de la gestion collective, les apports ont été les suivants : le bailleur a apporté le capital foncier et 50 % du capital bétail, machines et cheptel mort ; le métayer a apporté son travail (le sien uniquement et non celui de sa famille) et 50 % du capital bétail, machines et cheptel mort.

Le bailleur participe à la distribution du bénéfice, en fonction des apports dont il est crédité ; le métayer reçoit la rémunération de son travail et - cas unique parmi les membres qui fournissent leur travail - également l'intérêt sur le capital bétail, c'est-à-dire la possibilité de disposer à tout moment des capitaux apportés.

A la clôture du bilan de 1971 (10 novembre), la situation des apports était la suivante :

- machines	L. 1.305.851
- immeubles	L. 36.200.000
- terrains	L. 147.146.970
- bétail	L. 21.265.000
- cheptel mort	L. 11.927.873
Total des capitaux apportés	<u>L. 217.845.694</u>

A noter : les terrains apportés et les immeubles représentent 183.346.970 Lires qui, rapportées aux 123 ha de la gestion collective, donnent une valeur moyenne, par hectare, de 1.490.625 Lires.

Conditions d'admission à la coopérative.

Le principe appliqué est celui de la porte ouverte, en ce sens que quiconque en fait la demande et remplit les conditions requises doit être accepté.

La situation optimale est celle du membre qui apporte en même temps la terre et son travail ; cependant, la coopérative accepte également ceux qui n'apportent que la terre (la composition actuelle des membres montre qu'en réalité, cette situation est celle que préfère la coopérative).

Les opinions divergent par contre en ce qui concerne l'admission de capitaux divers (capitale indifferenziato) : cette thèse ne semble pas pouvoir prévaloir, au moins pour le moment. On est plutôt enclin, à la coopérative, à admettre des sociétaires qui sont uniquement des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers agricoles, conformément à une orientation suivie dans le Reggiano par la Confederazione Cooperative Italiane (à laquelle adhère la gestion collective considérée) qui tend à constituer de grosses coopératives de gestion, ouvertes à tous les agents économiques, à l'exclusion du capitaliste qui n'exerce pas une activité agricole.

Dans la situation actuelle, comme les membres de la coopérative sont tous propriétaires d'un capital foncier et d'exploitation, le nouveau membre doit payer, outre la part d'admission, un surpris, conformément aux dispositions du code civil. Le surpris sert à la constitution des réserves indivisibles.

Organisation du travail.

Il ressort assez clairement de ce qui précède que dans le cas présent, il s'agit moins d'une gestion collective de propriétaires exploitants que d'une gestion collective entre propriétaires, basée principalement sur le travail de salariés non membres.

Cette caractéristique est confirmée par le fait qu'au travail des membres correspond uniquement le coût des salaires, tandis que seuls les capitaux apportés participent à la distribution du profit.

La gestion est assurée par le directeur, nommé par le conseil d'administration, élu à son tour par l'assemblée. C'est l'assemblée qui nomme le président.

Investissements réalisés.

Améliorations foncières. La gestion s'est concentrée sur deux types d'améliorations foncières : prairies nouvelles permanentes pour l'intensification de l'élevage et suppression des rangées de vigne, remplacée par 5 ha de vignoble spécialisé de variétés appréciées. Le coût de la plantation est d'environ un million/ha.

L'amélioration est à la charge de la société ; elle pèse par conséquent sur l'ensemble des membres.

En cas de retrait, avec restitution du fonds, le membre est tenu de restituer à la coopérative l'amélioration dans l'état où elle se trouve.

En ce qui concerne l'intensification de l'élevage, de 1965 à 1969, la coopérative de Gavasseto a réalisé une seule installation, consistant en une étable pour 78 vaches laitières, installée sur des terrains achetés à cet effet. Le reste du bétail (70 à 80 têtes) est élevé dans les anciennes étables des membres, à raison de 15 à 20 bêtes en moyenne par étable.

En 1969-70, une seconde étable, d'une capacité de 80 têtes de bétail, a été réalisée.

Machines. La coopérative s'est constitué un équipement mécanique propre. Au 10 novembre 1971, le parc machines était composé comme suit :

- 2 faucheuses-chargeuses d'herbe	L. 7.000.000
- 4 tracteurs FIAT	L. 10.000.000
- 2 remorques	L. 650.000
- équipement divers	L. 350.000
	<hr/>
	L. 18.000.000

La dotation en machines n'est pas suffisante et la coopérative doit recourir à la location.

Financements obtenus.

Etables : pour la première, de 28.087.021 Lires, la coopérative a obtenu le prêt habituel d'une durée de 30 ans, transformé ensuite en une subvention égale à 38 % du montant de la dépense.

Pour la deuxième étable, de 24.500.000 Lires, 22 millions ont été financés par un emprunt d'une durée de 30 ans, au taux de 3 %.

Bétail : deux prêts, d'une durée de 30 ans, au taux de 2 %.

Machines : un prêt, d'une durée de cinq ans, au taux de 3 %.

Commercialisation. La gestion coopérative assure la vente de ses propres produits en les livrant à diverses coopératives de la région.

- Le lait est livré à la fromagerie collective
- le raisin à la cave collective
- le blé à la minoterie coopérative
- la viande à la boucherie coopérative de Reggio Emilia.

Pour l'achat de moyens de production, la coopérative s'adresse également à des coopératives d'exploitation.

Observations concernant la constitution de la coopérative - c'est une des gestions collectives les plus anciennes de l'Emilie, qui remonte à 1963-65 : on peut même dire qu'elle a été créée un peu comme une solution de rechange aux étables collectives, en ce sens que, étant donné l'exode rural et le nombre de fonds disponibles, une gestion collective est apparue comme une tentative plus valable peut-être que l'étable collective pour une restructuration efficace des exploitations agricoles.

Il faut noter en tout cas que, si elle est partie à l'origine de petites exploitations rurales, cette restructuration, bien qu'elle ait le nom de coopérative, a pris la forme d'une société de capitaux et, en tant que telle, fait face à l'extension des terres et de la production en recourant non pas à de nouveaux membres, mais au travail salarié, au profit des bailleurs de capitaux.

Orientation de la production - l'exploitation fait partie du comprensorio du Parmigiano-Reggiano dans la province de Reggio Emilia, et sa production est conforme au schéma traditionnel de la région, l'élément essentiel étant la production de lait destiné à l'industrie, ce qui implique la production de fourrage basée sur la prairie permanente et sur la luzerne.

Le tableau 1 compare l'orientation de la production de la gestion collective en 1970-71 avec ce qu'elle était dans sa première année d'activité, en 1965.

Tab. 1 - Coopérative de Gavasseto. Répartition de la superficie d'exploitation en 1965 et en 1971

	Ann 1965		Ann 1971	
	ha	%	ha	%
<u>Superficie totale</u>	88.60	100	122.60	100
dont :				
- S.A.U.	86.42	98	119.80	98
- superficie improductive	2.18	2	2.80	2
<u>Répartition de la superficie productive</u>				
- prairie permanente irriguée	30.31		34.80	
- surface ensemencée arborée	50.71		-	
- prairie permanente non irriguée	5.40		-	
- luzerne	-		60.00	
- céréales	-		20.00	
- vignoble spécialisé	-		5.00	
Total	86.42		119.80	

A noter : l'extension de la prairie irriguée et de la culture de la luzerne ainsi que l'élimination de la vigne en rangées (surface ensemencée arborée), remplacée par un vignoble spécialisé.

Résultats économiques

A - Composition du produit brut commercialisable

Lait q 4.460 x L 145/1	L.	64.757.766
Produit brut de l'étable (viande)	"	12.020.110
Céréales	"	4.513.608
Raisin	"	1.683.220
Maïs	"	813.008
Porcs	"	1.222.930
Total	L.	<u>85.010.642</u>

B - Charges

Amortissements et entretien courant	L.	5.374.582
Achat de biens et services (locations comprises)	"	26.287.005
Impôts, taxes et charges sociales	"	733.336
Assurances	"	269.500
Administration	"	463.000
Intérêts et dettes	"	2.363.863
Travail	"	23.456.551
Total	L.	<u>58.947.837</u>

C - Revenu net d'exploitation (1)
(produit - charges)

L. 26.062.805
=====

(1) Etant donné le type d'exploitation, dans lequel tout le travail est fourni par des salariés, y compris les trois membres qui travaillent dans l'exploitation, ce revenu net d'exploitation correspond au revenu des capitaux et au profit.

Distribution du revenu net d'exploitation - Aux membres bailleurs de capitaux, en fonction de leur apport.

Salaires et revenu du capital ont l'incidence suivante sur le produit brut :

- Produit	L. 85.010.641	100 %
- Travail	L. 23.456.551	28 %
- Revenu du capital	L. 26.062.805	31 %

La comptabilité de la gestion étant désormais établie à l'échelon central, ce résultat peut être considéré comme indicatif du mécanisme de formation des ressources et de distribution du revenu réalisé dans l'exploitation.

Exemple C.

Nom de l'exploitation : Società Cooperativa S. Michele.

Localité : S. Beleo di Casina (Reggio Emilia).

Année de création : 1963.

Année d'entrée en service : 1965.

Exercice : 11 novembre - 10 novembre.

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Durée de la société : 30 ans.

Orientation de la production : élevage.

Superficie d'exploitation : à l'origine et actuellement, ha 34.81.

Nombre de membres : à l'origine 13 dont

10 propriétaires exploitants directs,

3 propriétaires de terres anciens exploitants directs.

En 1971, 13 dont

5 exploitants directs,

2 exploitants directs retraités,

6 propriétaires de terres anciens exploitants directs.

Salariés employés dans la gestion collective : néant.

Facteurs apportés par les membres

Rémunération des facteurs apportés

Conditions d'admission à la coopérative

} Les critères sont les mêmes
} que pour la coopérative de
} Gavasseto

Le capital apporté est composé comme suit :

Terres L. 38.500.000

Bétail L. 13.820.000

Cheptel mort L. 1.027.070

L. 53.347.070

La valeur totale des apports de terres - 38.500.000 Lires - donne,
pour une superficie de la gestion collective de 43.46 ha, une
valeur moyenne par ha de 885.872 Lires.

Organisation du travail.

Les 5 membres actifs se répartissent les tâches comme suit :

- 2 sont préposés à l'étable
- 1 aux machines
- 2 aux travaux des champs.

Un roulement se fait entre les membres, de sorte qu'aucun ne reste étranger aux diverses branches de l'exploitation.

Le président de la coopérative est un des membres actifs ; il n'y a pas de directeur technique en tant que tel. L'information technique et économique est assurée par l'Union provinciale des coopératives de Reggio Emilia.

La comptabilité est confiée à un comptable, non-membre de la coopérative.

Investissements réalisés.

a) Immeubles.

La gestion s'est orientée vers l'élevage en envisageant immédiatement la construction de deux étables : une pour les vaches laitières, d'une capacité de 70 têtes et l'autre d'une capacité de 100 têtes pour du bétail de boucherie et de renouvellement.

A ces installations de base ont été ajoutées des installations accessoires - hangar à usage de fenil, hangar pour machines, maison pour le logement du personnel et les bureaux de l'étable, cabine de transformation. Les investissements en immeubles se décomposent comme suit :

Tableau 1 - Coopérative de gestion de San Michele di Beleo.
Investissements (valeur d'inventaire)

Type	Année	Valeur
Etable vaches	1966	25.900.000
Etable bétail jeune, élevage et renouvellement	1966	12.000.000
Fenil	1966	3.000.000
Hangar machines agricoles	1966	5.000.000
Maison	1966	6.417.460
Autoclave pour l'approvisionnement	1966	850.000
Total en eau		54.592.928

Machines.

La coopérative a constitué un parc machines automotrices et portées qui, en 1971, représentait 16.390.000 Lires.

Bétail.

Du début de la gestion à ce jour, les achats de bétail (génisses pleines et veaux à l'engrais) effectués à quatre reprises, ont représenté au total 18.260.000 Lires.

Financements obtenus.

sur les immeubles :

1. Prêt d'une durée de trente ans, au taux de 3 %, payable en deux semestrialités.	L. 18.821.000
2. Subvention à fonds perdus	<u>L. 19.361.850</u>
Total	L. 38.182.850

Le reste (sur 54.592.928 Lires, soit 15.410.078 Lires) a été couvert par un crédit bancaire en compte courant au taux de 9,20 %, qui a eu naturellement une forte incidence sur les intérêts débiteurs (voir ci-après l'analyse des coûts).

sur les machines :

1. Prêt d'une durée de cinq ans, au taux de 2 %, payable en deux semestrialités, pour 75 % de la valeur de l'ensemble des machines, à l'exclusion de l'installation d'irrigation en pluie, de la pompe à purin, du tracteur et de la charrue usagés.

Bétail.

1. Subvention à fonds perdus pour 25 % du premier montant (soit 3.600.000 Lires).
2. Prêts d'une durée de trente ans, au taux de 2 %, sur les achats de génisses et de vaches.
3. Prêts annuels au taux de 2 % sur la valeur d'achat des veaux à l'engrais.

Commercialisation.

Les produits - lait et viande - sont fournis aux coopératives exerçant leur activité dans la région et plus précisément

- le lait à la laiterie coopérative du village,
- le bétail de boucherie au Consorzio Macellazione (consortium de boucherie) de Reggio Emilia.

Remarques sur la constitution de la coopérative.

Cette gestion collective est également une des plus anciennes de l'Emilie.

Elle a été réalisée selon les mêmes critères que celle de Gavasseto (exemple B du présent rapport) en ce qui concerne les rapports avec les membres pour la rémunération du travail fourni et la distribution du bénéfice d'exploitation (le bénéfice est distribué en fonction des apports de capitaux - le travail n'est rémunéré que par un salaire).

Cette coopérative se différencie toutefois de celle de Gavasseto par le milieu dans lequel elle a été créée et par ses caractéristiques sociales et, en conséquence, par le type de solution qu'elle propose.

Comme on l'a vu, les caractéristiques socio-technico-économiques de Gavasseto étaient essentiellement les suivantes :

- zone de plaine fertile ;
- élevage fondé essentiellement sur le fourrage de prairies permanentes ;
- membres en majorité propriétaires non exploitants - ceux qui apportent également leur travail ne reçoivent qu'un salaire, la participation au bénéfice n'étant accordée que sur la base des capitaux apportés ;
- nombre important de salariés non membres.

A Beleo di Casina, en revanche, la situation se présente comme suit :

- zone de hautes collines ;
- production essentiellement orientée vers l'élevage ;
- gestion exclusivement assurée par des propriétaires exploitants directs, dont une partie dispose d'une main-d'oeuvre familiale mal employée étant donné les dimensions des exploitations ; d'autres,

en revanche, manquaient de travail mais n'avaient pas la possibilité économique d'agrandir leur exploitation.

A tous, la gestion collective est apparue comme la meilleure solution. L'idée donc est partie de la base ; dans une seconde phase, l'initiative a été soutenue et l'est encore par une organisation coopérative, la Confederazione cooperativa Italiana, Union provinciale de Reggio Emilia).

Orientation de la production.

Cette coopérative fait également partie du Comprensario du Parmigiano-reggiano.

Le tableau 1 donne une comparaison de la production de la gestion collective au cours de sa première année d'activité (1965) et en 1970-1971.

Tableau 1 - Coopérative San Michele, Beleo di Casina.
Répartition de la superficie d'exploitation en 1965 et en 1971

	1965		1971	
	ha	%	ha	%
Superficie totale	46,21	100	46,21	100
dont :				
S.A.U.	43,46	94	43,46	94
Bois	2,33	5	2,33	5
Superficie improductive	0,42	1	0,42	1
Répartition de la superficie productive :				
Blé	6,18	14	6,18	14
Orge (prairies de fauche)	4,01	9	4,01	9
Luzerne	24,62	57	24,62	57
Prairie permanente (non irriguée)	8,65	20	8,65	20
Total S.A.U.	43,46	100	43,46	100

Il faut noter que l'orientation de la production reste la même.

Tableau 2 - Résultats économiques (1971)

A - Composition du produit brut

Lait :

- q 1.672,37 x L 14,520 = L. 24.282.812

- q 423,17 x L. 11,320 = L. 4.790.250

29.073.062

Bénéfice brut de l'étable

416.805

Blé

1.536.000

Produit des locations

454.350

31.480.217 (1)

B - Charges

Amortissements, entretien, assurances

3.522.034

Achat de biens et services

9.150.826

Impôts et taxes

-

Administration

400.000

Location de terres

900.000

Intérêts débiteurs

6.285.895

Main-d'oeuvre (2)

5.662.992

25.921.747

C - Revenu net d'exploitation (3)

Produit - charges

5.558.470

(1) Au cours de l'exercice 1970-1971, la coopérative a reçu des subventions à des titres divers (province, organismes divers, etc.) pour 3.370.000 Lires au total. Pour des raisons d'homogénéité et de comparabilité, le montant de ces subventions n'a pas été pris en considération.

(2) La main-d'oeuvre est rémunérée à un tarif inférieur au tarif syndical (environ 80 % du tarif syndical).

(3) Etant donné le type d'exploitation, dans lequel tout le travail des membres est salarié et ne participe pas à la distribution du bénéfice, ce revenu net est le revenu des capitaux et le profit.

Répartition du revenu net d'exploitation.

Le revenu net d'exploitation est distribué aux membres qui apportent le capital, sur la base de leurs apports. L'incidence des salaires et des revenus du capital sur le produit brut est la suivante :

- Produit	L. 31.480.217	100 %
- Travail	L. 5.662.992	17,98 %
- Revenu du capital	L. 5.558.470	17,65 % (1)

(1) Si l'on tient compte des subventions diverses représentant au total 3.370.000 Lires, qui naturellement ont été distribuées, le revenu du capital passe à 18,92 % du Pbc.

Exemple D.

Les gestions collectives au Piémont.

Parmi celles qui fonctionnent actuellement, il en est une, décrite dans les pages qui suivent, qui compte déjà quelques années d'existence.

On a toutefois commencé à parler de gestions collectives totales au Piémont dès 1958, surtout dans les régions de plaine et de montagne de moyenne altitude, caractérisées par la prédominance de petites exploitations, d'environ 3 ha pour la plupart et le plus souvent très morcelées.

C'est le "Comizio Agrario" (1) de Mondovì - et son directeur - qui sont à l'origine des premières initiatives, au nombre de trois, qui n'ont toutefois pas eu de succès.

Ces initiatives méritent cependant que l'on en parle. En bref, leurs caractéristiques peuvent se résumer comme suit :

- 1 - Gestion collective de Caramello (Vicoforte, Mondovì) - 1962 - 32 ha, en colline non irriguée ; orientation de la production : élevage et arboriculture fruitière (bétail de boucherie et production de poires et de pommes d'hiver) ; 12 membres ;
- 2 - Gestion collective de Priero, Costa di Priero - 1962 - 100 ha, en montagne ; orientation de la production : culture des céréales - élevage ; 15 membres.
- 3 - Gestion collective de Briaglia, Briaglia - 1962 - 40 ha, colline ; orientation de la production : élevage - viticulture ; 9 membres.

(1) Les "Comizi" du Piémont remontent à la création du Royaume et figurent parmi les institutions les plus anciennes qui se consacrent à la promotion et au développement des exploitations agricoles.

Les trois gestions s'étaient constituées en sociétés coopératives à responsabilité limitée et obéissaient aux mêmes règles en ce qui concerne les apports et la rémunération de ceux-ci.

Apports et rémunérations de ceux-ci.

- a) Terre - le propriétaire qui apporte son fonds à la coopérative reçoit un loyer sur la base des loyers en vigueur ;
- b) Cheptel mort et vif - toutes les machines et le bétail valables sont achetés par la coopérative, à un prix d'estimation, indiqué par une commission constituée à cet effet ;
- c) Capital - tous les membres, indistinctement, apportent la même part de capital, déterminée en déduisant de la valeur des installations le montant reçu de l'Etat en compte capital et en divisant la différence par le nombre de membres ;
- d) Travail - 50.000 Lires par mois pour les travailleurs occupés à temps plein et sur la base des barèmes en vigueur pour les journaliers ;
- e) Profit - à distribuer entre les membres en parts égales, proportionnellement à la part versée conformément au point c).

Actuellement, la première gestion, Caramello, a été dissoute, la deuxième (Priero) et la troisième (Briaglia) s'efforcent de poursuivre leur activité.

Parmi les raisons qui ont contribué à créer pour les trois gestions une situation de crise, il faut citer surtout les conditions existant dans la région, qui prouvent qu'il ne suffit pas de grouper des exploitations déficitaires pour en faire un ensemble efficient. Il faut ajouter à cela des raisons propres à chaque cas qui vont des caractéristiques de la base sociale, particulièrement dépassée et inadéquate, à des circonstances fortuites.

En résumé, on peut présenter les trois gestions comme suit :

Gestion du Caramello - sur les 14 membres, 8 seulement étaient des exploitants directs dont 4 travaillaient à temps plein (les plus jeunes) et 4 (les plus âgés) à la journée. La composition moyenne de la famille était de 3 à 4 membres : instruction limitée aux premières classes élémentaires : aucune motivation ou intérêt, politique ou civique.

Cette zone fait partie d'une région hautement industrialisée comprise entre Mondovi, Cuneo et Turin.

Quelques-unes des plus grandes industries du Nord de l'Italie y ont des établissements et des filiales, ce qui a drainé la main-d'oeuvre des campagnes et n'y a laissé que les travailleurs les moins capables et les moins valides ou les plus âgés.

C'est surtout à cette cause qu'est finalement imputable la dissolution de la société, due plus précisément à l'incompréhension réciproque et au manque de préparation.

Des litiges graves et des dissensions ont rapidement opposé les sociétaires les uns aux autres, ceux qui travaillaient à ceux qui n'avaient apporté que le capital et aussi ceux qui travaillaient, entre eux.

C'est pourquoi, devant l'impossibilité de réaliser un accord, malgré des investissements importants :

- une étable pour 32 bêtes de boucherie,
- une maison d'habitation pour tous les membres,
- un local de réunion, du type night-club, créé pour ajouter un élément touristique à l'activité agricole (1), le Consorzio Agrario de Mondovì a pris l'année dernière l'initiative de dissoudre la coopérative, qui est effectivement à l'heure actuelle en cours de liquidation.

(1) La zone est en effet située à 1 heure de l'autoroute Genova/Savonna-Torino et elle est effectivement le but de voyages et d'excursions dominicales.

Gestion de Priero - 15 membres, tous petits exploitants directs, même si leurs exploitations sont un peu plus grandes que la moyenne.

Avant la création de la gestion collective, ils avaient tous une petite étable ancienne, malsaine, avec du bétail souvent malade, qui exigeait cependant l'emploi de une ou deux personnes par jour.

Sur les 15 membres, 6 étaient relativement jeunes et, comme d'habitude, leur emploi à temps complet était assuré. Les autres étaient employés à la journée.

La gestion collective a cherché à se spécialiser dans l'élevage en projetant - et en réalisant - une étable pour 100 bêtes de boucherie, dont le nombre atteignait 70 l'hiver dernier. C'est à ce moment-là que les malheurs ont commencé : un très fort enneigement, exceptionnel dans la région (7 m. de neige) a fait s'effondrer le toit de l'étable, rendant l'élevage impossible ; le président de la coopérative, qui avait beaucoup d'ascendant sur ses membres et réussissait à créer et à maintenir une certaine organisation, a été tué sous son tracteur ; un des membres les plus jeunes et les plus capables a abandonné l'activité agricole, condition sine qua non imposée par sa fiancée pour le mariage. La succession de ces faits a déclenché une crise qui entraînera probablement la liquidation de l'exploitation ou sa prise en charge par le Service forestier.

Gestion de Briaglia - 9 membres dont 8 propriétaires non exploitants et un exploitant direct.

Un type de propriété foncière très répandu dans cette zone était celui des exploitations appartenant à des représentants des classes moyennes (professions libérales, officiels, enseignants) et exploitées en métayage.

Du fait de l'exode provoqué par la très forte demande de main-d'oeuvre des industries voisines, les exploitations se sont retrouvées à un certain moment dépourvues de main-d'oeuvre.

C'est ce qui a incité un groupe de ces propriétaires à s'associer en organisant une unité de production à faible charge de travail.

En effet, les 40 ha sont exploités par deux salariés permanents et avec le concours d'exploitants directs qui assument notamment des fonctions de contremaître.

Actuellement, toutefois, la gestion est dans l'incertitude, en raison toujours de la mauvaise entente entre les membres.

Le cas de la gestion collective de Airasca, fondée il y a quelques années, est tout-à-fait différent. Cette gestion possède des terrains très fertiles, son exploitation est dotée d'une structure de production précise et elle est gérée par un groupe d'exploitants (4) jeunes, particulièrement actifs et bien décidés à le rester.

Il est intéressant de noter en effet que l'un d'eux a quitté l'industrie pour revenir à l'agriculture.

Nom de l'exploitation : Primula.

Localité : Airasca (Torino).

Année de constitution : 1967.

Année d'entrée en service : 1968.

Durée de l'exercice : 1er décembre / 30 novembre.

Forme juridique : Coopérative à responsabilité limitée.

Durée de la société : jusqu'en 1999.

Orientation de la production : élevage, pour la production de lait de consommation.

Situation géographique : plaine.

Superficie : 70 ha (SAU).

Membres : 11 au total dont 4 exploitants : 3 à temps complet, 1 à temps partiel.

Répartition des fonctions des membres :

Président - fonction exercée par un des membres non exploitants. On envisage toutefois son remplacement.

Directeur - néant.

Comptabilité et administration - un des membres fait les premiers enregistrements et les transmet à l'Assessorat à l'agriculture de la province de Turin qui fournit l'assistance nécessaire, à titre gratuit.

Organisation du travail - les membres n'ont pas procédé à une division du travail entre eux et ne veulent d'ailleurs pas l'envisager. "Nous ne voulons pas de la chaîne de montage". Telle est leur réponse à la question. La répartition du travail se fait "comme dans les anciennes exploitations".

Apports des membres : capital et travail ; capital seulement (d'exploitation et foncier).

Rémunération des apports - le travail est rémunéré à raison de 100.000 Lires par mois pour les 3 membres travaillant à temps plein. Le 4ème membre qui travaille jusqu'ici à temps partiel gagne 500.000 Lires par an. Il bénéficie du profit éventuel après déduction du loyer.

Le cheptel mort et vif appartenant aux membres au moment de la constitution de la coopérative a été vendu à la coopérative ; pour les terrains un loyer a été convenu, qui est d'environ 60.000 Lires par ha.

En réalité, étant donné les difficultés des premières années de gestion, les 4 membres exploitants reçoivent des acomptes sur leur salaire lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement ; la valeur du cheptel mort et vif cédé à la coopérative est toujours créditée aux membres ; le loyer aussi, pour une grande part.

Le total de ces crédits des membres à l'égard de la coopérative s'élevait à la clôture du bilan de 1971 à 23 millions (capital et intérêts - voir dettes de l'exploitation, pages suivantes).

Motifs et buts de la gestion collective - Habituels : volonté de poursuivre l'activité agricole dans des conditions de vie et de revenu acceptables et espoir qu'une activité collective le permettra. Sont considérés comme des conditions fondamentales pour la réalisation de ces objectifs : la constitution d'une base foncière adéquate, la possibilité d'exploiter les chances offertes par l'exode rural et l'existence d'exploitations restées sans main-d'oeuvre ; un financement adéquat pour l'amélioration des structures ; une assistance technique et économique satisfaisante.

Données technico-économiques concernant les résultats de la gestion -
Exercice 1971.

A) Orientation de la production - L'exploitation est axée exclusivement sur la production de lait de consommation.

La base fourragère est constituée essentiellement par le maïs à l'état pâteux-vitreux - qui dans cette zone atteint sans difficulté un rendement de 500 à 550 quintaux à l'ha - et par les prairies.

L'étable reconstituée par la coopérative possède un noyau de vaches frisonnes-canadiennes capables de produire 55 q/tête.

Tableau 1 - Coopérative Primula. Superficie d'exploitation et réparti-
tion de la superficie productive - Exercice 1970-71

Répartition de la superficie	ha
Superficie totale	75
dont :	
superficie productive	70
superficie improductive	5
Répartition de la superficie productive :	
- blé	12
- maïs (1)	10
- prairies permanentes	15
- prairies temporaires	33
Cultures dérobées :	
- maïs et trèfle	12

(1) production de maïs à l'état pâteux-vitreux.

B) Composition de l'étable et calcul du bénéfice brut de l'étable.

<u>INVENTAIRE D'OUVERTURE</u> (novembre 1970)		
- vaches	64 x 280.000	L. 17.920.000
- génisses pleines	16 x 300.000	" 4.800.000
- génisses	30 x 200.000	" 6.000.000
- jeunes génisses	12 x 120.000	" 1.440.000
- veaux à l'engrais	13 x 100.000	" 1.300.000
- taureau	1 x 300.000	" 300.000
- taureau	1 x 330.000	" 330.000
<hr/>		<hr/>
N.	137	L. 32.090.000
Bétail né :		
- veaux	n. 58	
Bétail acheté :		
- taureau	n. 1	L. 470.000
<hr/>		<hr/>
n.	196	L. 32.560.000
<hr/>		

INVENTAIRE DE CLOTURE (30 novembre 1971)

- vaches	64 x 280.000	L.	17.920.000
- génisses pleines	3 x 300.000	"	900.000
- génisses	29 x 200.000	"	5.800.000
- jeunes génisses	16 x 120.000	"	1.920.000
- taureau	1 x 330.000	"	330.000
- taureau	1 x 470.000	"	470.000
- veau à l'engrais	1 x 150.000	"	150.000
- veaux à l'engrais	13 x 70.000	"	910.000
	<hr/>		<hr/>
	n. 128	L.	28.400.000

Bétail mort :

- veaux de lait n. 2

Bétail vendu :

- vaches de réfor- me	n. 10 x 200.000	L.	2.000.000
- génisses pleines"	6 x 320.000	"	1.920.000
- veaux gras	" 17 x 150.000	"	2.550.000
- taureau	" 1 x 300.000	"	300.000
- veaux de lait	" 32 x 30.000	"	960.000
	<hr/>		<hr/>
	n. 196	L.	36.130.000
	=====		=====

Bénéfice brut de l'étable L. 3.570.000

C) Coopérative Primula - Composition du produit brut commercialisable.

- lait	ql 2.245 x L. 9.200	L.	20.654.000
- maïs	" 650 x " 5.500	"	3.575.000
- blé	" 570 x " 6.400	"	3.648.000
- Bénéfice brut de l'étable		"	3.570.000
		<hr/>	<hr/>
Total Pbc		L.	31.447.000
			=====

D) Coopérative Primula - Dépenses et coûts.

1 - <u>Dépenses diverses.</u>		
- semences		
- engrais	2.539.912	
- antiparasites		
- aliments du bétail	9.800.000	
- vétérinaire et médicaments	550.000	
- carburants et lubrifiants	310.000	
		L. 13.199.912
2 - <u>Travail membres</u>		" 4.100.000
3 - <u>Amortissements et entretien</u>		
-		" 10.400.000
4 - <u>Intérêts débiteurs</u>		" 321.659
5 - <u>Loyers</u>		" 4.200.000
		L. 32.221.571
		=====

E) Revenu d'exploitation et répartition.

Produit brut commercialisable	L. 31.447.000
- moins :	
Dépenses diverses, amortissements et entretien, intérêts débiteurs (1 + 3 + 4 du tableau D)	" 23.921.571
Revenu d'exploitation	L. 7.525.429
	=====

Le revenu d'exploitation est réparti entre les facteurs apportés par les membres, c'est-à-dire le capital et le travail, aux conditions énoncées à la page 239.

Cela impliquerait une charge totale de 8.300.000 Lires, réparties comme suit :

- loyer terrains apportés
- travail.

Comme on le voit, la gestion ne réussit pas à faire face à ses obligations, ce qui explique le crédit des membres, tant en ce qui concerne les salaires que les loyers.

Investissements - Comme nous l'avons dit, l'exploitation est basée sur la production de lait de consommation. La coopérative a donc une production bien précise.

Les investissements effectués jusqu'à présent ont par conséquent été effectués pour la réalisation de cet objectif, ce qui explique :

- l'achat d'un certain nombre de vaches frisonnes-canadiennes à haut rendement,
- la création d'une étable moderne, dotée d'une installation de réfrigération du lait.

En ce qui concerne la mécanisation, on peut dire qu'elle est importante, comme le montre le fait que 3,5 UT réussissent à faire fonctionner toute l'exploitation : opérations de culture et étables.

En ce qui concerne les opérations de culture, elles sont toutes complètement mécanisées ; pour l'étable, la mécanisation est liée aux éléments de structure suivants :

- stabulation libre ;
- litière permanente, enlevée 2 fois par an ;
- collecte du purin dans des fosses (4), vidées par tonnes à purin ;
- installation automatique de traite et de réfrigération du lait ;
- silos à fosse pour le maïs à l'état pâteux-vitreux ;
- chargement automatique du fourrage sec dans le fenil, avec déchargement manuel dans le couloir d'alimentation.

En résumé, les investissements réalisés par la gestion collective peuvent être présentés comme suit :

Description	Valeur	Taux d'amortissement
Terrain	5.000.000 (1)	-
Immeubles (étable et annexes)	54.000.000	5 %
Installations étable	12.162.000)	10 - 20 % (2)
Machines et équipements (valeur à neuf)	12.838.000)	
Total	84.000.000	

(1) Cette gestion collective a également adopté le critère d'investissements (immeubles) sur des terrains achetés spécialement, en évitant ainsi l'implantation des investissements sur des terrains apportés par les membres.

(2) 20 % pour les tracteurs ; 10 % pour le reste.

Financements obtenus - Financements habituels accordés par le ministère de l'agriculture, c'est-à-dire prêts à taux réduit pour l'achat du bétail, des machines et pour la construction des immeubles et prêts d'exploitation.

Participation financière des membres.

Capital social - Parts : 20.000 Lires par tête, majorées de 10.000 Lires par hectare - ou de 1 Lire par m² pour les superficies inférieures à l'hectare - obligatoirement consacré à la coopérative.

Prêts - sous deux formes :

1) Machines, équipements et stocks vendus par les membres à la coopérative au moment du transfert au centre d'exploitation unique ;

2) Prêts en espèces des membres à la coopérative : salaires et loyer des terrains non perçus, prêts effectifs.

Dettes de l'exploitation - au 30.11.1971 :

- Prêts des membres (intérêts + capital)	L. 23.187.400
- Dettes à l'égard des tiers " "	L. 17.200.000
- Dettes à l'égard des banques " "	L. 24.919.878

dont :

L. 4.091.943 au 31.12.1971
L. 10.533.111 à échéance du 31.12.1972
L. 3.636.885 à échéance du 31.12.1973
L. 3.283.641 à échéance du 31.12.1974
L. 1.687.149 à échéance du 31.12.1975
L. 1.687.149 à échéance du 31.12.1976

Commercialisation.

Lait - vendu en totalité à la coopérative Habit, de Grugliasco (Torino),
qui pratique également l'exportation et impose aux fournisseurs
une installation de réfrigération ;

Viande - vendue à des particuliers ;

Blé - Consorzio Agrario et minoterie ;

Maïs - vendu à des particuliers.

Pour l'achat des moyens de production, la Coopérative s'adresse au
Consorzio Agrario Provinciale.

Données sociologiques - relatives aux 4 membres exploitants.

On a indiqué pour chacun l'âge, le niveau d'instruction et la
composition de la famille.

Membre n° 1 - 40 ans - certificat de fin d'études primaires - marié,
4 enfants de 14 ans à un an et demi.
Sa femme ne travaille qu'à la maison.
Son exploitation d'origine avait 2,5 ha.

Membre n° 2 - 38 ans - certificat de fin d'études primaires - marié,
3 enfants de 9 à 4 ans.
Sa femme ne travaille qu'à la maison.
C'est le frère du membre n° 3 et il est employé à temps partiel ;
parallèlement, il exerce, avec un cousin, le métier de soudeur.
Avant la gestion collective, il travaillait en usine. A partir du
prochain exercice, il sera membre à temps plein.

Membre n° 3 - 42 ans - certificat de fin d'études primaires - marié,
1 enfant de un an et demi.
Sa femme travaille à mi-temps à la cantine scolaire. Son
exploitation d'origine avait 15 ha.

Membre n° 4 - 32 ans - marié, sans enfant. Sa femme est employée
dans une usine fabriquant des vêtements féminins. Avant la création
de la gestion collective, il exploitait comme fermier une exploita-
tion d'une trentaine d'hectares.

Relations sociales et politiques - des 4 membres, seul le troisième
participe dans une certaine mesure à la vie politique, comme président
des Coltivatori diretti de la localité et membre du Comité directeur
de la section de AIRASCA d'un parti politique.

Il reconnaît toutefois que cette activité lui prend très peu de temps,
uniquement en pratique lors des assemblées, une fois ou deux par an.

Exemple E.

Nom de l'exploitation : Società Cooperativa Agricola "La Rinascita".

Localité : Vigo Lomaso (Trento).

Année de création : 1967.

Année d'entrée en service : 1969.

Forme juridique : coopérative à responsabilité limitée.

Durée de la société : 30 ans.

Orientation de la production : élevage. L'étable achète des veaux d'environ 2-2, 30-3 quintaux pour les amener à 5 quintaux en quatre mois environ. Elle effectue deux cycles et demi d'engraissement par an avec 500 bêtes par cycle, soit un total de 1.200 bêtes par an environ.

Situation géographique : hautes collines, 480 m. d'altitude.

Superficie productive et répartition de la superficie : pour la première année et actuellement, 40 ha dont 30 sont loués à bail et 10 seulement sont la propriété des membres ; la répartition de cette superficie est la suivante :

Tableau 1 - Gestion collective de Vigo Lomaso.

Répartition de la superficie productive - ha

Culture	1969	1971
Maïs	22	22
Prairie permanente	18	18
Total SAU ha	40	40

Membres : au début et actuellement, au nombre de dix, dont cinq seulement fournissent leur travail. Les cinq autres font partie de la famille (femmes ou autres membres de la famille).

En d'autres termes, cinq exploitations participent à la fusion de Vigo Lomaso. Le fait que le nombre des membres soit supérieur à cinq, grâce au concours de membres de la famille, est un artifice pour obtenir le statut de coopérative (qui n'est accordé, en vertu de la législation italienne, que si le nombre des membres est au minimum de 9)

Les 5 membres actifs étaient tous des exploitants directs.

Salariés employés dans la gestion collective : néant.

Facteurs apportés par les membres : travail, capital foncier.

Rémunération des facteurs apportés.

Travail : le bénéfice net inscrit au bilan est divisé en cinq parties égales.

Terre : loyer : dans la région, ce système est assez répandu, comme le prouve également le fait que la fusion n'exploite que 10 ha en propriété et 30 en location à bail. En moyenne, on peut considérer que le loyer est de 60.000 Lires par ha.

En ce qui concerne les machines et le bétail appartenant aux membres dans les gestions individuelles, on a adopté la solution suivante : le bétail a été vendu, étant donné que l'orientation de la production a changé lors de la fusion et que l'on est passé d'un élevage pour la production de lait à un élevage pour la production de viande ; les machines en état de marche ont été achetées par la coopérative.

Conditions d'admission à la coopérative.

De l'aveu même des membres, la forme de coopérative a été adoptée pour permettre à l'entreprise de bénéficier des avantages financiers accordés précisément aux coopératives. Il s'agit donc d'un choix d'opportunité. Cette situation a naturellement aussi une incidence sur l'attitude des membres actuels à l'égard des nouveaux venus : en réalité, la société tend à se fermer et à se présenter comme la société "privée" des cinq membres actuels. Une raison économique, d'ordre patrimonial, est à l'origine de ce phénomène : elle tient, d'une part, à la répugnance qu'ont les membres actuels à accepter qu'un nouveau membre bénéficie automatiquement et sans aucun mal d'un capital productif dont la constitution a coûté aux autres d'indéniables sacrifices ; d'autre part, à la difficulté évidente qu'il y a, étant donné le montant des capitaux investis, à fixer une part sociale d'admission.

Il faut toutefois souligner que cette tendance est également influencée par la difficulté de trouver des éléments avec lesquels on puisse se mettre d'accord, dans un milieu assez méfiant à l'égard de ces nouvelles formes de coopération (1).

Organisation du travail.

Dans la pratique, les cinq membres gèrent tous l'exploitation sans qu'il y ait une répartition rigide des tâches et un calendrier strict, ce qui fait varier les journées de travail de cinq heures à dix ou douze heures selon les saisons naturellement.

En réalité, il existe une certaine division du travail. L'étable occupe habituellement deux hommes ; les autres se consacrent aux travaux des champs, qui sont suspendus de novembre à mars et intensifiés au cours de l'été où se succèdent les deux coupes de la prairie (au début de juillet et après la mi-août), la préparation des terres et la récolte du maïs.

La période des congés et des jours de liberté a été choisie compte tenu de ces échéances.

En outre, dans la mesure du possible, c'est toujours la même personne qui fait fonctionner les machines ; une autre effectue les travaux de bureau. En outre, le bétail est acheté par un des membres qui possède de réelles aptitudes dans ce domaine. Il est toutefois intéressant de noter que ce membre, lorsqu'il va effectuer des achats, est toujours accompagné d'un autre, par roulement, de façon que tous s'initient à une activité qui revêt une importance vitale pour l'exploitation.

- (1) Dans le cas des étables collectives également cette situation est fréquente. Elle est caractéristique des étables collectives de S. Bovo et de Crosare, par exemple, où les membres actuels ont tendance à faire entrer des membres provenant d'autres régions, en évitant les personnes de la localité, en raison de l'hostilité que celles-ci ont manifesté à l'initiative.

Temps libre et congés - les membres se sont accordé par roulement un jour de congé entier tous les cinq jours ainsi que le dimanche matin ; l'hiver, à partir de novembre, chacun a une semaine de congé.

Les cinq membres attribuent tous une grande importance à cette liberté et la considèrent comme l'un des principaux avantages sociaux de la fusion, ce qui témoigne de la bonne entente et de l'esprit de collaboration qui existe entre eux.

Ils laissent par exemple à l'un d'eux, passionné de chasse, la liberté du dimanche matin aux mois de septembre, d'octobre et de novembre. Ce membre s'engage à son tour à être toujours présent les autres dimanches matin.

Remarques sur la création de la fusion - Objectifs.

Vigo Lomaso est situé sur un plateau fertile, au pied des Dolomites du Brenta. Ce milieu possède les caractéristiques habituelles des zones de montagne dans les Alpes en particulier, c'est-à-dire que les exploitations y sont de petites dimensions et très morcelées (1). Ces exploitations ont de 2-3 ha en moyenne, divisés en trois à six parcelles, distantes les unes des autres.

Jusqu'à il y a quelques années, deux productions se partageaient l'activité agricole : les pommes de terre auxquelles les conditions pédo-climatiques offraient un milieu optimum, et le lait.

L'introduction de la culture de la pomme de terre à l'échelle industrielle avait même obligé à créer une organisation entre les cultivateurs qui a consisté d'abord en une mécanisation à un certain niveau et ensuite en des formes de consortium pour l'achat des plants à l'étranger et pour la conservation et la commercialisation des produits.

(1) On se souvient de la situation des exploitations participant à l'étable collective de Lover, située à proximité de Vigo Lomaso.

Récemment, c'est-à-dire il y a deux ou trois ans, les difficultés rencontrées dans la culture des pommes de terre (viroses et chute des cours) ont déclenché une crise économique grave pour les petits producteurs. C'est à ce moment-là que certains d'entre eux (et notamment l'actuel président de la fusion) qui avaient eu connaissance (par un film projeté au siège local du club 3 P) de la politique française des "groupements", a songé à l'opportunité de créer une gestion collective ; c'est ainsi qu'est née la coopérative de Vigo Lomaso.

Les objectifs qu'elle se propose sont les objectifs habituels : réaliser de meilleures conditions de revenu et donc de vie, libérer du travail les femmes, les vieillards et les enfants dont un grand nombre dans la région ne peuvent même pas respecter, dans de nombreux cas, l'obligation de la scolarité jusqu'à 14 ans.

L'allègement du travail des femmes précisément est considéré par les cinq membres de la fusion comme "la plus grande conquête sociale" de la fusion, opinion que partagent sans réserve les épouses des membres.

Données relatives aux membres.

Age et formation scolaire.

Comme on l'a dit, les membres sont au nombre de dix,^{ne} représentant toutefois que cinq familles dont la composition actuelle est la suivante :

Membres	Age	Etat civil	Niveau d'instruction	Nombre d'enfants	Age des enfants
1	38	marié	2ème année enseignement secondaire du premier degré	2	18 mois 6 mois
2	27	marié	5ème primaire	-	-
3	28	célibataire	"	-	-
4	48	marié	"	2	8 ans 5 ans
5	48	marié	"	2	5 ans 2 ans

Les femmes sont toutes des ménagères.

Comme on le voit, les membres sont relativement jeunes ; leurs enfants sont encore trop jeunes pour avoir des projets ; le seul projet qui

ait été formulé est celui de réaliser, selon les termes mêmes d'un des membres, une entreprise qui soit viable et permette à chacun de choisir sa propre voie sans qu'il lui arrive ce qui m'est arrivé : quitter l'école après la deuxième année secondaire parce que je devais garder l'étable. Si quelqu'un veut rester dans l'exploitation, tout compte fait, la vie n'y est pas si désagréable". Les situations diffèrent, mais les opinions ressemblent beaucoup à celle du président de la coopérative de Rimini ; elles sont tout-à-fait symptomatiques du réalisme avec lequel ces hommes ont abordé ce type de coopération.

Relations sociales.

Tous les membres appartiennent à une organisation professionnelle, la "Coltivatori diretti" ; ce choix n'est pas politique, mais traditionnel, comme le soulignent les membres eux-mêmes, et lié essentiellement aux origines catholiques de la coopération dans la région.

Tous appartenaient à diverses formes de coopératives ou en tout cas de gestions collectives : la fromagerie, l'association d'éleveurs et la coopérative pour l'achat et la vente des pommes de terre.

En ce qui concerne l'activité exercée dans des organismes publics, un des membres a été, jusqu'aux dernières élections, maire de la localité.

Caractéristiques des exploitations individuelles des membres.

Les cinq exploitations avaient en moyenne 5-6 ha dont la moitié en propriété et l'autre en fermage ; ce phénomène s'est accentué depuis la fusion.

La charge de bétail était d'environ huit à neuf vaches laitières par étable. La fusion, en revanche, a changé l'orientation de la production, comme nous l'avons dit, pour se consacrer à la production de viande, dans l'intention précise d'éviter le travail que comporte l'élevage de vaches laitières.

La superficieensemencée se répartit entre les pommes de terre qui, dans les meilleures années, donnaient une production de 300 à 350 quintaux/ha et se vendaient 50 Lires le kg et la prairie permanente qui permettait deux coupes par an assurant une production de foin d'environ 75 quintaux/ha à 36,40 UF par quintal.

La fusion a supprimé la culture de la pomme de terre, et s'est consacrée entièrement à la prairie permanente et au maïs qui trouve dans la région un milieu favorable, au point que sans irrigation, il donne des rendements de 500 à 550 quintaux/ha à 20 UF par quintal.

L'introduction du maïs à l'état pâteux-vitreux a été l'élément déterminant dans la conversion de la production.

Investissements.

Etant donné l'orientation de la production, les investissements réalisés par la gestion collective ont été axés sur la construction des étables et l'achat d'un parc machines. Ces investissements ont été effectués en trois phases successives :

Le terrain sur lequel sont édifiés les immeubles a été acheté à titre privé par les membres avant que ne se diffuse la nouvelle de la création de la coopérative.

Première phase :

Terrain 15.000 m ²	L. 10.000.000
Première étable pour 280 têtes de bétail	L. 50.000.000

Deuxième phase :

Equipement mécanique, fenil, un silo	L. 46.000.000
--------------------------------------	---------------

Troisième phase :

Autre silo et seconde étable pour 270 têtes de bétail	L. 49.000.000
Total	<hr/> L.155.000.000

Le parc machines comprend :

- 3 tracteurs à quatre roues motrices, de 45, 60 et 70 CV, représentant au total 175 CV,
- 1 moissonneuse-batteuse,
- 2 remorques,
- 1 pompe pour le mélange du purin,

- 2 moto-pompes avec chargeur pour le transport du fumier sur les champs, d'une capacité de 30 et 40 hl,
- machines portées diverses.

Financements obtenus.

Sur le premier montant de 50 millions, subvention à fonds perdus de 50 % et prêt d'une durée de 30 ans au taux de 2 %, contre hypothèque de toutes les terres appartenant aux membres et de l'étable.

Sur le second montant de 46 millions, subvention à fonds perdus pour 23 millions de Lires, le reste au taux d'intérêt normal. Le prêt n'a pas été accordé étant donné qu'il n'y avait plus de garanties valables. En effet, toute la propriété avait déjà été hypothéquée.

Sur le troisième montant de 49 millions : subvention à fonds perdus pour 24 millions de Lires, le reste au taux d'intérêt normal, pour la raison que nous venons d'énoncer.

Une loi récente qui prévoit l'octroi de la garantie de la Région pour des prêts de ce genre et qui devrait entrer en vigueur au 1er janvier 1972 pourrait permettre aux membres de récupérer, au moins en partie, les montants des emprunts de la deuxième et de la troisième phases d'investissement et partant les intérêts payés au taux normal de 9-9,20 %.

Aux facilités susmentionnées s'ajoutent :

- des prêts annuels pour l'achat du bétail, représentant 25 millions de Lires au total, au taux de 3,20 %, actuellement épuisés. Une demande de renouvellement est en cours ;
- un prêt de gestion, annuel, de 20 millions de Lires, au taux de 3 % ;
- un crédit pour conditions atmosphériques défavorables, d'une durée de cinq ans au taux de 3,20 % pour un montant de 20 millions de Lires.

Participation financière des membres.

- a) Parts de 250.000 Lires par personne, qui n'ont toutefois été versées qu'en faible partie.
- b) Concours personnel à l'achat des terrains sur lesquels ont été construites les étables.

Commercialisation.

Les moyens de production : semences - engrais - produits phytosanitaires - aliments, sont achetés en partie à des particuliers et en partie à une association coopérative exerçant son activité dans la région de Trente.

Le bétail est acheté à la frontière par les importateurs et vendu sur la base du poids vif à des particuliers, à Reggio Emilia et à Trente.

Besoins et problèmes particuliers.

De l'avis des membres, deux séries de problèmes se sont posés au cours de ces trois ou quatre années de gestion, qu'il est capital de résoudre non seulement pour l'avenir de cette entreprise, mais également pour le développement d'initiatives analogues :

D'une part, l'approvisionnement en bétail jeune à élever. Progressivement, les sources traditionnelles d'approvisionnement (Bavière, Autriche, pays de l'Europe de l'Est) se tarissent, et la tendance à vendre des bêtes de plus en plus grosses s'accroît : on est passé de 2-2,5 q, poids habituel, à 3 q.

D'autre part, une série de dispositions législatives qui facilitent le démarrage et le bon fonctionnement de l'exploitation et permettent également d'attirer des éléments jeunes : l'obtention plus facile de crédits garantis par la gestion et non par la propriété ; mise à la retraite anticipée des exploitants âgés, de façon à soustraire les jeunes à l'autorité paternelle et à les laisser libres de prendre des décisions - comme celle de faire partie d'une gestion - difficilement acceptées par ceux qui ont dépassé un certain âge ; abaissement du nombre minimum des membres requis pour constituer une coopérative de gestion ; reconnaissance, ne serait-ce que dans certaines limites, d'un droit patrimonial, même aux membres d'une société coopérative.

Cette gestion ressent cependant moins que d'autres - celle de Rimini par exemple - le besoin d'une assistance technique. Cela s'explique par la simplicité du cycle de production : maïs-viande et par le travail assidu de l'Inspection de l'agriculture de Trente, section élevage, à laquelle on doit précisément l'introduction dans la région de la culture du maïs à l'état pâteux-vitreux.

Résultats économiques.

A Vigo Lomaso, il n'a pas été possible de reconstituer le bilan comme dans les autres cas considérés, c'est-à-dire sur la base de la comptabilité. Il a fallu se contenter de déclarations verbales concernant le mouvement annuel moyen du bétail. La situation se présente comme suit :

<u>Produit brut</u> : vente de viande à L. 345.000 par tête de bétail en moyenne	L. 414.000.000
---	----------------

Coûts et dépenses :

Achat de bétail, à une moyenne de 260.000 Lires par tête de bétail + 5.000 Lires de dépenses diverses	L. 312.000.000
Alimentation (achat d'aliments)	L. 70.000.000 (1)
Coûts d'élevage	L. 9.600.000 (2)
Semences, engrais, produits phytosanitaires	L. 1.700.000
Carburants et lubrifiants	L. 250.000
Assurances diverses	L. 353.000
Administration	L. 200.000
Loyers	2.000.000
Amortissement machines	L. 2.300.000
Intérêts débiteurs	L. 4.000.000
Total coûts et dépenses	L. 402.000.000
<u>Revenu net d'exploitation</u>	L. 12.000.000

(1) On utilise 8 q d'aliments par tête de bétail à 7.000 Lires le q.

(2) Se décomposent comme suit, par tête de bétail :

amortissements, installations	L. 2.000
vétérinaire et médicaments	L. 1.000
intermédiaires	L. 1.000
Risque de mortalité	L. 2.000
lumière, chauffage	L. 1.000
divers	<u>L. 1.000</u>
Total par tête de bétail	L. 8.000

Il faut noter que l'on n'a pas tenu compte dans le calcul des amortissements de la subvention en compte capital.

Il resterait donc un produit net d'environ 10 à 11.000 Lires par tête de bétail élevé.

Etant donné les rapports existant entre les membres, en vertu desquels l'apport de la terre est rémunéré par un loyer - qui figure dans les coûts - le revenu net susmentionné est entièrement disponible pour les membres en tant que travailleurs : il est en effet réparti également, indépendamment de la composition de la famille, entre les cinq membres.

L'objectif immédiat est de porter cette rémunération de ce qu'elle est actuellement (un peu plus de deux millions) au chiffre de quatre millions.

Collaborazione di Cagliari (société simple ; 18 membres)

Situation géographique : plaine irriguée

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la fusion	Après la fusion
Superficie totale	209.00	209.00
S.A.U.	197.00	193.00
dont :		
- céréales et pâturages	150.00	-
- artichauts	47.00	-
- plantation d'agrumes	-	193.00
Capitaux :		
1a - foncier	418.000.000	765.000.000
1b - améliorations	-	347.000.000
2 - d'exploitation :		
a - machines	9.000.000	9.000.000
	Avant la fusion	Après la fusion
	q. L.	q. L.
a) Productions végétales		
- blé tendre	600 4.200.000	- -
- blé dur	250 2.000.000	- -
- orge	180 900.000	- -
- artichauts	- 32.430.000	- -
- paille	1.700 2.000.000	- -
- pâturages	- 250.000	- -
- plantation d'agrumes	- -	- 140.851.400
Total	41.780.000	140.851.400
<u>Charges</u>		
Estimation	11.322.380	44.554.200
Produit net d'exploitation	30.457.620	96.297.200

Note : cette gestion collective a reçu 98 millions de Lires sous forme de subvention en compte capital.

Fusione di Isernia

(société coopérative ; 16 membres)

Situation géographique : montagne

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la fusion	Après la fusion
Superficie totale	107.00	107.00
S.A.U.	86.80	97.00
dont :		
- blé dur	37.75	16.00
- orge	15.80	20.00
- avoine	6.88	10.00
- luzerne	8.32	8.00
- sainfoin	6.00	2.00
- sulla	-	4.00
- prairie de fauche	-	4.00
- vignoble spécialisé	3.50	3.50
- oliviers épars	(3.50)	(3.50)
Unités de travail	8	5
Unités de bétail	6	40,7
Capital :		
1a - foncier	30.000.000	58.675.035
1b - améliorations (étable - fenil - réaménagement bâtiments)	-	28.675.035
2 - d'exploitation :		
a - bétail	1.800.000	18.000.000
b - machines	3.500.000	10.200.000
c - produits en stock	-	-
d - avances aux cultures	-	-
3 - dettes		
5 ans, 3 %	-	13.000.000
de la coopérative	4.000.000	6.000.000
crédit 3 % annuel		

Suite Isernia

Pbc	Avant la fusion		Après la fusion	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- blé dur	866,30	7.796.700	377.60	3.398.400
- orge	326,56	2.220.600	322.00	2.257.600
- avoine	116,96	795.330	132.00	897.600
b) Produits transformés				
- vin	266	3.724.000	226	3.724.000
- huile	34	2.550.000	34	2.550.000
c) Productions animales				
- lait	213	1.810.500	1.196	10.166.425
- bénéfice brut de l'étable	-	600.000	-	5.546.930
Total		19.497.130		28.540.955

Charges

1) Amortissements, entretien et assurances		
a - bâtiments		286.750
b - plantations		135.000
c - machines		1.428.000
2) Achat de biens et services	8.000.000	
a - pour les productions végétales		2.525.902
b - pour les productions animales		5.830.810
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		2.447.388
3 - Impôts - taxes - cotisations		160.500
Total	8.000.000	12.814.350

Suite Isernia

	Avant la fusion	Après la fusion
Produit net d'exploitation	11.497.130	15.726.605
Remboursement dettes	4.120.000	9.014.000
Disponibilités réelles	7.357.130	6.712.605
Rémunération apport terres	-	1.618.945
Rémunération apport travail	-	6.475.780
Rémunération travail par UT	-	1.295.150

Note : cette gestion collective a reçu L. 32.614.200 sous forme de subvention en compte capital.

Fusione di Agrigento (société coopérative ; 9 membres)

Situation géographique : colline

Mode de faire-valoir : propriétaires exploitants

	Avant la fusion	Après la fusion
Superficie totale	86.13.70	206.04.79
S.A.U.	79.95.50	204.04.79
dont :		
- blé dur	35.85.00	30.00.00
- fèves	2.30.00	-
- vesces	2.50.00	-
- cultures fourragères	38.30.50	-
- sulla	-	17.00.00
- prairie de fauche	-	148.34.79
- avoine - grain	-	8.70.00
Unités de travail	7	9,75
Unités de bétail	31,6	76
Capital :		
1a - foncier	24.000.000	43.743.830
1b - améliorations	-	19.743.830
2 - d'exploitation		
a - bétail	8.180.000	17.000.000
b - machines	4.945.000	4.945.000
c - produits en stock	800.000	7.000.000
d - avances aux cultures	-	-
3 - dettes (9 % annuel)	2.800.000	5.000.000

Suite Agrigento

Pbc	Avant la fusion		Après la fusion	
	q.	L.	q.	L.
a) Productions végétales				
- céréales	645,50	5.809.500	540	4.860.000
- vesces	450	49.500	-	-
- foin	455	910.000	-	-
b) Productions animales				
- lait	364	3.094.000	452	3.842.000
- bénéfice brut de l'étable	-	3.520.000	-	14.287.770
- volaille	-	-	-	2.613.530
Total		13.383.000		25.603.300

Charges

1) Amortissements, entretien et assurances		
a - bâtiments		197.440
b - plantations		-
c - machines		692.300
2) Achat de biens et services	6.000.000	
a - pour les productions végétales		2.839.370
b - pour les productions animales		6.526.282
c - divers (locations, intermédiaires, etc.)		1.742.300
3 - Impôts - taxes cotisations		1.548.000
Total des charges	6.000.000	13.545.692

Suite Agrigento

	Avant la fusion	Après la fusion
Produit net d'exploitation	7.383.000	12.057.608
Remboursement dettes	3.052.000	5.450.000
Disponibilités réelles	4.331.000	6.607.608
Rémunération apport terre	-	1.321.520
Rémunération apport travail	-	5.286.088
Rémunération travail/par UT	-	542.160

Note : cette gestion collective a reçu 17.149.077 Lires sous forme de subvention en compte capital.

I N D E X

Remarque préliminaire	Page	1
Etable collective de Samoggia		7
Bilan des exploitations de l'étable de Samoggia		17
Etable collective de Migliarina		36
Bilan des exploitations de l'étable de Migliarina		49
Etable collective de Prato		62
Bilan des exploitations de l'étable de Prato		73
Etable collective de Massenzatico		87
Bilan des exploitations de l'étable de Massenzatico		97
Etable collective de Lover		111
Etable collective d'Argenta		120
Bilan des exploitations de l'étable d'Argenta		129
Etable collective de S. Bovo		148
Bilan des exploitations de l'étable de S. Bovo		161
Etable collective de Crosare		165
Bilan des exploitations de l'étable de Crosare		167
Aspects économiques de gestions collectives totales du Nord de l'Italie		186
Exemple A (Rimini)		186
Bilan des exploitations de la fusion de Rimini		202
Exemple B (Gavasseto)		216
Exemple C (S. Beleo di Casina)		226
Exemple D (Piémont)		233
Exemple E (Vigo Lomaso)		248
Bilan des gestions collectives de l'Italie méridionale et insulaire :		
Collaborazione di Cagliari		259
Fusione di Isernia		260
Fusione di Agrigento		263

Informations internes sur L'AGRICULTURE

		Date	Langues
N° 1	Le boisement des terres marginales	juin 1964	F ⁽¹⁾ D ⁽¹⁾
N° 2	Répercussions à court terme d'un alignement du prix des céréales dans la CEE en ce qui concerne l'évolution de la production de viande de porc, d'œufs et de viande de volaille	juillet 1964	F ⁽¹⁾ D ⁽¹⁾
N° 3	Le marché de poissons frais en république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas et les facteurs qui interviennent dans la formation du prix du hareng frais	mars 1965	F ⁽¹⁾ D ⁽¹⁾
N° 4	Organisation de la production et de la commercialisation du poulet de chair dans les pays de la CEE	mai 1965	F ⁽¹⁾ D ⁽¹⁾
N° 5	Problèmes de la stabilisation du marché du beurre à l'aide de mesures de l'Etat dans les pays de la CEE	juillet 1965	F D
N° 6	Méthode d'échantillonnage appliquée en vue de l'établissement de la statistique belge de la main-d'œuvre agricole	août 1965	F ⁽¹⁾ D ⁽²⁾
N° 7	Comparaison entre les «trends» actuels de production et de consommation et ceux prévus dans l'étude des perspectives «1970» 1. Produits laitiers 2. Viande bovine 3. Céréales	juin 1966	F ⁽¹⁾ D
N° 8	Mesures et problèmes relatifs à la suppression du morcellement de la propriété rurale dans les Etats membres de la CEE	novembre 1965	F ⁽¹⁾ D
N° 9	La limitation de l'offre des produits agricoles au moyen des mesures administratives	janvier 1966	F D
N° 10	Le marché des produits d'œufs dans la CEE	avril 1966	F ⁽¹⁾ D ⁽¹⁾
N° 11	Incidence du développement de l'intégration verticale et horizontale sur les structures de production agricole – Contributions monographiques	avril 1966	F ⁽¹⁾ D
N° 12	Problèmes méthodologiques posés par l'établissement de comparaisons en matière de productivité et de revenu entre exploitations agricoles dans les pays membres de la CEE	août 1966	F ⁽¹⁾ D
N° 13	Les conditions de productivité et la situation des revenus d'exploitations agricoles familiales dans les Etats membres de la CEE	août 1966	F D
N° 14	Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – «bovins – viande bovine»	août 1966	F D
N° 15	Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – «sucre»	février 1967	F D ⁽¹⁾
N° 16	Détermination des erreurs lors des recensements du bétail au moyen de sondages	mars 1967	F ⁽¹⁾ D ⁽³⁾

⁽¹⁾ Epuisé.

⁽²⁾ La version allemande est parue sous le n° 4/1963 de la série «Informations statistiques» de l'Office statistique des Communautés européennes.

⁽³⁾ La version allemande est parue sous le n° 2/1966 de la série «Informations statistiques» de l'Office statistique des Communautés européennes.

		Date	Langues
N° 17	Les abattoirs dans la CEE I. Analyse de la situation	juin 1967	F D
N° 18	Les abattoirs dans la CEE II. Contribution à l'analyse des principales conditions de fonctionnement	octobre 1967	F D
N° 19	Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – « produits laitiers »	octobre 1967	F D ⁽¹⁾
N° 20	Les tendances d'évolution des structures des exploitations agricoles – Causes et motifs d'abandon et de restructuration	décembre 1967	F D
N° 21	Accès à l'exploitation agricole	décembre 1967	F D
N° 22	L'agrumiculture dans les pays du bassin méditerranéen – Production, commerce, débouchés	décembre 1967	F D
N° 23	La production de produits animaux dans des entreprises à grande capacité de la CEE – Partie I	février 1968	F D
N° 24	Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles – « céréales »	mars 1968	F D
N° 25	Possibilités d'un service de nouvelles de marchés pour les produits horticoles non-comestibles dans la CEE	avril 1968	F D
N° 26	Données objectives concernant la composition des carcasses de porcs en vue de l'élaboration de coefficients de valeur	mai 1968	F D
N° 27	Régime fiscal des exploitations agricoles et imposition de l'exploitant agricole dans les pays de la CEE	juin 1968	F D
N° 28	Les établissements de stockage de céréales dans la CEE – Partie I	septembre 1968	F D
N° 29	Les établissements de stockage de céréales dans la CEE – Partie II	septembre 1968	F D
N° 30	Incidence du rapport des prix de l'huile de graines et de l'huile d'olive sur la consommation de ces huiles	septembre 1968	F D
N° 31	Points de départ pour une politique agricole internationale	octobre 1968	F D
N° 32	Volume et degré de l'emploi dans la pêche maritime	octobre 1968	F D
N° 33	Concepts et méthodes de comparaison du revenu de la population agricole avec celui d'autres groupes de professions comparables	octobre 1968	F D
N° 34	Structure et évolution de l'industrie de transformation du lait dans la CEE	novembre 1968	F D
N° 35	Possibilités d'introduire un système de gradation pour le blé et l'orge produits dans la CEE	décembre 1968	F D
N° 36	L'utilisation du sucre dans l'alimentation des animaux – Aspects physiologiques, technologiques et économiques	décembre 1968	F D

(1) Épuisé.

		Date	Langues
N° 37	La production de produits animaux dans des entreprises à grande capacité de la CEE – Partie II	février 1969	F D
N° 38	Examen des possibilités de simplification et d'accélération de certaines opérations administratives de remembrement	mars 1969	F D
N° 39	Evolution régionale de la population active agricole – I : Synthèse	mars 1969	F D
N° 40	Evolution régionale de la population active agricole – II : R.F. d'Allemagne	mars 1969	F D
N° 41	Evolution régionale de la population active agricole – III : Bénélux	avril 1969	F D
N° 42	Evolution régionale de la population active agricole – IV : France	mai 1969	F
N° 43	Evolution régionale de la population active agricole – V : Italie	mai 1969	F D
N° 44	Evolution de la productivité de l'agriculture dans la CEE	juin 1969	F D
N° 45	Situation socio-économique et perspectives de développement d'une région agricole déshéritée et à déficiences structurelles – Etude méthodologique de trois localités siciliennes de montagne	juin 1969	F I ⁽¹⁾
N° 46	La consommation du vin et les facteurs qui la déterminent I. R.F. d'Allemagne	juin 1969	F D
N° 47	La formation de prix du hareng frais dans la Communauté économique européenne	août 1969	F D
N° 48	Prévisions agricoles – I : Méthodes, techniques et modèles	septembre 1969	F D
N° 49	L'industrie de conservation et de transformation de fruits et légumes dans la CEE	octobre 1969	F D
N° 50	Le lin textile dans la CEE	novembre 1969	F D
N° 51	Conditions de commercialisation et de formation des prix des vins de consommation courante au niveau de la première vente – Synthèse, R.F. d'Allemagne, G.D. de Luxembourg	décembre 1969	F D
N° 52	Conditions de commercialisation et de formation des prix des vins de consommation courante au niveau de la première vente – France, Italie	décembre 1969	F D
N° 53	Incidences économiques de certains types d'investissements structurels en agriculture – Remembrement, irrigation	décembre 1969	F
N° 54	Les équipements pour la commercialisation des fruits et légumes frais dans la CEE – Synthèse, Belgique et G.D. de Luxembourg, Pays-Bas, France	janvier 1970	F

(¹) Cette étude n'est pas disponible en langue allemande.

		Date	Langues
N° 55	Les équipements pour la commercialisation des fruits et légumes frais dans la CEE – R.F. d'Allemagne, Italie	janvier 1970	F
N° 56	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale I. Autriche	mars 1970	F D
N° 57	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale II. Danemark	avril 1970	F D
N° 58	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale III. Norvège	avril 1970	F D
N° 59	Constatation des cours des vins de table à la production I. France et R.F. d'Allemagne	mai 1970	F D
N° 60	Orientation de la production communautaire de viande bovine	juin 1970	F D en prép.
N° 61	Evolution et prévisions de la population active agricole	septembre 1970	F D
N° 62	Enseignements à tirer en agriculture d'expérience des «Revolving funds»	octobre 1970	F D
N° 63	Prévisions agricoles II. Possibilités d'utilisations de certains modèles, méthodes et techniques dans la Communauté	octobre 1970	F D
N° 64	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale IV. Suède	novembre 1970	F D
N° 65	Les besoins en cadres dans les activités agricoles et connexes à l'agriculture	décembre 1970	F D
N° 66	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale V. Royaume-Uni	décembre 1970	F D
N° 67	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale VI. Suisse	décembre 1970	F D
N° 68	Formes de coopération dans le secteur de la pêche I. Synthèse, R.F. d'Allemagne, Italie	décembre 1970	F D
N° 69	Formes de coopération dans le secteur de la pêche II. France, Belgique, Pays-Bas	décembre 1970	F D
N° 70	Comparaison entre le soutien accordé à l'agriculture aux Etats-Unis et dans la Communauté	janvier 1971	F D
N° 71	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale VII. Portugal	février 1971	F D
N° 72	Possibilités et conditions de développement des systèmes de production agricole extensifs dans la CEE	avril 1971	F D
N° 73	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale VIII. Irlande	mai 1971	D

		Date	Langues
N° 74	Recherche sur les additifs pouvant être utilisés comme révélateurs pour la matière grasse butyrique – Partie I	mai 1971	F ⁽¹⁾ D en prép. ⁽¹⁾
N° 75	Constatation de cours des vins de table II. Italie, G.D. de Luxembourg	mai 1971	F D
N° 76	Enquête auprès des consommateurs sur les qualités de riz consommées dans la Communauté	juin 1971	F D I
N° 77	Surfaces agricoles pouvant être mobilisées pour une réforme de structure	août 1971	F D
N° 78	Problèmes des huileries d'olive Contribution à l'étude de leur rationalisation	octobre 1971	F I
N° 79	Gestion économique des bateaux pour la pêche à la sardine – Recherche des conditions optimales – Italie, Côte Méditerranéenne française I. Synthèse	décembre 1971	F I
N° 80	Gestion économique des bateaux pour la pêche à la sardine – Recherche des conditions optimales – Italie, Côte Méditerranéenne française II. Résultats des enquêtes dans les zones de pêche	décembre 1971	F I
N° 81	Le marché foncier et les baux ruraux – Effets des mesures de réforme des structures agricoles I. Italie	janvier 1972	F D
N° 82	Le marché foncier et les baux ruraux – Effets des mesures de réforme des structures agricoles II. R.F. d'Allemagne, France	janvier 1972	F D
N° 83	Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles I. Belgique, France, G.D. de Luxembourg	février 1972	F
N° 84	Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles II. R.F. d'Allemagne	février 1972	D
N° 85	Dispositions fiscales en matière de coopération et de fusion d'exploitations agricoles III. Pays-Bas	février 1972	N
N° 86	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale IX. Finlande	avril 1972	F D
N° 87	Recherche sur les incidences du poids du tubercule sur la floraison du dahlia	mai 1972	F D
N° 88	Le marché foncier et les baux ruraux – Effets des mesures de réforme des structures agricoles III. Pays-Bas	juin 1972	F D
N° 89	Agriculture et politique agricole de quelques pays de l'Europe occidentale X. Aperçu synoptique	septembre 1972	F en prép. D

⁽¹⁾ Etude adressée uniquement sur demande.

		Date	Langues
N° 90	La spéculation ovine	Septembre 1972	F D en prép.
N° 91	Méthodes pour la détermination du taux d'humidité du tabac	Octobre 1972	F D en prép.
N° 92	Recherches sur les révélateurs pouvant être additionnés au lait écrémé en poudre	Octobre 1972	F ⁽¹⁾ D en prép. ⁽¹⁾
N° 93	Nouvelles formes de collaboration dans le domaine de la production agricole — I : Italie	Novembre 1972	F D en prép. I

⁽¹⁾ Etude adressée uniquement sur demande.